« L'ennemi principal
est dans notre propre pays »

© Les bons caractères, 2014
ISBN 978-2-915727-43-2
Dépôt légal 2e trimestre 2014
Photo de couverture : le 11 août 1918, la famille Scherer, industriels à Thann (Bas-Rhin), reçoit des notabilités militaires et civiles.
© Capitaine Leglaive

- Lénine
- Karl Liebknecht
- Rosa Luxemburg
- Pierre Monatte
- Christian Rakovsky
- Alfred Rosmer
- Léon Trotsky

« L'ennemi principal est dans notre propre pays »

L'opposition à la guerre impérialiste
1914-1916

Textes choisis et présentés par Rémi Adam

Les bons caractères

6, rue Florian 93500 Pantin

Introduction

La mort à Sarajevo de l'héritier de la couronne d'Autriche sous les balles du nationaliste serbe Gavrilo Princip le 28 juin 1914 fit basculer le monde, et en premier lieu les peuples d'Europe, dans la première grande tragédie du XX^{e} siècle.

Cet assassinat était un nouvel épisode des crises et des guerres qui avaient secoué les Balkans les années précédentes. Morcelée en de nombreuses entités, cette zone était l'enjeu des appétits de toutes les puissances capitalistes d'Europe et l'arène des rivalités entre les nations balkaniques elles-mêmes. Et au-delà de cette région, c'est le sort de l'Empire ottoman, dont les grandes puissances européennes et la Russie entendaient se partager les dépouilles, qui était cette fois en jeu. Raison pour laquelle les Balkans étaient devenus un véritable « tonneau de poudre ».

L'attentat de Sarajevo fut l'étincelle qui le fit exploser. La lutte pour le partage et le pillage de la planète que se menaient les principales puissances impérialistes européennes (Grande-Bretagne, France, puis Allemagne et Italie) depuis plusieurs décennies, à coups de conquêtes coloniales et de zones d'influence, se transforma en guerre mondiale. Liés entre eux par des systèmes d'alliance, la quasi-totalité de ces États s'impliquèrent dans le conflit puis entrèrent en guerre dans la première semaine du mois d'août 1914.

Se faisaient face, d'un côté, les deux principales puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni, alliées à la Russie impériale et autocratique et, de l'autre, les deux empires « centraux », l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, bientôt rejoints par l'Empire ottoman.

Dans les mois et les années qui suivirent, la presque-totalité des États, dont plusieurs étaient restés neutres en août 1914, entrèrent dans le conflit : la guerre et la barbarie qui l'accompagnait avaient désormais atteint tous les continents, c'est-à-dire les dimensions mêmes de l'économie capitaliste. Des combats s'engagèrent en Europe sur deux fronts, à l'ouest en France et en Belgique, et à l'est en Russie et dans les Balkans ; d'autres éclatèrent jusque dans le Pacifique et même en Afrique, tandis que la guerre sur les mers et les océans faisait également rage.

Alors que les rivalités impérialistes poussaient des dizaines de millions de prolétaires et de paysans dans une mêlée fratricide, les dirigeants des principaux partis de l'Internationale socialiste, ceux de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Belgique, se dérobèrent et trahirent

ouvertement les travailleurs en ralliant le camp de leur bourgeoisie. Ainsi, la seule organisation qui aurait pu tenter d'opposer la mobilisation des travailleurs par-delà les frontières et les nationalismes renonçait au rôle pour lequel elle avait pourtant été créée puis portée par les convictions et le dévouement de centaines de milliers de prolétaires.

Depuis sa fondation en 1889, l'Internationale revendiquait le rôle de direction du prolétariat de tous les pays dans sa lutte contre la bourgeoisie. Parce que ses dirigeants étaient convaincus que l'expansion du capitalisme à l'échelle de la planète ne faisait que développer à un niveau plus haut les rivalités entre les différentes bourgeoisies pour la conquête de nouveaux débouchés pour leurs capitaux et leurs marchandises, ils avaient préparé les travailleurs au risque d'un embrasement armé généralisé. Cette conviction d'une menace grandissante était renforcée par l'accroissement observé des budgets militaires et le lancement de vastes programmes d'armement par la plupart des gouvernements et ce, quelle que fût leur forme politique, républicaine, monarchiste ou impériale.

La question de la guerre fut à l'ordre du jour des congrès de l'Internationale au cours de toute la décennie qui précéda l'été 1914.

Dès 1889, la Deuxième Internationale avait d'ailleurs affirmé que la guerre ne disparaîtrait « *définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme* ». Une affirmation et une perspective inséparables du mot d'ordre d'« *abolition des armées permanentes* » et de « *l'armement du peuple* ».

En 1907, le congrès de Stuttgart avait envisagé toutes les formes que pourrait prendre la lutte contre la guerre. Les délégués s'étaient divisés assez fortement sur cette question[1], mais la résolution adoptée sur proposition de Rosa Luxemburg et de Lénine concluait : « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, [les travailleurs] ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.* »

Il en découlait que, dans les guerres à venir entre les grandes puissances, les prolétaires ne devraient pas choisir un camp contre un autre et qu'ils devraient tourner leurs forces contre leur propre bourgeoisie. La

1 En mars 1919, le rapport du premier congrès de la Troisième Internationale relève même que plus de la moitié de la Deuxième Internationale et la plupart de ses dirigeants étaient sur ces questions beaucoup plus près des points de vue de la bourgeoisie que du point de vue communiste de Marx et d'Engels.

seule alternative était : la barbarie ou le socialisme, par le renversement de tout l'ordre social à l'origine de ces guerres. La prise de pouvoir par le prolétariat était bien la seule voie permettant d'échapper à la menace des guerres et à leurs conséquences meurtrières.

Lors du congrès de Copenhague de 1910, la discussion se mena autour du projet d'un « *grand conseil de guerre de l'Internationale* ». Une résolution fut adoptée dans ce sens : « *Au cas où il y aurait menace de conflit entre deux ou plusieurs pays, s'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du Bureau socialiste international, sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le BSI et la Commission interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux convenir.* »

Cette position trouva d'ailleurs son application lors des guerres qui ensanglantèrent les Balkans en 1912 puis en 1913, nouvelles crises susceptibles de faire basculer le monde dans la guerre. Un manifeste de l'Internationale affirma alors que les travailleurs d'Europe devaient hâter de tous leurs efforts « *l'avènement du socialisme, qui, seul, fera pénétrer un ordre durable et vrai dans les relations internationales livrées à l'anarchie capitaliste, aux convoitises financières, aux fureurs chauvines, aux sournoiseries diplomatiques et aux violences réactionnaires* ». L'unique député socialiste bulgare opposé à la guerre menée par son gouvernement fut salué à cette occasion pour avoir, « *seul (...) contre toute la bourgeoisie, (...) élevé la voix pour la paix* ».

De leur côté, les socialistes de Turquie et des Balkans expliquèrent que les peuples de la région n'avaient rien à gagner à une telle aventure. Ils concluaient ainsi leur déclaration : « *Nous exprimons notre volonté ferme de soutenir de toutes nos forces la lutte du prolétariat mondial contre la guerre, contre le militarisme, contre l'exploitation capitaliste, pour la liberté, pour l'égalité, pour l'émancipation des classes et des nationalités, en un mot pour la paix. À bas la guerre ! Vive la solidarité internationale des peuples !* »

Convaincus que la constitution d'un État national ne pouvait « *être qu'un État tyrannique, déchiré par les luttes intestines et menacé par les guerres extérieures* », les organisations socialistes répondaient à la poussée des nationalismes dans cette région par le mot d'ordre de fédération socialiste, sous l'impulsion de Christian Rakovsky notamment.

Le congrès de Bâle de 1912, tenu en urgence au lendemain du conflit dans les Balkans, adopta à l'unanimité un nouveau manifeste, qui envisageait une guerre opposant l'Angleterre, l'Allemagne, et leurs alliés respectifs.

Ce texte réaffirmait que nul intérêt du peuple ne pouvait justifier un tel affrontement mené pour le *« profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties »*, sur la base de la politique impérialiste et spoliatrice des grandes puissances.

La résolution se terminait enfin par une *« sommation aux gouvernements »* qui rappelait les soulèvements révolutionnaires ayant accompagné les guerres européennes des décennies précédentes, notamment la Commune de Paris en 1871, et la révolution russe de 1905 : *« Que les gouvernements sachent bien que, dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre. »* En dénonçant la guerre à venir au nom des intérêts des travailleurs et du socialisme, l'Internationale rappelait que la révolution et le renversement du système capitaliste seraient mis à l'ordre du jour.

Cette propagande générale contre le risque de guerre européenne était relayée dans tous les pays, bien qu'à des degrés divers, par les organisations syndicales et par les différentes sections de l'Internationale. Toute une génération de travailleurs fut alors gagnée à l'internationalisme prolétarien. Elle y voyait le seul rempart possible contre le capital et contre la barbarie.

En France, la CGT, au sein de laquelle les militants anarcho-syndicalistes donnaient le ton, ne ménageait pas ses efforts. Lors du congrès d'Amiens en 1906, la confédération en fit même une priorité pour ses militants au nom des intérêts mêmes opposant les travailleurs à leurs exploiteurs : *« La propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse. Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou colonies, la classe ouvrière est dupée et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise. »* L'opposition de la classe ouvrière à l'État bourgeois ne se discutait pas. Contre la guerre, la menace de la grève générale révolutionnaire était alors fièrement brandie.

Journaux, brochures à grand tirage, meetings, tracts, affiches, nombreux étaient les moyens utilisés pour faire entendre la réponse des travailleurs à la montée du militarisme et du nationalisme. Les militants de la CGT s'efforçaient en outre de garder des liens avec les jeunes travailleurs effectuant leur service militaire, pour leur fournir une aide à la fois matérielle et morale, mais aussi parce qu'ils étaient convaincus de la nécessité de disposer de camarades à même de jouer un rôle dans l'hypothèse d'un affrontement armé avec la classe ouvrière.

Preuve de cette activité, les lourdes peines de prison pour « activités antimilitaristes » qui s'abattirent alors sur eux.

En 1913, le Parlement français adopta la loi des trois ans, prolongeant d'une année le service militaire des jeunes appelés, ce qui révélait l'importance des préparatifs de guerre de l'État français. En réponse, de grandes manifestations furent organisées, jusque dans les casernes, en particulier dans le sud du pays. Le 25 mai 1913, au lieu-dit la butte du Chapeau-Rouge au Pré-Saint-Gervais, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) rassembla à elle seule 150 000 personnes.

Cette même année 1913, la SFIO et le SPD (Parti social-démocrate allemand), les deux principaux partis de l'Internationale, publièrent un manifeste commun contre la guerre, dans lequel on pouvait lire :

« Au moment où, en Allemagne et en France, les gouvernements se préparent à déposer de nouveaux projets de loi qui vont encore accroître les charges militaires déjà formidables, les socialistes français et les socialistes allemands estiment que c'est leur devoir de s'unir plus étroitement que jamais pour mener ensemble la bataille contre ces agissements insensés des classes dirigeantes. (…) C'est le même cri contre la guerre, c'est la même condamnation de la paix armée qui retentissent à la fois dans les deux pays. C'est sous le même drapeau de l'Internationale – de l'Internationale qui repose sur la liberté et l'indépendance assurées à chaque nation – que les socialistes français et les socialistes allemands poursuivent avec une vigueur croissante leur lutte contre le militarisme insatiable, contre la guerre dévastatrice, pour l'entente réciproque, pour la paix durable entre les peuples. »

Quelques jours à peine avant l'entrée en guerre, le 26 juillet 1914, des milliers d'affiches reprenant un texte de Léon Jouhaux, le dirigeant de la CGT, proclamait : *« La guerre – la guerre européenne menaçante – avec ses boucheries, ses massacres, la famine, les épidémies qu'elle entraîne, signifierait un formidable recul, peut-être la fin d'une civilisation, à coup sûr l'anéantissement de tous nos espoirs. »* Le lendemain, d'immenses cortèges ouvriers défilèrent aux cris de *« Vive la paix ! À bas la guerre ! »* Dans la seule ville de Montluçon, qui comptait alors 33 000 habitants, pas moins de dix mille personnes se rassemblèrent ce jour-là. Et il en fut de même dans la plupart des grandes villes d'Europe.

Pour autant, aucun objectif concret ne fut assigné aux différentes sections de l'Internationale. La dénonciation de la guerre et la réaffirmation de la communauté d'intérêts des travailleurs de tous pays eurent peu de traduction dans les faits. Déjà certains dirigeants commençaient à laisser entendre qu'un « arbitrage international » pourrait être un recours plus efficace qu'une démonstration de force des travailleurs. Pire encore, le

29 juillet, un des dirigeants du SPD, Südekum[1], fut reçu par le chancelier Bethmann-Hollweg. À l'écart de tout contrôle, assurance fut donnée à celui-ci que la social-démocratie n'organiserait ni grève, ni sabotage.

Le même jour, se tint la réunion du Bureau de l'Internationale à Bruxelles tandis que d'immenses cortèges ouvriers défilaient de nouveau contre la guerre dans la capitale belge. Celui-ci ne définit aucune position très nette. Seule certitude : le prochain congrès de l'Internationale était avancé au 9 août 1914 : il devait se tenir à Vienne et être *« l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial »*.

Moins d'une semaine plus tard, les dirigeants de l'Internationale votaient les crédits de guerre dans leurs Parlements respectifs. D'état-major de la révolution qu'elle aurait dû être, cette organisation s'était transformée en organe des intérêts de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Dans tous les pays concernés, la bourgeoisie, qui redoutait les réactions du mouvement ouvrier, se voyait rassurée. La collaboration active des dirigeants des partis socialistes et des centrales syndicales lui assurait une aide précieuse pour imposer l'idée même de la guerre à l'opinion publique. Point ne fut besoin de recourir en France au « carnet B » du ministre de l'Intérieur, dans lequel étaient consignés les noms et adresses de toutes les personnes à arrêter en cas de guerre. « *Et dire que voilà des hommes que nous voulions faire emprisonner !* », put s'exclamer alors avec soulagement un sénateur ennemi de longue date du mouvement ouvrier.

En Allemagne, la capitulation des dirigeants du Parti social-démocrate fut révélatrice de l'ampleur de ce reniement général. Elle fut d'autant plus spectaculaire que le SPD était la colonne vertébrale de l'Internationale, le parti qui comptait le plus de militants, d'expérience et d'influence dans des couches profondes du prolétariat allemand.

Le 4 août 1914, l'ensemble des députés du SPD au Reichstag vota les crédits de guerre et apporta tout son soutien à Guillaume II et à ses généraux. Les opposants à ce vote, comme Karl Liebknecht, se soumirent à la discipline de vote, de règle dans ce parti. Ce choix des dirigeants était l'aboutissement d'un long processus de dégénérescence qui avait été masqué par les proclamations des congrès et le maintien d'une fidélité de façade aux principes fondateurs du parti. Ce mouvement de fond

1 Albert Südekum (1871-1944) était un journaliste et un parlementaire du SPD ainsi qu'un des porte-parole de sa fraction la plus réformiste. Il sera ministre des Finances de la Prusse en 1919.

avait trouvé sa première expression publique au tournant du siècle avec le réformisme revendiqué de Bernstein, un des pionniers du parti pourtant.

Ce 4 août, le SPD accompagna son vote d'une déclaration dont la conclusion était lapidaire : *« Nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger. »* Et s'il n'abandonna pas la « patrie », masque de l'État et des forces sociales privilégiées qu'il protégeait, le SPD abandonna en revanche bel et bien les millions de travailleurs qui lui avaient fait confiance jusque-là. Ses dirigeants tentèrent de se justifier en arguant que la guerre engagée était de nature défensive, distinction spécieuse, repoussée à l'avance par l'Internationale les années précédentes, et qu'elle était dirigée contre « l'impérialisme russe ».

Rosa Luxemburg comprit d'emblée que la social-démocratie avait failli à sa mission historique, que l'Internationale s'était effondrée et qu'elle ne s'en relèverait pas. Elle concluait alors : *« Jamais, de toute l'histoire de la lutte des classes et depuis qu'il existe des partis politiques, il n'y avait eu un parti qui, en l'espace de vingt-quatre heures, avait cessé aussi complètement, comme ce fut le cas pour la social-democratie allemande, d'être un facteur politique et ce, après être devenu une force de premier plan et avoir rassemblé autour de lui des millions de personnes. »*

De leur côté, les centrales syndicales allemandes renoncèrent avec empressement au mot d'ordre de grève qu'elles avaient pourtant lancé pour le 2 août et se rallièrent elles aussi à la politique de la « paix civile » (*Burgfrieden*) initiée par les dirigeants sociaux-démocrates. Le prolétariat allemand était livré à ses bourreaux par ceux-là mêmes qui s'en étaient proclamés les défenseurs.

En France, on assista au même processus d'intégration à l'État et à la même soumission des dirigeants du mouvement ouvrier.

Dans son message du 4 août, le président Poincaré avait affirmé : *« Dans la guerre qui s'engage, la France sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée. »* Les dirigeants de la SFIO ne le détrompèrent pas.

Sur la tombe même de Jaurès qui avait été assassiné le 31 juillet, le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, tenta de justifier son ralliement à l'union sacrée dans ces termes : *« Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime. Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue, ceux qui l'ont déchaînée, despotes aux visées sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtiment. Acculés à la lutte,*

nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de la civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie avec cette volonté que nous répondons présent à l'ordre de mobilisation.»

Jouhaux réaffirmait sa prétendue «haine» de l'impérialisme et du militarisme, mais il ne s'agissait plus que… de l'impérialisme allemand. Oubliés les crimes coloniaux de la France, oubliée l'alliance éhontée de la République, que Jouhaux se faisait désormais fort de défendre, avec l'autocratie tsariste.

Et si les dirigeants socialistes français n'avaient effectivement pas «voulu» la guerre, ils ne tentèrent à aucun moment de s'y opposer lorsqu'elle fut devant eux. Ils votèrent ce même 4 août les crédits de guerre, comme leurs homologues allemands. Ils signaient ainsi leur capitulation et leur acte de mort politique pour le socialisme. Pas un n'eut à connaître la prison et nombre d'entre eux échappèrent à l'envoi au front. De leur revirement, la «patrie» savait se montrer reconnaissante.

En entrant dans un cabinet d'union sacrée à la fin août, Jules Guesde et Marcel Sembat achevèrent la trahison des dirigeants socialistes par une collaboration active au grand massacre qui s'engageait. Dans une lettre ouverte adressée à Jules Guesde au moment de son expulsion de France en 1916, Trotsky fustigea celui qui avait été un des premiers dirigeants marxistes en France en ces termes: *«Vous avez transformé le Parti socialiste en un chœur docile accompagnant les coryphées du brigandage capitaliste, à l'époque où la société bourgeoise – dont vous, Jules Guesde, vous étiez un ennemi mortel – a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature.*»

Le journal de la SFIO, *l'Humanité,* expliquait que *«deux armées françaises»* devaient désormais collaborer pour vaincre les Allemands: les soldats sur *«les champs de bataille»* et les ouvriers sur *«les champs de travail»*. Une façon très nette d'affirmer son opposition à toute grève ou à l'expression de toute revendication venant des travailleurs. Le 6 août 1914, le même journal écrivait, en reprenant les thèmes les plus réactionnaires de la presse nationaliste: *«Du heurt de deux races que la liberté jaillisse! (…) Dans le conflit actuel, la question ethnique a son importance. Les Germains, de sang plus lourd, partant d'esprit plus soumis et plus résigné, n'ont pas notre esprit d'indépendance.*»

En Belgique, le dirigeant de l'important Parti ouvrier belge, et secrétaire en titre de l'Internationale, Émile Vandervelde, entra dans un gouvernement d'union nationale avec le titre de ministre d'État de la monarchie.

D'abord sans portefeuille, il fut désigné pour sillonner les États-Unis… pour convaincre les ouvriers américains des « *dangers du militarisme prussien* ». Il allait devenir par la suite ministre de l'Intendance et acquérir le surnom de « *ministre des harengs salés* », en raison de la pauvreté de l'alimentation en Belgique, comme dans bien d'autres pays, durant le conflit. Les syndicalistes belges Émile Destrée ou Georges Hubin sombrèrent de la même manière et se firent à leur tour les porte-parole virulents de l'antigermanisme en vigueur.

En Russie, la guerre mit un terme aux manifestations ouvrières et à la remontée des grèves observée depuis 1912. Les principaux responsables des différentes organisations socialistes se trouvaient eux-mêmes en émigration, en Suisse et en Autriche notamment. Plusieurs des dirigeants du Parti socialiste révolutionnaire (Avxentiev, Bounakov, Roubanovitch) se rallièrent rapidement à la guerre, et par conséquent à l'union sacrée avec le tsar. Quant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie, définitivement divisé en ses deux composantes, menchevique et bolchevique, il ne trouva pas plus de position commune sur ce sujet capital que sur ce qui l'avait maintenu scindé depuis plusieurs années. Plusieurs responsables mencheviques de renom, comme Plékhanov, Deutsch, Maslov, Potressov et Zassoulitch, se rallièrent à la politique de défense nationale. Dans les rangs des mencheviks restés fidèles à la perspective internationaliste (Martov et Axelrod notamment), on se refusa cependant, selon une attitude traditionnelle dans ce courant, à rompre avec tous ceux qui se compromettaient par leur soutien à la politique d'union nationale et, a fortiori, à proclamer la nécessité d'une nouvelle Internationale. Léon Trotsky proclama d'emblée son opposition à la guerre, sans rejoindre pour autant les positions bolcheviques.

Seuls les bolcheviks reprirent à leur compte les thèses de Lénine contre la guerre impérialiste et pour le défaitisme révolutionnaire. Ils considéraient que la défaite du tsarisme serait un moindre mal et que le devoir des révolutionnaires était de préparer la guerre civile qui ne manquerait pas de surgir de la guerre elle-même.

Cette capitulation simultanée des dirigeants socialistes européens en août 1914 fut une tragédie pour les masses populaires, car elle survenait au moment même où les travailleurs d'Europe, mobilisés par leur État, étaient appelés à se combattre sur les champs de bataille. Qu'est-ce qui pouvait expliquer une telle faillite ?

Durant toute son existence, la Deuxième Internationale avait vu s'opposer en son sein une aile révolutionnaire et une aile opportuniste. Dans plusieurs pays, il y avait eu scission sur ce point avant la guerre (en

Grande-Bretagne, en Italie, en Hollande et en Bulgarie). Cet opportunisme était, comme le formula par la suite Lénine, « *l'expression des intérêts de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l'alliance avec "leur" bourgeoisie d'une partie minime d'ouvriers embourgeoisés, contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés* ». En août 1914, il apparut au grand jour que, malgré les résolutions officielles et les manifestes, ce courant opportuniste s'était imposé au sommet des organisations du mouvement ouvrier. Ses dirigeants ne pouvaient défendre leur situation et leurs « droits » aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par leur bourgeoisie nationale qu'en se soumettant à celle-ci. Et puisque la guerre ne permettait plus les faux-semblants, ils le firent de la façon la plus abjecte et la plus servile, en se faisant les complices du massacre des peuples.

Seule une poignée de responsables et d'organisations combattirent cette politique d'union sacrée. Au plus fort de la tempête et de la barbarie militariste qui avait emporté la Deuxième Internationale et les dirigeants des grandes centrales syndicales d'Europe, ils relevèrent le drapeau de l'internationalisme et maintinrent la perspective révolutionnaire.

En Grande-Bretagne, l'Independent Labour Party, aile gauche du Parti travailliste, refusa dans un premier temps de s'associer à l'union sacrée. En Europe centrale, des voix se firent entendre, dont celle de Rakovsky une nouvelle fois, pour s'opposer à la guerre et défendre la perspective d'une révolution ouvrière à l'échelle de l'Europe. Ce fut le cas aussi des militants bulgares dits « étroits ». En Allemagne, Karl Liebknecht, l'un des principaux responsables du Parti social-démocrate, refusa en décembre 1914 avec plusieurs députés du parti de voter de nouveau les crédits de guerre. Il rejoignait ainsi Rosa Luxemburg et plusieurs milliers de partisans qui n'acceptaient pas la trahison de leurs dirigeants et voulaient maintenir sans tache le drapeau du socialisme.

En France, une poignée de militants socialistes et anarcho-syndicalistes, dont Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Louise Saumoneau, combattirent également la politique de leurs organisations. Tous engagèrent dès ce mois d'août 1914, et la capitulation des Kautsky, Vandervelde, Plékhanov et autres Jouhaux, pour ne citer que les plus influents d'entre eux, le combat pour proposer une politique au prolétariat d'Europe et du monde.

Ils continuaient à défendre ce qui avait été les positions du mouvement ouvrier jusqu'au déclenchement de la tragédie de l'été 1914 : ce conflit était de nature impérialiste et avait comme but un nouveau partage du monde, de ses colonies, des zones d'influence et des marchés. Les travailleurs

n'avaient pas à choisir un camp contre un autre, mais devaient œuvrer à accomplir leurs propres perspectives.

S'ils se rejoignaient dans l'analyse générale des causes de la guerre, ils divergeaient en revanche sur les mots d'ordre et l'orientation à donner aux éléments les plus conscients du mouvement ouvrier. C'est du Parti bolchevique, par la voix de Lénine, que le courant internationaliste s'exprima de la façon la plus nette, et ce dès le mois d'août 1914. En témoigne la conclusion qu'il tirait du vote des crédits de guerre par les partis de l'Internationale, en affirmant que ces organisations ne formaient plus qu'« *un hideux abcès purulent* » et qu'il s'en dégageait « *une insupportable puanteur cadavérique* ». C'est aussi au nom de la défense de l'internationalisme prolétarien qu'il ne dévia à aucun moment de la ligne qu'il avait fixé en août 1914 : « *la transformation de la guerre en guerre civile révolutionnaire* ».

Les écrits que nous publions ici portent la marque de ces différences d'appréciation et des discussions qui se menèrent durant la guerre entre militants restés fidèles à l'internationalisme prolétarien. Ils ne représentent qu'une sélection parmi bien des textes écrits par eux au cours des deux premières années du conflit mondial. Mériterait notamment d'y figurer également la brochure de Lénine intitulée *La faillite de la II^e^ Internationale,* qu'il rédigea en mai-juin 1915. Faute de place, nous ne pouvons que renvoyer les lecteurs à ce texte incontournable.

Chaque texte représente un élément de la lutte entreprise par la minorité restée fidèle aux idées qui avaient été celles de la Deuxième Internationale durant deux décennies, pour reconstruire une Internationale et abattre le capitalisme et l'impérialisme à l'origine de la Première Guerre mondiale.

Au fond, le déclenchement de la révolution russe en février-mars 1917 trancha ces débats en donnant raison à Lénine. Tous les auteurs des textes de ce recueil se retrouvèrent quelques années plus tard dans les rangs de la Troisième Internationale. Celle-ci, indissociable de la révolution d'Octobre qui lui avait donné le jour, était l'aboutissement du combat militant engagé en août 1914[1].

Rémi Adam

1 Sauf mention spéciale, les notes sont de l'éditeur.

1. Lénine
Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne
(septembre 1914)

À l'été 1914, Lénine est le dirigeant incontesté du courant bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), issu de la séparation définitive avec sa branche menchevique en 1912. Jusqu'à cette date, les relations de Lénine et des différentes fractions du socialisme russe avec l'Internationale avaient été marquées à la fois par une collaboration étroite et par d'importants désaccords.

Les bolcheviks, de même que l'ensemble des sociaux-démocrates de Russie depuis l'introduction des idées marxistes en Russie à la fin du XIX[e] siècle, reconnaissaient la Deuxième Internationale comme l'organisation destinée à devenir un état-major de la révolution mondiale. Elle devait être à la fois le parlement des différentes sections nationales et une direction pour le mouvement ouvrier tout entier. Lénine était lui-même représentant du POSDR au Bureau socialiste international (BSI) depuis novembre 1905. Et jusqu'en 1912, il participa à toutes les réunions de cet organe de direction. Tous ses textes montrent qu'il avait une connaissance très précise des résolutions de l'Internationale et qu'il en mesurait toute l'importance.

De 1912 à l'été 1914, les relations des bolcheviks avec les organes dirigeants de l'Internationale furent cependant envenimées par les questions internes à la social-démocratie russe. Lénine affirmait que *«le mouvement ouvrier en Russie traversait une ère de grande agitation dans les masses»*, que *«le pays tout entier se radicalisait»* et qu'une *«nouvelle crise révolutionnaire mûrissait en Russie»*. Tenter de ressouder artificiellement l'unité du parti et ses différentes composantes, comme l'y engageaient les dirigeants de l'Internationale, était pour lui non seulement une perte de temps mais une incompréhension profonde des tâches incombant désormais au prolétariat russe et au parti représentant ses intérêts.

Au cours des deux années qui précédèrent la guerre, il combattit sans relâche les opportunistes et les révisionnistes dans l'Internationale, mais sans jamais vraiment parvenir à sortir d'un relatif isolement[1].

Mais à aucun moment Lénine, pas plus que tout autre militant révolutionnaire, n'imaginait la brutalité et la profondeur du revirement d'août 1914.

---

1 Sur cette question, voir l'article de Georges Haupt, « Lénine, les bolcheviks et la II[e] Internationale », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1966, vol. 7, p. 378-407.

Il avait d'ailleurs prévu d'intervenir lui-même pour défendre ses positions au congrès exceptionnel qui aurait dû se tenir à Vienne cet été-là.

Le premier texte de ce recueil fut écrit trois semaines après le ralliement des principaux partis et dirigeants de la Deuxième Internationale à la politique d'«union sacrée», c'est-à-dire à leur propre bourgeoisie. Face à cette capitulation, Lénine réaffirme le caractère impérialiste de la guerre mondiale et pointe du doigt les responsabilités des dirigeants sociaux-démocrates d'Allemagne, de France et de Belgique, comme de l'Internationale tout entière, à commencer par celle de Karl Kautsky (1854-1938), son principal théoricien. Il met en évidence leur trahison et leur véritable faillite.

Lénine s'adresse à la conscience révolutionnaire des travailleurs et engage le combat pour maintenir le drapeau de l'internationalisme communiste, en Russie comme dans l'ensemble des pays désormais en guerre.

Ses thèses furent discutées puis adoptées à la conférence du groupe bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) de Berne entre la fin août et la première semaine de septembre 1914. Elles furent envoyées aux différentes sections bolcheviques à l'étranger puis, clandestinement, en Russie. Une fois approuvées, ces résolutions furent remaniées par Lénine pour en faire un manifeste du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie connu sous le titre: *La guerre et la social-démocratie russe*.

L'introduction de Lénine, intitulée *La social-démocratie russe et la guerre européenne,* avait été rédigée sur une feuille séparée et fut retrouvée ultérieurement.

La social-démocratie russe et la guerre européenne

Nous avons appris de source digne de foi que des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ont tenu dernièrement une conférence sur le problème de la guerre européenne. Cette conférence n'avait pas un caractère absolument officiel, car le Comité central du POSDR n'avait pu encore se réunir en raison des multiples arrestations et de la répression sans précédent dont il est l'objet de la part du gouvernement tsariste. Mais nous savons fort bien que cette conférence a réellement exprimé l'opinion des milieux les plus influents du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

La conférence a adopté la résolution ci-après, que nous reproduisons dans son texte intégral, à titre de document :

Résolution d'un groupe de sociaux-démocrates

1. La guerre européenne et mondiale présente tous les caractères d'une guerre bourgeoise, impérialiste, dynastique. La lutte pour les marchés et pour le pillage des autres États, la volonté d'enrayer le mouvement

révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie, tel est le seul contenu réel de la guerre, telle est sa signification.

2. L'attitude des chefs du Parti social-démocrate allemand – le plus fort et le plus influent des partis de la II^e^ Internationale (1889-1914) – qui ont voté le budget de guerre et qui reprennent la phraséologie bourgeoise et chauvine des hobereaux prussiens et de la bourgeoisie, est une trahison pure et simple du socialisme. Cette attitude ne peut se justifier en aucune façon, pas même en supposant que le Parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation. En fait, dans la situation présente, ce parti a pratiqué une politique national-libérale.

3. L'attitude des chefs des partis sociaux-démocrates belge et français, qui ont trahi le socialisme en entrant dans les ministères bourgeois, mérite d'être condamnée au même titre.

4. La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la II^e^ Internationale (1889-1914) signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière. Cette faillite a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois, dont le caractère bourgeois et le danger qu'il constituait étaient depuis longtemps déjà signalés par les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la II^e^ Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le *Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'aux époques de crise les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. L'un des organes internationaux de l'oppor-

tunisme, la revue allemande *Sozialistische Monatshefte*[1], qui a depuis longtemps adopté une attitude national-libérale, célèbre aujourd'hui, à très juste titre, sa victoire sur le socialisme européen. Le « centre » du Parti social-démocrate allemand et des autres partis sociaux-démocrates a, en fait, lâchement capitulé devant les opportunistes. La future Internationale doit débarrasser définitivement et résolument le socialisme de ce courant bourgeois.

5. Parmi les sophismes bourgeois et chauvins dont usent le plus souvent, pour duper les masses, les partis et les gouvernements bourgeois des deux principales nations rivales du continent, la France et l'Allemagne, et que les opportunistes socialistes avérés ou camouflés qui se traînent servilement à la remorque de la bourgeoisie répètent après eux, il faut tout particulièrement noter et stigmatiser les suivants:

Lorsque les bourgeois allemands prétendent qu'ils défendent la patrie, qu'ils luttent contre le tsarisme, qu'ils protègent le libre développement culturel et national, ils mentent, car les hobereaux prussiens, Guillaume en tête, et la grande bourgeoisie allemande ont toujours eu pour politique de défendre la monarchie tsariste, et ils ne manqueront pas, quelle que soit l'issue de la guerre, de faire tous leurs efforts pour la soutenir ; ils mentent car, en réalité, la bourgeoisie autrichienne a entrepris contre la Serbie une guerre de rapine, car la bourgeoisie allemande opprime des Danois, des Polonais et des Français en Alsace-Lorraine, et mène contre la Belgique et la France une guerre d'agression visant à dépouiller des peuples plus riches et plus libres, en les attaquant au moment qui lui semblait le plus propice pour utiliser les derniers perfectionnements de son matériel de guerre, et à la veille de l'application d'un « vaste programme militaire » en Russie.

Lorsque les bourgeois français se réclament, exactement de la même façon, de la défense de la patrie, etc., ils mentent eux aussi car, en réalité, ils défendent des pays moins avancés du point de vue de la technique capitaliste et se développant plus lentement, en se servant de leurs milliards pour soudoyer les bandes de Cent-Noirs[2] du tsarisme russe et leur faire mener une guerre d'agression, dont le but est le pillage des terres alle-

1 Les *Cahiers socialistes mensuels* étaient l'organe du courant opportuniste en Allemagne bien avant la guerre. Avec celle-ci, il adopta une attitude chauvine qui ne dénotait plus à l'intérieur de la social-démocratie.

2 Lénine désigne ici les organisations nationalistes monarchiste, antisémites et ultraréactionnaires apparues notamment à la faveur de la révolution de 1905 et qui bénéficiaient de complicités dans l'appareil d'État tsariste.

mandes et autrichiennes. Les deux groupes de nations belligérantes ne le cèdent en rien l'un à l'autre sur le chapitre de la cruauté et de la barbarie dans la conduite de la guerre.

6. La social-démocratie de Russie a pour tâche essentielle et primordiale de mener un combat impitoyable contre le chauvinisme grand-russe et monarcho-tsariste, et contre les sophismes qu'invoquent pour le défendre les libéraux, les cadets, une partie des populistes et les autres partis bourgeois. Du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses des peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste et de ses armées qui oppriment la Pologne, l'Ukraine et nombre d'autres peuples de Russie, et qui attisent la haine nationale afin de renforcer le joug des Grands-Russes sur les autres nationalités et de consolider le pouvoir réactionnaire et barbare de la monarchie tsariste.

7. Les mots d'ordre de la social-démocratie doivent être actuellement :

premièrement : vaste propagande, dans l'armée comme sur le théâtre des opérations, en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non pas contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays. Nécessité absolue d'organiser des cellules et des groupes illégaux dans les armées de toutes les nations afin d'y mener cette propagande dans toutes les langues. Lutte impitoyable contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits-bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception. En appeler absolument, contre les leaders de l'Internationale actuelle qui ont trahi le socialisme, à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières sur lesquelles retombe tout le poids de la guerre et qui, dans la plupart des cas, sont hostiles au chauvinisme et à l'opportunisme ;

deuxièmement : propagande en faveur d'une république allemande, d'une république polonaise, d'une république russe et d'autres encore, et de la transformation de tous les États européens en États-Unis républicains d'Europe ; tel doit être l'un des mots d'ordre les plus immédiats ;

troisièmement : lutte axée particulièrement contre la monarchie tsariste et le chauvinisme grand-russe, panslaviste ; propagande en faveur de la révolution en Russie, ainsi que de l'affranchissement des peuples opprimés par la Russie, et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, en posant les mots d'ordre immédiats : république démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures.

Un groupe de sociaux-démocrates, membres du POSDR

2. Léon Trotsky
La guerre et l'Internationale
(31 octobre 1914)

Dans *Ma vie*, son autobiographie publiée en 1930, Trotsky écrit à propos de cette brochure parue initialement en allemand à Zurich:

«Lorsque les journaux socialistes allemands et français eurent donné un clair tableau de la catastrophe morale qui s'était produite dans le socialisme officiel, je mis de côté mon carnet de notes pour écrire une brochure politique sur la guerre et l'Internationale. Sous l'impression du premier entretien que je venais d'avoir avec Radek[1], j'écrivis pour cette brochure une préface dans laquelle je soulignais avec la plus grande énergie que la guerre actuelle n'était pas autre chose qu'une insurrection des forces productives du capitalisme prises dans leur ensemble mondial, contre la propriété privée, d'une part, contre les frontières des États, de l'autre.»

Tout comme Lénine, mais sans alors en partager toutes les conclusions, Trotsky s'efforce de faire une critique de fond et une analyse tant historique que politique des causes de la faillite des organisations social-démocrates européennes, c'est-à-dire des voies par lesquelles *«le réformisme socialiste s'est métamorphosé en socialisme impérialiste»*.

Son texte vise en premier lieu les dirigeants allemands, dirigeants de la plus importante section de la Deuxième Internationale, et dont la trahison eut les plus graves conséquences pour le mouvement ouvrier international (le SPD, écrit-il, n'était pas un des partis de l'Internationale, mais *«incarnait le "parti" tout court»*). Mais il s'adresse aussi *«à toutes les fractions de l'Internationale»*. Trotsky entend ainsi contribuer à la création de la nouvelle Internationale qui, il en est lui aussi convaincu, *«doit naître des convulsions actuelles»*, l'Internationale *«des derniers combats et de la victoire définitive»*.

La guerre place l'humanité devant l'alternative *«guerre permanente ou révolution du prolétariat»*. Face à *«l'impérialisme sans issue du capitalisme»*, Trotsky affirme donc que le prolétariat *«ne peut qu'opposer une organisation socialiste»*. Ce seront *«les républiques des États-Unis d'Europe, première étape sur la voie qui doit mener aux États-Unis du monde»*.

Sauf mention, les notes sont également de Trotsky (certaines postérieures à la première publication du texte).

---

1 Karl Radek (1885-1939), né citoyen autrichien, avait d'abord milité avec Rosa Luxemburg au sein du Parti socialiste polonais (PPS) avant de rejoindre l'Allemagne. Proche des positions de Lénine, il était de ceux qui avaient tenté durant plusieurs années de démontrer le caractère inéluctable d'une guerre interimpérialiste. Mais il n'avait pourtant pas rejoint le groupe d'opposants qu'elle animait avec Karl Liebknecht au lendemain du 4 août 1914.

Avant-propos

Au cœur de la guerre actuelle, il y a le soulèvement des forces productives générées par le capitalisme contre leur exploitation dans le cadre de l'État national. Tout le globe terrestre, la mer comme la terre ferme, les profondeurs comme la surface, est déjà l'arène d'une *économie mondialisée*, dont les différentes parties sont indissociables les unes des autres. Ce travail, c'est le capitalisme qui l'a accompli. D'un autre côté, il a aussi poussé les États capitalistes à soumettre cette économie mondiale aux intérêts et aux profits de chaque bourgeoisie nationale. La politique de l'impérialisme atteste avant tout que le vieil État national, créé dans les révolutions et les guerres des années 1789-1815, 1848-1859, 1864-1866 et 1870, a fait son temps et apparaît maintenant comme un obstacle insupportable au développement des forces productives. La guerre de 1914 signifie avant tout la destruction de *l'État national* en tant que zone économique autonome. Certes, le fait national reste une réalité culturelle, philosophique et psychologique ; cependant sa base économique s'est dérobée sous ses pieds. Tous les discours affirmant que l'actuelle collision sanglante relève de la défense de la nation ne sont qu'hypocrisie ou aveuglement. Au contraire, la guerre signifie objectivement la destruction des économies nationales actuelles au nom de l'économie mondiale. Ce n'est cependant pas sur la base d'une collaboration organisée rationnellement de l'ensemble de l'humanité productive que l'on cherche à résoudre cette tâche de l'impérialisme, mais sur la base de l'exploitation de l'économie mondiale par la classe capitaliste du pays vainqueur, que cette guerre transformera de grande puissance en puissance mondiale.

La guerre annonce l'écroulement de l'État national, mais en même temps aussi la ruine de *l'économie capitaliste*. En partant de l'État national, le capitalisme a révolutionné l'ensemble de l'économie mondiale, partageant tout le globe terrestre entre les oligarchies des grandes puissances, autour desquelles se groupent leurs satellites, les petits États, qui vivent de la rivalité des grands. Poursuivre le développement de l'économie mondiale sur une base capitaliste signifie que les puissances mondiales luttent sans fin pour livrer à l'exploitation capitaliste des zones toujours nouvelles d'une surface terrestre qui est pourtant unique. Sous le signe du militarisme, la rivalité économique d'un côté et de l'autre le pillage et la destruction alternent en permanence, et ces forces dissolvent les éléments de base de l'économie humaine. La production mondiale ne se soulève pas seulement contre le chaos de l'État national mais aussi contre l'organisa-

tion économique capitaliste elle-même, qui a conduit à cette désorganisation barbare.

De toute l'histoire connue, la guerre de 1914 est la plus grande débâcle d'un système économique périssant de ses propres contractions.

Toutes les forces historiques qui ont eu vocation à guider la société bourgeoise, à parler en son nom et à l'exploiter, oui, toutes ont avec la guerre de 1914 proclamé leur banqueroute historique. Elles défendent le capitalisme en tant que système de la civilisation humaine. La catastrophe née de ce système est avant tout *leur* catastrophe. La première vague des événements a élevé les gouvernements nationaux et les armées à une hauteur jamais vue et a pour un temps groupé les nations autour d'eux ; mais plus terrible sera la chute des gouvernements lorsque, devant les peuples abasourdis par le tonnerre des canons, le sens des événements en cours se dévoilera dans sa vérité et sa terreur.

La réaction révolutionnaire des masses sera aussi puissante qu'est formidable l'ébranlement que l'histoire leur inflige aujourd'hui.

Le capitalisme a créé les conditions matérielles d'une économie nouvelle, socialiste. L'impérialisme a conduit les peuples des pays capitalistes à un chaos historique. La guerre de 1914 montre la voie pour sortir de ce chaos, en propulsant puissamment le prolétariat sur le chemin de la révolution.

ꕥ

Dans les pays d'Europe économiquement arriérés, la guerre met à l'ordre du jour des questions bien plus anciennes sur l'échelle du développement historique : les questions de la démocratie et de l'unité nationale. C'est largement le cas pour les peuples de Russie, d'Autriche-Hongrie et de la péninsule des Balkans. Cependant ces questions en retard au regard de l'histoire, que les époques précédentes ont laissées en héritage à l'époque présente, ne modifient pas le caractère fondamental des événements. Ce ne sont pas les aspirations nationales des Serbes, des Polonais, des Roumains ou des Finlandais qui ont mis sur pied 25 millions de soldats, mais les intérêts impérialistes des bourgeoisies des grandes puissances. En jetant à terre aussi radicalement le statu quo européen qui s'était maintenu quatre décennies et demie, l'impérialisme a posé à nouveau les vieilles questions que la révolution bourgeoise s'était montrée incapable de résoudre. Cependant, dans l'époque actuelle, ces questions n'ont absolument aucun caractère autonome. La création de conditions normales de vie nationale et de développement économique dans la péninsule des Balkans est impensable si le tsarisme et l'Autriche-Hongrie

continuent d'exister. Le tsarisme apparaît maintenant comme le réservoir militaire indispensable à l'impérialisme financier de la France et à la puissance coloniale conservatrice de l'Angleterre. L'Autriche-Hongrie sert d'appui principal à l'impérialisme de l'Allemagne. Certes, la guerre était issue des heurts internes entre terroristes serbes nationalistes et police politique des Habsbourg. Mais elle a vite dévoilé son visage véritable : la lutte à mort entre l'Allemagne et l'Angleterre. Pendant que les imbéciles et les hypocrites bavardent sur la défense de la liberté et de l'indépendance nationales, la guerre anglo-allemande se mène en réalité, d'un côté, pour le « droit » d'exploiter de façon impérialiste les peuples de l'Inde et de l'Égypte et, de l'autre, pour une nouvelle répartition des peuples de la terre entre les impérialistes. Éveillée au développement capitaliste sur une base nationale, l'Allemagne commença par briser dans les années 1870-1871 la prépondérance de la France sur le continent. Maintenant que le développement de l'industrie allemande sur une base nationale a fait de l'Allemagne la première puissance capitaliste du monde, la poursuite de ce développement se heurte à la prépondérance anglaise. La domination pleine et sans limite sur le continent européen est, pour l'Allemagne, une condition indispensable pour vaincre son ennemi mondial. C'est pour cela que l'Allemagne impérialiste inscrit avant tout à son programme la création d'une fédération des peuples d'Europe centrale. L'Allemagne actuelle, l'Autriche-Hongrie, la péninsule des Balkans avec la Turquie, la Hollande, les pays scandinaves, la Suisse, l'Italie et si possible aussi la France affaiblie, avec l'Espagne et le Portugal, doivent former un tout économique et militaire : une Grande-Allemagne sous l'hégémonie de l'actuel Empire allemand. Ce programme, élaboré en détail par des économistes, des politiciens, des juristes et des diplomates de l'impérialisme allemand et en train d'être réalisé par ses stratèges, est la preuve la plus convaincante et l'expression la plus frappante du fait que le capitalisme ne supporte plus l'étroitesse des limites de l'État national. La grande puissance nationale doit être remplacée par la puissance mondiale impérialiste.

Pour le prolétariat, dans la situation historique actuelle, il ne peut s'agir de la défense de la « patrie » nationale dépassée, devenue le principal obstacle au développement économique, mais de créer une patrie bien plus puissante et plus solide : *les États-Unis républicains d'Europe*, base des États-Unis du monde.

À l'impasse impérialiste du capitalisme, le prolétariat ne peut opposer comme programme pratique à l'ordre du jour que l'organisation socialiste de l'économie mondiale.

À la guerre comme méthode pour résoudre les insolubles contradictions du capitalisme à l'apogée de son développement, le prolétariat est forcé d'opposer *sa* méthode à lui **:** la méthode de la révolution sociale.

ꕥ

La question balkanique et la question du renversement du tsarisme, ces tâches dont l'Europe *d'hier* nous a chargés, ne peuvent être résolues qu'en liaison avec la solution révolutionnaire de la tâche *de demain* : l'Europe *unie*. La social-démocratie russe, à laquelle appartient l'auteur de cette brochure, a comme tâche première et impérative le combat contre le tsarisme, qui en Autriche-Hongrie et dans les Balkans cherche avant tout un champ d'action pour ses méthodes de pillage, de brigandage et de violence d'État. La bourgeoisie russe, jusques et y compris son intelligentsia radicale, complètement démoralisée par l'élan formidable de l'industrie dans les cinq dernières années, a conclu avec la dynastie une alliance sanglante qui, par le rapt de nouveaux pays, doit assurer au capitalisme russe impatient sa part dans le pillage du monde. Pendant que le tsarisme prend d'assaut et pille la Galicie, lui vole même les lambeaux de liberté laissés par les Habsbourg, pendant qu'il démembre la Perse infortunée et tente de jeter, depuis l'angle du Bosphore, ses lacets sur les peuples de la péninsule des Balkans, il laisse au libéralisme qu'il méprise le soin de voiler ses pillages à l'aide de déclamations répugnantes sur la défense de la Belgique et de la France. L'année 1914 signifie la liquidation totale du libéralisme russe, elle fait du prolétariat de Russie l'unique représentant du combat pour la liberté et transforme définitivement la révolution russe en un élément de la révolution sociale du prolétariat européen.

Dans notre combat contre le tsarisme, au cours duquel nous n'avons jamais connu d'armistice « national », nous n'avons jamais cherché aide auprès du militarisme des Habsbourg ou des Hohenzollern, et nous n'en cherchons pas non plus aujourd'hui. Nous avons gardé un discernement révolutionnaire suffisamment clair pour voir que l'impérialisme allemand répugne grandement à l'idée d'anéantir son meilleur allié sur sa frontière orientale, allié qui lui est lié par une structure sociale et des tâches historiques semblables. Cependant, même si la chose n'en était pas là, même si l'on pouvait admettre que, obéissant à la logique des opérations guerrières, le militarisme allemand, contrairement à la logique de ses propres intérêts politiques, puisse infliger un coup mortel au tsarisme, pourtant, même dans ce cas – tout à fait improbable –, nous nous refuserions à voir dans les Hohenzollern plus qu'un allié objectif : un allié subjectif. Le destin de la révolution russe est lié de façon si inséparable au destin du socia-

lisme européen, et nous, sociaux-démocrates russes, nous nous tenons si fermement sur le terrain international, que nous renonçons une fois pour toutes à faire un pas douteux vers la libération de la Russie au prix de la destruction certaine de la liberté de la Belgique et de la France et, ce qui est encore plus important, d'introduire le poison impérialiste dans le prolétariat allemand et autrichien.

Nous devons beaucoup à la social-démocratie allemande. Nous sommes tous passés par son école, nous avons appris de ses succès comme de ses erreurs. Elle n'était pas pour nous *un* parti de l'Internationale, mais le parti tout court. Nous avons en permanence maintenu et affermi nos liens fraternels avec la social-démocratie autrichienne. Pour notre part, nous étions fièrement conscients d'avoir discrètement apporté notre contribution personnelle à la conquête du suffrage universel en Autriche et à l'éveil de tendances révolutionnaires au sein du prolétariat allemand, contribution payée de plus d'*une* goutte de sang. Nous avons, sans hésitation, accepté le soutien moral et matériel de notre frère aîné qui, par-delà nos frontières occidentales, luttait pour nos buts communs. Mais c'est précisément par respect pour ce passé, et plus encore par respect pour l'avenir qui doit lier la classe ouvrière de Russie au prolétariat d'Allemagne et d'Autriche, que nous repoussons avec indignation l'aide « libératrice » que l'impérialisme allemand – hélas ! avec la bénédiction du socialisme allemand – nous apporte dans les caissons à munitions de Krupp. Et nous espérons que la protestation indignée du socialisme russe retentira assez fort pour être entendue à Berlin et à Vienne.

❧

La destruction de la Deuxième Internationale est un *fait* tragique, et il faudrait être aveugle ou lâche pour refuser de le voir. La prise de position des socialistes français et de la majeure partie des socialistes anglais participe de cet écroulement, aussi bien que l'attitude de la social-démocratie allemande et autrichienne. Et si la partie critique de cette brochure est essentiellement consacrée à la social-démocratie allemande, c'est exclusivement parce que cette dernière était le membre le plus fort, le plus influent et le plus formé de la communauté socialiste mondiale – et que dans sa capitulation historique se dessinent le plus clairement les causes de l'écroulement de la Deuxième Internationale.

Il peut sembler à première vue que les perspectives révolutionnaires-sociales de l'époque à venir, dont nous avons parlé précédemment, sont complètement illusoires devant l'incapacité des vieux partis socialistes que cette catastrophe révèle. Mais une conclusion sceptique

de ce genre serait absolument fausse. Elle ignorerait la « bonne » volonté de la dialectique, de même que bien trop souvent nous avons ignoré sa « mauvaise » volonté, qui s'est manifestée sans pitié dans le destin de l'Internationale.

La guerre de 1914 proclame la destruction des États nationaux. Les partis socialistes de l'époque aujourd'hui révolue étaient des partis nationaux. Avec toutes les ramifications de leurs organisations, leur activité et leur psychologie, ils se sont fondus dans les États nationaux et, contrairement aux affirmations solennelles de leurs congrès, ils se sont levés pour la défense de la forme rétrograde de l'État quand l'impérialisme, grandi sur le terrain de la nation, abattit de son épée les barrières nationales dépassées. Dans leur faillite historique, les États nationaux entraînent avec eux les partis socialistes nationaux.

Ce n'est pas le socialisme qui sombre, mais sa manifestation historique présente. L'idée révolutionnaire fait peau neuve en se libérant de son enveloppe desséchée. Cette enveloppe est faite d'hommes en chair et en os, de toute une lignée socialiste qui, malgré quelques décennies d'un travail d'agitation et d'organisation plein d'abnégation, s'est racornie en une politique réactionnaire et s'est abaissée aux perspectives et habitudes du possibilisme national (opportunisme). Les tentatives pour « sauver » la Deuxième Internationale, sur les vieilles bases, à l'aide de méthodes individuelles, diplomatiques, et de concessions réciproques, sont absolument vaines ; désormais la vieille taupe de l'histoire creuse trop bien ses galeries et personne n'est capable de l'en empêcher.

De même que les États nationaux sont devenus une entrave au développement des forces productives, de même aussi les vieux partis socialistes sont devenus le principal obstacle au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Il fallait qu'ils manifestent toute leur arriération, se compromettent par la totale mesquinerie de leurs méthodes, infligent au prolétariat la honte et l'effroi de leurs discordes nationales, pour que celui-ci puisse, au travers de cette terrible désillusion, se libérer des préjugés et des habitudes serviles de la période préparatoire et devienne enfin ce à quoi la voix de l'histoire l'appelle désormais : une classe révolutionnaire luttant pour le pouvoir.

La Deuxième Internationale n'a pas vécu en vain. Elle a accompli un travail culturel immense, sans égal dans l'histoire : l'éducation et le rassemblement de la classe opprimée. Le prolétariat n'a plus besoin désormais de commencer à zéro. Il ne s'engage pas les mains vides sur la nouvelle route. L'époque passée lui transmet un précieux arsenal d'idées.

La nouvelle époque amènera le prolétariat à unir les armes anciennes de la critique à la critique nouvelle des armes.

Cette brochure a été écrite en toute hâte, dans des conditions peu propices à un travail méthodique. Une grande partie de ce travail est consacrée à la vieille Internationale, qui est morte. Mais toute la brochure, de la première à la dernière page, est écrite en pensant à la nouvelle Internationale qui doit sortir de l'actuel ébranlement mondial, à l'Internationale des ultimes combats et de la victoire définitive.

Léon Trotsky
Zurich, le 31 octobre 1914

1. La question balkanique

Le 31 août dernier, un journal social-démocrate écrivait :

« *La guerre actuellement menée contre le tsarisme russe et ses vassaux est dominée par une grande idée historique. Une grande pensée sanctifiée par l'histoire emplit de son élan les champs de bataille de Pologne et de Russie occidentale. Le fracas des canons, le crépitement des mitrailleuses et les charges de cavalerie annoncent l'accomplissement du programme démocratique de libération des peuples. Si le tsarisme, allié au capital français et à une politique mercantile sans scrupule, n'avait pas réussi à écraser la révolution, il n'y aurait pas eu besoin de l'actuelle guerre et de ses hécatombes. Le peuple russe affranchi n'aurait en particulier jamais consenti à cette guerre impitoyable et inutile. Les grandes idées de la liberté et du droit parlent maintenant la langue énergique des armes et tous les cœurs sensibles à la justice et à l'humanité doivent souhaiter que le pouvoir tsariste soit détruit et qu'en Russie les nationalités opprimées retrouvent leur droit à disposer d'elles-mêmes.* »

Le journal dans lequel ces lignes ont été imprimées s'appelle *Nepszava*, organe central de la social-démocratie de Hongrie – ce pays dont toute la vie intérieure est faite d'oppression violente des minorités nationales, d'asservissement des masses travailleuses, du parasitisme fiscal et de l'usure affameuse de la classe dirigeante des grands propriétaires – pays où des gens comme Tisza sont les maîtres de la situation, agrariens pur jus aux mœurs de bandits politiques. Bref, un pays très proche de la Russie tsariste. Ce n'est pas un hasard si le destin a voulu charger précisément la *Nepszava*, organe social-démocrate de Hongrie, de chanter avec cet excès d'enthousiasme la mission libératrice des armées allemandes et austro-hongroises. Qui donc, sinon le comte Tisza, est appelé à réaliser « *l'accomplissement du programme démocratique de libération des peuples* » ? Qui donc encore pourrait, contre « *la politique mercantile sans scrupule* »

de la perfide Albion, confirmer en Europe les principes éternels du droit et de la légalité, sinon la clique d'infâmes escrocs qui règne à Budapest ? Le rire rend accommodant, et l'on peut dire que la tragique contradiction de la politique de l'Internationale trouve dans les articles de la pauvre *Nepszava* non seulement son couronnement mais aussi son apothéose comique.

Les événements actuels ont commencé avec l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie. La social-démocratie internationale n'a pas la moindre raison de couvrir les intrigues des mini-dynasties balkaniques, serbe ou autre, qui déguisent leurs aventures sous des objectifs nationaux. Mais nous avons encore moins de raisons de nous indigner vertueusement qu'un jeune fanatique serbe réponde par un attentat sanglant à la politique nationale criminelle, à la fois lâche et perfide, que mènent les gens au pouvoir à Vienne et à Budapest[1]. Pour nous, en tout cas, il n'y a pas le moindre doute : dans la querelle historique entre la monarchie danubienne et les Serbes, le droit historique réel, c'est-à-dire le droit au développement, est tout entier du côté de ces derniers, de même qu'en 1859 il était du côté de l'Italie. Le duel que se livrent la canaille policière impériale-et-royale et les terroristes de Belgrade cache une cause bien plus profonde que la voracité des Karageorgevitch ou les méfaits criminels de la diplomatie tsariste : d'un côté, les prétentions impérialistes d'un État multinational non viable, de l'autre, l'aspiration des Serbes nationalement morcelés à se réunir en un ensemble étatique viable.

Avons-nous étudié si longtemps à l'école du socialisme pour oublier l'abc de l'alphabet démocratique ? D'ailleurs, cette perte totale de mémoire n'est survenue qu'après le 4 août. Jusqu'à cette date fatale, les marxistes

1 Il est significatif que précisément ces mêmes opportunistes austro-allemands, qui sympathisent toujours avec les terroristes russes – bien plus qu'avec nous, sociaux-démocrates russes, qui sommes par principe les ennemis des méthodes de lutte terroristes –, sont aujourd'hui moralement révulsés d'indignation et stigmatisent moralement de toutes leurs tripes « le lâche assassinat perpétré à Sarajevo ». Dans l'ivresse du chauvinisme, ces gens ne sont même pas capables de réfléchir que ce malheureux terroriste serbe nommé Gavrilo Princip représente le même principe national que le terroriste allemand Sand. Ne nous demanderont-ils pas de reporter nos sympathies de Sand à Kotzebue ? Ces eunuques conseilleront-ils par hasard aux Suisses d'abattre les monuments consacrés à Guillaume Tell, ce lâche assassin, et de les remplacer par des monuments à l'un des ancêtres spirituels du grand-duc assassiné, le bailli autrichien Gessler ?

allemands savaient à quoi s'en tenir sur ce qui se passait réellement au sud-est de l'Europe :

« *La révolution bourgeoise des Slaves du sud bat son plein et les coups de feu de Sarajevo, si extravagant et insensé que soit en lui-même cet acte pris isolément, en sont tout autant un chapitre que les batailles que les Bulgares, Serbes et Monténégrins ont livrées pour libérer les paysans macédoniens du joug de l'exploitation féodale turque. Pas étonnant que les Slaves du sud austro-hongrois aient regardé avec envie leurs frères de sang du royaume de Serbie, qui avaient atteint le but suprême d'un peuple dans le société telle qu'elle existe, l'indépendance nationale, alors que Vienne et Pest traitaient à coups de poing et à coups de pied, par la loi martiale et la potence, tout ce qui s'appelait serbe ou croate. (…) Ce sont sept millions et demi de Slaves du sud qui, plus hardis que jamais depuis la victoire des Slaves des Balkans, exigent leur droit politique ; et si le trône impérial autrichien cherche éternellement à résister à leur choc, il s'écroulera et l'Empire auquel nous avons lié notre destin se brisera en morceaux. Il est donc dans la ligne du développement historique que de telles révolutions nationales marchent à la victoire.* » Voilà ce que disait le *Vorwärts* le 3 juillet 1914, après l'attentat de Sarajevo.

Si la social-démocratie internationale, y compris sa fraction serbe, s'opposait inflexiblement aux revendications nationales serbes, ce n'était certainement pas pour l'amour des droits historiques de l'Autriche-Hongrie à opprimer et morceler les nationalités et absolument pas pour l'amour d'une mission libératrice des Habsbourg, sur laquelle jusqu'en août 1914 personne n'aurait osé risquer le moindre mot, à part les plumitifs à gages aux couleurs noir-jaune de l'Empire. De tout autres motifs nous guidaient. Tout d'abord le prolétariat, bien qu'il ne conteste aucunement la légitimité historique de l'aspiration des Serbes à l'unité nationale, ne pouvait remettre l'accomplissement de cette tâche aux mains de ceux qui dirigent actuellement les destinées du royaume serbe. Mais deuxièmement – et cette considération était pour nous déterminante – la social-démocratie internationale ne pouvait sacrifier la paix de l'Europe à la cause nationale des Serbes, dont l'unité ne pouvait être atteinte que par une guerre européenne, à moins qu'une révolution européenne ne la réalise.

Mais à partir du moment où l'Autriche-Hongrie a mis sur le champ de bataille son destin et le destin des Serbes, pour nous il ne peut y avoir aucun doute que le progrès social et national dans le sud-est de l'Europe serait bien plus gravement atteint par une victoire des Habsbourg que par une victoire des Serbes. Et si, comme auparavant, il n'y a pour nous aucun motif d'identifier notre mission avec les objectifs de l'armée serbe – et c'est justement cette idée que les socialistes serbes Liapchevitch et

Katzlerovitch[1] ont exprimée par leur vote courageux contre les crédits de guerre –, nous avons encore moins de motifs de soutenir les droits purement dynastiques des Habsbourg et les intérêts impérialistes des cliques féodales-capitalistes contre le combat national des Serbes. En tout cas la social-démocratie austro-hongroise, qui maintenant donne sa bénédiction au sabre des Habsbourg pour qu'il libère la Pologne, l'Ukraine, la Finlande et même le peuple russe, avait l'obligation de mettre tout d'abord au clair ses calculs extrêmement embrouillés concernant la question serbe.

Cependant la question ne se limite pas au destin des sept millions et demi de Serbes. L'entrechoquement des peuples d'Europe pose à nouveau la question balkanique dans toute son ampleur. La paix de Bucarest de 1913 n'a résolu ni les problèmes nationaux ni ceux de politique mondiale au Proche-Orient – elle a seulement confirmé pour un temps cette nouvelle confusion provenant du complet épuisement momentané des participants des deux guerres balkaniques.

À présent se pose dans toute son acuité la question de l'attitude future de la Roumanie, dont l'armée d'un demi-million d'hommes peut se révéler un facteur extrêmement important dans le déroulement des événe-

1 Pour pouvoir apprécier pleinement cette façon de faire, on doit bien se remettre en mémoire l'ensemble du contexte politique. Un groupe de comploteurs serbes tue un Habsbourg, représentant du cléricalisme, du militarisme et de l'impérialisme austro-hongrois. Mettant à profit ce fait qui tombe à propos pour lui, le parti militaire viennois pose à la Serbie un des ultimatums les plus impudents de toute l'histoire diplomatique. Le gouvernement serbe fait dans sa réponse des concessions extraordinaires et demande qu'on confie au tribunal arbitral de La Haye la solution des questions litigieuses. Là-dessus, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Si le concept de « guerre défensive » a encore le moindre sens, dans le cas présent c'est à l'évidence à la Serbie qu'il s'applique. En dépit de cela, nos amis Liapchevitch et Kazlerovitch, inébranlablement conscients de leur devoir socialiste, ont carrément refusé la confiance à leur gouvernement. L'auteur de ces lignes était en Serbie au début de la guerre balkanique. A la Diète serbe, dans une atmosphère d'enthousiasme national indescriptible, on vota sur les crédits de guerre. Le vote se fit par appel nominal. Au milieu de deux cents oui, dans un silence de mort retentit un unique non, celui du socialiste Liapchevitch. Tout le monde comprit la force morale de cette protestation, qui est restée dans notre mémoire un souvenir inoubliable.
Additif de 1922 : De sa position révolutionnaire, Liapchevitch ne parvint pas à tirer les conséquences qui s'imposaient. Le cours des événements le rejeta en arrière. Avec son groupe, il appartient aujourd'hui à l'Internationale deux-et-demie.

ments. Malgré les sympathies de sa population, du moins urbaine, pour les peuples latins, la Roumanie se trouve dans l'orbite de la politique austro-allemande. Ce fait n'est pas tant motivé par des raisons dynastiques – c'est un Hohenzollern qui siège sur le trône de Bucarest – que par le danger direct d'une invasion russe. En 1879, pour remercier la Roumanie de son aide dans la guerre de « libération » russo-turque, le tsar russe s'est taillé un morceau de territoire roumain (la Bessarabie). Ce fait éloquent a bien soutenu les sympathies dynastiques des Hohenzollern de Bucarest. Cependant, par sa politique de répression nationale en Transylvanie, qui compte trois millions de Roumains contre trois quarts de million en Bessarabie russe, la clique habsbourgeoise-magyare a soulevé contre elle la population roumaine, tout comme elle l'a fait par ses traités de commerce avec le royaume de Roumanie, qui sont dictés par la volonté des grands propriétaires austro-hongrois. Et si, malgré l'agitation courageuse et résolue des socialistes roumains sous la direction de nos amis Gherea et Rakovsky, la Roumanie joint son armée aux armées du tsarisme, la responsabilité en retombe tout entière sur le pouvoir austro-hongrois, qui là aussi récoltera ce qu'il a semé. Cependant on n'en a pas fini avec la question de la responsabilité historique. Demain, dans un mois ou dans six mois, la guerre posera dans son ensemble la question du destin des peuples des Balkans et d'Autriche-Hongrie – et à cette question, le prolétariat doit avoir sa réponse à lui. Tout au long du 19° siècle, les démocrates européens sont restés méfiants à l'égard des luttes de libération des peuples des Balkans, parce qu'ils craignaient un renforcement de la Russie aux dépens de la Turquie. En 1853, à la veille de la guerre de Crimée, Marx écrivait à propos de ces craintes :

« On peut affirmer que, plus la Serbie et les Serbes en tant que nationalité se sont renforcés, plus l'influence russe directe sur les Slaves de Turquie a été repoussée à l'arrière-plan. Car, pour pouvoir affirmer sa spécificité en tant qu'État, la Serbie a dû calquer ses institutions politiques, ses écoles… sur l'Europe de l'Ouest. »

Cette prédiction s'est brillamment vérifiée dans le destin de la Bulgarie, créée par la Russie comme son avant-poste dans les Balkans. Dès que l'entité bulgare a tenu tant soit peu debout, elle a fait naître un fort parti antirusse, sous la direction de l'ancien pupille de la Russie Stamboulov, et ce parti a imprimé son sceau d'airain sur toute la politique extérieure du jeune État. Tout le mécanisme des partis politiques de Bulgarie est taillé sur mesure pour pouvoir louvoyer entre les deux regroupements européens, sans jamais s'engager définitivement dans le sillage de l'un ou de l'autre. La Roumanie s'est engagée dans la voie austro-allemande, la

Serbie après 1903 dans la voie russe, parce que la première subit la pression immédiate de la menace russe tandis que sur l'autre pèse la menace autrichienne. Plus les pays du sud-est de l'Europe sont indépendants de l'Autriche-Hongrie, plus vigoureusement ils défendent leur indépendance contre le tsarisme.

L'équilibre instauré dans les Balkans par le congrès de Berlin en 1879 était plein de contradictions. Découpés selon des frontières ethnographiques artificielles, placés sous le contrôle de dynasties importées de la pépinière allemande, pieds et mains liés par les intrigues des grandes puissances, les peuples des Balkans ne pouvaient cesser d'aspirer à poursuivre leur libération et leur unification nationales. La politique nationale de la Bulgarie indépendante avait naturellement en vue la Macédoine, peuplée de Bulgares, que le congrès de Berlin avait laissée au pouvoir des Turcs. À l'inverse, la Serbie n'avait rien à réclamer en Turquie, à l'exception du sandjak de Novi Bazar. Ses intérêts nationaux naturels se situaient de l'autre côté de ses frontières avec l'Autriche-Hongrie : en Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovénie et Dalmatie. La Roumanie n'avait rien à réclamer au sud, où Serbie et Bulgarie la séparaient de la Turquie d'Europe. L'expansion nationale de la Roumanie s'orientait vers le nord-ouest et l'est : sur la Transylvanie hongroise et la Bessarabie russe. Finalement, l'expansion nationale de la Grèce comme celle de la Bulgarie se sont heurtées naturellement à la Turquie. Sur la voie de leur réalisation nationale, la Bulgarie et la Grèce rencontraient de ce fait un obstacle incomparablement plus faible que la Serbie et la Roumanie. La politique austro-allemande, qui était orientée vers le maintien artificiel de la Turquie d'Europe, ne se brisait pas sur les intrigues diplomatiques de la Russie, qui naturellement ne manquaient pas, mais sur la marche inéluctable du développement historique. Celui-ci mettait à l'ordre du jour de l'histoire l'autodétermination nationale-étatique des peuples des Balkans qui se sont engagés sur la voie du développement capitaliste.

La guerre balkanique a liquidé la Turquie d'Europe. Ce faisant, elle a créé les conditions nécessaires à la solution de la question bulgare et la question grecque. Cependant la Serbie et la Roumanie, dont l'achèvement national ne peut s'accomplir qu'aux dépens de l'Autriche-Hongrie, virent leurs aspirations à l'expansion rejetées vers le sud et reçurent une compensation aux dépens d'éléments ethniques bulgares : la Serbie en Macédoine, la Roumanie dans la Dobroudja. Tel est le sens de la deuxième guerre balkanique et de la paix de Bucarest qui l'a conclue. L'existence de l'Autriche-Hongrie, cette Turquie d'Europe centrale, ne laisse plus de place à l'autodétermination naturelle des peuples au sud-est, elle les pousse à

lutter constamment les uns contre les autres, elle les engage à chercher les uns contre les autres des appuis extérieurs et les transforme par conséquent en instruments des regroupements de grandes puissances. Seul un tel chaos permet à la diplomatie tsariste de tisser les rets de sa politique balkanique, dont Constantinople est la dernière maille. Et seule une fédération, économique et militaire, des États balkaniques constituerait un barrage invincible contre les appétits du tsarisme. Actuellement, après la liquidation de la Turquie d'Europe, c'est l'Autriche-Hongrie qui fait obstacle à la fédération des peuples du sud-ouest de l'Europe. Si la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie avaient trouvé leurs frontières naturelles et, poussées par leurs intérêts économiques communs, s'étaient unies en une alliance défensive avec la Grèce et la Turquie, elles auraient finalement apporté la paix à la péninsule des Balkans, ce chaudron infernal qui a périodiquement menacé l'Europe d'explosion, avant de l'entraîner dans la catastrophe actuelle.

En ce qui concerne les Balkans, la social-démocratie était jusqu'à un certain point forcée de s'accommoder du train-train des diplomaties capitalistes qui, dans leurs conférences et leurs accords secrets, ne font que boucher un trou pour en ouvrir un autre, encore plus béant. Aussi longtemps que ce train-train a repoussé à plus tard la solution définitive, l'Internationale socialiste pouvait espérer que la liquidation de l'héritage des Habsbourg serait réalisée par la révolution européenne, et non par une guerre européenne. Maintenant cependant que la guerre a détruit tout l'équilibre européen et que les grands États prédateurs tentent de remodeler encore une fois la carte de l'Europe – sur la base, non pas de principes nationaux démocratiques, mais des rapports de force militaires – la social-démocratie est obligée de se rendre clairement compte que, en plus du tsarisme et du militarisme allemand, la monarchie des Habsbourg en tant qu'organisation étatique constitue l'un des principaux obstacles à la liberté, à la paix et au progrès. L'aventurisme criminel du groupe socialiste galicien de Daszynski n'est pas seulement d'avoir préféré la cause de la Pologne à la cause du socialisme, mais aussi d'avoir lié le destin de la Pologne au destin des armées austro-hongroises et de la monarchie des Habsbourg.

Le prolétariat socialiste d'Europe ne peut faire sienne une telle solution. Pour lui, la question de l'unification et de l'indépendance de la Pologne est sur le même plan que celle de l'unification et de l'indépendance de la Serbie. Nous ne pouvons ni ne voulons résoudre la question polonaise par les méthodes qui ont conduit à éterniser le chaos qui règne aujourd'hui dans le sud-est et dans l'ensemble de l'Europe. Pour nous, l'in-

dépendance de la Pologne signifie son indépendance sur deux fronts, celui des Romanov et celui des Habsbourg : nous ne voulons pas seulement que le peuple polonais soit libre de l'oppression tsariste, mais aussi que le destin du peuple serbe ne dépende pas des nobliaux galiciens. Nous n'avons nul besoin désormais d'examiner quelles formes pourraient prendre les relations d'une Pologne indépendante avec la Bohême, la Hongrie et la fédération des Balkans. Mais il est parfaitement clair qu'un ensemble d'États moyens et petits sur le Danube et dans les Balkans constituerait, contre les projets du tsarisme en Europe, une barrière bien plus puissante que l'actuelle Autriche-Hongrie, chaotique et impuissante, qui ne prouve son droit à l'existence que par ses continuels attentats à la paix de l'Europe.

Dans son article de 1853 cité précédemment, Marx écrivait à propos de la question d'Orient :

« *Nous avons vu comment, dans leur sottise invétérée, leur routine endurcie et leur paresse intellectuelle héréditaire, les hommes d'État européens reculent épouvantés devant toute tentative de répondre à la question : que doit-il advenir de la Turquie en Europe ? La grande force qui favorise l'avancée de la Russie vers Constantinople est justement cet argument qui devait paraît-il l'en écarter, la théorie creuse et irréalisable du maintien du statu quo. En quoi consiste ce statu quo ? Pour les vassaux chrétiens de la Sublime Porte, il signifie seulement que leur oppression par les Turcs durera éternellement. Aussi longtemps qu'ils sont sous le joug de leurs maîtres turcs, ils voient dans les chefs de l'Eglise grecque, qui règnent sur 60 millions de chrétiens de rite grec,* leurs protecteurs et libérateurs naturels. »

Ce qui est dit ici de la Turquie vaut désormais aussi dans une large mesure pour l'Autriche-Hongrie. La solution de la question balkanique est impensable sans la solution de la question austro-hongroise, toutes deux sont comprises dans une seule et même formule : la fédération démocratique des peuples danubiens et balkaniques.

« *Mais*, écrit Marx, *les gouvernements avec leur diplomatie démodée ne pourront jamais résoudre la difficulté. Comme la solution de tant d'autres problèmes, celle du problème turc est réservée à la révolution européenne.* » Cette affirmation conserve maintenant encore toute sa force. Mais justement, pour que la révolution puisse donner une solution aux difficultés qui se sont amoncelées au cours des siècles, le prolétariat doit avoir *son* programme *à lui* pour résoudre la question austro-hongroise. Et ce programme doit nécessairement l'opposer aussi fort aux appétits de conquête du tsarisme qu'aux préoccupations lâchement conservatrices pour le maintien du statu quo austro-hongrois.

2. L'Autriche-Hongrie

Le tsarisme russe représente sans conteste une organisation étatique plus fruste, plus barbare que l'absolutisme austro-hongrois, plus souffreteux, plus adouci par les infirmités de l'âge. Cependant la Russie, même si on ne la considère que comme organisation étatique, n'est absolument pas identique au tsarisme. Anéantir le tsarisme ne veut pas dire effacer la Russie de la carte, au contraire, cela veut dire la libérer et la renforcer. Des formules comme « *il faut rejeter la Russie en Asie* » ont contaminé même une certaine partie de la presse social-démocrate, mais reposent sur une méconnaissance de la géographie et de l'ethnographie. Quelque forme que le destin doive donner à des parties isolées de la Russie actuelle, Pologne russe, Finlande, Ukraine ou Bessarabie, la Russie d'Europe ne cesse pas pour autant d'exister en tant que territoire national d'un peuple formé de millions d'hommes, qui dans le dernier quart de siècle a réalisé de grandes conquêtes sur la voie du développement culturel.

Il en va tout autrement de l'Autriche-Hongrie : en tant qu'organisation étatique, elle équivaut à la monarchie des Habsbourg, avec laquelle elle doit tenir ou tomber, de la même façon que la Turquie d'Europe s'identifiait à la caste militaro-féodale des Ottomans et est aussi tombée avec elle. En tant que conglomérat de fragments nationaux centrifuges unis par le carcan dynastique, l'Autriche-Hongrie représente la création la plus réactionnaire en Europe centrale. Son maintien, après l'actuelle catastrophe européenne, ne voudra pas seulement dire freiner pour des siècles encore le développement des peuples danubiens et balkaniques, ne créera pas seulement le danger d'une répétition de la guerre européenne, mais encore renforcera politiquement le tsarisme, en lui laissant son principal aliment idéologique.

Si la social-démocratie allemande s'accommode de l'écrasement de la France, en disant que c'est une punition pour son alliance avec le tsarisme, on doit alors exiger qu'elle utilise le même critère concernant l'alliance austro-allemande. Si les affirmations de la presse anglaise et française, prétendant que la guerre actuelle est une guerre de libération des peuples, s'effondrent du fait de l'alliance des deux démocraties occidentales avec le tsarisme oppresseur des peuples, c'est alors de toute évidence une prétention comparable, sinon pire, de coller, comme l'a fait la social-démocratie allemande, l'étiquette « libératrice » sur l'armée des Hohenzollern, qui ne lutte pas seulement contre le tsarisme et ses alliés, mais aussi pour le maintien et le renforcement de la monarchie des Habsbourg.

L'Autriche-Hongrie est indispensable à l'Allemagne – aux dirigeants allemands que nous connaissons. En poussant par l'annexion forcée de l'Alsace-Lorraine la France dans les bras du tsarisme, en aggravant systématiquement les relations avec l'Angleterre par la course aux armements navals, en repoussant toute tentative de rapprochement et d'entente avec les deux démocraties occidentales, car cette entente aurait eu pour condition la démocratisation de l'Allemagne, la caste dominante des junkers se voyait contrainte de chercher appui auprès de la monarchie austro-hongroise, réserve militaire d'appoint contre les ennemis à l'ouest et à l'est. Du point de vue allemand, la mission de l'Autriche-Hongrie consistait à mettre au service de la politique militariste des junkers allemands les renforts hongrois, polonais, roumains, tchèques, ruthènes, serbes et italiens. Les dirigeants allemands se sont facilement résignés à ce que dix-douze millions d'Allemands restent coupés de la métropole de leur nation, du moment que ces douze millions formaient le noyau de l'État autour duquel les Habsbourg ont réuni plus de quarante millions de non-Allemands. Une fédération démocratique de peuples danubiens indépendants en aurait fait des alliés dont le militarisme allemand n'aurait pu se servir. Seule une organisation monarchique de l'Autriche-Hongrie unie par le carcan militaire en fait un allié dont l'Allemagne des junkers peut se servir. La condition indispensable de cette alliance, sanctifiée par une fidélité digne des Niebelungen entre dynasties, c'est la disponibilité permanente de l'Autriche-Hongrie pour faire la guerre, disponibilité qui ne peut se maintenir que par l'abaissement mécanique des tendances nationales centrifuges.

Pour l'Autriche-Hongrie, qui sur toutes ses frontières est entourée de nationalités apparentées à la pléiade de peuples qui la composent, la politique extérieure est de manière très intime et très directe liée à la politique intérieure. Pour pouvoir réunir de force sept millions de Serbes et de Slaves du sud dans le cadre militariste de son État, l'Autriche-Hongrie doit nécessairement étouffer le pays qui constitue le centre politique qui les attire : le royaume indépendant de Serbie.

L'ultimatum autrichien à la Serbie était le pas décisif vers ce but. « *En faisant ce pas, l'Autriche-Hongrie obéissait à la nécessité* », écrit Eduard Bernstein dans les *Cahiers socialistes mensuels* (cahier 16), et c'est parfaitement exact, du moins si l'on considère les événements politiques du point de vue des nécessités *dynastiques*.

Défendre la politique des Habsbourg en arguant du bas niveau moral des dirigeants de Belgrade, on ne peut le faire que si l'on ferme les yeux sur le fait que les Habsbourg ne peuvent se lier d'amitié qu'avec une Serbie à

la tête de laquelle se trouverait une créature de l'Autriche, en la personne de Milan Obrénovitch – le gouvernement le plus méprisable qu'ait jamais connu l'histoire de cette malheureuse péninsule des Balkans. Si le règlement de comptes avec la Serbie a tant tardé, c'est seulement dû à ce que, dans l'organisme souffreteux de la monarchie, le souci de l'autoconservation n'était pas suffisamment fort. Après la mort de l'archiduc, appui et espoir du parti militaire autrichien et berlinois, il se produisit une violente bourrade de l'allié, qui désirait inexorablement une démonstration de fermeté et de force. L'ultimatum autrichien à la Serbie n'était pas seulement approuvé d'avance, mais tout indique qu'il a été précisément inspiré par les dirigeants allemands. On en parle assez clairement dans ce même *Livre blanc* que les diplomates professionnels et non professionnels tentent de présenter comme la preuve de l'amour des Hohenzollern pour la paix.

Caractérisant les buts de la propagande grand-serbe et les machinations du tsarisme dans les Balkans, le *Livre blanc* dit : « *Dans ces conditions, l'Autriche devait nécessairement se dire qu'assister plus longtemps sans rien faire aux menées au-delà de sa frontière était incompatible avec l'honneur et l'autoconservation de la monarchie. Le gouvernement impérial-et-royal nous informa de son opinion et nous demanda notre avis. Nous pûmes donner du fond du cœur à notre allié notre accord avec son appréciation de la situation et lui assurer que l'action qu'il estimait nécessaire pour mettre fin en Serbie au mouvement dirigé contre l'existence de la monarchie trouverait notre assentiment. De plus, nous étions parfaitement conscients qu'une éventuelle action militaire de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie pouvait entraîner l'intervention de la Russie et de ce fait, conformément aux obligations de notre alliance, nous impliquer dans une guerre.*

Mais, connaissant les intérêts vitaux de l'Autriche-Hongrie qui étaient en jeu, nous ne pouvions ni conseiller à notre allié une flexibilité qui aurait été incompatible avec sa dignité, ni même lui refuser notre secours dans ces moments difficiles. Nous le pouvions d'autant moins que nos intérêts aussi étaient très vivement menacés par les continuelles activités subversives des Serbes. Si l'on tolérait plus longtemps que les Serbes, avec l'aide de la Russie et de la France, mettent en danger l'existence de la monarchie voisine, cela aurait pour conséquence l'écroulement progressif de d'Autriche et l'assujettissement au sceptre russe de l'ensemble du monde slave, ce qui rendrait intenable la position de la race allemande en Europe centrale. Une Autriche moralement affaiblie, s'écroulant sous la poussée du panslavisme russe, ne serait plus pour nous un allié sur lequel nous puissions compter et à qui nous puissions nous fier, comme nous y sommes contraints vu l'attitude de plus

en plus menaçante de nos voisins de l'est et de l'ouest. Nous donnâmes donc carte blanche à l'Autriche dans son action contre la Serbie.»

L'attitude des dirigeants allemands vis-à-vis du conflit austro-serbe est ici esquissée en toute clarté. L'Allemagne n'était pas seulement instruite par celui-ci des intentions du gouvernement autrichien, il ne l'a pas seulement approuvé, il n'a pas simplement assumé les conséquences résultant de sa « fidélité à l'alliance », non, il a lui-même considéré comme salvatrice et inévitable l'attaque de l'Autriche et, en réalité, fait de l'attaque de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans *la condition du maintien de l'alliance à l'avenir*. Sinon, « *l'Autriche n'aurait plus été pour nous un allié sur lequel nous puissions compter* ».

Cet état de choses et le danger qu'il recélait étaient parfaitement clairs pour les marxistes allemands. Le 29 juin, un jour après l'assassinat du grand-duc autrichien, le *Vorwärts* écrivait :

« *Une politique maladroite a bien trop lié le sort de notre peuple à l'Autriche. Nos gouvernants ont fait de l'alliance avec l'Autriche la base de toute la politique extérieure. Mais elle se révèle de plus en plus, non pas une source de renforcement, mais une source de faiblesse. Le* problème autrichien *devient de façon toujours plus menaçante* un danger pour la paix de l'Europe. » Un mois plus tard, quand déjà le danger menaçait de se transformer en la terrible réalité de la guerre, le 28 juillet, l'organe central de la social-démocratie allemande écrivait de façon non moins catégorique : « *Comment le prolétariat allemand doit-il se comporter face à un paroxysme aussi insensé ?* » Et il répondait : « *Il n'a certainement pas le moindre intérêt au maintien de ce chaos de peuples qu'est l'Autriche.* »

C'est même le contraire. L'Allemagne démocratique n'a pas intérêt au maintien, mais à la ruine de l'Autriche-Hongrie. Cela aurait ajouté à l'Allemagne douze millions d'habitants cultivés, avec un centre de premier ordre tel que Vienne. L'Italie aurait achevé son unité nationale et cessé de jouer le rôle d'élément douteux qu'elle a été de tout temps dans la Triple alliance. Une Pologne, une Hongrie, une Bohème indépendantes, et une fédération balkanique avec une Roumanie de dix millions d'habitants à la frontière russe, seraient un puissant rempart contre le tsarisme. Mais voici ce qui serait le plus important : une Allemagne démocratique avec une population de 75 millions d'Allemands pourrait facilement, sans les Hohenzollern ni le pouvoir des junkers, arriver à une entente avec la France et l'Angleterre, isoler le tsarisme et condamner à l'impuissance sa politique aussi bien extérieure qu'intérieure. Une politique orientée vers la réalisation de ces objectifs serait réellement une politique libératrice pour les peuples de Russie comme d'Autriche-Hongrie. Mais une telle politique

exige une condition essentielle : que le peuple allemand, au lieu de confier aux Hohenzollern la libération des autres peuples, se libère lui-même des Hohenzollern.

Dans la guerre actuelle, l'attitude de la social-démocratie allemande et austro-hongroise s'est révélée en opposition criante avec de tels objectifs. Au moment présent, elle découle entièrement de la nécessité de maintenir et de fortifier la monarchie des Habsbourg, dans l'intérêt de l'Allemagne ou de la nation allemande. C'est de ce point de vue antidémocratique, qui fait rougir de honte tout socialiste animé de sentiments internationalistes, que le *Journal ouvrier viennois* formule expressément le sens historique de la guerre actuelle, « *qui aujourd'hui est avant tout la guerre contre tout ce qui est allemand* ».

« *Les générations à venir pourront déterminer si la diplomatie a bien travaillé, si les choses étaient inévitables. Mais aujourd'hui c'est le peuple allemand qui est en jeu, et ce n'est pas le moment de mollir ou d'hésiter ! Le peuple allemand est d'accord dans sa détermination d'airain, inflexible, de ne pas se laisser subjuguer, et ni la mort ni le diable n'y parviendront, etc.* » *(Journal ouvrier viennois* du 5 août). Nous ménageons le goût politique et littéraire du lecteur en ne poursuivant pas cette citation. On ne dit rien là de la mission libératrice à l'égard d'autres peuples, on fixe là comme mission à la guerre l'existence et la sécurité « *de l'humanité allemande* ».

Cette défense de la civilisation « *allemande* », de la terre « *allemande* », de l'humanité « *allemande* » apparaît ici comme un devoir non seulement de l'armée allemande mais aussi de l'armée austro-hongroise. Des Serbes doivent donc se battre contre des Serbes, des Ukrainiens contre des Ukrainiens – pour l'humanité *allemande*. Quarante millions d'habitants non allemands d'Autriche-Hongrie sont ici considérés comme un simple engrais historique pour les champs de la civilisation allemande. Pas besoin de démontrer que tel n'est pas le point de vue du socialisme international. On dénote même ici un manque de propreté démocratique-nationale élémentaire. L'état-major austro-hongrois a commenté cette « humanité » dans son communiqué du 18 septembre, écrivant que « *tous les peuples de notre vénérable monarchie, comme le dit notre serment militaire,* "contre n'importe quel ennemi, quel qu'il puisse être", *doivent être unis comme un seul homme et rivaliser de vaillance.* »

Le *Journal ouvrier viennois* adopte totalement cette conception hohenzollern-habsbourgeoise du problème d'Autriche-Hongrie, qui y voit un réservoir de chair à canon non nationale – tout comme les militaires français considèrent les Sénégalais et les Marocains, et l'Angleterre les Indiens. Et si l'on fait attention que ces opinions ne sont pas une nou-

veauté dans la social-démocratie allemande d'Autriche, on voit alors clairement la raison fondamentale pour laquelle la social-démocratie autrichienne s'est si lamentablement divisée en groupes nationaux, réduisant de ce fait son importance politique au minimum. L'éparpillement de la social-démocratie autrichienne en fractions nationales se combattant était l'une des manifestations de la carence objective de l'Autriche en tant qu'organisation étatique. En même temps, l'attitude de la social-démocratie austro-allemande prouve qu'elle est elle-même devenue la victime de cette carence, devant laquelle elle capitule idéologiquement. En se montrant incapable de lier par les principes de l'internationalisme le prolétariat de toutes provenances, et en renonçant finalement à cette tâche, la social-démocratie austro-allemande n'a pas liquidé cette fameuse « idée » que Renner, l'avocat socialiste de la monarchie danubienne, s'efforçait de présenter comme l'idée inébranlable de l'Autriche-Hongrie, mais elle a subordonné cette Autriche-Hongrie, et en même temps aussi sa propre politique, à l'« idée » du nationalisme des junkers prussiens. Ce manque total de principes nous parle sa langue scandaleuse dans les pages du *Journal ouvrier viennois*. Mais si l'on écoute attentivement la musique de ce nationalisme hystérique, on ne peut pas ne pas entendre au-dessus d'elle la voix plus sérieuse, la voix de l'histoire, qui nous dit que, pour l'Europe centrale et du sud-est, le chemin du progrès politique passe sur les ruines de la monarchie austro-hongroise[1].

3. La lutte contre le tsarisme

Mais le tsarisme ! La victoire de l'Allemagne et de l'Autriche ne signifie-t-elle pas une défaite du tsarisme ? Et un tel résultat ne compense-t-il pas largement toutes les conséquences évoquées ci-dessus ?

Cette question est d'une importance décisive dans l'ensemble de l'argumentation de la social-démocratie allemande et autrichienne. L'abaissement d'un petit pays neutre, l'écrasement de la France : tout cela est

1 Dans ce texte, on envisage une révolution telle que non seulement elle chasserait les Hohenzollern, mais qu'elle démolirait aussi les bases sociales du régime impérial allemand. Il est évident qu'une telle révolution n'a pas encore eu lieu en Allemagne.
Par ailleurs, il va sans dire que la défaite et la dislocation de l'Autriche-Hongrie par les Alliés ne fait pas avancer la question suivante : comment faire cohabiter et collaborer économiquement et culturellement les peuples d'Europe centrale et du sud-est ? Leurs entraves ont été désespérément resserrées. Seul le glaive du prolétariat pourra trancher ces nœuds. (Note de 1922)

justifié par la nécessité de lutter contre le tsarisme. Haase a motivé le vote des crédits de guerre par la nécessité de *« repousser le danger du despotisme russe »*. Bernstein en appelle à Marx et Engels et, à l'aide de vieux textes, il sort le mot d'ordre : *« régler les comptes avec la Russie »*.

Südekum, mécontent du résultat de sa mission en Italie, pense que le tort des Italiens est de ne pas comprendre le tsarisme. Et les sociaux-démocrates de Vienne et de Budapest sacrifient leur honneur socialiste à la nécessité de lutter contre le tsarisme quand ils se rangent sous le drapeau des Habsbourg qui déclarent la « guerre sainte » contre les Serbes aspirant à l'unité nationale.

Mais les sociaux-démocrates ne sont pas les seuls. L'ensemble de la presse bourgeoise allemande ne connaît actuellement pas d'autre objectif que l'anéantissement de l'autocratie tsariste, qui opprime les peuples de Russie et menace la liberté de l'Europe.

Le chancelier allemand dénonce la France et l'Angleterre comme des vassaux de la tyrannie russe. Oui, même le général de division allemand von Morgen, qui sans aucun doute a démontré qu'il est un « ami de la liberté et de l'indépendance », exhorte dans un appel les Polonais à se soulever contre le despotisme tsariste.

Cependant, pour nous qui sommes tout de même passés par l'école du matérialisme historique, il serait humiliant de ne pas reconnaître, malgré ce verbiage, ces mensonges, ces vantardises, ces bassesses et ces inepties crasseuses, l'enchaînement véritable des intérêts.

Personne ne croira sérieusement que les réactionnaires allemands haïssent à ce point le tsarisme et que c'est contre lui qu'ils dirigent leurs coups. Au contraire. Après-guerre comme jusqu'à présent, le tsarisme sera pour les dirigeants de l'Allemagne la forme de gouvernement la plus proche de la leur, la plus apparentée. Le tsarisme est indispensable à l'Allemagne des Hohenzollern, pour deux raisons. Premièrement, il affaiblit la Russie économiquement, culturellement et militairement, en freinant le développement en Russie d'un impérialisme rival. Deuxièmement, l'existence du tsarisme fortifie la monarchie des Hohenzollern et l'oligarchie des junkers. Car, s'il n'y avait pas de tsarisme, l'absolutisme allemand serait aux yeux de l'Europe le dernier bastion de barbarie féodale.

L'absolutisme allemand n'a jamais dissimulé son intérêt pour le maintien du tsarisme, son frère de sang, qui présente le même ordre social que lui, même si c'est sous des formes encore plus impudentes. Intérêts, tradition et sympathies mènent pareillement les réactionnaires allemands au côté du tsarisme. *« Chagrin pour la Russie, chagrin pour l'Allemagne. »* Mais en même temps, adossés au tsarisme, les Hohenzollern peuvent se

présenter pour la galerie comme le rempart de la culture « contre la barbarie », devant leur propre peuple si ce n'est devant l'Europe de l'Ouest.

« C'est avec un chagrin sincère que j'ai vu se rompre un amitié fidèlement entretenue par l'Allemagne », a dit Guillaume II dans son discours du trône après la déclaration de guerre. Il ne désignait par là ni la France ni l'Angleterre, mais la Russie, ou plus exactement la dynastie russe, conformément au culte des Hohenzollern pour la Russie, comme aurait dit Marx.

Les sociaux-démocrates allemands n'ont ni suggéré ni prêté à Guillaume II lui-même et à son chancelier le plan politique suivant : d'un côté, par la victoire sur la France et l'Angleterre, créer les conditions d'un rapprochement avec elles, de l'autre, mettre à profit la victoire stratégique sur la France pour écraser le despotisme russe.

En réalité, les plan politiques des réactionnaires allemands ont un caractère exactement opposé, et ne pourraient en avoir d'autre.

Le choc dévastateur contre la France a-t-il été dicté par des considérations stratégiques, ou la « stratégie » n'admettait-elle pas une tactique défensive à la frontière occidentale : nous laissons provisoirement cette question en suspens.

Mais, pour ne pas voir que la politique des junkers exigeait l'écrasement de la France, il faut fermer volontairement les yeux. La France, voilà l'ennemi !

Eduard Bernstein, qui s'est efforcé honnêtement de justifier par tous les moyens la position politique de la social-démocratie allemande, arrive à la conclusion suivante : Si l'Allemagne était gouvernée démocratiquement, il n'y aurait alors aucun doute sur la façon dont elle pourrait parvenir à régler ses comptes avec le tsarisme. Une Allemagne démocratique mènerait la guerre vers l'est à la manière révolutionnaire. Elle appellerait les nations opprimées par la Russie à se soulever contre cette dernière et elle leur fournirait les moyens de lutter sérieusement pour leur libération. C'est parfaitement juste ! Toutefois, continue Bernstein, l'Allemagne n'est pas une démocratie, il serait donc utopique (précisément) d'attendre d'elle une telle politique avec toutes ses conséquences. (*Vorwärts* 28 août) Et alors ? Alors Bernstein interrompt soudain l'analyse de la politique allemande réelle, *« avec toutes ses conséquences »*. Après avoir dévoilé la contradiction criante dans la position de la social-démocratie allemande, il conclut ses développements sur l'espoir surprenant qu'une Allemagne réactionnaire réalisera la même chose qu'une Allemagne révolutionnaire, et que seule celle-ci serait en état de réaliser, *credo quia absurdum* (j'y crois parce que c'est absurde). L'on pourrait pourtant objecter : Les dirigeants allemands n'ont naturellement aucun intérêt à lutter contre le tsarisme.

Cependant la Russie est aujourd'hui un ennemi qui s'oppose à l'Allemagne, et cette guerre, la victoire de l'Allemagne sur la Russie, pourrait avoir pour résultat, indépendamment de la volonté des Hohenzollern, l'affaiblissement, ou même l'effondrement total du tsarisme. Vive Hindenburg, grand artisan inconscient de la révolution russe, clamons-nous avec la *Voix du peuple de Chemnitz*. Vive l'héritier du trône prussien, lui aussi artisan passablement inconscient ! Vive le sultan turc qui aujourd'hui, pour servir la révolution, fait bombarder les villes russes de la mer Noire ! Bienheureuse révolution russe, dont les combattants se multiplient aujourd'hui aussi rapidement ! Mais essayons de trouver le côté sérieux de cette question. La défaite du tsarisme ne pourrait-elle pas favoriser vraiment la cause de la révolution ?

À cette *possibilité*, il n'y a rien à objecter. Le Mikado et ses samouraïs n'avaient absolument aucun intérêt à la libération de la Russie. Malgré cela, la guerre russo-japonaise a donné une impulsion puissante aux événements révolutionnaires qui ont suivi.

C'est pourquoi on peut aussi attendre de telles conséquences de la guerre russo-allemande.

Mais pour pouvoir apprécier politiquement pareilles possibilité historiques, on doit prendre en considération les circonstances suivantes.

Ceux qui pensent que la guerre russo-japonaise a engendré la révolution ne connaissent ni ne comprennent les événements et leurs connexions. La guerre a seulement accéléré le déclenchement de la révolution. Mais, de ce fait justement, elle a affaibli la révolution. Car si la révolution s'était développée par croissance organique des forces internes, elle se serait produite plus tard, mais avec plus de force et plus de méthode. En conséquence, la révolution n'a absolument pas intérêt à une guerre. C'était le premier point. Deuxièmement, en affaiblissant le tsarisme, la guerre russo-japonaise a renforcé le militarisme japonais. Les deux considérations susdites s'appliquent davantage encore à la guerre russo-allemande.

Au cours des années 1912-1914, grâce à l'essor formidable de l'industrie, la Russie s'était finalement dégagée de son accablement contre-révolutionnaire.

La croissance du mouvement révolutionnaire suscitée par les grèves économiques et politiques des masses ouvrières, l'accroissement de l'esprit oppositionnel dans les couches les plus larges de la population, amenèrent le pays à une nouvelle ère de combats orageux. Mais, à la différence des années 1902 à 1905, le mouvement se développa avec incomparablement plus de conscience et de méthode et, en outre, sur une assise sociale beaucoup plus large. Pour mûrir totalement, il avait besoin de temps, et

pas des lances des junkers, ces samouraïs de l'est de l'Elbe, qui ont au contraire donné au tsar la possibilité de jouer le rôle de défenseur des Serbes, des Belges et des Français.

En supposant des défaites catastrophiques de la Russie, la guerre peut accélérer l'apparition de la révolution, mais au prix de son affaiblissement interne. Et même si dans ces conditions la révolution prend le dessus, les armées des Hohenzollern tourneront leurs baïonnettes contre elle. Et cette perspective ne peut manquer à son tour de paralyser les forces révolutionnaires de la Russie, parce qu'il est incontestable que derrière les baïonnettes des Hohenzollern se trouve le parti du prolétariat allemand. Ce n'est cependant qu'un des aspects de la question. La victoire sur la Russie suppose nécessairement des victoires décisives de l'Allemagne et de l'Autriche sur les autres théâtres d'opérations, et cela signifie le maintien par la force du chaos politico-national dans le centre et le sud-est de l'Europe, de même que la domination sans borne du militarisme allemand dans toute l'Europe.

La France forcée de désarmer, des milliards de contributions de guerre, les vaincus forcés d'entrer dans les frontières d'un espace douanier, la Russie forcée à un traité commercial : tout cela réuni rendrait l'impérialisme allemand maître de la situation pour des décennies.

Le revirement dans la politique récente de l'Allemagne, qui a débuté avec la capitulation du parti prolétarien devant le militarisme nationaliste, serait conforté pour une longue période, la classe ouvrière allemande se nourrirait matériellement et idéologiquement des miettes tombées de la table de l'impérialisme triomphant, en revanche la révolution sociale serait frappée au cœur.

Point n'est besoin de démontrer davantage que, dans de telles circonstances, même une révolution triomphant passagèrement en Russie ne pourrait être qu'un avortement de l'histoire.[1]

Ainsi l'actuel entrechoquement des peuples, placés sous le joug du militarisme sous lequel les classes dominantes les écrasent, cache en soi d'énormes contradictions que la guerre elle-même et les gouvernements

1 À l'époque, on supposait, comme le faisaient en particulier les sociaux-patriotes, que l'Allemagne serait victorieuse en quelques semaines et que le militarisme allemand écraserait la révolution russe. Mais, la guerre s'étant prolongée et la révolution n'ayant éclaté qu'au bout de trois ans, l'Europe bourgeoise, vainqueurs comme vaincus, était tellement épuisée qu'elle n'a pas eu la force de l'écraser. (Note de mars 1922)

qui la mènent sont bien incapables de résoudre dans l'intérêt du développement historique futur.

Les sociaux-démocrates ne pouvaient et ne peuvent lier leurs objectifs à aucune des possibilités historiques que cette guerre recèle, c'est-à-dire ni à une victoire de la Double alliance ni à une victoire de la Triple alliance.

La social-démocratie allemande jadis le savait fort bien et, en ce qui concerne spécialement la question de la lutte contre le tsarisme, le *Vorwärts* écrit le 28 juillet :

« *Mais que se passera-t-il ensuite, si l'on n'arrive pas à ce que le conflit reste localisé, si la Russie entre en scène ? Quelle position devons-nous adopter vis-à-vis du tsarisme ? C'est en cette question que repose la grande difficulté de la situation.*

Le moment n'est-il pas venu d'infliger au tsarisme le coup mortel, la révolution ne sera-t-elle pas amenée à vaincre en Russie si les armées allemandes franchissent la frontière russe ? »

Examinant cette question, le *Vorwärts* parvient à la conclusion suivante :

« *Est-il sûr que la révolution russe serait amenée à vaincre, si les armées allemandes franchissaient la frontière russe ? Cette action peut certes entraîner l'écroulement du tsarisme, mais les armées allemandes ne tenteront-elles pas de combattre et de vaincre une Russie révolutionnaire encore plus énergiquement que la Russie absolutiste ?* »

Mieux encore, le 3 août, la veille de la séance historique du Reichstag, le *Vorwärts* écrivait, dans son article intitulé *La lutte contre le tsarisme* :

« *Pendant que la presse conservatrice insulte le parti le plus fort du Reich, l'accusant de haute trahison, pour la plus grande joie de l'étranger, on tente par ailleurs, en sens inverse, de faire comprendre à la social-démocratie que la guerre, qui maintenant est imminente, serait en vérité une vieille revendication social-démocrate. La guerre contre la Russie, la guerre contre le tsarisme souillé de sang et, comme l'appelle depuis quelques jours cette presse qui auparavant admirait passionnément le knout, contre le tsarisme déloyal, n'est-ce pas une vieille revendication de la social-démocratie depuis ses débuts ? (…)*

Ainsi argumente-t-on effectivement dans une partie, et sans doute dans la partie la plus intelligente de la presse bourgeoise, et cela démontre seulement toute l'importance que l'on accorde à l'opinion de cette partie du peuple allemand qui suit la social-démocratie. C'est pourquoi on ne dit plus désormais : Chagrin pour la Russie, chagrin aussi pour l'Allemagne ! mais : A bas le tsarisme ! Certes, depuis que jadis ceux qu'on appelle les maîtres de la social-démocratie (Bebel, Lassalle, Engels, Marx) exigeaient la guerre

démocratique contre la Russie, la Russie n'est plus seulement le nid de la réaction, elle est aussi devenue le foyer de la révolution. Abattre le tsarisme est désormais le devoir du peuple russe en général et du prolétariat russe en particulier, et les dernières semaines viennent précisément de témoigner de la vigueur avec laquelle la classe ouvrière russe s'empare de cette mission que l'histoire lui a léguée. (…) Et toutes les provocations nationalistes des « vrais Russes » pour détourner du tsarisme la haine des masses et déchaîner une chasse aux sorcières réactionnaire contre l'étranger, et avant tout contre l'Allemagne, ont jusqu'à maintenant avorté. Le prolétariat russe sait trop bien que son ennemi n'est pas au-delà des frontières, mais dans son propre pays. Rien ne serait plus désagréable aux provocateurs nationalistes, aux Vrais-Russes et aux panslavistes, que la nouvelle de grandes manifestations pacifistes de la social-démocratie allemande. Oh, comme ils auraient exulté s'il s'était produit le contraire de ce qui est arrivé, s'ils avaient pu dire au prolétariat révolutionnaire russe : Que voulez-vous ? La social-démocratie allemande marche en tête de ceux qui excitent à la guerre contre la Russie ! Et le Petit-Père à Pétersbourg aurait aussitôt soufflé de soulagement : Voilà la nouvelle dont j'avais besoin. Désormais la révolution russe, mon ennemi le plus dangereux, a l'échine brisée ! La solidarité internationale du prolétariat est détruite ! Désormais je peux lâcher le fauve du nationalisme ! Je suis sauvé ! »

Ainsi écrivait le *Vorwärts* après que l'Allemagne avait déjà déclaré la guerre à la Russie.

Ces mots caractérisent la position honnête, courageuse, du prolétariat face au chauvinisme belliciste. Le *Vorwärts* a parfaitement compris et stigmatisé la basse hypocrisie des gouvernants allemands amis du knout, qui prennent soudain conscience de leur mission de libérer la Russie du tsarisme. Le *Vorwärts* mettait les ouvriers allemands en garde contre le chantage politique que la presse bourgeoise veut exercer sur leur conscience révolutionnaire. Ne croyez pas ces amis du knout, disait le *Vorwärts* aux prolétaires allemands, ce qu'ils guignent d'un œil lubrique c'est vos âmes, ils déguisent leurs intérêts impérialistes sous les mensonges d'une phraséologie libérale. Ils vous trompent, vous la chair à canon vivante dont ils ont besoin. S'ils réussissaient à vous gagner à leur cause, ils ne feraient qu'aider le tsarisme, en portant moralement à la révolution russe un terrible coup.

Et si malgré tout la révolution russe relevait la tête, ces mêmes gens s'empresseraient d'aider le tsarisme à l'étouffer.

Tel est le sens de ce que le *Vorwärts* enseignait au prolétariat jusqu'au 4 août.

Et exactement trois semaines plus tard le même *Vorwärts* écrit :

« Pour la Pologne et la Finlande, libération de l'engeance moscovite, liberté et indépendance ; libre développement pour le grand peuple russe lui-même ; dissolution de l'alliance contre nature qui lie deux nations civilisées à la barbarie tsariste : tel était le but unique qui a enthousiasmé le peuple allemand et l'a rendu prêt à se sacrifier » et, en même temps que le peuple allemand, la social-démocratie aussi et son organe central.

Que s'est-il donc passé, au cours de ces trois semaines, qui a décidé le *Vorwärts* a renoncer au point de vue qu'il avait adopté au départ ?

Que s'est-il passé ? Des broutilles. Les armées allemandes ont étranglé la Belgique neutre, ont brûlé toute une série de localités belges, détruit Louvain, dont les habitants se sont montrés assez vicieux pour tirer, en toute impudence, sans casque ni plumet, sur les étrangers en armes qui entraient de force dans leurs foyers[1] ; pendant ces trois semaines, les armées allemandes ont apporté mort et ruine sur le territoire de la France, et sur la Sava et la Drina leur alliée, l'armée austro-hongroise, a inculqué aux Serbes l'amour de la monarchie des Habsbourg : tels sont les faits qui ont apparemment convaincu le *Vorwärts* que les Hohenzollern font la guerre pour libérer les nations.

On a écrasé la Belgique neutre, les sociaux-démocrates se sont tus. Et Richard Fischer vient, en sa qualité d'envoyé extraordinaire du parti en Suisse, expliquer spécialement au peuple d'un pays neutre que la violation de la neutralité belge et l'écrasement de ce petit peuple sont des phénomènes tout à fait naturels. A quoi bon ce tapage ? Mis à la place du gouvernement allemand, tout gouvernement d'Europe aurait agi de même. C'est précisément à cette époque que la social-démocratie allemande ne s'est peut-être pas seulement réconciliée avec la guerre en tant que moyen réel ou supposé de défense nationale, non, mais qu'elle a couronné les armées des Hohenzollern et des Habsbourg de l'auréole d'une offensive libératrice. Quelle chute sans précédent, pour un parti qui pendant cinquante ans a appris à la classe ouvrière allemande à voir dans le gouvernement allemand l'ennemi de toute liberté et de toute démocratie !

Pendant ce temps, chaque jour supplémentaire de guerre dévoile toujours plus le danger européen que les marxistes auraient immédiatement dû prévoir. Le gouvernement allemand ne dirigeait pas ses principaux coups vers l'est, mais vers l'ouest, contre la Belgique, la France et l'Angleterre. Même si nous admettions l'invraisemblable, à savoir que ce sont

1 Marx écrivait à Engels : *« Il est typiquement prussien d'expliquer que, à moins d'être en uniforme, personne n'a le droit de défendre sa "patrie". »*

seulement des points de vue stratégiques qui ont déterminé ce plan de campagne, cette stratégie n'en conserve pas moins toute sa logique politique lourde de conséquences : la nécessité de terrasser de façon totale et décisive la Belgique, la France et les forces terrestres anglaises, pour avoir les mains libres contre la Russie. N'était-il donc pas évident que ce qui, pour réconforter la social-démocratie, a été proclamé mesures stratégiques passagères, deviendra par la force des choses un but autonome ! Et il est fatal que, plus sera acharnée la résistance de la France, qui désormais a réellement pour tâche de protéger son territoire et son indépendance contre l'attaque allemande, plus sûrement elle fixe et fixera l'armée allemande sur sa frontière occidentale ; plus l'Allemagne s'y épuisera, et moins il lui restera de force et d'envie d'accomplir ce qui était prétendument sa tâche majeure, à savoir le « règlement des comptes » avec la Russie que lui prescrivaient les sociaux-démocrates allemands ! Puis l'histoire sera témoin d'une paix honorable entre les deux puissances les plus réactionnaires d'Europe : entre Nicolas, à qui le destin a assigné une lâche victoire sur la monarchie des Habsbourg[1] pourrie jusqu'à la moelle, et Guillaume, qui règle les comptes non pas avec la Russie, mais avec la Belgique.

L'alliance entre Hohenzollern et Romanov – après l'épuisement et l'abaissement des États occidentaux – signifiera une nouvelle époque de la plus noire des réactions en Europe et dans le monde entier.

C'est à ce terrible danger que la social-démocratie allemande ouvre la voie avec sa politique actuelle. Et ce danger deviendra réalité si le prolétariat européen n'apparaît pas et n'intervient pas en tant de facteur révolutionnaire dans les calculs des dynasties et des gouvernements capitalistes.

4. La guerre contre l'Ouest

Rentrant de son voyage diplomatique en Italie, le Dr Südekum écrivait dans le *Vorwärts* que les camarades italiens ne comprenaient pas suffisamment l'essence du tsarisme. Nous sommes tout à fait d'accord avec le Dr Südekum, qu'il est plus facile à un Allemand de comprendre la nature du tsarisme, vu qu'il apprend tous les jours à ses dépens ce qu'est l'es-

1 Engels avait raison d'écrire en 1890 : « *Les seules guerres qui peuvent lui convenir* (à la diplomatie tsariste) *sont celles où les alliés de la Russie doivent supporter le fardeau principal, laisser dévaster leur territoire, fournir le plus gros des combattants, et où le rôle qui échoit aux troupes russes est celui de réserves. Ce n'est que contre de plus faibles, comme la Suède, la Turquie, la Perse, que le tsarisme mène en personne la guerre.* » Il faut maintenant ranger l'Autriche-Hongrie sur le même plan que la Turquie et la Perse.

sence de l'absolutisme allemand-prussien. Et ces deux « essences » sont très proches l'une de l'autre.

L'absolutisme allemand représente une organisation féodalo-monarchique à laquelle le développement du dernier demi-siècle a donné un puissant fondement capitaliste. La force de l'armée allemande, que nous retrouvons à nouveau dans son travail sanglant, ne repose pas seulement sur l'énorme puissance technique et matérielle de la nation, sur l'intelligence et la qualification des soldats-travailleurs qui sont passés par l'école de l'industrie et des organisations de classe, mais aussi sur son corps des officiers appartenant à l'aristocratie terrienne des junkers, avec ses traditions de commandement, d'oppression de qui est en dessous et de soumission à qui est au-dessus. L'armée allemande tout comme l'État allemand représentent une organisation féodalo-monarchique aux ressources capitalistes inépuisables. Les plumitifs bourgeois peuvent bavarder autant qu'ils veulent sur la supériorité de l'Allemand, cet homme de devoir, sur le Français, ce jouisseur ; la véritable différence ne réside pas dans les particularités de la race mais dans les conditions sociales et politiques. L'armée permanente, cet État dans l'État, isolé et autosuffisant, demeure malgré le service militaire obligatoire une organisation de caste, qui a besoin pour s'épanouir d'une sélection artificielle et d'un monarque qui couronne la hiérarchie du commandement.

Dans son livre *L'Armée nouvelle*, Jaurès démontrait que la France ne peut avoir qu'une armée de défense organisée sur la base de l'armement du peuple, à savoir la milice. La république bourgeoise française expie aujourd'hui d'avoir voulu, dans son armée, avoir un contrepoids aux formes démocratiques de l'État. Elle a créé, selon les mots de Jaurès, « *un régime bâtard, dans lequel des formes archaïques se heurtaient à des formes en train de se transformer et se neutralisaient mutuellement* ». Cette discordance entre l'armée permanente et le régime républicain est la faiblesse fondamentale du système militaire de la France. Inversement, l'arriération politique véritablement barbare de l'Allemagne lui donne une grande supériorité militaire. La bourgeoisie allemande pouvait bien grogner de temps en temps, lorsque l'esprit de caste prétorien du corps des officiers se déchaînait comme à Saverne, elle pouvait faire grise mine au prince héritier et à son mot d'ordre « Ne jamais mollir ! » ; la social-démocratie allemande pouvait encore dénoncer bien fort les mauvais traitements systématiques infligées aux soldats allemands, qui ont causé dans les casernes allemandes un taux de suicides double par rapport à d'autres pays : la faiblesse politique de la bourgeoisie et le manque d'une formation révolutionnaire dans le prolétariat allemand ont cependant permis

à la caste dirigeante de construire ce monstrueux édifice du militarisme qui soumet les travailleurs allemands intelligents et qualifiés aux héros de Saverne et à leur mot d'ordre « Ne jamais mollir ! »

Hans Delbrück a parfaitement raison de rechercher la source de pouvoir militaire allemand dans la forêt de Teutoburg !

« *L'antique organisation guerrière des Germains*, dit-il, *reposait sur la suite des princes, composée de guerriers triés sur le volet, et sur la masse des guerriers qui englobait le peuple tout entier. C'est ce que nous avons à nouveau aujourd'hui. Que les règles du combat sont devenues aujourd'hui différentes de celles que nos ancêtres ont appliquées dans la forêt de Teutoburg ! La merveilleuse technique des fusils et des obusiers modernes et cette merveilleuse structuration de masses énormes, et pourtant, au fond, exactement la même organisation guerrière : l'esprit guerrier élevé au maximum de puissance, développé au maximum dans un corps autrefois minuscule, aujourd'hui étendu à des milliers d'hommes, tenus à la fidélité envers leur chef de guerre qui, comme autrefois les anciens princes, les considère comme ses compagnons de ban, et d'autre part le peuple tout entier sous la direction de ce corps, éduqué par lui et acceptant sa discipline.* Nous avons là le secret du caractère guerrier du peuple allemand. »

Le commandant français Driant, avec cette jalousie amoureuse de républicain par obligation, tourne ses regards sur l'empereur allemand en uniforme de cuirassier blanc – à coup sûr le plus imposant et le plus martial des uniformes – et il est ravi de le voir passer son temps « *au milieu de son armée, qui est la famille véritable des Hohenzollern* ».

La caste féodale, qui aurait dû depuis longtemps pourrir politiquement et moralement, a sur le terrain de l'impérialisme retrouvé son lien avec la nation. Et ce lien avec la nation a été assez puissant pour réaliser la prophétie faite il y a quelques années par le commandant Driant, prophétie qui pouvait passer jusqu'ici pour l'insinuation venimeuse d'un bonapartiste inavoué ou pour la divagation d'un fou :

« *L'empereur est le généralissime… et derrière lui se dresse comme un seul homme toute l'Allemagne travailleuse… Les sociaux-démocrates de Bebel eux aussi sont dans les rangs, le doigt sur la détente, et ils ne pensent eux aussi qu'au salut de la patrie. Les dix milliards que la France devra payer en contribution de guerre les aideront bien davantage que toutes les chimères socialistes dont ils se nourrissaient hier encore.* »

Oui, cette contribution future – et non pas dix, mais vingt ou trente milliards –, aujourd'hui déjà quelques journaux *sociaux-démocrates* (!) en parlent eux aussi avec une impudence canaille.

La victoire de l'Allemagne sur la France – cette regrettable nécessité stratégique, à en croire la social-démocratie allemande – ne signifierait pas d'abord la défaite de l'armée permanente dans le régime de la démocratie républicaine, mais la victoire de la constitution monarchique-féodale sur la constitution républicaine-démocratique.

Car la vieille race des Hindenburg, des Molkte et des Kluck, ces spécialistes héréditaires en matière de meurtre de masse, est une condition aussi indispensable à la victoire allemande que les canons de 42 centimètres de calibre, dernier cri des capacités techniques de l'humanité !

Toute la presse bourgeoise dit déjà que la guerre a puissamment renforcé la solidité inébranlable de la monarchie allemande. Et aujourd'hui les savants allemands – les mêmes qui ont proclamé Hindenburg docteur ès toutes sciences – expliquent eux aussi déjà que l'esclavage politique est une forme plus élevée de vie sociale.

« *Quelle piètre résistance*, écrivent-ils, *ont montrée dans la tempête la république démocratique, la royauté fantôme soumise au gouvernement parlementaire et toutes les autres belles choses dont on nous chantait les louanges !* » Et s'il est choquant et offensant de lire les articles des socialistes français, qui se sont montrés bien trop faibles pour briser l'alliance de la France avec la Russie, ou pour au moins empêcher le retour au service militaire de trois ans, et qui ne se mettent pas moins en route dans leurs pantalons rouges pour libérer l'Allemagne, nous sommes saisis d'un sentiment d'indicible indignation à lire la presse du parti allemand qui, dans un langage d'esclaves exaltés, fait l'éloge de la caste héroïque des oppresseurs héréditaires pour leurs faits d'armes sur le territoire de la France !

Le 15 août 1870, quand les armées allemandes victorieuses s'approchaient de Paris, Engels écrivait dans une lettre adressée à Marx, dans laquelle il caractérisait l'état chaotique de la défense française :

« *Néanmoins un gouvernement révolutionnaire, s'il vient bientôt, n'a pas à désespérer. Il doit abandonner Paris à son sort et continuer la guerre à partir du Sud. Il est alors toujours possible qu'il puisse tenir jusqu'à ce qu'on ait acheté des armes et organisé de nouvelles armées, avec lesquelles on repoussera peu à peu l'ennemi jusqu'à la frontière. Ce serait au fond la véritable fin de la guerre, que les deux pays se prouvent mutuellement leur invincibilité.* »

Et il y a des gens qui crient d'une voix d'ilotes ivres : « *A Paris !* » et qui en même temps ont le toupet de se réclamer de Marx et d'Engels. Jusqu'à quel point sont-ils donc supérieurs aux libéraux russes trois fois honnis, qui rampent sur le ventre devant Sa Haute Noblesse le généralissime qui

introduit la nagaïka russe dans la Galicie orientale ? Quelle lâche arrogance que tous ces discours sur le caractère purement « stratégique » de la guerre sur la frontière ouest ! Qui compte là-dessus ? En tout cas, pas les classes dominantes allemandes. Elles parlent le langage de la conviction et de la force. Elles appellent les choses par leur nom exact. Elles savent ce qu'elles veulent et s'y entendent à combattre pour leurs tâches.

Les sociaux-démocrates nous racontent que la guerre servirait la cause de l'indépendance nationale.

« *Ce n'est pas vrai,* leur répond M. Arthur Dix. *De même que la grande politique avait au siècle dernier un caractère profondément marqué par la pensée nationale, de même au siècle actuel les événements politiques mondiaux sont placés sous le signe de la pensée impérialiste. Cette pensée est appelée à donner impulsion, cadre et objectif aux ambitions de puissance des Grands.* » *(La guerre économique mondiale*, 1914, p.3)

Ce même M. Arthur Dix écrit : « *Voici qui témoigne d'une intelligence réjouissante, de la part des cercles qui ont préparé militairement la guerre : dès le premier stade des opérations, l'avancée de notre armée s'est faite exactement là où il fallait, de façon à protéger de toute attaque ennemie les trésors particulièrement précieux du sous-sol allemand, et à occuper des parties du territoire ennemi susceptibles de compléter nos propres possessions en fait de richesses du sous-sol.* » *(Ibidem.* P. 38)

Le premier effet de cette « stratégie », dont les socialistes parlent aujourd'hui dans un chuchotement respectueux, consiste en réalité à voler les richesses du sous-sol.

Les sociaux-démocrates nous disent que la guerre sert à la défense nationale. Pourtant M. Georg Irmer écrit clairement et distinctement :

« *Que l'on cesse de nous dire comme une évidence que le peuple allemand est arrivé trop tard dans la compétition pour l'économie mondiale et pour la puissance mondiale, que le monde est déjà partagé. Est-ce que la terre, à toutes les périodes de l'histoire, n'a pas sans cesse fait l'objet de nouveaux partages ?* » *(A bas le joug anglais*, 1914, p.42)

Les socialistes disent pour nous consoler que la Belgique n'a été que temporairement écrasée et que les Allemands quitteront aussi tôt que possible les territoires belges. Pourtant M. Arthur Dix, qui sait fort bien ce qu'il veut, et qui a le droit et la force de vouloir, écrit : « *Un accès direct des Allemands à l'océan Atlantique, voilà ce que l'Angleterre craint justement le plus. Mais c'est bien pourquoi nous ne devons ni lâcher la Belgique ni renoncer à veiller à ce que les côtes, d'Ostende à l'embouchure de la Somme si possible, ne tombent pas à nouveau aux mains d'un État qui pourrait*

devenir un vassal politique de l'Angleterre, mais au contraire d'un État où l'influence allemande soit en quelque manière assurée. »

Aujourd'hui, avec les combats incessants entre Ostende et Dunkerque, la sainte « stratégie » exécute aussi ce point du programme de la Bourse de Berlin.

Les socialistes nous racontent que la guerre entre la France et l'Allemagne ne serait que le bref prologue à une alliance durable entre elles, mais là aussi M. Arthur Dix découvre toutes les cartes. Pour lui, *« il n'y a pour nous qu'une réponse : chercher à anéantir toute participation anglaise à l'économie mondiale et à frapper à mort l'économie nationale anglaise ! »* *« Le but de la politique extérieure de l'Empire allemand*, proclame le Pr Frantz von Liszt, *est clairement dessiné pour les prochaines décennies. « Nous protéger de l'Angleterre », tel doit être notre mot d'ordre. » (Une fédération des États d'Europe centrale,* 1914, p.24)

« Nous devons, crie un troisième, *abattre les plus sournois et les plus malfaisants de nos ennemis, nous devons briser la tyrannie que l'Angleterre exerce sur les mers avec un égoïsme odieux et un honteux mépris du droit. »* On ne mène pas la guerre contre le tsarisme, mais avant tout contre la suprématie maritime de l'Angleterre.

« *On peut sans doute dire*, avoue le Pr Schiemann, *qu'aucun succès n'a suscité autant de joie que la défaite des Anglais près de Maubeuge et de Saint-Quentin le 28 août.* »

Les sociaux-démocrates allemands disent que le but principal de la guerre est *« le règlement des comptes avec la Russie »*. Cependant le bon M. Rudolf Theuden veut livrer la Galicie à la Russie, et en prime le nord de la Perse. Alors, *« la Russie aurait été tellement comblée qu'elle serait satisfaite pour des décennies ; on pourrait même penser à s'en faire par ce moyen un ami. »* Cela toutefois a été écrit avant les succès russes en Galicie. *« Qu'est-ce que la guerre devrait absolument nous apporter ? »*, demandait M. Theuden.

Et il répondait : « *C'est la France qui devrait nous payer l'essentiel… A part Belfort, elle devrait nous céder la partie de la Lorraine délimitée par la Moselle et aussi, si elle s'obstine à résister, celle délimitée par la Meuse ; si nous faisons de la Moselle et de la Meuse les frontières de l'Allemagne, les Français perdront peut-être enfin l'habitude de vouloir faire du Rhin la frontière de la France.* »

Les politiciens et les professeurs bourgeois nous disent que l'ennemi principal est l'Angleterre, que la Belgique et la France sont le chemin vers l'océan Atlantique, que l'espoir d'une contribution de guerre russe est de toute façon utopique ; qu'il est préférable d'avoir la Russie comme ami que

comme ennemi ; que la France devra payer en argent et en territoire – et le *Vorwärts* exhorte les ouvriers allemands à tenir bon *« jusqu'à ce que nous ayons finalement la victoire »*. Et il nous déclare là-dessus que la guerre se mène pour l'indépendance de la nation allemande et pour la libération des peuples de Russie. Et qu'est-ce qu'on a au bout du compte ? Il ne faut manifestement chercher ni réflexion, ni logique, ni vérité là où il n'y en a pas ; ici c'est simplement un abcès de servilité qui perce et son pus se répand insidieusement dans les pages de la presse ouvrière. Il est clair que la classe opprimée, qui marche très lentement et très lourdement vers la liberté, doit au dernier moment traîner dans l'ordure et le sang ses espérances et ses promesses, avant que s'élève dans son âme la voix pure : la voix de l'honneur révolutionnaire.

5. La guerre défensive

« Il s'agit d'écarter ce danger (du despotisme russe), *de sauvegarder la civilisation et l'indépendance de notre propre pays. Par là nous réalisons ce sur quoi nous avons toujours insisté : à l'heure du danger, nous ne laissons pas tomber la patrie… Guidés par ces principes, nous approuvons les crédits de guerre. »* Telle fut la déclaration du groupe parlementaire social-démocrate dont Haase donna lecture à la séance du Reichstag allemand le 4 août.

On parle ici exclusivement de la protection de la patrie, sans dire un seul mot qui rappelle la tâche « libératrice » de cette guerre à l'égard des peuples de Russie, tâche qui a ensuite été chantée sur tous les tons par la presse social-démocrate, cependant que cette presse, dont la logique n'égalait pas le patriotisme, s'efforçait désespérément de présenter la guerre à la fois comme une guerre purement défensive, ayant pour tâche de garantir les possessions allemandes, et comme une guerre offensive-révolutionnaire visant à libérer la Russie et l'Europe du tsarisme.

Nous avons plus haut montré de façon suffisamment claire pourquoi les peuples de Russie ont toutes les raisons de refuser poliment cette aide qu'on leur offre à la pointe des baïonnettes des Hohenzollern. Mais qu'en est-il du « caractère défensif » de la guerre ?

D'abord, ce qui surprend dans la déclaration de la social-démocratie allemande, ce n'est pas seulement ce dont elle parle, mais plus encore ce sur quoi elle se renferme dans le silence. Après que Bethmann Hollweg eut proclamé au Reichstag que la violation déjà accomplie de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg préparait une attaque contre la France, Haase n'a pas sur cette réalité laissé tomber le moindre mot, émis le moindre son. Ce silence est si monstrueux que l'on est tenté de lire la déclaration une

deuxième et une troisième fois, mais en vain : la déclaration est rédigée comme s'il n'y avait jamais eu une Belgique, une France et une Angleterre sur la carte politique de la social-démocratie allemande.

Mais la réalité ne disparaît pas du fait que les partis politiques refusent de la voir. Et chaque membre de l'Internationale a le droit d'adresser cette question au camarade Haase : *« Quelle part des cinq millions approuvés par le groupe parlementaire social-démocrate était spécialement destinée à la destruction de la Belgique ? »* Il est très possible que, pour protéger la patrie allemande du despotisme russe, il ait été indispensable d'écraser en plus la patrie belge. Mais pourquoi le groupe parlementaire social-démocrate s'est-il tu là-dessus ?

La raison est claire : le gouvernement libéral anglais, qui s'efforce de rendre la guerre populaire parmi les masses, invoquait seulement la nécessité de protéger l'indépendance de la Belgique et l'intégrité de la France, mais il a totalement passé sous silence son alliance avec la Russie tsariste. D'une manière analogue et pour les mêmes motifs, la social-démocratie allemande ne parle aux masses que de la guerre contre le tsarisme, sans mentionner une seule fois par leur nom la Belgique, la France et l'Angleterre. Ce fait parle de lui-même de façon pas vraiment flatteuse pour la réputation internationale du tsarisme. Il est toutefois très affligeant que la social-démocratie allemande, au nom du combat contre le tsarisme, doive sacrifier sa propre réputation. Lassalle disait que toute grande action politique commence par « exprimer ce qui est ». Pourquoi la défense de la patrie commence-t-elle donc par un silence honteux sur ce qui est ? Peut-être est-ce parce qu'en fait elle n'est pas une « grande action politique » ?

En tout cas, la défense de la patrie est une notion très vaste et très extensible. La catastrophe mondiale a commencé avec l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie. Naturellement, l'Autriche en cette affaire était guidée exclusivement par la nécessité de défendre ses frontières contre son turbulent voisin. L'Allemagne était le soutien de l'Autriche. Sa machination provenait, comme nous le savons déjà, une fois encore de l'exigence de la sécurité d'État. « *Il serait insensé de croire,* écrit à ce sujet Ludwig Quessel, *que l'on puisse arracher un mur à cet édifice multiforme* (l'Europe) *sans menacer la sécurité de l'ensemble du bâtiment.* »

L'Allemagne commença sa « guerre défensive » par l'attaque contre la Belgique, dans laquelle la violation de la neutralité belge devait seulement servir de moyen pour entrer en France sur la ligne de plus faible résistance. La défaite militaire de la France à son tour ne devait apparaître que comme un épisode stratégique de la défense de la patrie.

Mais, pour de bonnes raisons, cette construction n'a pas paru très évidente à certains patriotes allemands. Ils soupçonnaient une autre situation, beaucoup plus pertinente : la Russie, entrée dans une nouvelle ère d'armements guerriers, sera d'ici deux-trois ans beaucoup plus dangereuse pour l'Allemagne qu'elle ne l'est aujourd'hui ; la France aura d'ici là totalement achevé sa contre-réforme du service militaire de trois ans. N'est-il pas alors évident, comme l'exigeait justement l'intérêt bien compris de l'autodéfense, que l'Allemagne n'attende pas patiemment l'attaque des ennemis, mais qu'elle les précède de deux ans et prenne au plus tôt l'offensive ? Et n'est-il donc pas évident qu'une telle guerre offensive, provoquée à dessein par l'Allemagne et l'Autriche, se révèle être en réalité une guerre défensive-préventive ? D'ailleurs ces deux conceptions paraissent assez souvent n'en faire qu'une. Ajoutons par-dessus le marché qu'entre elles il y a quelque contradiction : l'une d'elles explique que l'Allemagne aujourd'hui ne voulait pas la guerre, mais qu'elle y a été forcée par la Triple Entente, tandis qu'il ressort de la deuxième qu'aujourd'hui précisément la guerre était désavantageuse pour la Triple Entente et que c'est précisément pour cela que l'Allemagne a pris l'initiative du conflit – toutefois cette contradiction se résout sans douleur dans la notion salvatrice d'une guerre défensive.

Cependant tous les autres participants disputent avec succès à l'Allemagne l'avantage d'une position défensive. Pour des motifs d'autodéfense, la France ne pouvait tolérer la défaite de la Russie. L'Angleterre justifie son intervention par le fait qu'un renforcement de l'Allemagne au débouché de la Manche aurait constitué un danger direct pour les îles britanniques. Enfin la Russie aussi parle exclusivement d'autodéfense. Il est bien vrai que personne ne menaçait le territoire russe. Cependant le patrimoine national, ne l'oublions pas, ce n'est pas seulement le territoire, mais aussi certains facteurs difficiles à évaluer, parmi lesquels l'influence sur des États plus faibles. La Serbie « appartient » à la sphère d'influence russe et sert au maintien du soi-disant équilibre des Balkans – de l'équilibre non seulement entre les puissances des Balkans, mais aussi entre l'influence autrichienne et la russe. Une attaque victorieuse de l'Autriche contre la Serbie menaçait de déranger cet équilibre en faveur de l'Autriche et signifiait par conséquent une attaque indirecte contre la Russie. Sazonov puise indubitablement son argument le plus solide dans ces mots de Quessel : « *Il serait insensé de croire que l'on pourrait arracher un mur à cet édifice multiforme sans menacer la sécurité de l'ensemble du bâtiment.* » Il est superflu d'ajouter que la Serbie et le Monténégro, la Belgique et le Luxembourg peuvent eux aussi apporter quelques preuves du caractère

défensif de leur politique. De cette manière, tous se défendaient, aucun n'était l'agresseur. Mais alors, quel sens cela a-t-il donc d'opposer guerre défensive et guerre offensive ? Les critères que l'on utilise en pareil cas sont très différents et quelquefois sans aucune commune mesure.

Pour nous marxistes, la question du rôle *historique* de la guerre a une importance capitale : est-elle propre à stimuler efficacement le développement des forces productives, des formes de l'État, l'accélération de la concentration des forces prolétariennes, ou bien au contraire de les freiner ? Cette appréciation matérialiste de la guerre transcende tous les facteurs formels et, par nature, n'a aucun rapport avec la question de la défense ou de l'attaque. Bien souvent pourtant, à plus ou moins bon droit, on définit l'appréciation historique de la guerre par ces expressions formelles. Lorsque Engels disait qu'en 1870 les Allemands se trouvaient sur la défensive, il n'avait pas le moins du monde en vue les circonstances politiques et diplomatiques directes : le fait déterminant pour lui est que dans cette guerre les Allemands combattaient pour leur droit à l'unification nationale, qui de son côté constituait la condition nécessaire au développement économique du pays et à la concentration socialiste du prolétariat. En ce sens, les peuples chrétiens des Balkans ont mené une guerre défensive contre les Turcs, combattant pour leur droit à un développement national indépendant contre la domination étrangère.

La question des conditions directes de la guerre sur le plan de la politique mondiale est indépendante de son appréciation matérialiste-historique. La guerre des Allemands contre la monarchie bonapartiste était historiquement inévitable, car elle impliquait du côté allemand le droit au développement. Cependant ces tendances historiques ne déterminent pas en soi d'avance quelle partie avait intérêt à provoquer la guerre précisément en 1870. Nous savons très bien aujourd'hui que des considérations militaires et de politique mondiale ont poussé Bismarck à prendre l'initiative effective de la guerre. Mais cela aurait pu se passer autrement : si le gouvernement de Napoléon III avait eu davantage de clairvoyance et d'énergie, il aurait pu devancer Bismarck et entrer en guerre quelques années plus tôt. Cela aurait changé radicalement la physionomie politique directe des événements, mais sans toucher à l'évaluation de la guerre du point de vue historique.

Les circonstances de caractère diplomatique viennent en troisième lieu. La tâche de la diplomatie de ce point de vue est double : premièrement, elle doit provoquer la guerre au moment qui, en fonction des considérations militaires et internationales, est le plus commode pour son pays ; deuxièmement, elle doit parvenir à cet objectif par des moyens qui,

aux yeux de l'opinion publique, rendent le gouvernement ennemi responsable du conflit sanglant. Pour la social-démocratie, c'est une tâche très importante d'agitation politique que de révéler les intrigues et les filouteries diplomatiques. Cependant, tout à fait indépendamment de savoir dans quelle mesure nous y réussissons dans le feu des événements, il est évident que le réseau des intrigues diplomatiques en soi ne dit encore rien, ni sur le rôle historique de la guerre, ni sur ses véritables initiateurs. Par des manœuvres savantes, Bismarck a forcé Napoléon III à déclarer la guerre à la Prusse, alors que l'initiative véritable de la guerre était du côté allemand.

Par ailleurs s'ajoutent des critères purement militaires. Le plan stratégique de campagne peut être destiné en priorité à l'offensive ou à la défensive, indépendamment de qui a déclaré la guerre et dans quelles circonstances. Enfin les premiers pas tactiques en vue de réaliser le plan stratégique jouent quelquefois un grand rôle pour juger qu'une guerre est offensive ou défensive.

Engels écrivait à Marx le 31 juillet 1870 : *« Il est bon que les Français aient les premiers attaqué le territoire allemand. Si les Allemands, repoussant l'invasion, marchaient sur leurs talons, cela n'aura sûrement pas en France le même effet que s'ils entraient en France sans avoir préalablement subi une invasion. Cela rend, du côté français, la guerre plus bonapartiste. »*

Nous voyons donc, avec cet exemple classique de la guerre franco-allemande de 1870, qu'évaluer un conflit sur le critère que la guerre est défensive ou offensive est ambigu et à plus forte raison carrément contradictoire quand de nombreux peuples sont impliqués. Si l'on reprend depuis le début, on arrive à la combinaison suivante des facteurs offensifs et défensifs. Dans la conscience du peuple, le premier pas *tactique* des Français devait, du moins de l'avis d'Engels, faire porter aux Français la responsabilité de l'attaque. Pourtant dans son ensemble le plan *stratégique* des Allemands avait un caractère totalement offensif. Les démarches *diplomatiques* de Bismarck forcèrent Bonaparte, contre son gré, à déclarer la guerre et à jouer de ce fait le rôle de celui qui trouble la paix européenne, alors pourtant que l'initiative politico-militaire de la guerre revenait entièrement au gouvernement prussien. Ces circonstances ne sont nullement indifférentes pour l'appréciation *historique* de la guerre, mais elles n'épuisent absolument pas la question. La cause fondamentale de cette guerre était l'aspiration progressiste des Allemands à l'indépendance nationale, qui se heurtait aux prétentions dynastiques de la monarchie française. Cette guerre « défensive » nationale conduisit cependant à l'annexion de l'Alsace-Lorraine et devint donc, dans un deuxième temps, une

guerre dynastique de conquête. A l'égard de la guerre de 1870, leur correspondance le montre, Marx et Engels partirent surtout de considérations historiques générales. Qui mène la guerre et comment elle est menée ne leur est naturellement pas du tout indifférent : « *Qui aurait cru possible,* écrit Marx avec amertume, *que vingt-deux ans après 1848 une guerre nationale posséderait en Allemagne une pareille expression théorique !* » Pourtant, chez Marx et Engels, les conséquences de la guerre avaient une signification déterminante. « *Si les Prussiens sont vainqueurs, alors la centralisation du state power* (pouvoir étatique) *est utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande.* » Mais Liebknecht et Bebel, partant de la même appréciation historique de la guerre, étaient obligés de prendre directement position sur elle. Ce n'est absolument pas en contradiction avec les vues de Marx et d'Engels, mais au contraire en plein accord avec eux, qu'au Reichstag Liebknecht et Bebel refusèrent toute responsabilité pour cette guerre. Leur déclaration disait : « *Nous ne pouvons approuver les fonds demandés au Reichstag pour la conduite de la guerre, parce que ce serait un vote de confiance au gouvernement prussien… En tant qu'opposants de principe à cette guerre dynastique, en tant que républicains socialistes et membres de l'Association internationale des travailleurs, qui combat tous les oppresseurs sans distinction de nationalité et veut unir tous les opprimés en une grande confédération fraternelle, nous ne pouvons ni directement ni indirectement nous déclarer en faveur de la guerre actuelle.* »

Schweitzer a agi tout autrement. Il a transformé l'appréciation historique de la guerre en une ligne déterminant la tactique immédiate – illusion des plus dangereuses ! – et voté, en même temps que les crédits de guerre, la confiance à la politique de Bismarck, alors que, pour que la centralisation du pouvoir étatique résultant de la guerre tourne au profit de la cause social-démocrate, il fallait seulement que dès le début le monde du travail oppose à la centralisation dynastique-junker sa propre centralisation de classe, pleine de défiance révolutionnaire envers les dirigeants. Par son attitude politique, Schweitzer a porté préjudice à ces conséquences de la guerre qui justement motivaient son vote de confiance envers ceux qui en étaient les responsables subjectifs.

Quarante ans après, faisant le bilan de sa vie et de son activité, Bebel écrivait :

« *La position que Liebknecht et moi avons prise lors de l'éclatement et tout au long de cette guerre, à l'intérieur et à l'extérieur du Reichstag, a été pendant une décennie objet de discussions et de violentes attaques. Et même au début dans le parti ; mais il a suffi de peu de temps pour qu'on nous donne raison. Je confesse que je ne regrette en rien notre position de l'époque*

et que, si nous avions su dès l'éclatement de la guerre ce que nous avons appris au cours des années suivantes par des publications officielles et non officielles, notre position dès le premier instant aurait été encore plus rude. Lors de la première demande d'argent pour la guerre, nous ne nous serions pas abstenus, comme nous l'avons fait, nous aurions dû voter directement contre.» (Ma vie, 2° partie, 1911, p. 167)

Si nous comparons la déclaration de Liebknecht et Bebel en 1870 et celle prononcée par Haase en 1914, nous parvenons à la conclusion que Bebel se trompait quand il disait : « *Ensuite on nous a donné raison !* » Car le vote du 4 août était avant tout une condamnation du la politique de Bebel il y a quarante-quatre ans, en sorte qu'on devrait dire, en utilisant la terminologie de Haase, que jadis Bebel a abandonné la patrie à l'heure du danger.

Quelles sont les raisons et les considérations politiques qui ont poussé le parti du prolétariat allemand à renoncer à sa glorieuse tradition ? Nous n'avons jusqu'à présent pas entendu sur ce sujet un seul mot qui ait du poids. Tous les arguments qui ont été avancés sont pleins de contradictions et ressemblent à des communiqués diplomatiques, que l'on rédige pour justifier un fait accompli. L'éditorial de la *Neue Zeit* écrit, avec la bénédiction du camarade Kautsky, que la position de l'Allemagne est à l'égard du tsarisme la même qu'en 1870 à l'égard du bonapartisme ! « *Toute la masse du peuple allemand, toutes classes réunies* – l'éditorial tire cette citation d'une lettre d'Engels – *a compris qu'il s'agit justement d'abord de l'existence nationale et pour cette raison s'est aussitôt levée.* » C'est pour la même raison qu'aujourd'hui la social-démocratie allemande se serait levée, il s'agirait de l'existence nationale. « *Ce qu'Engels a dit est aussi valable si l'on met le tsarisme à la place du bonapartisme.* » Il reste pourtant toujours ce fait, pleinement valable : Liebknecht et Bebel en 1870 ont refusé démonstrativement au gouvernement tout crédit financier et politique. Est-ce que cela n'est pas tout aussi valable « *si l'on met le tsarisme à la place du bonapartisme* » *?* Cette question demeure sans réponse.

Mais que disait donc Engels dans sa lettre, concernant la tactique du parti ouvrier ? « *Que dans ces circonstances un parti politique allemand puisse prêcher* l'obstruction totale *et faire passer toutes sortes de considérations secondaires avant les considérations principales, cela me semble impossible.* » L'*obstruction totale !* – mais, entre une obstruction totale et une capitulation totale d'un parti politique, il y a tout de même une vaste marge, et c'est justement sur cette marge qu'en 1870 les deux positions de Bebel et de Schweitzer se partageaient. Marx et Engels étaient avec Bebel contre Schweitzer – le camarade Kautsky aurait pu le signaler à son édi-

torialiste, Hermann Wendel. Et si aujourd'hui le *Simplicissimus* réconcilie les ombres de Bebel et de Bismarck dans les sphères célestes, ce n'est rien d'autre que faire injure aux morts. Si, pour justifier la tactique actuelle de la social-démocratie, le *Simplicissimus* et Wendel ont le droit de faire sortir quelqu'un du silence de la tombe, alors que ce ne soit pas Bebel, mais Schweitzer. C'est son ombre qui pèse actuellement sur le parti politique du prolétariat allemand.

Pourtant, même l'analogie entre la guerre de 1870 et la guerre actuelle semble extrêmement superficielle et fausse. Laissons de côté toutes les relations internationales. Oublions que la guerre a avant tout signifié la dévastation de la Belgique ; que la force principale de l'Allemagne ne s'est pas jetée sur le tsarisme, mais sur la France républicaine ; oublions que le point de départ de la guerre était l'aspiration à écraser la Serbie et qu'un de ses objectifs consistait à fortifier l'Autriche-Hongrie, cette création étatique archi-réactionnaire. Nous ne voulons pas nous arrêter sur le fait que l'attitude de la social-démocratie allemande a porté un coup dur à la révolution russe, qui ces dernières années renaissait si fougueusement à la vie. Nous voulons fermer les yeux sur tous ces faits, comme la social-démocratie allemande l'a fait le 4 août, elle pour qui il n'existe sur terre ni Belgique, ni France, ni Angleterre, ni Serbie, pas plus qu'une Autriche-Hongrie. Nous voulons que seule l'Allemagne compte pour nous.

En 1870, l'évaluation historique de la guerre était claire : « *Si les Prussiens sont vainqueurs, alors la centralisation du pouvoir étatique est utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande.* » Et aujourd'hui ? Si les Prussiens sont aujourd'hui vainqueurs, qu'est-ce qui va en résulter pour la classe ouvrière allemande ?

L'unique agrandissement territorial que la classe ouvrière allemande pourrait saluer, parce qu'elle compléterait son unité nationale, c'est la réunion de l'Autriche à l'Allemagne – or la victoire de l'Allemagne aboutit à conserver et fortifier l'Autriche-Hongrie ! Mais tout autre agrandissement de la patrie allemande signifie un nouveau pas vers la transformation de l'Allemagne, État national, en un État de nationalités, avec pour résultat de rendre encore plus difficile la lutte de classe du prolétariat.

Ludwig Frank espérait – et il exprimait cette espérance dans la langue d'un lassallien attardé – s'occuper plus tard, après une guerre victorieuse, de la « consolidation interne » de l'État. Il est hors de doute que l'Allemagne n'aura pas moins besoin de cette « consolidation interne » après une guerre victorieuse qu'avant la guerre. Mais est-ce qu'une victoire

facilitera ce travail ? Les expériences historiques, de l'Allemagne comme d'autres pays, ne justifient absolument pas de tels espoirs. « *Nous avons considéré que les faits et gestes des gens au pouvoir* (après la victoire de 1870), raconte Bebel dans ses Mémoires, *allaient de soi. C'était justement une illusion du Comité directeur du parti de croire que l'ordre nouveau aurait une allure libérale, lui qui devait garantir le même pouvoir à celui qui s'était jusqu'à maintenant montré le plus grand ennemi de tout développement libéral – je ne dis pas même démocratique – et qui maintenant posait en vainqueur ses bottes de cuirassier sur la nuque de l'Empire nouveau-né.* » (Tome II, p.188) Il n'y a aucun motif d'attendre présentement d'en haut d'autres conséquences d'une victoire. Plus même : dans les années 1870, les junkers prussiens étaient dans un premier temps obligés de s'adapter à la nouvelle Constitution de l'Empire ; ils ne pouvaient pas se sentir immédiatement bien en selle ; la loi antisocialiste n'arriva que huit ans après les victoires. Au cours des quarante-quatre ans écoulés, les junkers prussiens se sont transformés en junkers de l'Empire et si, après un demi-siècle de lutte de classe acharnée, ils apparaissent à la tête de la nation victorieuse, il n'y a pas à douter que, pour la consolidation interne de l'État, ils n'auraient pas le moindre besoin des services de Ludwig Frank, s'il revenait sain et sauf des champs de bataille de l'Allemagne victorieuse.

Mais, bien plus important que le renforcement des positions de la classe dominante, il y a l'influence que la victoire de l'Allemagne exercera sur le prolétariat lui-même. La guerre est née des contradictions impérialistes entre les États capitalistes et, comme nous l'avons évoqué plus haut, la victoire de l'Allemagne ne peut entraîner qu'un résultat : des conquêtes territoriales aux dépens de la Belgique, de la France et de la Russie, des traités de commerce imposés par la force aux ennemis, de nouvelles colonies. Le combat de classe du prolétariat aurait de ce fait comme fondement l'hégémonie impérialiste de l'Allemagne, la classe ouvrière serait intéressée au maintien et au développement de cette hégémonie, et le socialisme révolutionnaire serait condamné pour longtemps au rôle d'une secte propagandiste.

Si en 1870 Marx prévoyait avec raison que la victoire allemande aurait pour résultat un développement rapide du mouvement ouvrier allemand sous la bannière du socialisme scientifique, aujourd'hui la situation internationale dicte un pronostic exactement inverse : la victoire de l'Allemagne signifierait l'engourdissement du mouvement révolutionnaire, son affadissement théorique et le dépérissement des idées marxistes.

Cependant, nous dira-t-on, la social-démocratie n'aspire absolument pas à la victoire. À cela il faut avant tout répondre que ce n'est pas vrai. Ce que veut la social-démocratie allemande, sa presse nous le dit. A deux-trois exceptions près, elle présente jour après jour au travailleur allemand la victoire des armes allemandes comme *sa* victoire. La prise de Maubeuge, trois navires de guerre anglais coulés ou la chute d'Anvers éveillent en elle les mêmes sentiments que naguère la conquête de nouvelles circonscriptions électorales ou la victoire dans des luttes salariales. On doit ne jamais perdre de vue ce fait que la presse ouvrière allemande, la presse du parti comme celle des syndicats, représente aujourd'hui un puissant appareil qui, au lieu d'éduquer la volonté en vue de la lutte de classe, l'éduque en vue de la victoire militaire. Nous ne visons pas ici les excès chauvins répugnants de telle ou telle publication particulière, mais la tonalité générale de l'écrasante majorité des journaux sociaux-démocrates. C'est le vote du groupe parlementaire le 4 août qui semble avoir donné le signal d'agir ainsi.

Mais, nous dira-t-on, le groupe parlementaire n'avait absolument pas en vue une victoire de l'Allemagne. Il se donnait seulement pour tâche la résistance au danger extérieur, la défense de la patrie, pas plus.

Là encore nous en revenons à l'opposition entre guerre défensive et guerre offensive. La presse allemande, et avec elle la presse social-démocrate aussi, ne cesse de répéter que l'Allemagne dans cette guerre se trouve précisément en situation défensive. Nous avons établi ci-dessus les critères que l'on utilise pour distinguer une guerre offensive d'une guerre défensive. Ces critères sont multiples et contradictoires. Cependant, dans le cas présent, ils sont tous unanimes pour témoigner que l'on ne peut absolument pas faire entrer les actions militaires de l'Allemagne dans le concept de la guerre défensive, ce qui par ailleurs n'a absolument aucune importance pour la tactique de la social-démocratie.

Du point de vue *historique*, comme nous le savons déjà, le jeune impérialisme allemand apparaît comme un impérialisme absolument casse-cou et agressif. Sous la poussée du développement fiévreux de l'industrie nationale, l'impérialisme allemand trouble les anciens rapports de force entre les États et joue les premiers violons dans la course aux armements.

Du point de vue de la *politique mondiale*, pour l'Allemagne, le moment actuel apparaissait justement le plus opportun pour asséner un coup foudroyant à ses rivaux – ce qui à vrai dire ne diminue pas d'un iota la faute des ennemis de l'Allemagne.

Le tableau *diplomatique* des événements ne laisse aucun doute sur le rôle dirigeant de l'Allemagne dans la provocation autrichienne ; que,

comme d'habitude, la diplomatie tsariste apparaisse ici encore plus abjecte ne change rien à l'affaire. Du point de vue stratégique, l'ensemble du plan de guerre allemand est construit sur une violente offensive.

Enfin, le premier pas *tactique* de l'armée allemande s'avère être la violation de la neutralité belge.

Si tout cela est de la défense, qu'est-ce donc que l'attaque ? Admettons cependant que le tableau diplomatique des événements permette plusieurs autres interprétations – bien que déjà les deux premières pages du *Livre Blanc* parlent tout à fait clairement –, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière n'a-t-il donc aucun autre critère pour établir sa politique que ces documents produits par un gouvernement qui a tout intérêt à le tromper ?

« *Bismarck,* raconte Bebel, *a dupé tout le monde et a réussi à faire croire que Napoléon provoquait la guerre et que lui, le pacifique Bismarck, se trouvait avec sa politique dans le rôle de l'agressé.*

Le processus menant à la guerre était si trompeur que l'on négligeait complètement le fait que la France, qui déclarait la guerre, n'était avec son armée absolument pas préparée à une guerre, alors qu'à l'inverse l'Allemagne, qui semblait la partie provoquée à la guerre, avait achevé sa préparation à la guerre jusqu'au dernier bouton de guêtre et que sa mobilisation s'effectua comme sur des roulettes. » (Ma vie, tome III, pp. 167 et 168)

On pouvait semble-t-il attendre, de la part de la social-démocratie, plus de prudence méfiante, après un tel précédent historique !

Il est vrai que Bebel a répété plus d'une fois que, dans le cas d'une attaque contre l'Allemagne, la social-démocratie défendrait sa patrie. Au congrès d'Essen, Kautsky lui a répondu :

« *A mon avis, nous ne pouvons pas nous engager, chaque fois que nous sommes convaincus qu'une guerre offensive menace, à partager l'enthousiasme guerrier du gouvernement. Bebel veut dire en vérité que nous sommes aujourd'hui bien plus avancés qu'en 1870 ; nous pourrions déjà aujourd'hui distinguer précisément dans chaque cas si nous sommes en présence d'une guerre offensive véritable ou supposée. Je n'aimerais pas prendre sur moi cette responsabilité. Je n'aimerais pas garantir moi-même que nous pouvons déjà dans chaque cas trouver une telle distinction, que nous saurons toujours si un gouvernement nous dupe, ou bien s'il représente réellement les intérêts de la nation face à une guerre offensive… Hier, le gouvernement allemand était agressif, demain ce sera le gouvernement français, et nous ne pouvons pas savoir si après-demain ce ne sera pas le gouvernement anglais. Cela change continuellement… Pour nous en réalité, dans le cas d'une guerre, il s'agit d'une question non pas nationale, mais internationale, car*

une guerre entre grands États se transforme en guerre mondiale, elle touche toute l'Europe, et pas seulement deux pays. Mais le gouvernement allemand pourrait aussi un jour faire croire aux prolétaires allemands qu'ils sont les agressés, le gouvernement français pourrait faire croire la même chose aux Français et nous aurions alors une guerre dans laquelle prolétaires allemands et français suivraient avec le même enthousiasme leur gouvernement, et s'assassineraient et s'égorgeraient réciproquement. Il faut empêcher cela, et on l'empêchera si, au lieu de prendre pour critère la guerre offensive, on prend pour critère les intérêts prolétariens, qui sont en même temps des intérêts internationaux… C'est heureusement un malentendu, comme si la social-démocratie allemande allait en cas de guerre juger selon un point de vue national, et non international, qu'elle se sentait un parti allemand d'abord et ensuite prolétarien. »

Dans ce discours, Kautsky dévoile avec une merveilleuse clarté les terribles dangers – ils se sont maintenant transformés en une terrible réalité – que recèle la tendance à déterminer l'attitude de la social-démocratie en fonction d'un jugement formel, contradictoire et impossible à trancher, concernant le caractère offensif ou défensif de la guerre. Bebel n'a dans le fond rien répondu là-dessus et son point de vue semblait absolument inexplicable, particulièrement après sa propre expérience de 1870. Néanmoins la position de Bebel, malgré son insuffisante théorique, avait un sens politique bien précis. Ces tendances impérialistes, qui engendraient le danger de guerre, excluaient pour la social-démocratie la possibilité d'attendre le salut de la victoire d'une des parties combattantes. C'est justement pourquoi toute l'attention était consacrée à prévenir la guerre ; la tâche principale était d'entretenir chez les gouvernements la crainte des conséquences. « *La social-démocratie*, disait Bebel, *sera contre le gouvernement qui prendra l'initiative de la guerre.* » De ce fait il menaçait le gouvernement de Guillaume II : « *Ne comptez pas sur nous s'il vous prend un beau jour l'envie d'étrenner vos obusiers et vos cuirassés.* » Mais il disait en même temps en direction de Pétersbourg et de Londres : « *Que ceux-là se gardent bien d'attaquer l'Allemagne, en comptant à tort que la puissante social-démocratie allemande va paralyser le pays.* » Sans impliquer en soi un quelconque critère politique, le conception de Bebel signifiait une menace politique et cela sur deux fronts à la fois, intérieur et extérieur. À toutes les objections historiques et logiques il répondait obstinément : « *Nous trouverons bien le moyen de démasquer le gouvernement qui fera le premier pas vers la guerre – pour cela nous sommes assez malins.* » Cette position menaçante de la social-démocratie, pas seulement allemande mais aussi internationale, n'était pas sans résultat. Les gouvernements

ont réellement fait tous leurs efforts pour retarder l'explosion. Mais pas seulement. Les monarques et les diplomates ont adapté avec une attention redoublée leurs démarches à la psychologie pacifique des masses populaires, ont chuchoté dans les coins avec les chefs socialistes, ont pointé leur nez au Bureau international et ont ainsi créé un climat tel que Jaurès et Haase ont pu affirmer, quelques jours avant l'explosion de la guerre, que leurs gouvernements n'avaient d'autre but que le maintien de la paix. Et quand l'orage éclata, la social-démocratie de chaque pays chercha le coupable – de l'autre côté de la frontière ! Le critère proposé par Bebel, qui en tant que menace avait joué un certain rôle, perdait tout sens au moment où les premiers coups de feu retentissaient aux frontières. Il s'est produit exactement cette catastrophe que Kautsky avait prédite.

Cependant ce qui surprend à première vue est qu'en réalité la social-démocratie n'a pas éprouvé le besoin d'avancer un critère politique. Dans la catastrophe de l'Internationale que nous traversons, les arguments se distinguaient par leur caractère extraordinairement superficiel ; ils se contredisaient entre eux, variaient et n'avaient somme toute qu'une importance secondaire – le cœur de l'affaire était qu'*on doit défendre la patrie*. Indépendamment des perspectives historiques de la guerre, des considérations démocratiques et de classe, on doit défendre la patrie que l'histoire nous a donnée ! La défendre, peut-être pas parce que notre gouvernement voulait la paix alors que l'ennemi nous a « attaqués perfidement », comme l'écrivent les folliculaires internationaux, mais parce que la guerre, indépendamment des conditions et de la manière dont elle a été provoquée, de qui a raison ou tort, signifie un danger pour chaque pays belligérant. Les considérations théoriques, politiques, diplomatiques et militaires s'effondrent comme devant un tremblement de terre, un incendie ou une inondation. Le gouvernement avec son armée est promu unique protecteur et sauveur. Les larges masses retournent en réalité à un état pré-politique. Il n'est pas nécessaire de critiquer cet état d'esprit des masses, dans la mesure où il n'est que passager, reflet élémentaire de la catastrophe. Autre chose est l'attitude de la social-démocratie, représentante politique des masses et responsable. Les organisations politiques des classes possédantes, et avant tout le pouvoir étatique, n'ont pas seulement suivi le courant : elles ont aussitôt déployé une activité multiple et concentrée à l'extrême visant à aggraver cet état d'esprit apolitique et à souder les masses autour de l'armée et de l'État. Non seulement la social-démocratie n'a pas développé en sens contraire une quelconque activité de nature équivalente, mais elle a dès le premier instant capitulé devant la politique du gouvernement et devant l'état d'esprit élémentaire des masses et, au

lieu d'armer ces masses au moyen de la critique et de la défiance, même si elle n'était que passive, elle a par toute son attitude accéléré le passage des masses à cet état pré-politique. Dans une soumission frappante, la moins propre à inspirer le respect aux gouvernants, elle a renié cinquante ans de traditions et d'engagements politiques.

Bethmann-Hollweg a déclaré que le gouvernement allemand se trouvait en plein accord avec le peuple allemand et, après le ralliement du *Vorwärts*, il avait pleinement le droit de l'affirmer, vu la position prise par la social-démocratie. Mais il avait encore un autre droit : si les circonstances ne l'avaient pas incité à remettre la polémique politique à un moment plus adéquat, il aurait pu là, dans la séance du 4 août, s'adresser aux représentants du prolétariat socialiste en leur disant : « Aujourd'hui, vous reconnaissez avec nous la réalité du danger dans lequel se trouve notre patrie et avec nous vous voulez le repousser les armes à la main. Mais ce danger n'est pas né, n'a pas grandi d'hier. L'existence et les tendances du tsarisme, vous deviez bien en avoir su quelque chose avant. Vous saviez que nous avions encore d'autres ennemis. De quel droit nous avez-vous attaqués quand nous bâtissions une armée et une flotte ? De quel droit nous avez-vous année après année refusé les crédits militaires : le droit à la trahison ou le droit à l'aveuglement ? Si, contre vous, nous n'avions pas bâti notre armée, nous serions aujourd'hui impuissants contre ce danger russe précisément qui vous décide aussi vous-mêmes à entendre raison. Les crédits accordés aujourd'hui ne nous donneraient aucune possibilité de rattraper le temps perdu ; nous serions aujourd'hui sans fusils, sans canons, sans fortifications. Avec votre vote d'aujourd'hui pour les 5 milliards de crédits de guerre, vous reconnaissez que votre refus du budget pendant toutes ces années n'était qu'une manifestation vide de sens – pire que cela : de la démagogie politique – car, dès que vous avez subi votre premier examen historique, vous avez renié tout votre passé. »

Ainsi aurait pu parler le chancelier allemand, et son discours aurait cette fois-ci paru convaincant. Qu'est-ce que Haase aurait pu répondre ?

« Le point de vue du désarmement de l'Allemagne, face aux menaces extérieures, n'a jamais été le nôtre ; un tel pacifisme béat nous a toujours été complètement étranger. Tant que les contradictions internationales produisent par nature les dangers de guerre, nous voulons que l'Allemagne soit protégée contre une invasion étrangère et contre l'asservissement. Cependant nous visons une organisation militaire qui, dans la vie interne du pays, ne pourrait servir à l'asservissement de classe – comme une organisation dressée artificiellement –, qui dans les relations internationales ne pourrait servir à des aventures impérialistes, mais qui en

même temps serait invincible pour œuvrer à la défense nationale. Cela, c'est la *milice*. Nous ne pouvions pas vous confier l'œuvre de la défense nationale. Vous avez fait de l'armée une école de dressage réactionnaire ; vous avez éduqué votre corps des officiers dans la haine contre la classe la plus importante de la société actuelle, le prolétariat. Vous être capables de mettre en jeu la vie de millions d'êtres humains, non pas pour de véritables intérêts populaires, mais pour les intérêts égoïstes de la minorité au pouvoir, que vous déguisez sous les noms d'idéal national et de prestige de d'État. Nous ne vous faisons pas confiance, et c'est pourquoi précisément chaque année nous avons crié : *Pas un homme, pas un sou pour ce gouvernement de classe !* »

« Mais 5 milliards ! », pourrait interrompre une voix, venue de gauche aussi bien que de droite.

« Nous n'avons hélas pas le choix aujourd'hui : nous n'avons d'autre armée que celle créée par les actuels maîtres de l'Allemagne, et l'ennemi est à nos portes. Nous ne pouvons pour le moment remplacer l'armée de Guillaume II par une milice populaire et, si telle est bien la situation, nous ne pouvons refuser à l'armée qui nous défend, quelle qu'elle soit, vivres, vêtements et matériel de guerre. Nous ne renions pas notre passé ni ne renonçons à notre avenir, nous sommes contraints de voter pour les crédits de guerre. » Ce serait encore ce que Haase aurait pu dire de plus convaincant.

Cependant si de telles considérations peuvent expliquer pourquoi les ouvriers socialistes, en tant que *citoyens*, n'ont pas fait obstruction à l'organisation militaire, mais ont accompli le devoir de citoyens que les circonstances leur imposaient, nous attendrions en vain une réponse à la question principale : pourquoi la social-démocratie, en tant qu'organisation politique d'une classe à qui on refuse de prendre part au gouvernement, en tant qu'ennemie irréconciliable de la société bourgeoise, en tant que parti républicain, en tant que branche de l'Internationale, pourquoi a-t-elle pris sur elle la responsabilité d'actions entreprises par ses ennemis de classe irréconciliables ?

Si nous n'avons pas la possibilité de remplacer dès aujourd'hui l'armée des Hohenzollern par une milice, cela ne signifie pas que nous devions aujourd'hui assumer la responsabilité des opérations de cette armée. Si nous luttons contre la monarchie, la bourgeoisie et le militarisme en période normale et pacifique, et que nous nous sommes devant les masses engagés dans cette lutte avec toute notre autorité, nous commettons le plus grand crime contre notre avenir dès lors que nous mettons cette autorité à la disposition de la monarchie, de la bourgeoisie et du militarisme au

moment où ils se manifestent avec les méthodes effroyables, antisociales et barbares de la guerre.

La nation ou l'État sont indissociables de la défense. Mais lorsque nous refusons notre confiance aux gouvernants, nous n'enlevons absolument pas à l'État bourgeois les armes et les moyens de défense aussi bien que d'attaque – aussi longtemps que nous ne sommes pas assez forts pour leur enlever le pouvoir des mains. Nous sommes un parti de l'opposition, et pas du pouvoir – dans la guerre comme dans la paix. C'est aussi pourquoi nous sommes très certainement utiles à cette tâche partielle que la guerre met en évidence avec tant de relief : l'indépendance nationale. La social-démocratie ne peut jouer le destin d'une nation, la sienne ou une étrangère, sur la carte de succès militaires. Tout en laissant à l'État capitaliste la responsabilité des méthodes avec lesquelles il protège son indépendance – violant et foulant aux pieds l'indépendance d'autres peuples – la social-démocratie pose dans la conscience de tous les concitoyens la première pierre d'une indépendance nationale véritable. En conservant et en développant la solidarité internationale des travailleurs, nous protégeons l'indépendance de la nation – même contre le calibre des obusiers.

Si le tsarisme signifie une menace contre l'indépendance de l'Allemagne, l'unique moyen qui promette le succès contre cette menace dépend de nous : la solidarité des masses travailleuses de Russie et d'Allemagne. Mais cette solidarité est sapée par la politique menée par Guillaume II, qui lui permet de déclarer que tout le peuple allemand est derrière lui. Nous, sociaux-démocrates russes, que pouvons-nous dire aux ouvriers russes sur cette réalité que les balles avec lesquelles les ouvriers allemands tirent sur eux portent le sceau politique et moral de la social-démocratie allemande ? *« Nous ne pouvons pas faire notre politique pour la Russie, nous la faisons pour l'Allemagne »*, m'a répondu un des permanents les plus renommés du parti allemand quand je lui ai posé cette question. A cet instant, j'ai ressenti avec une netteté très douloureuse quel coup était porté de l'intérieur à l'Internationale.

La situation n'est naturellement pas meilleure dans le cas où les partis socialistes des deux camps belligérants ont lié leur destin au destin de leurs gouvernements, comme en Allemagne et en France. Aucune force extérieure, aucune confiscation, arrestation ou destruction ne pourrait infliger à l'Internationale un coup tel que celui qu'elle s'est porté elle-même en capitulant devant l'État-Moloch, quand celui-ci a commencé à parler la langue du fer et du feu.

Dans son discours d'Essen, Kautsky a – comme argument logique, pas du tout comme possibilité concrète – brossé le terrible tableau dans lequel le frère se lève contre le frère au nom de la « guerre défensive ». Aujourd'hui que ce tableau s'est transformé en réalité sanglante, Kautsky s'efforce de nous réconcilier avec elle. Il ne voit pas là de faillite de l'Internationale. « *L'opposition entre socialistes allemands et français ne réside pas dans le critère ou dans la conception des principes, mais dans la conception différente de la situation, qui elle-même résulte à son tour de la différence de conditions géographiques (!) de ceux qui prennent position. Cette opposition aura bien du mal à être surmontée tant que la guerre fait rage. Cependant cette opposition n'est pas une opposition de principe, elle est seulement le produit d'une situation particulière et n'a aucune raison de durer plus longtemps qu'elle.* » (*Neue Zeit*, 33e année, p. 3) Si Guesde et Sembat se présentent comme les auxiliaires de Poincaré, Delcassé et de Briand et les adversaires de Bethmann-Hollweg, si les ouvriers français et allemands s'égorgent mutuellement, et cela non parce qu'ils sont contraints à être les frères de la république bourgeoise ou de la monarchie Hohenzollern mais en tant que socialistes remplissant leur devoir sous la direction spirituelle de leurs partis, alors il n'y a pas d'écroulement de l'Internationale : il n'y a qu'un seul et même « critère », chez le socialiste allemand qui égorge un Français et chez le socialiste français qui égorge un Allemand. Quand Ludwig Frank a pris les armes, ce ne fut pas pour manifester son « opposition de principe » aux socialistes français, mais pour les abattre en pleine harmonie sur les principes, et quand Frank lui-même a été tué par la balle d'un Français – peut-être même d'un collègue du groupe parlementaire socialiste – il n'y a donc là aucune atteinte au « critère » commun, c'est seulement la conséquence « d'une différence de conditions géographiques ». En vérité, cela fait mal de lire de telles lignes, doublement mal du fait qu'elles sont de la plume de Kautsky.

L'Internationale était contre la guerre. « *Si malgré tous les efforts de la social-démocratie on en arrive à une guerre,* écrit Kautsky, *alors chaque nation doit protéger sa peau du mieux qu'elle peut. Il s'ensuit pour la social-démocratie de toutes les nations le même droit, ou le même devoir, aucune n'a le droit de reprocher à une autre de participer à cette défense* » (*Ibidem,* p.7)

Voici comment se présente ce critère commun : défendre sa peau, se défoncer réciproquement le crâne pour se défendre, sans pour autant en faire un « reproche » les uns aux autres. Mais le problème est-il résolu par l'homogénéité du critère, et pas par son contenu ? Chez Bethmann-Hollweg, Sasonov, Grey et Delcassé il y a aussi une pleine homogénéité de critère ;

il n'y a pas non plus entre eux d'opposition de principes ; ils n'ont absolument aucun droit de se faire des reproches les uns aux autres, leur conduite correspond seulement à « la différence de conditions géographiques » ; si Bethmann était un ministre anglais, il se serait conduit de la même manière que sir Grey. Leur critère est du même genre que leurs canons, qui ne se distinguent les uns des autres que par le calibre. Cependant, la question est : pouvons-nous faire de leur critère notre critère ? « *C'est heureusement un malentendu, comme si la social-démocratie allemande allait en cas de guerre juger selon un point de vue national, et non international, qu'elle se sentait un parti allemand d'abord et ensuite prolétarien.* » Ainsi parlait Kautsky à Essen. Et maintenant que, à la place du point de vue international commun à tous les partis ouvriers de l'Internationale, s'est dans chaque parti imposé le point de vue national, Kautsky ne s'accommode pas seulement de ce « malentendu » mais y cherche une homogénéité de critère et une garantie de la renaissance de l'Internationale.

« *Dans chaque État national, le prolétariat aussi doit employer toute son énergie pour que l'indépendance et l'inviolabilité du territoire national restent intactes. C'est une partie essentielle de la démocratie, cette base nécessaire pour la lutte et la victoire du prolétariat.* » *(Ibidem,* p.4)

Mais alors, en pareil cas, qu'en est-il pour la social-démocratie autrichienne ? Doit-elle elle aussi employer toute son énergie pour le maintien de la monarchie danubienne, non nationale et antinationale ? Et la social-démocratie allemande ? En ne faisant qu'un politiquement avec son armée, elle n'encourage pas seulement le maintien du chaos national austro-hongrois, mais elle facilite la destruction de l'homogénéité nationale de l'Allemagne elle-même. *L'unité nationale n'est pas seulement menacée par une défaite, mais aussi par une victoire.* Du point de vue du prolétariat européen, il est aussi nuisible qu'une partie du territoire français soit jointe à l'Allemagne, ou une partie de la terre allemande à la France. Pour finir, le maintien du statu quo européen ne nous apparaît lui non plus en aucune manière comme notre programme ; la carte politique de l'Europe est dessinée à la pointe des baïonnettes, qui sur toutes les frontières sont passées sur le corps vivant des nations. En soutenant de toute son énergie son gouvernement national (ou antinational), la social-démocratie abandonne à nouveau à la force et à l'intelligence des baïonnettes la rectification de la carte de l'Europe. En déchirant en morceaux l'Internationale, la social-démocratie anéantit l'unique force capable d'opposer à l'action des baïonnettes son programme d'indépendance nationale et de démocratie, et de réaliser plus ou moins complètement ce programme, indépendamment de qui sera couronné par la victoire des baïonnettes nationales.

L'expérience ancienne est à nouveau confirmée : quand la social-démocratie fait passer ses tâches nationales avant ses tâches de classe, elle commet le plus grand crime, non seulement contre le socialisme, mais aussi contre les intérêts bien compris et à longue échéance de la nation.

6. L'écroulement de l'Internationale

Lors de leur congrès à Paris, deux semaines avant le déclenchement de la catastrophe, les socialistes français insistaient pour, en cas de mobilisation, engager toutes les parties de l'Internationale à l'action révolutionnaire. Ils visaient surtout la social-démocratie allemande. Le radicalisme des camarades français en matière de politique extérieure avait des racines plus nationales qu'internationales. Les événements de la guerre ont définitivement confirmé ce qui était déjà évident pour beaucoup. Le Parti socialiste français voulait que le parti frère allemand garantisse à coup sûr l'inviolabilité de la France. C'est seulement en se garantissant de cette manière l'appui du prolétariat allemand que les socialistes français auraient cru qu'ils avaient définitivement les mains libres pour combattre résolument le militarisme national. La social-démocratie allemande de son côté a refusé tout net d'endosser un engagement de ce genre. Bebel a autrefois démontré que, si les partis socialistes adoptaient la résolution française, ils ne seraient pas encore pour autant en état de tenir leurs engagements au moment décisif. On ne peut guère douter aujourd'hui que Bebel avait raison. Comme les événements l'ont à nouveau montré, la période de mobilisation générale paralyse presque entièrement le parti socialiste ; en tout cas elle exclut la possibilité d'actions résolues. Dès que la mobilisation générale est proclamée, la social-démocratie se retrouve face à face avec l'autorité gouvernementale concentrée s'appuyant sur un puissant appareil militaire prêt à écraser tous les obstacles sur son chemin, avec la collaboration inconditionnelle de toutes les institutions et de tous les partis bourgeois.

Fait non moins important, la mobilisation générale éveille à la conscience et à l'activité des milieux dont l'importance économique est minime et qui en temps de paix ne jouent presque aucun rôle politique. Par centaines de milliers et par millions, petits artisans, lumpen-prolétaires, petits paysans et ouvriers agricoles sont intégrés dans les rangs de l'armée, et là, en uniforme militaire, chacun d'eux a autant d'importance que l'ouvrier conscient. Leurs familles sont violemment arrachées à leur indifférence stupide et s'intéressent au destin du pays. Dans tous ces milieux, où notre agitation ne pénètre à peu près pas et que dans les circonstances ordinaires elle n'entraînera jamais, la mobilisation générale et

la déclaration de guerre éveillent de nouvelles attentes. Des espoirs confus d'un changement de leur situation présente, d'une amélioration de leur sort, saisit ces masses arrachées à la placidité de la misère et de la servitude. Il se passe la même chose qu'au début d'une révolution, mais avec cette différence essentielle que la révolution fait de ces milieux populaires qui viennent de s'éveiller les alliés de la classe révolutionnaire, alors que la guerre en fait les alliés du gouvernement et de l'armée ! Mais si tous les besoins insatisfaits, toutes les souffrances accumulées, toutes les nostalgies trouvent alors leur expression dans l'enthousiasme révolutionnaire, ici les mêmes aspirations sociales prennent provisoirement la forme de l'ivresse patriotique. De larges milieux du prolétariat touché par le socialisme sont entraînés dans le même courant. L'avant-garde social-démocrate se sent minoritaire, ses organisations se dépeuplent pour compléter l'organisation militaire. En de telles circonstances, de la part du parti il ne peut être question d'actions révolutionnaires. Et cela tout à fait indépendamment de l'appréciation qu'on porte sur la guerre. Au cours des premiers six mois, malgré son caractère colonial et son impopularité dans le pays, la guerre russo-japonaise a presque totalement étouffé le mouvement révolutionnaire. Par conséquent il est clair que, avec la meilleure volonté du monde, les partis socialistes ne pouvaient endosser l'engagement d'une obstruction totale au moment de la mobilisation générale, c'est-à-dire précisément au moment où le socialisme est politiquement le plus isolé.

Il en résulte que, de fait, les partis ouvriers n'ont pas opposé à la mobilisation militaire leur mobilisation révolutionnaire, ce qui n'a en soi rien d'inattendu ni de démoralisant. Si les socialistes s'étaient limités à exprimer leur avis sur la guerre actuelle, à décliner toute responsabilité pour elle, à refuser à leurs gouvernements la confiance et les crédits de guerre, ils auraient provisoirement rempli leur devoir. Ils auraient pris une position politique d'attente, dont le caractère oppositionnel aurait été évident aussi bien pour les gouvernants que pour les masses populaires. Les actions ultérieures auraient résulté du cours objectif des événements et des modifications que le cours de la guerre provoque forcément dans la conscience populaire. L'Internationale aurait conservé ses liens internes, le drapeau socialiste serait resté sans tache ; la social-démocratie, affaiblie temporairement, aurait conservé les mains libres pour intervenir de façon résolue dans les événements, dès que se serait réalisé le revirement dans l'état d'esprit des masses ouvrières. Et on peut le dire avec certitude : toute l'influence sur les masses que la social-démocratie aurait perdue au début

de la guerre avec une telle attitude, elle l'aurait nécessairement regagnée après l'inévitable revirement.

Si cela ne s'est pas produit, si le signal de la mobilisation pour la guerre a aussi été le signal de l'effondrement de l'Internationale, si les partis ouvriers nationaux, sans qu'en leur sein personne ne proteste, se sont alliés à leurs gouvernements et à leurs armées, à cela il y a nécessairement des raisons profondes et en même temps communes à l'ensemble de l'Internationale. Ces causes, il n'est pas admissible de les voir dans des fautes personnelles, dans l'incapacité des chefs et des comités directeurs des partis, il faut bien plutôt les rechercher dans les conditions objectives de l'époque dans laquelle l'Internationale socialiste est née et s'est construite. Cela ne veut pas dire que l'on doive disculper des chefs indignes de confiance et des comités directeurs d'une incompétence brouillonne. Absolument pas. Mais ce ne sont pas des facteurs fondamentaux. Il faut rechercher ces derniers dans les conditions historiques de la période dans son ensemble. Car il s'agit cette fois – et il faut s'en rendre clairement compte – non pas d'une faute isolée, non pas d'une démarche opportuniste, non pas de déclarations maladroites à la tribune du Parlement, non pas du vote du budget par les sociaux-démocrates du grand-duché de Bade, non pas des expériences isolées du ministérialisme français ou du carriérisme socialiste : il s'agit de la défaillance complète de l'Internationale au moment historique de sa plus grande responsabilité, moment dont on peut considérer que tout le travail socialiste réalisé jusqu'à maintenant n'était que la préparation. Il est facile, rétrospectivement, de constater toute une série de réalités et de symptômes qui auraient dû susciter une inquiétude concernant la profondeur et la fermeté de l'internationalisme dans le mouvement ouvrier.

Nous ne parlons pas de la social-démocratie autrichienne. Les socialistes russes et serbes cherchaient en vain dans les articles de politique internationale du *Journal ouvrier viennois* des citations qu'ils auraient pu envoyer aux ouvriers serbes et russes sans avoir honte de l'Internationale. La défense de l'impérialisme germano-autrichien contre ses adversaires non seulement extérieurs mais aussi intérieurs – oui, même le *Vorwärts* en faisait partie !— a toujours été un des principes directeurs les plus frappants de ce journal. On peut dire sans ironie que, dans la crise actuelle de l'Internationale, le *Journal ouvrier viennois* est resté absolument fidèle à son passé.

Le socialisme français exprimait à un pôle un fort patriotisme qui n'était pas exempt de germanophobie ; à l'autre jouent les couleurs les plus criardes de l'antipatriotisme de Hervé qui, comme l'expérience le montre, se transforme facilement en son contraire.

Le patriotisme teinté de terrorisme de Hyndman, qui complète son radicalisme sectaire, a assez souvent causé des difficultés politiques à l'Internationale.

Dans la social-démocratie allemande, il était bien plus difficile d'observer des symptômes nationalistes. Bien sûr, l'opportunisme des Allemands du sud s'est développé sur le terrain du particularisme, qui était du nationalisme allemand petit format. Cependant les Allemands du sud étaient à bon droit considérés dans le parti comme une arrière-garde politique sans grande influence. La promesse faite par Bebel de prendre le flingot sur l'épaule en cas de danger rencontra dans le parti un accueil mitigé. Et lorsque Noske répéta la même phrase, la presse du parti le lui reprocha sévèrement. La social-démocratie allemande garda en général plus fermement la ligne internationaliste qu'aucun autre vieux parti social-démocrate. Mais c'est justement pourquoi elle a exécuté la rupture la plus tranchée avec son passé. À en juger par les déclarations formelles du parti et les articles de la presse, il n'y a absolument aucune continuité entre le socialisme allemand d'hier et celui d'aujourd'hui. Mais il est évident que ce retournement catastrophique n'aurait pas pu se produire si les conditions n'en avaient pas été préparées dans la période passée. Le fait que deux jeunes partis, le serbe et le russe, sont restés fidèles à leurs obligations internationales ne confirme absolument pas la philosophie philistine qui considère la fidélité aux principes comme l'expression naturelle de l'immaturité. Cependant ce fait nous engage à rechercher justement les raisons de la faillite de la Deuxième Internationale dans les conditions de son développement qui ont exercé le moins d'influence sur ses membres les plus jeunes.

Le *Manifeste communiste* composé en 1847 se termine par les mots : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » Cependant ce mot d'ordre arrivait bien trop tôt pour devenir aussitôt réalité vivante. À l'ordre du jour de l'histoire, il y avait alors la révolution de 1848. Le rôle que cette révolution réserva aux auteurs du *Manifeste* eux-mêmes ne fut pas celui de chefs du prolétariat international, mais de combattants à l'extrême gauche de la démocratie nationale.

La révolution de 1848 n'a pas résolu un seul des problèmes nationaux, elle n'a fait que les entamer. La contre-révolution en même temps que l'essor industriel ont rompu les fils du mouvement révolutionnaire. Il s'écoula une nouvelle décennie de calme, jusqu'à ce que les contradictions non résolues par la révolution s'aiguisent à nouveau au point de demander

que l'épée s'en mêle. Ce n'était cette fois pas l'épée de la révolution tombée des mains de la bourgeoisie, mais l'épée de la guerre tirée du fourreau des monarques. Les guerres de 1859, 1864, 1866 et 1870 créèrent une nouvelle Italie et une nouvelle Allemagne. Les féodaux avaient à leur manière exécuté le legs de la révolution de 1848. La banqueroute politique de la bourgeoisie, qui se manifestait dans cet échange historique des rôles, devint, sur la base du développement capitaliste rapide, un stimulant énergique vers un mouvement prolétarien indépendant.

En 1863, Lassalle fonde en Allemagne l'Association ouvrière politique. En 1864, la Première Internationale est fondée à Londres sous la direction de Marx. Le mot d'ordre qui concluait le *Manifeste communiste* passe dans la première circulaire de l'Association internationale des travailleurs. Pour les tendances du mouvement ouvrier moderne, il est au plus haut point significatif que dès leurs premiers pas elles créent une organisation de caractère international. Néanmoins cette organisation semble bien plus une préfiguration de ce dont le mouvement aurait besoin par la suite qu'un appareil dirigeant réellement la lutte de classe. Il y avait encore un abîme entre le but final de l'Internationale, la révolution communiste, et sa pratique immédiate, qui était surtout absorbée par la collaboration internationale au mouvement gréviste des ouvriers dans les différents pays. Même les créateurs de l'Internationale espéraient que la marche révolutionnaire des événements surmonterait dans les plus brefs délais la dissonance entre idéologie et pratique. En même temps que le Conseil général transmettait des sommes d'argent aux différents groupes grévistes en Angleterre et sur le continent, il a fait des tentatives classiques pour concentrer l'action des travailleurs de tous les pays sur le terrain de la politique mondiale.

Mais ces aspirations n'avaient pas encore de base matérielle suffisante. L'activité de la Première Internationale correspond dans le temps à cette époque de guerres qui, en Europe et en Amérique du Nord, frayaient la voie au développement capitaliste. Les tentatives d'intervention de la part de l'Internationale, en dépit de toute leur importance sur le plan des principes et de l'éducation pour les travailleurs les plus avancés de tous les pays, devaient plus clairement encore faire sentir leur impuissance face à l'État de classe national. La Commune de Paris qui s'enflamma au sortir de la guerre fut le point culminant dans l'époque de la Première Internationale. De même que le *Manifeste communiste* était la préfiguration théorique du mouvement ouvrier moderne, et que la Première Internationale était la préfiguration organisationnelle de l'association ouvrière du monde entier, la Commune de Paris était la préfiguration révolutionnaire de la dictature

du prolétariat. Mais seulement une préfiguration. Cela montrait justement que, rien que par son improvisation révolutionnaire, le prolétariat ne pouvait pas soumettre l'appareil d'État et transformer la société. Pour ce travail historique, les États nationaux issus des guerres ont créé la seule base réelle, la base nationale. Le prolétariat doit donc passer par l'école de l'auto-éducation. La Première Internationale a rempli sa mission, celle de pépinière des partis socialistes nationaux. Après la guerre franco-allemande et la Commune de Paris, l'Internationale traîna encore brièvement une existence en veilleuse et fut en 1872 transférée en Amérique, vers où bien souvent déjà toute sorte d'expérimentations religieuses, sociales et autres s'étaient dirigées, pour y mourir.

Commençait alors une époque de développement capitaliste vigoureux sur la base de l'État national. Pour le mouvement ouvrier, c'était une époque d'accumulation progressive de forces, de construction organisationnelle et de possibilisme politique.

En Angleterre, l'époque orageuse du chartisme, de l'éveil révolutionnaire du prolétariat anglais, était complètement à bout dix ans avant l'apparition de la Première Internationale. La suppression des droits de douane sur les céréales (1846), l'essor industriel qui s'en est suivi, qui transforma l'Angleterre en atelier du monde, l'introduction de la journée de dix heures (1847), le développement de l'émigration d'Irlande vers l'Amérique, et enfin l'extension du droit de vote aux travailleurs des villes (1867) – toutes ces conditions qui amélioraient considérablement la situation des couches supérieures du prolétariat dérivèrent son mouvement de classe vers le courant du trade-unionisme et vers celui d'une politique ouvrière libérale qui en était le complément. L'époque du possibilisme, c'est-à-dire de l'adaptation délibérée et méthodique aux formes économiques, juridiques et étatiques du capitalisme national, commença pour le prolétariat anglais, en sa qualité de frère aîné, dès avant la création de l'Internationale, quelque deux décennies avant le prolétariat du continent. Si au début les grands syndicats anglais adhérèrent néanmoins à l'Internationale, ce fut uniquement parce que lors de conflits salariaux cela leur permettrait de mieux se protéger contre l'importation de briseurs de grève venus du continent.

Le mouvement ouvrier français ne s'est que lentement relevé de la saignée de la Commune, sur le terrain d'un développement économique ralenti, dans l'atmosphère très délétère d'un nationalisme revanchard. Flanqué des anarchistes qui « niaient » l'État et des démocrates vulgaires qui capitulaient devant lui, le mouvement prolétarien français se développait en s'adaptant au cadre social et politique de la république bourgeoise.

Le centre de gravité du mouvement socialiste se déplaçait vers l'Allemagne, comme Marx l'avait prédit dès 1870.

Après la guerre franco-allemande, commença pour l'Allemagne unifiée une ère semblable aux décennies précédentes en Angleterre : essor capitaliste, droit de vote démocratique, relèvement du niveau de vie des couches supérieures du prolétariat.

Sur le plan théorique, le mouvement ouvrier allemand marchait sous le drapeau du marxisme. Cependant, comme il dépendait des conditions de l'époque, le marxisme devint pour le prolétariat allemand, non pas la formule algébrique de la révolution qu'il était à l'époque de sa création, mais la méthode théorique de son adaptation à l'État capitaliste national couronné du casque prussien. Le capitalisme, qui avait atteint un équilibre temporaire, révolutionnait sans cesse les bases économiques de la vie nationale. Le maintien de la position de force issue de la guerre exigeait l'augmentation de l'armée permanente. La bourgeoisie a abandonné à la monarchie féodale toutes ses positions *politiques,* mais ne s'en est que plus énergiquement fortifiée dans ses positions *économiques* sous la protection de l'État policier militariste. Le capitalisme victorieux, le militarisme installé sur la base capitaliste, la réaction politique issue de la fusion des classes féodale et capitaliste – la révolutionnarisation de la vie économique et l'abandon complet des méthodes et des traditions révolutionnaires dans la vie politique – telles sont les lignes fondamentales de la dernière époque, qui comprend quatre décennies et demie. L'ensemble de l'activité de la social-démocratie allemande était tournée vers l'éveil des couches ouvrières arriérées au moyen d'une lutte systématique pour leurs besoins immédiats – vers l'accumulation des forces, l'augmentation du nombre de membres, le remplissage des coffres, vers le développement de la presse, la conquête de toutes les positions qui s'offraient, leur utilisation, leur élargissement, leur approfondissement. C'était le grand travail historique de l'éveil et de l'éducation d'une classe jusqu'alors « non-historique ». Les puissantes fédérations professionnelles centralisées de l'Allemagne se formèrent, reposant directement sur le développement de l'industrie nationale, adaptées à ses succès sur le marché national et mondial, contrôlant le mouvement des prix pour les matières premières et les produits finis. Adaptée au droit de vote, localement appuyée sur les circonscriptions électorales, étendant ses antennes dans les communes urbaines et rurales, la social-démocratie construisait le bâtiment sans pareil de l'organisation politique du prolétariat allemand, avec sa hiérarchie bureaucratique aux multiples branches, un million de membres cotisant, quatre millions d'électeurs, 91 journaux et 65 imprimeries du parti. Toute cette

activité variée d'une importance historique immense était en pratique de bout en bout pleine de l'esprit du possibilisme. En quatre décennies et demie, l'histoire n'a pas offert au prolétariat allemand une seule occasion d'abattre un obstacle dans une attaque fougueuse, d'enlever quelque position ennemie dans un élan révolutionnaire. Par suite des rapports réciproques des forces sociales, il était contraint de contourner les obstacles ou de s'adapter à eux. Dans cette pratique, le marxisme en tant que méthode de pensée était un précieux instrument d'orientation politique. Mais il ne pouvait pas changer le caractère possibiliste du mouvement de classe, qui à cette époque était de par sa nature similaire en Angleterre, en France et en Allemagne. En dépit de la suprématie incontestée de l'organisation allemande, la tactique des syndicats était sur le plan des principes exactement la même à Berlin et à Londres : son couronnement était le système des conventions collectives. Sur le terrain politique, la différence avait un caractère indubitablement bien plus profond. À l'époque où le prolétariat anglais marchait sous le drapeau du libéralisme, les travailleurs allemands créèrent un parti indépendant avec un programme socialiste. Cependant la réalité politique de cette différence est bien moins profonde que ses formes idéologiques et organisationnelles. Par leurs pressions sur le libéralisme, les travailleurs anglais ont obtenu ces conquêtes politiques limitées sur le terrain du droit de vote, de la liberté de coalition et de la législation sociale que le prolétariat allemand a maintenues ou élargies à l'aide de son parti indépendant. Vu la capitulation précoce du libéralisme allemand, le prolétariat allemand était contraint de créer un parti indépendant. Cependant ce parti, qui du point de vue des principes se rangeait sous le drapeau de la lutte pour le pouvoir politique, était dans toute sa pratique obligé de s'adapter au pouvoir dominant, de protéger le mouvement ouvrier contre ses coups et de gagner de haute lutte quelques réformes. En d'autres termes, en vertu de la différence des traditions historiques et des conditions politiques, le prolétariat anglais s'adapta à l'État capitaliste par l'intermédiaire du Parti libéral ; le prolétariat allemand fut contraint, pour les mêmes buts politiques, de créer un parti indépendant. Cependant le contenu du combat politique du prolétariat allemand avait dans toute cette époque le même caractère possibiliste, historiquement limité, que celui du prolétariat anglais. La similitude des deux se manifeste le plus clairement dans les derniers résultats de l'époque d'aujourd'hui, malgré leurs manières si différentes de se manifester : d'un côté, le prolétariat anglais était contraint, dans sa lutte pour ses tâches du jour, de créer un parti indépendant, sans rompre pourtant avec ses traditions libérales ; de l'autre côté, le parti du prolétariat allemand, placé par la guerre devant

la nécessité d'un vote décisif, a donné une réponse dans l'esprit des traditions nationales-libérales du parti ouvrier anglais.

Dans le mouvement ouvrier allemand, le marxisme n'était naturellement pas quelque chose d'accidentel ou d'insignifiant. Mais il serait complètement dénué de fondement, à partir de l'idéologie officielle marxiste du parti, de conclure à son caractère social-révolutionnaire.

L'idéologie est un facteur important, mais pas déterminant, de la politique ; elle a, sur le plan politique, le rôle d'une servante. L'opposition profonde dans laquelle la classe révolutionnaire qui s'éveillait se trouvait par rapport à l'État réactionnaire-féodal avait besoin d'une idéologie intransigeante, qui place le mouvement tout entier sous le drapeau de buts sociaux-révolutionnaires. Comme les conditions historiques lui imposaient une tactique possibiliste, l'intransigeance de la classe prolétarienne trouva son expression dans les formules révolutionnaires du marxisme. Sur le plan de la dialectique, le marxisme a parfaitement réussi à concilier l'opposition entre réforme et révolution. Cependant la dialectique du développement historique est quelque chose de beaucoup plus pesant que la dialectique de la pensée théorique. Le fait que la classe, révolutionnaire dans ses tendances, ait été forcée de s'adapter pendant des décennies à l'État policier monarchiste, qui reposait sur le puissant développement capitaliste grâce auquel, s'adaptant à lui, se formait une organisation réunissant des millions de gens et était créée la bureaucratie ouvrière dirigeant l'ensemble du mouvement, ce fait ne cesse pas d'exister et ne perd pas son importance essentielle du seul fait que le marxisme a anticipé le caractère social-révolutionnaire du développement futur. Seul un idéologue naïf pouvait donner à cette anticipation le même poids qu'à la réalité politique du mouvement ouvrier allemand.

Les révisionnistes allemands partaient de l'opposition entre la pratique réformiste du parti et sa théorie révolutionnaire. Ils ne comprenaient pas que cette opposition est causée par des circonstances temporaires, même si elles durent longtemps, et qu'elle ne peut être surmontée que par le développement social ultérieur. Pour ceux, c'était une opposition logique. La faute des révisionnistes n'était pas d'avoir constaté le caractère naturellement réformiste de la politique du parti dans l'époque écoulée, mais d'avoir voulu sur le plan théorique rendre le réformisme éternel en tant qu'unique méthode de la lutte de classe prolétarienne. Sur cette voie, les révisionnistes entrèrent en opposition avec les tendances objectives du développement capitaliste, qui à travers l'aggravation des oppositions de classes mènent nécessairement à la révolution sociale, en tant qu'unique voie menant à l'émancipation du prolétariat. De la dispute théorique, le

marxisme est sorti vainqueur sur toute la ligne. Pourtant le révisionnisme battu en théorie restait vivant, se nourrissant de toute la pratique du mouvement et de toute sa psychologie. La réfutation critique du révisionnisme en tant que théorie ne signifiait absolument pas qu'on avait triomphé de sa tactique et de sa psychologie. Les parlementaires, syndicalistes et coopérateurs continuèrent à vivre dans l'atmosphère de l'universel possibilisme, de la spécialisation pratique et de l'étroitesse nationale. Et elle imprima son sceau caractéristique même sur la figure de Bebel, le plus grand représentant de cette époque.

L'esprit du possibilisme devait nécessairement s'emparer avec une force particulière de cette génération qui entra au parti dans les années 1880, à l'époque des lois d'exception de Bismarck et de la répression accablante dans l'Europe entière. N'ayant pas l'esprit d'apôtre de la génération liée à la Première Internationale, écrasée dès ses premiers pas par la puissance de l'empire victorieux, forcée de s'adapter aux pièges et aux nœuds coulants de la loi antisocialiste, cette génération a grandi de bout en bout dans l'esprit de la modération et de la défiance organique envers les perspectives révolutionnaires. Aujourd'hui, tous sont des gens de 50 à 60 ans et c'est eux précisément qui sont à la tête des organisations syndicales et politiques. Le réformisme est leur psychologie politique, quand ce n'est pas carrément leur doctrine. L'introduction graduelle dans le socialisme – c'est la base du révisionnisme – s'est révélée l'utopie la plus pitoyable eu égard à la réalité du développement capitaliste. Cependant l'introduction politique graduelle de la social-démocratie dans le mécanisme de l'État national s'est révélée, pour toute cette génération, une tragique réalité.

La révolution russe a été le premier grand événement qui a secoué l'atmosphère insipide de l'Europe, trente-cinq ans après la Commune de Paris. Le tempo rapide du développement de la classe ouvrière russe et la force inattendue de son activité révolutionnaire concentrée firent grosse impression sur le monde civilisé et donnèrent partout l'impulsion de l'aggravation des contradictions politiques. En Angleterre, la révolution russe a accéléré la formation d'un parti ouvrier indépendant. En Autriche, à la faveur de circonstances spéciales, elle a conduit au suffrage universel. En France, en écho à la révolution russe, apparut le syndicalisme qui exprima en une forme tactique et théorique insuffisante les tendances révolutionnaires qui s'éveillaient dans le prolétariat français. En Allemagne enfin, l'influence de la révolution russe se manifesta dans le renforcement de la jeune aile gauche du parti, dans le fait que le centre dirigeant se rapprocha d'elle et dans l'isolement du révisionnisme. On souleva plus vivement la question du système électoral prussien, cette clé des positions politiques

des junkers. La méthode révolutionnaire de la grève générale fut adoptée comme un principe par le parti. Mais les ébranlements externes se révélèrent insuffisants pour pousser le parti sur la voie de l'offensive politique. Conformément à toute la tradition du parti, le virage vers le radicalisme s'exprima dans des discussions et des résolutions de principe. Il ne parvint pas à se développer au-delà.

Depuis six ou sept ans, la marée révolutionnaire connaissait partout un reflux politique. En Russie, la contre-révolution triomphait et inaugurait une période de décomposition politique et organisationnelle du prolétariat russe. En Autriche, le fil des conquêtes se brisait rapidement, l'assurance ouvrière moisissait dans les bureaux du gouvernement, les luttes nationales reprenaient avec une force redoublée dans l'arène du suffrage universel et entraînaient la décomposition et l'affaiblissement de la social-démocratie. En Angleterre, après sa séparation du libéralisme, le parti ouvrier se liait à nouveau intimement à lui. En France, les syndicalistes passaient sur des positions réformistes ; en très peu de temps, Gustave Hervé se transformait en son contraire. Dans la social-démocratie allemande, les révisionnistes relevaient la tête, encouragés de ce que l'histoire leur ait offert une pareille revanche. Les Allemands du Sud votaient démonstrativement le budget. Les marxistes étaient contraints de passer de l'offensive à la défensive. Les efforts de l'aile gauche pour mettre le parti sur la voie d'une politique plus active restaient infructueux. Le centre dirigeant se rapprochait toujours plus de l'aile droite, isolant les radicaux. Récupérant des coups qu'il avait reçus en 1905, le conservatisme triomphait sur toute la ligne. Faute d'actions révolutionnaires tout autant que de réelles possibilités de réformes, toute l'énergie passait dans la construction organisationnelle mécanique : nouveaux membres du parti et des syndicats, nouveaux journaux, nouveaux abonnés. Au cours de cette décennie condamnée à une politique de stagnation possibiliste, le parti créa le culte de l'organisation comme but en soi. Certes, jamais l'esprit de routine organisationnelle n'a régné aussi absolument dans la social-démocratie allemande que dans les dernières années qui ont précédé immédiatement la grande catastrophe. Et il n'y a pas le moindre doute que la question de la conservation de l'organisation, des caisses, des maisons du peuple, des imprimeries a joué un rôle tout à fait important quand il s'est agi de décider que la fraction parlementaire prendrait position pour la guerre. Le premier argument que j'ai entendu d'un camarade dirigeant allemand était : *« Si nous avions fait autrement, nous aurions voué à la ruine nos organisations et notre presse. »* Il est tout à fait typique de la psychologie du possibilisme organisationnel que pas un seul des 91 journaux sociaux-démocrates n'a jugé à propos d'élever une

protestation contre la violation de la Belgique. Pas un ! Après la chute des lois d'exception antisocialistes, le parti a longtemps hésité à monter ses propres imprimeries, pour qu'elles ne puissent pas être confisquées par le gouvernement s'il survenait des événements graves. Et aujourd'hui, après avoir fondé ses propres imprimeries, la hiérarchie du parti craint toute démarche énergique, pour ne donner aucun motif de confiscation. Encore plus éloquent apparaît l'incident du *Vorwärts* demandant l'autorisation de continuer à exister – sur la base d'un nouveau programme, qui suspendait la lutte de classe jusqu'à nouvel ordre. Tous les amis de la social-démocratie allemande ont éprouvé le sentiment d'une mortification décapante en recevant le numéro de l'organe central marqué de l'en-tête infamante du « haut commandement ». Si le *Vorwärts* avait été interdit, cela aurait été un fait politique important, auquel plus tard le parti aurait même pu se référer avec fierté. En tout cas cela aurait été bien plus honorable que d'exister avec sur le front l'empreinte de la botte d'un général. Mais, au-dessus de toutes les considérations de politique et de dignité du parti, il y avait les considérations d'entreprise, de maison d'édition, d'organisation – et l'existence du *Vorwärts* donne donc aujourd'hui un témoignage à deux faces : à Berlin, de la brutalité sans limite des junkers qui commandent et, à Louvain, du possibilisme sans limite de la social-démocratie allemande.

L'aile droite a adopté une position plus conforme à des principes, qui partait de considérations politiques. Ces considérations de principe du réformisme allemand, Wolfgang Heine les a formulées très crûment lors d'un débat ridicule sur la question : au Parlement, lors du « Hourra pour l'empereur », doit-on quitter la salle des séances ou bien rester assis ? « *L'instauration de la république dans l'empire allemand est actuellement et pour longtemps hors de toutes les possibilités prévisibles, de telle sorte que réellement elle n'est pas l'affaire de notre politique quotidienne.* » Les succès pratiques qui nous font toujours défaut pourraient être obtenus, mais seulement en collaborant avec la bourgeoisie libérale. « *Pour cette raison et non par pruderie j'ai signalé que la collaboration parlementaire est rendue plus difficile par des démonstrations qui blessent sans nécessité* les sentiments *de la plus grande partie de la Chambre.* » Mais si rien que l'atteinte à l'étiquette monarchique était à même de détruire l'espoir d'une collaboration réformatrice avec la bourgeoisie libérale, la rupture avec la « nation » bourgeoise à l'heure du « danger » national aurait pour longtemps non seulement rayé les réformes souhaitées mais aussi les souhaits de réformes. Cette attitude, qui était dictée aux routiniers conservateurs du centre du parti par pur souci d'autoconservation organisationnelle, se complétait de considérations politiques chez les révisionnistes. Le point

de vue des révisionnistes se montrait en tout cas bien plus large et a en fin de compte gagné la bataille. La presque-totalité de la presse du parti souligne aujourd'hui avec soin ce dont auparavant elle se moquait durement : que la conduite patriotique de la classe ouvrière mettra nécessairement les classes possédantes dans des dispositions favorables à des réformes, après guerre.

Ainsi donc, sous les coups des grands événements, la social-démocratie allemande ne se sentait plus une force révolutionnaire, qui a devant elle des tâches dépassant de loin la question du déplacement des frontières de l'État et qui ne se perd pas un instant dans le tourbillon nationaliste, mais attend le moment favorable pour intervenir puissamment, en même temps que les autres parties de l'Internationale, dans le cours des événements – non, elle se sentait avant tout un pesant convoi organisationnel menacé par la cavalerie ennemie. C'est pourquoi elle a aussi soumis tout l'avenir de l'Internationale à la question de la défense des frontières de l'État de classe, question qui ne dépend pas d'elle, parce qu'elle se sentait elle-même avant tout un état conservateur dans l'État.

« *Voyez la Belgique* », disait le *Vorwärts* pour encourager les ouvriers-soldats. Là-bas les maisons du peuple sont transformées en hôpitaux militaires, les journaux sont fermés, la vie étouffée[1]. Tenez donc bon jusqu'à la fin – « *jusqu'à ce que nous ayons définitivement vaincu* ». En d'autres termes : Continuez à détruire, soyez vous-mêmes terrifiés devant l'œuvre de vos mains – « *Voyez la Belgique* » – et que cette terreur vous donne du courage pour de nouvelles destructions !

Ce que je viens de dire, somme toute, ne se réfère pas seulement à la social-démocratie allemande, mais à toutes les composantes anciennes de l'Internationale, qui ont vécu l'histoire du dernier demi-siècle. Cependant ce que j'ai dit n'épuise pas la question des causes de la faillite de la Deuxième Internationale. Il reste le facteur, jusqu'ici inexpliqué dans ce contexte, qui est au cœur de tous les événements que nous avons vécus. L'indépendance du mouvement de classe du prolétariat, en particulier celle de ses luttes économiques, vis-à-vis de l'ampleur et des succès de la politique impérialiste de l'État, est une question qui, autant que nous

1 Un correspondant du *Vorwärts* raconte sur un ton sentimental comment à Bruxelles il cherchait les camarades belges dans la Maison du peuple, et a trouvé un hôpital militaire allemand. Pour quoi le correspondant du *Vorwärts* avait-il besoin des camarades belges ? « Pour les gagner à la cause du peuple allemand ? », à un moment où déjà Bruxelles avait elle-même été gagnée « à la cause du peuple allemand ».

sachions, n'a encore été l'objet d'aucun débat dans la presse socialiste. Nous ne pouvons pas non plus nous occuper de le résoudre dans le cadre de la présente brochure, qui est par sa nature un pamphlet politique. Ce que nous dirons sur ce sujet aura donc nécessairement le caractère d'un aperçu rapide.

Le prolétariat est fortement intéressé au développement des forces productives. L'État national, qui a été créé en Europe au cours des révolutions et des guerres des années 1789 à 1870, est apparu comme le modèle fondamental du développement économique de la période révolue. Avec toute sa politique consciente, le prolétariat a collaboré au développement des forces productives sur une base nationale. Il a soutenu la bourgeoisie dans sa lutte contre les ennemis extérieurs pour la libération nationale ; dans sa lutte contre la monarchie, le féodalisme et l'Eglise, pour la démocratie politique. Dans la mesure où la bourgeoisie devenait « amie de l'ordre », c'est-à-dire passait dans le camp de la réaction, le prolétariat a pris sur lui l'œuvre historique qu'elle n'avait pas achevée. En combattant contre la bourgeoisie pour une politique de paix, de civilisation et de démocratie, il a collaboré à l'agrandissement des débouchés sur le marché national, il a aussi fait avancer le développement des forces productives. Il était dans la même mesure économiquement intéressé à la démocratisation et au développement culturel de tous les autres pays, en tant qu'acheteurs ou vendeurs par rapport à son propre pays. C'était le plus fort garant de la solidarité internationale du prolétariat – pas seulement dans ses buts ultimes mais aussi dans sa politique quotidienne. La lutte contre les reliquats de barbarie féodale, contre les exigences démesurées du militarisme, contre les droits de douane sur les produits agricoles, contre les impôts indirects constituaient le contenu fondamental de la politique ouvrière et servait, de façon directe aussi bien qu'indirecte, à l'œuvre de développement des forces productives. C'est précisément pourquoi l'écrasante majorité des travailleurs syndicalement organisés marchaient en politique avec la social-démocratie ; tout obstacle au développement des forces productives touche très directement les organisations syndicales du prolétariat.

Dans la mesure où le capitalisme est passé d'une base nationale à une base impérialiste-internationale, la production nationale et, avec elle, la lutte économique du prolétariat se sont trouvées dépendre directement des conditions du marché mondial qu'on assure au moyen des cuirassés et des canons. En d'autres termes : en opposition aux intérêts fondamentaux du prolétariat, pris dans toute leur ampleur historique, les intérêts professionnels immédiats de certaines de ses couches particulières dépen-

daient directement des succès ou des échecs de la politique extérieure du gouvernement.

L'Angleterre a très tôt placé son développement capitaliste sur la base du pillage impérialiste. Elle a intéressé les couches supérieures du prolétariat à sa domination mondiale. Dans sa lutte pour ses intérêts, le prolétariat anglais s'est limité à faire pression sur les partis bourgeois qui lui garantissaient une participation à l'exploitation capitaliste d'autres pays. Il a entamé une politique indépendante dans la mesure où l'Angleterre a perdu sa position sur le marché mondial, refoulée entre autres par sa principale rivale, l'Allemagne. Mais, en même temps que l'Allemagne prenait plus de place dans l'industrie mondiale, croissait la dépendance non seulement matérielle mais aussi idéologique de larges couches du prolétariat allemand. Le 11 août, le *Vorwärts* écrivait que les travailleurs allemands, *« que l'on a jusqu'ici comptés parmi les politiquement développés et que l'on a depuis des années* (il faut comprendre : avec bien peu de succès) *mis en garde contre les danger de l'impérialisme »,* pestent même contre la neutralité de l'Italie, comme les chauvins les plus extrémistes. Mais cela n'a pas empêché le *Vorwärts* de nourrir les travailleurs allemands d'arguments « nationaux » et « démocratiques » pour justifier l'œuvre sanglante de l'impérialisme – chez bien des littérateurs le dos est aussi souple que la plume.

Mais cela ne change pas les faits. Dans la conscience des travailleurs allemands, au moment décisif, il ne se manifestait pas d'hostilité irréconciliable à la politique impérialiste – au contraire, ils montraient une extraordinaire sensibilité à ses suggestions chuchotées, qu'elle enveloppait d'une phraséologie nationale et démocratique. Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme socialiste se manifeste dans la social-démocratie allemande. Il suffit de se rappeler le fait que, au congrès international de Stuttgart, la majorité des délégués allemands, en particulier les syndicalistes, votèrent contre la résolution marxiste sur la politique coloniale. C'est seulement à la lumière des événements présents que ce fait, qui avait alors fait sensation, prend toute sa signification. Actuellement, la presse syndicale lie plus délibérément et plus sobrement que la presse politique la cause de la classe ouvrière allemande à l'œuvre de l'armée des Hohenzollern.

Tant que le capitalisme restait sur une base nationale, le prolétariat ne pouvait refuser de collaborer à la démocratisation des relations politiques et au développement des forces productives, par son activité au Parlement, dans les communes et ailleurs. Les tentatives des anarchistes pour opposer au combat politique de la social-démocratie une agitation formellement

révolutionnaire les condamnèrent à l'isolement et à la disparition. Mais, dans la mesure où les États capitalistes passent de l'état de formations nationales à celui d'États mondiaux impérialistes, le prolétariat ne peut s'opposer à cet impérialisme sur la base de ce qu'on appelle le programme minimum, qui a orienté sa politique dans le cadre de l'État national. Sur le terrain d'une lutte pour des conventions collectives et pour une législation sociale, le prolétariat est incapable de développer la même énergie contre l'impérialisme qu'il l'a fait contre le féodalisme. En utilisant sur le terrain capitaliste modifié sa vieille méthode de la lutte de classe – l'adaptation constante au mouvement du marché –, il se place lui-même, matériellement et idéologiquement, dans la dépendance de l'impérialisme. Opposer sa force révolutionnaire à l'impérialisme, le prolétariat ne le peut que sous le drapeau du socialisme comme tâche immédiate. Plus ses vieilles organisations puissantes sont restées longtemps sur le terrain de la vieille tactique possibiliste, plus la classe ouvrière se montre impuissante contre l'impérialisme ; la classe ouvrière l'emporte sur l'impérialisme si elle prend le chemin de la lutte pour la révolution sociale.

Les méthodes de l'opposition nationale-parlementaire ne restent pas seulement objectivement inefficaces, mais elles perdent pour les masses ouvrières toute force subjective d'attraction eu égard au fait que, derrière les parlementaires, le bras armé de l'impérialisme rend le gain et l'existence même du travailleur de plus en plus dépendants de ses succès sur le marché mondial. Pour tout socialiste qui réfléchit, il était évident que le passage du prolétariat du possibilisme à la révolution ne se réaliserait pas par les exhortations d'agitateurs mais par des ébranlements historiques. Mais personne n'avait prévu que l'histoire ferait précéder ce revirement tactique inévitable d'une faillite aussi poignante de l'Internationale. Dans son travail de titan, l'histoire ne connaît pas la pitié. Pour elle, quelle importance a la cathédrale de Reims ? Quelle importance, quelques centaines ou milliers de réputations politiques ? Pour elle, qu'est-ce que la vie ou la mort de centaines de milliers ou de millions de gens ? Le prolétariat est trop longtemps resté en classe préparatoire, bien plus longtemps que ses grands pionniers se l'imaginaient – l'histoire a pris le balai en main, a disloqué l'Internationale des épigones et a conduit les lourds millions d'hommes sur le champ de bataille, où leurs dernières illusions seront nettoyées dans le sang. Expérience terrible ! De son issue dépend peut-être le destin de la civilisation européenne.

7. L'époque révolutionnaire

A la fin du siècle dernier, une vive controverse éclata en Allemagne sur l'effet que l'industrialisation du pays aurait sur son armée. Les écrivains et les politiciens agrariens réactionnaires, tels que Sehring, Karl Ballod, Georg Hansen, etc., démontraient que la croissance rapide de la population urbaine aux dépens de la population campagnarde sapait directement les bases de la puissance militaire de l'empire, et en tiraient naturellement des conclusions patriotiques dans le sens du protectionnisme agricole. En face, Lujo Brentano et son école défendaient un point de vue exactement opposé. Ils démontraient que l'industrialisation de l'économie non seulement fournissait des ressources nouvelles en matière de finances et de techniques matérielles, mais aussi qu'elle créait avec le prolétariat une force vivante capable de faire fonctionner tous ces moyens nouveaux de défense et d'attaque. Rien qu'en ce qui concerne l'expérience de 1870-1871 Brentano évoquait des avis autorisés affirmant que *« les régiments provenant de la Westphalie majoritairement industrielle comptaient parmi les meilleurs »* et expliquait ce fait, tout à fait exact, par la capacité beaucoup plus grande des travailleurs à s'orienter dans une situation nouvelle et à s'adapter à elle.

Il est maintenant superflu de se demander qui avait raison dans cette controverse. La guerre actuelle prouve que l'Allemagne, qui a fait les plus grands progrès sur la voie du capitalisme, a été capable de développer la plus grande puissance militaire. Cette guerre prouve en même temps, concernant tous les pays qui y sont entrés, quelle énergie colossale, et de plus professionnelle, le prolétariat développe dans son activité guerrière. Ce n'est pas l'héroïsme passif, grégaire, de la masse paysanne, soudée par la soumission fataliste et les superstitions religieuses, c'est le dévouement individualisé qui, suscité par l'élan intérieur, se place sous le drapeau de l'idée. Cette idée, sous le drapeau de laquelle se place aujourd'hui le prolétariat armé, est l'idée du nationalisme belliqueux, ennemie mortelle des intérêts véritables du prolétariat. Les classes dominantes se sont montrées assez puissantes pour imposer leur idée au prolétariat et le prolétariat a consciemment mis son intelligence, sa passion et son dévouement au service de la cause de ses ennemis de classe. Cette réalité scelle l'effroyable défaite du socialisme. Mais elle ouvre aussi toutes ses possibilités de victoire définitive. On ne peut douter qu'une classe capable de déployer autant de persévérance et de sacrifice de soi, dans une guerre qu'elle avait reconnue comme « légitime », se montrera encore plus capable de développer de telles qualités lorsque la marche ultérieure des événements lui

proposera des tâches réellement dignes de la mission historique de cette classe. L'époque du réveil, de l'information et de l'organisation du prolétariat a révélé en lui des sources formidables d'énergie révolutionnaire, qui n'ont pas trouvé suffisamment à s'employer dans le combat quotidien. La social-démocratie n'a pas seulement provoqué l'intervention des couches supérieures du prolétariat, elle a aussi entravé leur énergie révolutionnaire en imposant à sa tactique le caractère de l'*attentisme* (« stratégie du grignotage »). Ce caractère de réaction qui n'en finit pas ne permettait pas à la social-démocratie de proposer au prolétariat des tâches qui auraient exigé tout son dévouement. Actuellement, c'est l'impérialisme qui exige cela du prolétariat. Il a atteint son but, du fait qu'il a poussé le prolétariat sur une position de « défense nationale », ce qui signifiait nécessairement pour les travailleurs la défense de ce qu'ils avaient créé de leurs mains, pas seulement les richesses colossales de la nation mais aussi leurs propres organisations de classe, leurs caisses, leur presse, bref, tout ce qu'ils avaient gagné en des décennies de luttes inlassables et pénibles. L'impérialisme a arraché violemment la société à son état d'équilibre instable, il a détruit les écluses que la social-démocratie avait construites contre le courant de l'énergie révolutionnaire du prolétariat, et il a conduit ce courant dans *son* lit à lui. Cette formidable expérience historique, qui a d'un seul coup brisé l'échine de l'Internationale socialiste, recèle pourtant un danger mortel pour la société bourgeoise elle-même. On arrache le marteau des mains des travailleurs, on le remplace par les armes. Le travailleur, entravé par la machinerie de l'économie capitaliste, est soudain jeté hors de son cadre et on lui enseigne à placer les buts de la collectivité au-dessus de son bonheur domestique et de sa vie même.

Avec en main les armes qu'il a lui-même fabriquées, le travailleur est placé dans une situation où le destin politique de l'État dépend directement de lui. Tous ceux qui l'opprimaient et le méprisaient, en temps normal, le flattent et rampent devant lui. En même temps il se familiarise au plus près avec ces canons qui, selon Lassalle, forment une des composantes les plus importantes des Constitutions. Il franchit les frontières, prend part à des réquisitions violentes, avec sa participation les villes changent de maître. Il se produit des modifications comme la présente génération n'en a jamais vu.

Même si l'avant-garde de la classe ouvrière sait en théorie que la force est mère du droit, sa pensée politique reste pourtant imprégnée de l'esprit du possibilisme, d'adaptation à la légalité bourgeoise. Aujourd'hui, elle apprend dans les faits à mépriser cette légalité et à la détruire par la violence. Aujourd'hui, dans son esprit, les facteurs statiques cèdent la place

aux facteurs dynamiques. Les obusiers lui font rentrer dans la tête l'idée que, lorsqu'il est impossible de contourner un obstacle, il reste toujours la possibilité de l'anéantir. La population masculine adulte presque tout entière est mise à cette école de la guerre, terrible dans son réalisme, qui forme un nouveau type d'homme. Au-dessus de toutes les normes de la société bourgeoise – avec son droit, sa morale et sa religion – s'élève aujourd'hui le poing de la nécessité d'airain. *« Nécessité fait loi »,* disait le 4 août le chancelier allemand. Les monarques viennent sur les places publiques s'accuser les uns les autres de mensonge dans un langage de poissardes, les gouvernements renient leurs engagements solennels et l'Eglise nationale rive son Dieu aux canons nationaux, comme un galérien. N'est-il pas évident que ces circonstances doivent provoquer un profond changement dans l'esprit de la classe ouvrière, la guérir radicalement de l'hypnose de la légalité, expression d'une époque de stagnation politique ?

Les classes possédantes devront bien vite s'en convaincre, à leur grande terreur. Au premier obstacle sérieux à l'intérieur de son propre pays, le prolétariat, passé par l'école de la guerre, ressentira la nécessité d'employer le langage de la violence. *« Nécessité fait loi »,* répondra-t-il à quiconque essaiera de le retenir par les commandements de la légalité bourgeoise. Et la nécessité, cette terrible nécessité économique qui régnera au cours de cette guerre et après son arrêt, sera apte à pousser les masses à violer bien des commandements. L'épuisement économique général de l'Europe aura ses effets les plus directs et les plus sévères sur le prolétariat. Les ressources matérielles de l'État seront épuisées par la guerre, la possibilité de satisfaire les revendications des masses ouvrières se révélera extrêmement réduite. Cela conduira nécessairement à des conflits politiques profonds qui, s'étendant et s'approfondissant de plus en plus, peuvent revêtir le caractère d'une révolution sociale dont naturellement personne ne peut d'avance déterminer le cours ni l'issue.

D'un autre côté, avec ses armées de millions d'hommes et ses armes infernales d'anéantissement, la guerre peut épuiser non seulement les ressources de la société mais aussi les forces morales du prolétariat. Si elle ne rencontre aucune opposition interne, cette guerre peut encore durer quelques années, avec divers succès des deux côtés, jusqu'à l'épuisement complet des principaux belligérants. Mais alors il est possible que toute l'énergie combative du prolétariat international, que l'impérialisme a fait émerger par sa conjuration sanglante, ait été complètement consommée dans ce terrible travail d'anéantissement réciproque. Avec comme résultat que toute notre civilisation serait renvoyée en arrière pour des décennies. Si la paix ne résultait pas de la volonté des peuples réveillés, mais de

l'épuisement réciproque des belligérants, ce serait étendre à l'Europe la paix de Bucarest, par laquelle la guerre balkanique a pris fin.

Elle chercherait, à l'aide de nouveaux ravaudages, à conserver toutes les oppositions, tous les antagonismes et toutes les insuffisances qui ont conduit à la guerre actuelle. Et, avec beaucoup d'autres, le travail socialiste de deux générations disparaîtrait sans laisser de traces dans une mer de sang.

Laquelle de ces deux perspectives est la plus vraisemblable ? Cela, il est impossible de le déterminer d'avance par la théorie, l'issue dépend entièrement de l'activité des forces vives de la société, et en premier lieu de la social-démocratie révolutionnaire.

« *Suspension immédiate de la guerre !* » est le mot d'ordre sous lequel la social-démocratie peut rassembler à nouveau ses rangs dispersés, à l'intérieur de chaque parti national aussi bien que dans l'ensemble de l'Internationale. Le prolétariat ne peut pas faire dépendre sa volonté de paix des considérations stratégiques des états-majors, à ces considérations il doit au contraire opposer avec la plus grande détermination sa volonté de paix. Ce que les gouvernements belligérants appellent lutte pour le maintien de la nation est en réalité un anéantissement national réciproque. L'autodéfense nationale réelle consiste aujourd'hui à lutter pour la paix.

Pour nous, une telle lutte ne signifie pas seulement une lutte pour préserver les biens matériels et culturels de l'humanité, contre la poursuite de leur anéantissement dément, mais en premier lieu pour préserver l'énergie révolutionnaire du prolétariat.

Rassembler les rangs des prolétaires en lutte pour la paix, cela signifie opposer à nouveau sur tout le front, à l'impérialisme furieux, les forces du socialisme révolutionnaire. Les conditions auxquelles la paix doit être conclue – la paix des peuples eux-mêmes et non la réconciliation des diplomates – doivent être les mêmes pour toute l'Internationale :

Pas de contributions de guerre !
Droit d'autodétermination pour toutes les nations !
États-Unis d'Europe – sans monarchies, sans armées permanentes, sans castes féodales dirigeantes, sans diplomatie secrète !

L'agitation pour la paix, qui doit être menée en même temps avec tous les moyens dont la social-démocratie dispose aujourd'hui comme avec ceux dont elle pourrait s'emparer si elle le voulait bien, n'arrachera pas seulement les travailleurs à l'hypnose du nationalisme, mais entraînera aussi une épuration intérieure salutaire au sein des actuels partis officiels du prolétariat. Les nationaux-révisionnistes et les sociaux-patriotes à l'in-

térieur de la Deuxième Internationale, qui ont exploité à des fins nationales-militaristes l'influence que le socialisme a historiquement conquise sur les masses ouvrières, doivent être rejetés dans le camp des ennemis de classe du prolétariat par une agitation révolutionnaire intransigeante en faveur de la paix.

La social-démocratie révolutionnaire n'a aujourd'hui absolument pas à craindre d'être isolée. La guerre mène la plus terrible agitation contre elle-même. Chaque jour supplémentaire de guerre amènera de plus et plus de masses nouvelles sous notre drapeau, s'il est un drapeau loyal de la paix et de la démocratie. Sous le mot d'ordre de la paix, la social-démocratie révolutionnaire isolera le plus sûrement la réaction guerrière en Europe et fera le nécessaire pour passer à l'offensive.

Nous, révolutionnaires marxistes, n'avons aucun motif de désespérer. L'époque dans laquelle nous sommes entrés sera *notre* époque. Le marxisme n'est pas vaincu. Au contraire : le rugissement des canons dans tous les coins de l'Europe annonce la victoire théorique du marxisme. Que reste-t-il encore aujourd'hui des espoirs en un développement « pacifique », en un amenuisement des contradictions capitalistes, en une entrée progressive et régulière dans le socialisme ?

Les réformistes conséquents, qui espéraient résoudre la question sociale par la voie des conventions collectives, des associations de consommateurs et de la collaboration parlementaire de la social-démocratie avec les partis bourgeois, lient maintenant leurs espoirs à la victoire des armes « nationales ». Ils attendaient que les classes possédantes répondent plus volontiers aux besoins du prolétariat, qui a démontré son patriotisme. Cet espoir serait tout simplement stupide si, derrière lui, ne s'en cachait pas un autre, bien moins *idéaliste,* à savoir : que la victoire des armes créera pour la bourgeoisie, aux dépens des bourgeoisies d'autres pays, une base de domination impérialiste bien plus grande et lui permettra de partager une partie de son butin avec le prolétariat national, aux dépens du prolétariat d'autres pays. *Le réformisme socialiste s'est de fait transformé en un impérialisme socialiste.*

Devant nos yeux se produit la liquidation poignante de l'espoir en une croissance pacifique du bien-être prolétarien ; les réformistes ont été obligés de chercher à sortir de l'impasse politique par la violence, contrairement à leur doctrine, mais pas par la violence des peuples contre les classes dirigeantes : par la violence militaire des classes dirigeantes contre d'autres peuples. La bourgeoisie allemande a renoncé après 1848 à

résoudre ses tâches par la méthode de la révolution. Elle a chargé les féodaux de résoudre les questions bourgeoises par la méthode de la guerre. Le développement social a placé le prolétariat devant le problème de la révolution. En esquivant la révolution, les réformistes étaient obligés de reproduire le naufrage historique de la bourgeoisie libérale ; ils ont chargé leurs classes dirigeantes, donc les mêmes féodaux, de régler la question prolétarienne par la méthode de la guerre. Mais là se termine l'analogie. La création d'États nationaux a résolu dans les faits la question bourgeoise pour un bon bout de temps, et la longue série des guerres coloniales après 1871 a complété cette résolution en élargissant le champ d'action pour le développement des forces capitalistes. L'époque des guerres coloniales, menées par les États nationaux, a conduit à l'actuelle guerre entre États nationaux – pour des colonies. Quand il a été clair que toutes les parties retardataires de la terre étaient réparties entre les États capitalistes, il ne restait plus à ces derniers qu'à s'arracher les colonies les uns aux autres. « *Que l'on cesse de toujours dire, comme une évidence,* dit Georg Irmer, *que l'empire allemand est arrivé trop tard dans la compétition pour l'économie mondiale et le marché mondial, que le monde est partagé. Est-ce qu'à toutes les époques de l'histoire la terre n'a pas été sans cesse repartagée ?* » Cependant le nouveau partage des colonies entre les pays capitalistes n'élargit pas la base du développement capitaliste, car un gain d'un côté signifie une perte équivalente de l'autre côté. Une atténuation temporaire des oppositions de classes en Allemagne ne pourrait par conséquent être obtenue que par une aggravation extrême des luttes de classes en France et en Angleterre, et réciproquement. À cela s'ajoute encore un facteur d'importance décisive : l'éveil capitaliste des colonies elles-mêmes, éveil auquel la guerre actuelle donne forcément une puissante impulsion. Quelle que soit l'issue que cette guerre puisse trouver, pour le capitalisme européen le résultat sera que la base impérialiste ne s'élargira pas, mais se rétrécira. La guerre ne résout donc pas la question ouvrière sur la base de l'impérialisme, mais au contraire elle aggrave cette question en plaçant le monde capitaliste devant l'alternative : *guerre en permanence, ou révolution.*

Si la Deuxième Internationale a été complètement dépassée par la guerre, la bourgeoisie du monde entier sera complètement dépassée par ses conséquences prochaines. Nous, révolutionnaires socialistes, n'avons pas voulu la guerre. *Mais nous n'avons pas non plus peur d'elle.* Nous ne sommes pas désespérés devant cette réalité que la guerre a vaincu l'Internationale, qui avait abdiqué devant l'histoire.

De la source inépuisable du socialisme prolétarien, l'époque révolutionnaire tirera de nouvelles formes organisationnelles, qui corres-

pondront à la grandeur des tâches nouvelles. Nous voulons nous mettre aussitôt à ce travail, sous le mugissement dément des obusiers, sous le fracas des cathédrales et les hurlements patriotiques des chacals capitalistes. Au milieu de cette infernale musique de la mort, nous conservons notre pensée claire, notre regard serein, et nous sentons que nous sommes la seule force créatrice de l'avenir.

Nous sommes déjà nombreux aujourd'hui, bien plus qu'il ne paraît. Demain, nous serons beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui. Après-demain, sous notre drapeau se lèveront des millions d'hommes qui aujourd'hui, soixante-sept ans après la parution du *Manifeste communiste,* n'ont eux non plus rien à perdre que leurs chaînes.

3. Karl Liebknecht
Déclaration au Reichstag contre le vote des crédits de guerre
(2 décembre 1914)

Karl Liebknecht (1871-1919) était le fils d'un des fondateurs du SPD, Wilhelm Liebknecht (1826-1900). En 1870, son père et August Bebel (1840-1913) avaient défié le pouvoir prussien en refusant de lui accorder les crédits de sa guerre contre la France. Bien avant le déclenchement de la guerre, Karl Liebknecht était déjà populaire parmi les travailleurs allemands et dans la jeunesse pour ses écrits et ses combats contre le militarisme. Sa brochure *Militarisme et antimilitarisme*, parue en 1907, lui avait valu un procès et une condamnation à dix-huit mois de prison, période durant laquelle il fut pourtant élu député au Landtag de Prusse dans une circonscription comprenant notamment le quartier ouvrier de Wedding à Berlin. En 1912, il fut élu au Reichstag dans la circonscription dite «de l'empereur», à la stupeur des classes possédantes

Lors de la discussion au sein de la fraction parlementaire socialiste au Reichstag, il s'opposa avec force au vote des crédits de guerre, mais il se rallia, au nom de la discipline de vote, à la décision prise le 2 août, position qui entraîna le vote unanime de ces mêmes parlementaires deux jours plus tard.

Dès le mois d'octobre 1914, il publia dans la presse socialiste suisse, avec Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Clara Zetkin, un texte dénonçant la position officielle du Parti social-démocrate. Le 2 décembre 1914, il fut le premier, et le seul, à opposer un refus au nouveau vote des crédits de guerre, devenant le porte-drapeau du socialisme internationaliste et révolutionnaire dans toute l'Europe à feu et à sang.

C'est la déclaration justifiant son vote qui figure ici[1]. De ce moment, Karl Radek, alors présent dans les tribunes du Parlement, a retenu *«l'effet choc que fit Liebknecht quand il se leva seul pour lancer son défi au monde impérialiste»*. Kautsky ne put pour sa part que constater, en le déplorant: *«Liebknecht est aujourd'hui l'homme le plus populaire dans les tranchées»* (avril 1916).

Par la suite, bien que mobilisé, il continua son combat au sein du groupe Die Internationale (qui allait devenir la Ligue Spartacus) auprès de Frantz Mehring et Rosa Luxemburg, de la Fédération internationale des Jeunesses socialistes, dont il avait été le président avant guerre. Le 1er mai 1916, il distri-

1 Les élus du SPD rejetèrent cette déclaration. Le président du Reichstag refusa qu'elle soit lue et même qu'elle soit inscrite dans le sténogramme des débats. Elle fut rendue publique grâce à un journal suisse, car aucun journal allemand n'avait accepté de la publier.

bua un tract contre la guerre impérialiste sur la Potsdamer Platz à Berlin, lors de la manifestation organisée par le groupe Spartacus[1]. Cela lui valut d'être arrêté, puis condamné à deux ans de travaux forcés. Cette condamnation entraîna la première grande grève politique de la guerre en Allemagne. Le Reichstag, dont il faisait toujours partie, donna son approbation à la levée de son immunité parlementaire: il demeura emprisonné de mai 1916 à novembre 1918.[2]

Je motive ainsi qu'il suit mon vote sur le projet qui nous est soumis aujourd'hui.

Cette guerre, qu'aucun des peuples belligérants n'a voulue, n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination capitaliste du marché mondial et pour la domination politique de contrées importantes où pourrait s'installer le capital industriel et bancaire. Au point de vue de la surenchère des armements, c'est une guerre préventive provoquée solidairement par le parti de guerre allemand et autrichien à l'ombre du demi-absolutisme et de la diplomatie secrète.

C'est aussi une entreprise de caractère bonapartiste tendant à démoraliser, à détruire le mouvement ouvrier grandissant. C'est ce qu'ont démontré, avec une clarté sans cesse accrue et malgré une cynique mise en scène destinée à égarer les esprits, les événements des derniers mois.

Le mot d'ordre allemand, *« Contre le tsarisme »,* tout comme le mot d'ordre anglais et français, *« Contre le militarisme »*, a servi de moyen pour mobiliser les instincts les plus nobles, les traditions et les espérances révolutionnaires du peuple au profit de la haine entre les peuples. Complice du tsarisme, l'Allemagne, jusqu'à présent pays modèle de la réaction politique, n'a aucune qualité pour jouer le rôle de libératrice des peuples.

La libération du peuple russe comme du peuple allemand doit être l'œuvre de ces peuples eux-mêmes.

Cette guerre n'est pas une guerre défensive pour l'Allemagne. Son caractère historique et la succession des événements nous interdisent de nous fier à un gouvernement capitaliste, quand il déclare que c'est pour la défense de la patrie qu'il demande les crédits.

Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être

1 Ce tract figure plus loin dans ce recueil.

2 C'est en prison qu'il écrivit le texte destiné à la conférence de Zimmerwald que nous faisons figurer plus loin.

bien accueillis. Seul, le renforcement continu et simultané des courants orientés vers une telle paix, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples belligérants.

Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même aujourd'hui au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix.

J'approuve les crédits contre la misère pour les montants proposés, bien que je les trouve notoirement insuffisants.

J'approuve également tout ce qui est fait en faveur du sort si rude de nos frères sur les champs de bataille, en faveur des blessés et des malades pour lesquels j'éprouve une compassion sans borne. Dans ce domaine aussi, pour moi, aucune demande n'ira assez loin.

Toutefois, à titre de protestation contre la guerre, ses responsables et ses dirigeants, contre la politique capitaliste qui l'a provoquée, contre les buts capitalistes qu'elle poursuit, contre les plans d'annexion, contre la violation de la neutralité belge et luxembourgeoise, contre la dictature militaire, contre l'oubli des devoirs sociaux et politiques dont sont aujourd'hui encore coupables les gouvernants et les classes dominantes, je refuse les crédits militaires demandés.

4. Pierre Monatte
Lettre de démission au Comité confédéral de la CGT
(décembre 1914)

Correcteur d'imprimerie, Pierre Monatte (1881-1960) avait été avant la guerre un militant inlassable du courant syndicaliste révolutionnaire de la CGT. Plusieurs fois arrêté, il fut en 1909 à l'origine de la fondation de *la Vie ouvrière*, une revue destinée à aider les militants de la classe ouvrière à s'informer et à agir. Jusqu'en 1912, il participa également à la rédaction du quotidien de la CGT, *La Bataille syndicaliste,* lancé par Griffuelhes appuyé par la tendance syndicaliste-révolutionnaire de la confédération. Bien que ne disposant que de faibles moyens matériels et, en juillet 1914, d'un peu moins de deux mille abonnés[1], *la Vie ouvrière* influença durablement nombre de militants ouvriers. C'est également dans ce cadre que Monatte côtoya étroitement Alfred Rosmer.

Écœuré par le ralliement des organes dirigeants de la CGT à l'union sacrée en août 1914, et plus particulièrement par le discours de Jouhaux sur la tombe de Jaurès, il tenta avec quelques-uns de tenir. Il écrivit alors à l'un des dirigeants de la CGT ralliés à la guerre: *«Si la social-démocratie s'est déshonorée en ne se jetant pas au travers de la guerre, croyez-vous que notre syndicalisme ait sauvé son honneur?»*

Il fut d'ailleurs le premier à affirmer publiquement son opposition à la ligne de la CGT et à démissionner de son Comité confédéral. C'est cette lettre de démission, adressée aux Unions départementales du Rhône et du Gard, dont il était le représentant, qui figure dans ce recueil.

Dans ses *Souvenirs*, il explique à propos de cette période: *«J'avais reçu un coup de massue. J'avais besoin d'aller ruminer et cuver mon désespoir. Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises, mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué? La guerre avait-elle balayé l'esprit de classe, notre espérance en l'émancipation des travailleurs de tous les pays? (...) Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines. Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût.»*[2]

---

1 Alfred Rosmer (voir le texte suivant), qui savait l'importance de ce réseau de militants pour l'avenir, parle à ce propos d'un *« nombre imposant d'abonnés »*.

2 Mobilisé durant toute la guerre, il conserva les liens avec les Amis de *la Vie ouvrière*. Il devait plus tard rejoindre le Parti communiste français, avant d'en être exclu en 1924. Il renonça au combat pour la construction d'un parti

Il le fait non sans affirmer avec force sa confiance dans une société socialiste, les «États-Unis du monde».

Camarades,

Après le vote émis dans sa séance du 6 décembre par le Comité confédéral, je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'aviez confié.

Voici les raisons qui ont dicté ma détermination : au cours de ces cinq derniers mois, c'est avec stupeur, avec douleur, que j'avais vu :

Le Comité confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation par son secrétaire général d'une mission officielle de commissaire de la nation[1] ;

Quelques semaines plus tard, la Commission confédérale envoyée à Bordeaux consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement ;

Des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations, tenir un langage digne de purs nationalistes !

Aujourd'hui, le Comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres.

Pour le Comité confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour *Le Temps* et pour le gouvernement.

Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle.

ꕥ

Le 22 novembre, le secrétaire confédéral donnait connaissance au Comité d'une invitation à la Conférence des socialistes des pays neutres

---

communiste révolutionnaire, mais pas à l'internationalisme ni à sa fidélité à la classe ouvrière. Idées qu'il défendit jusqu'à sa mort dans la revue qu'il avait fondée en 1925, *la Révolution prolétarienne*.

1 Jouhaux ne fut pas appelé à rejoindre le front. Il fut, en échange des services qu'il avait rendus lors du déclenchement de la guerre, nommé « commissaire à la nation ». Il siégea par ailleurs à la Commission du travail présidée par le socialiste Marcel Sembat et au Secours national… aux côtés de l'ancien préfet de police Lépine et du théoricien monarchiste d'extrême droite Charles Maurras.

organisée à Copenhague, pour les 6 et 7 décembre, par les partis socialistes scandinaves.

M'opposant au passage à l'ordre du jour, je faisais la proposition suivante : que la CGT répondît en assurant les socialistes scandinaves que, s'il nous était impossible d'envoyer un délégué, nous suivrions cependant leurs efforts en faveur de la paix avec la plus grande sympathie et que nous faisions des vœux pour le succès de la conférence de Copenhague.

À la séance du 29 novembre, la fédération des Métaux déposait une résolution motivée, inspirée du même esprit, à laquelle je me ralliai avec empressement.

Comment et par qui elle fut combattue ? Par quels arguments ? Il serait trop long de le dire ici ; mais les procès-verbaux du Comité confédéral des 22 novembre, 29 novembre et 6 décembre vous fixeront sans doute un jour prochain.

Le 6 décembre, le Comité confédéral se trouvait devant trois propositions : une première, de la fédération du Bâtiment, tendant à ne faire aucune réponse ; une seconde, de Luquet, comportant des restrictions importantes et l'accord de la CGT et du parti sur un texte commun de réponse ; enfin celle des Métaux.

Le Comité se prononça d'abord sur la proposition – à caractère préjudiciel – du Bâtiment, l'adoptant par 22 voix contre 20 et 2 abstentions. Il est hors de doute que la proposition des Métaux aurait été écrasée, le 6 décembre, par une forte majorité.

ꕥ

Ainsi, une nouvelle fois, des appels socialistes en faveur de la paix n'auront trouvé aucun écho dans les organisations centrales françaises, ni dans la presse ouvrière de ce pays, celle-ci allant même jusqu'à refuser de les reproduire. Appels et initiatives conformes cependant à la résolution des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui déclare :

« *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins,* ***c'est leur devoir*** *(aux classes ouvrières)* ***de s'entremettre pour faire cesser promptement*** *et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.* »

Ce devoir, Keir Hardie et l'Independent Labour Party, en Angleterre, se sont efforcés, dès le premier jour, de le remplir ; ainsi que les deux partis socialistes russes ; de même que les socialistes italiens et suisses dans leur

conférence de Lugano et le Parti socialiste américain par son initiative d'un congrès socialiste international extraordinaire.

C'est le devoir que vient de remplir Karl Liebknecht – et avec lui une minorité du Parti socialiste allemand – par sa protestation au Reichstag, le 2 décembre :

« Une paix rapide qui n'humilie personne, pour une paix sans conquêtes, voilà, déclare-t-il, *ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.*

Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même aujourd'hui au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix. »

Il est compréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journellement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme articles de foi toutes les déclarations gouvernementales.

Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissé gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle.

Quand Poincaré, il y aura deux ans le mois prochain, monta à la présidence de la République, certains d'entre nous se dirent : « Nous aurons la guerre avant la fin de son septennat. »

Nous l'avons eue moins de deux ans après. Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du Comité confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour l'Europe, comme une guerre capable de porter la liberté et la république à l'Allemagne et de ruiner le militarisme universel. Quelle illusion !

Cette guerre, dont l'attentat de Sarajevo ne fut que le prétexte, a ses sources réelles dans le duel économique anglo-allemand et dans la rivalité germano-slave.

L'alliance russe, déjà la honte de la République française, a précipité notre pays dans le gouffre. L'alliance russe et les ambitions marocaines de nos coloniaux.

Le kaiser n'a fait qu'avancer l'heure de la conflagration européenne. Sa responsabilité en est plus lourde que celle d'aucun gouvernement ; mais celle des gouvernements français, russe et anglais n'est pas légère.

Encore n'est-il pas établi que le gouvernement français ait tout fait pour sauvegarder la paix dans la dernière semaine de juillet. Nul ne doute que la diplomatie secrète – aux méfaits tant de fois dénoncés – ait joué un rôle considérable dans la déclaration de la guerre.

Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et, loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des États.

Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont nos nôtres, qui sont notre raison d'être. Si on les croit fausses, qu'on le dise !

Alors seulement on aura le droit de faire du nationalisme sous toutes ses formes, nationalisme politique et nationalisme économique.

Mais je crains fort que nos organisations centrales, en France comme en Allemagne, CGT comme Parti socialiste, Union syndicale internationale comme Internationale socialiste, n'aient signé leur faillite.

Elles venaient de se révéler trop faibles pour empêcher la guerre, après tant d'années de propagande organisatrice. Mais on pouvait encore se dire que la faute en incombait peut-être aux masses restées à l'écart et qui n'avaient pas compris les devoirs de l'internationalisme. Cette dernière lueur d'espoir vacille sous les paroles des militants d'un pays et de l'autre. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des États-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener.

Ce n'est pas, en tout cas, les armées des alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent.

C'est parce que je crois, chers camarades du Gard et du Rhône, que la CGT s'est déshonorée par son vote du 6 décembre, que je renonce, non sans tristesse, au mandat que vous m'aviez confié

Pierre Monatte
Délégué titulaire de l'Union du Gard,
Délégué suppléant de l'Union du Rhône

5. Alfred Rosmer
Un îlot en 1914 : *La Vie ouvrière*
(février 1936)

Bien que rédigé près de vingt ans après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, ce texte d'Alfred Rosmer (1877-1964), rend compte de façon concrète de l'atmosphère qui régnait parmi les militants fidèles à l'internationalisme durant ce tragique été 1914 et de leur isolement.

Rosmer, qui collaborait avec Monatte à *la Vie ouvrière* depuis 1909, fut de tous les combats pour maintenir le drapeau de l'internationalisme prolétarien durant la guerre et organiser les militants autour d'un programme de redressement. C'est d'ailleurs notamment autour de *La lettre aux abonnés de la Vie ouvrière* qu'un premier noyau de militants restés fidèles à l'internationalisme entreprit ce combat. Rosmer parvint ainsi à publier avec les pires difficultés le compte rendu de la conférence de Zimmerwald. Il se lia avec les militants russes exilés à Paris qui y éditaient, malgré la censure et la surveillance policière, des journaux socialistes et internationalistes. Il noua plus particulièrement des liens d'amitié avec Trotsky qui animait avec quelques autres exilés le journal *Nache Slovo* (Notre Parole). Ces liens politiques et humains ne devaient jamais se défaire.[1]

Les deux volumes de son *Histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, constituent une source précieuse pour l'étude des organisations ouvrières, de la trahison de leurs dirigeants et du combat pour la naissance du mouvement communiste[2].

---

1 Alfred Rosmer (de son vrai nom Griot) était employé de mairie. Anarchiste, puis anarcho-syndicaliste, il rejoignit Monatte et l'équipe de *la Vie ouvrière.* Sa connaissance des langues lui permettait de traiter plus particulièrement du mouvement ouvrier international.
Par la suite, Rosmer rejoignit la Russie révolutionnaire et la direction de l'Internationale communiste (son *Moscou sous Lénine*, paru en 1953 avec une préface d'Albert Camus, est un témoignage irremplaçable sur cette période). Dirigeant du jeune Parti communiste français, il en fut exclu, en même temps que Pierre Monatte, dès 1924, en raison de la dégénérescence bureaucratique de la Russie soviétique qui gangrenait le parti russe et la Troisième Internationale. Il partagea dès lors les analyses de Trotsky et son combat, tout en restant, à partir du milieu des années trente, à l'écart des organisations qui s'en réclamaient.

2 Ces deux ouvrages, *Histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* (Vol. 1 et 2) et *Moscou sous Lénine*, sont disponibles aux éditions Les Bons Caractères.

Les notes sont, sauf mention, d'Alfred Rosmer. Ce texte fut publié en février 1936 dans le n° 216 de *La Révolution prolétarienne*.

La panique s'était emparée de Paris le jeudi 30 juillet. Elle se traduisait surtout par une sorte de paralysie. La guerre s'approchait ; la vie s'arrêtait. II y avait un rush sur les banques et sur les caisses d'épargne où on ne remboursait plus que cinquante francs par quinzaine. Le numéraire manquait ; l'or se cachait, et même l'argent. La Banque de France mit en circulation des coupures de cinq et de vingt francs.

Le samedi, vers la fin de l'après-midi, la paralysie s'accentua brusquement ; les autobus, réquisitionnés, avaient cessé leur service. Dans les rues silencieuses, le sentiment étrange et nouveau qu'on éprouvait venait s'ajouter à l'anxiété générale.

Dans les jours qui suivirent, la ville parut vidée de sa population. Il n'y avait plus d'animation qu'autour des gares, parfois dans les rues. C'était alors des défilés de foules hurlantes, criant : *« À Berlin ! À Berlin ! »*, chantant *la Marseillaise*. Pour donner un aliment à leur ferveur patriotique, ceux qui les conduisaient les jetaient çà et là sur les boutiques « boches ». Les dépôts de la société Maggi, que des campagnes de presse soudoyées par des concurrents avaient présentée comme une entreprise ennemie, furent les premiers démolis. Mais on n'y regardait pas de très près. Un nom à consonance germanique sur un magasin suffisait à provoquer la démolition et le pillage. Les « frères » alsaciens n'étaient par suite pas épargnés, et il suffisait qu'une boulangerie fût « viennoise » pour être saccagée. Le gouvernement laissait faire – à supposer qu'il ne fût point l'instigateur de ces démonstrations patriotiques.

Des historiens et des écrivains nous ont rapporté les manifestations contre la guerre qui eurent lieu en 1870. Vallès en fait le récit dans *L'Insurgé*. Manifestations peu nombreuses et vite étouffées. En août 1914, il n'y eut pas même l'équivalent. La raison principale s'en trouve sans doute dans l'espèce de levée en masse que constituait alors la mobilisation, dans l'importance numérique prise par les armées dès le premier jour, incorporant d'un coup la partie la plus active de la population. En outre, la préparation gouvernementale avait été infiniment plus facile et plus habile : les dirigeants républicains avaient su faire de cette guerre une guerre populaire. L'aspect des quartiers ouvriers, et l'état d'esprit qu'on y observait, ne se différenciaient pas de ce qu'on voyait dans les quartiers bourgeois et aristocratiques. Déjà des dénonciations et des visites policières plus ou

moins discrètes. L'unanimité de la presse – le journal de Jaurès, le journal syndicaliste parlant comme les autres – avait grandement contribué à créer cette situation. Des fausses nouvelles de toutes sortes circulaient. Le dimanche, dans la soirée, alors que la mobilisation commençait tout juste, j'entendais une conversation, dans une rue voisine du faubourg Saint-Antoine, où on commentait déjà une grande bataille livrée en Alsace et qui s'était, cela va sans dire, terminée par la victoire des Français. Il n'eût pas fait bon tenter de montrer que c'était là une impossibilité absolue : il ne restait pas une parcelle d'esprit critique, et on pouvait raconter les pires sottises du moment qu'elles étaient tournées contre les « Boches ».

Dans ce Paris vidé et bouleversé – le bouleversement étant dans les esprits – nous entreprîmes, Monatte et moi, la recherche des îlots de résistance qui pouvaient exister.

Guy Tourette, qui durant le mois de juillet nous avait donné une aide quotidienne à *la Vie ouvrière*, avait dû tôt nous quitter ; il était sans ressources et contraint de se rabattre sur sa famille, en province. Il ne pouvait être question de continuer la publication de *la Vie ouvrière* ; la mobilisation la privait de ses soutiens indispensables, ses abonnés. Elle en était alors à sa sixième année. Elle avait pris sa place dans le mouvement ouvrier, une place importante et enviable, comme revue du syndicalisme révolutionnaire. Elle n'était ni officielle ni officieuse, ce qui ne lui rendait pas la vie plus facile. Monatte, qui l'avait fondée et en portait la charge, veillait à lui garder ce caractère d'indépendance. Il avait réussi à grouper autour de la revue un nombre imposant d'abonnés – près de 2 000 – qui lui étaient très solidement attachés. En temps ordinaire, boucler le budget restait quand même un sérieux problème. Avec la mobilisation, c'était l'arrêt forcé, pour le présent. Il ne restait plus qu'à procéder à une sorte d'inventaire des forces que le courant n'avait pas emportées.

Monatte et moi, nous n'étions pas mobilisables[1]. Nous partîmes à la recherche des hommes. Notre première visite fut pour James Guillaume. *La Vie ouvrière* n'avait pas d'ami plus dévoué ; il était toujours prêt à l'aider de toutes les façons, se chargeant même de ces travaux obscurs de traduction pour lesquels il n'y a jamais beaucoup de volontaires. C'était une visite sans espoir. La haine solide qu'il avait vouée à la social-démocratie, ses rancunes tenaces remontant à l'époque de la Première Internationale devaient l'entraîner dans la guerre contre le militarisme prussien. Il nous le dit. Pour lui, il fallait choisir entre les belligérants et son choix était fait ;

1 Pierre Monatte sera pourtant appelé et ne sera démobilisé qu'à la fin de la guerre.

il ne pouvait pas hésiter. Comme il ne faisait rien à demi, cette position devait l'entraîner loin, jusqu'à dénoncer l'acte héroïque de Liebknecht comme une manœuvre social-démocrate.

Nous vîmes ensuite Maurice Bouchor. C'était un ami beaucoup moins proche. Il était socialiste, membre du parti. Mais il avait été toujours un abonné fidèle de la revue, la suivant de près, y portant un vif intérêt, et quand, du côté socialiste, certains projetèrent de la boycotter, il nous écrivit tout de suite pour protester publiquement contre cette tentative de mise à l'index. Il venait de rentrer, en hâte, de Suisse où il devait passer ses vacances. Monatte le questionnait, demandant des nouvelles, pensant qu'il devait savoir des choses que nous autres, bouclés dans Paris, ignorions. Mais il ne savait rien, ou ne voulait rien savoir. On le sentait écrasé par le présent, inquiet pour l'avenir. Plus tard, il se rallia à la guerre démocratique, mais il ne sombra jamais dans l'abject chauvinisme.

Un jour, au retour de nos décevantes pérégrinations, nous trouvâmes un mot de Marcel Martinet. Il était venu assez récemment chez nous mais, très informé des questions et de l'action ouvrières, il nous avait tout de suite apporté un concours actif. Ses quelques lignes disaient en substance : « Est-ce moi qui suis fou ou les autres ? » Nous allâmes chez lui sans tarder. C'était la première fois que nous touchions la terre ferme ; nous en éprouvions une grande joie. Martinet fut dès lors de toutes nos entreprises, étroitement associé à notre travail ; il sera le poète de ces « temps maudits ».

Quelques jours plus tard, un autre mot, également laconique, de Mme Compain. Elle s'était intéressée d'une manière intelligente et utile à la condition des ouvrières, sujet souvent négligé dans les organes ouvriers mais auquel *la Vie ouvrière* avait toujours fait sa place. Elle disait se mettre à notre disposition pour nous aider. Cette fois, ce fut une déception. L'aide qu'elle nous proposait, c'était pour la guerre. Quand j'allai la voir, il apparut tout de suite que toute discussion était inutile. Comme beaucoup d'autres, elle était décidée à s'en tenir à quelques formules sommaires. Par exemple, l'impérialisme était allemand parce que l'Allemagne avait un empereur. J'aurais pu lui objecter, sur la base de cette définition, que la Russie aussi avait un empereur et assez connu comme tel ; mais il était clair qu'ici il n'y avait plus de place pour la raison.

De son côté, Monatte était allé au *Libertaire*. Il y avait rencontré Pierre Martin, très ferme, mais persuadé qu'il n'y aurait rien à faire jusqu'au jour où les femmes des faubourgs descendraient dans la rue. C'était là un état d'esprit assez répandu. Nous le constations chez plusieurs militants syndicalistes. Il n'y avait rien à faire. Il fallait laisser passer. Passivité qu'en-

tretenait la croyance – ou l'espoir – que la guerre serait courte. Ce qu'on pouvait constater dans les quartiers populaires contribuait également à la favoriser. Abandonnés à eux-mêmes, les ouvriers qui restaient n'avaient pu résister au courant. Les mêmes que nous avions vus au Pré-Saint-Gervais, dans toutes les manifestations contre la guerre, étaient emportés maintenant par la croisade contre le militarisme prussien. Le cas des ouvriers parisiens n'était pas une exception. (…)[1]

Nous voyions fréquemment Merrheim. Il tenait. Il nous mettait au courant de ce qui se passait à la direction confédérale. Nous n'étions pas tout à fait au même point. Là où il faisait seulement des réserves, nous pensions qu'il aurait fallu affirmer nettement son hostilité, par exemple au sujet de l'entrée de Jouhaux au comité de Secours national. Mais dans ces premiers jours consécutifs à l'effondrement, quand on se sentait terriblement seuls, son opposition modérée pouvait bien s'expliquer. Il fut d'ailleurs vite amené à l'accentuer. Un matin, comme nous venions d'arriver chez lui, deux policiers se présentèrent pour vérification de papiers. D'autres militants que nous vîmes encore restaient indécis. Ils n'approuvaient pas la nouvelle politique de la CGT, mais ils ne voulaient pas non plus la condamner. Il fallait attendre.

La question se posa bientôt pour nous de savoir comment nous pourrions rester à Paris. La réponse fut vite donnée, car toute possibilité de trouver du travail était exclue. Il n'y avait de travail d'aucune sorte. Plus tard, quand on s'installa dans la guerre qu'on savait désormais devoir durer longtemps, la situation changea ; il y eut du travail pour tout le monde ; le gouvernement dut donner des allocations aux parents des mobilisés. Dans le premier mois, c'était le dénuement total ; le Secours national s'organisa lentement et ce qu'il faisait c'était la charité. Nous n'aurions pu demeurer à Paris qu'en nous embauchant dans un de ses rouages – ce que nous ne voulions faire à aucun prix. Vers le 20 août, quand les journaux annonçaient de grandes victoires françaises en Alsace, et que les nouvelles officielles, commentées et amplifiées par la presse, laissaient entendre que le sort de l'Allemagne était déjà réglé, nous partîmes[2].

---

1 Ici, Rosmer évoque l'atmosphère régnant en Russie à la même époque, en citant largement l'ouvrage de Génevski, *Entre deux révolutions*. Pour en prendre lecture, se référer à l'édition du *Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, vol. 1., p. 212-213 (NdE).

2 Communiqué officiel du 20 août :
« Nos troupes ont remporté un brillant succès, particulièrement entre Mulhouse et Altkirch. Les Allemands sont en retraite sur le Rhin et ont laissé entre nos

Mais Monatte ne put tenir longtemps loin de Paris. De son village d'Auvergne, il descendit sur Saint-Étienne et sur Lyon, où il eut la surprise réconfortante de constater qu'on y avait moins qu'à Paris perdu la tête. Les militants non encore mobilisés étaient certes plus ou moins désemparés ; ils ne pouvaient comprendre l'attitude des dirigeants de la CGT, mais ils étaient bien résolus à ne rien céder au courant dévastateur. À Lyon, le secrétaire de l'Union des syndicats était parmi les plus fermes et il avait le Comité de l'Union avec lui ; persuadé que la résistance des camarades du Rhône n'était pas une exception, il avait déjà songé à lancer un appel dans le but de rassembler les forces éparses. Cela cadrait trop avec les vues de Monatte pour qu'il n'appuyât pas très vivement ce projet.[1]

Après ce coup de sonde encourageant donné en province, Monatte rentra à Paris, où je le rejoignis un peu plus tard, aussitôt que Marcel Martinet m'eut trouvé du travail. Je rapportais aussi mon butin ; j'avais dépouillé les revues et journaux étrangers et j'y avais trouvé la preuve que hors de France des îlots de résistance existaient dans tous les pays.

Monatte était déjà entré en rapports avec Martov, comme il est expliqué plus loin. Guilbeaux, que nous ne connaissions pas alors personnellement, était venu, ayant appris, au hasard d'une rencontre, que *la Vie ouvrière* « tenait ». Il nous parla d'un groupe qu'il fréquentait où venait, entre autres, Painlevé, ce qui nous surprit beaucoup ; la critique de la guerre qu'on y faisait était très modérée et pas très cohérente, mais c'était quand même un groupe d'opposition. Cela ne devait d'ailleurs pas aller loin ni empêcher Painlevé de devenir, vingt mois plus tard, ministre de la Guerre. Guilbeaux était alors dans sa période « rollandiste ». Le *Journal de Genève* venait d'apporter l'article de Romain Rolland *Au-dessus de la*

---

mains de nombreux prisonniers. 24 canons ont été pris, dont 6 au cours de la lutte par notre infanterie. Les aviateurs français accomplissaient des exploits magnifiques. » Les forts de Liège tenaient toujours, et ceux de Namur *« aussi puissants que ceux de Liège, n'ont même pas encore été attaqués »*.

1 Il ne fut réalisé que vers la mi-janvier et sous une forme un peu atténuée. Le 13 janvier 1915, le Comité général de l'Union des syndicats du Rhône adopta à l'unanimité une déclaration qui se terminait par ces mots :
« L'Union des syndicats ouvriers du Rhône, plaçant au-dessus de toutes les considérations secondaires l'intérêt général de l'humanité, affirme hautement le principe toujours vivant de l'internationalisme ouvrier et déclare se rallier à toute action sincère qui sera tentée pour établir, à bref délai, une paix équitable et définitive. "Guerre à la guerre !"
"Vive l'Internationale des travailleurs !" »

mêlée ; pour le répandre, pour le faire connaître, on en avait fait des copies à la machine à écrire, même à la main.

Du côté socialiste, nous savions, assez vaguement, qu'il y avait aussi des résistances. Pour avoir des renseignements précis, j'allai à *l'Humanité*. J'y trouvai Amédée Dunois qui, en effet, avait résolument refusé, dès le premier jour, de s'enrôler dans la croisade démocratique et d'accepter les fables imaginées pour entraîner les socialistes dans la guerre. Dans cette maison où on avait complètement perdu la tête, il n'avait qu'un appui, H.P. Gassier : ses dessins, pleins d'esprit et d'intelligence, faisaient de lui le meilleur polémiste du journal. Mais il ne donnait plus rien ; il n'y avait plus de place pour lui dans *l'Humanité* de Renaudel. Daniel Renoult résistait également, quoique son opposition fût plus modérée ; c'étaient surtout les articles chauvins que publiait *l'Humanité*, notamment ceux de Compère-Morel, qui provoquaient sa juste colère.

Le recensement de nos forces était vite fait. Trois mois de guerre, des désastres militaires qui étaient tout autre chose que ce que l'état-major et les journaux avaient fait espérer, avaient suffi pour faire tomber l'enthousiasme irréfléchi des premiers jours. Maintenant, l'illusion nouvelle c'était : la paix à Noël. On le croyait ou on voulait le croire. Et des positions avaient été prises qu'on ne pouvait plus abandonner. Les perspectives d'une action possible restaient encore éloignées. Mais ce que nous pouvions déjà faire, c'était reprendre nos réunions hebdomadaires où amis anciens et nouveaux pourraient se retrouver et garder entre eux le contact. L'aspect de la ville avait bien changé. En août, c'était un soleil éclatant et la folle attente des victoires. À présent, avec les jours courts, les rues à peine éclairées, les boutiques tôt fermées, les rares passants, Paris avait dès la tombée de la nuit un air lugubre. Et déjà circulait la liste des camarades tombés.

6.
Les socialistes français et la guerre : discussion entre le député socialiste français Charles Dumas et le socialiste roumain Christian Rakovsky
(mai 1915)

D'origine roumaine, Christian Rakovsky (1873-1941), déjà auteur de nombreux ouvrages socialistes, avait atteint une grande notoriété dans l'ensemble des Balkans et il était devenu un des cadres de la Deuxième Internationale avant la guerre (il était par ailleurs le délégué du Parti social-démocrate de Roumanie au Bureau socialiste international où il siégeait aux côtés de Lénine). Ami de Trotsky depuis 1903, ayant milité dans de nombreux pays lors de ses études puis de son exil, il connaissait également bien la France pour y avoir vécu et milité. Il avait aussi été le correspondant de l'*Humanité* dans les Balkans. Face aux conflits qui ensanglantèrent cette région, Rakovsky maintint le drapeau de l'internationalisme prolétarien et promut l'idée d'une fédération socialiste des peuples des Balkans.

Il fut, comme tous ceux qui figurent dans ce recueil, révolté par la trahison des dirigeants du mouvement ouvrier en 1914 et il combattit pour que la Roumanie demeure en dehors du conflit. Toujours proche de Trotsky, il aidait financièrement le journal *Nache Slovo* (Notre Parole) que celui-ci éditait à Paris avec d'autres émigrés russes. En 1915, il sera présent à la conférence de Zimmerwald avant d'être incarcéré au lendemain de l'entrée en guerre de la Roumanie.

Ce texte est une réponse à la lettre que lui avait adressée le socialiste Charles Dumas[1]. Il constitue une étape dans le cheminement qui le conduira au bolchevisme[2]. Marquant sa fidélité à l'internationalisme, il y affirme,

1 Ancien député de la SFIO, Charles Dumas était alors le chef de cabinet de Jules Guesde. Celui-ci était lui-même l'un des pionniers du marxisme en France et à l'origine, avec Paul Lafargue, du Parti ouvrier de France en 1882. Rallié comme tous les dirigeants de la SFIO à la guerre dès août 1914, il était devenu ministre d'État dans le gouvernement d'union sacrée trois semaines plus tard. Lire, à ce propos, la lettre que Trotsky écrivit à « Monsieur le ministre » Jules Guesde le 11 octobre 1916, lors de son expulsion de France par le gouvernement auquel Guesde appartenait.

2 Il deviendra par la suite un des dirigeants de la Troisième Internationale et du jeune État ouvrier soviétique, puis un des principaux animateurs, avec Trotsky et nombre de cadres du Parti bolchevik, de l'Opposition communiste à Staline jusqu'au milieu des années 1930. Ce dernier le fera exécuter en 1941.

notamment contre ceux qui «*exigent même de nous faire les apôtres de la guerre et d'envoyer le prolétariat de nos pays à la boucherie*»: «*Nous sommes et nous restons les partisans de la bonne et vieille tactique de la lutte des classes et nous répudions de toutes nos forces celle de la collaboration des classes.*»

Lénine reprochait alors vertement à Rakovsky de donner encore du «camarade» à des socialistes devenus ministres et qui avaient trahi entièrement leurs engagements en août 1914. Il considérait surtout que l'heure était à la définition d'une politique authentiquement révolutionnaire et prolétarienne.

Préface de Christian Rakovsky

Au camarade C. Dobrogeanu Gherea
En hommage pour ses quarante années d'activité socialiste.

C'est dans le but d'apporter une contribution, aussi minime qu'elle soit, aux grands débats institués dès à présent au sein du Parti socialiste international, que nous livrons ces deux lettres à la publicité. Dans la période critique que traverse le socialisme, nous n'avons pas le droit de négliger le moindre fait ni d'ignorer tout avis qui pourraient être utiles à la clarification de la question.

Lettre de Charles Dumas

Paris.

Mon cher camarade et ami,

Je viens de lire l'interview que vous avez donnée à Homo dans *l'Humanité*.

Elle m'a apporté la satisfaction de voir que vous n'étiez point le germanophile que l'on prétendait.

On vous avait présenté comme complètement converti aux idées que s'en va prêcher par le monde cet autre Bülow de Guillaume II, que nous avons appelé autrefois le citoyen Südekum, mais qui n'a pas, lui, l'excuse d'avoir été le chancelier de l'Empire et de l'empereur.

Il ne m'en apparaît pas moins qu'entre votre conception et la nôtre il y a des différences essentielles, et d'autant plus graves que vous basez votre neutralité sur les principes socialistes, et que nous, socialistes français, qui avons la certitude de n'avoir dans cette tourmente ni perdu la tête, ni abdiqué quoi que ce soit de nos principes, nous avons la prétention justement d'avoir basé notre attitude sur ces mêmes principes et sur l'intérêt socialiste.

Je vous concéderai, si vous le voulez, le terrain où vous placez les responsabilités diverses des différentes nationalités. Avec vous hier, avec vous demain, je l'espère, nous serons unanimes à reconnaître que le régime capitaliste, quel que soit le cadre national dans lequel il évolue, est générateur de guerre. Je vous concéderai même, si vous le voulez, que la France capitaliste et bourgeoise a sa lourde part de responsabilités dans le conflit que préparaient inévitablement les armements accumulés. Je vous concède d'autant plus volontiers ces choses qu'à l'heure où nous sommes, elles ne me semblent que d'un intérêt secondaire. Elles en auront un, évidemment, au lendemain de la guerre, comme elles en auraient eu à l'heure actuelle si la guerre n'était pas, mais la guerre est un fait, et c'est en face de ce fait qu'il convient de se placer pour examiner l'attitude que doivent adopter les partis socialistes.

La guerre, nous la subissons malgré nous, et malgré nous nous en subirons les conséquences et les résultats. Il ne me semble pas qu'il y ait à l'heure actuelle d'autre problème que de savoir *quelle sera*, pour le développement ultérieur du socialisme, *la conséquence de la victoire* de l'un ou de l'autre groupement des belligérants.

Les conséquences du triomphe allemand

Si ce sont les Empires du centre qui triomphent, ce sera avec eux le militarisme et l'impérialisme austro-allemand qui triompheront ; il me semble qu'il serait singulièrement puéril d'attendre, comme le font certains socialistes démocrates allemands, la mort du militarisme et de l'impérialisme allemands, de son triomphe même.

Les régimes politiques trouvent, dans la victoire, des raisons de vivre et la justification de leurs principes. Ils n'en ont jamais trouvé jusqu'ici de se suicider, et les principes de l'impérialisme allemand, vous les connaissez comme nous ; ils se sont affirmés avec assez de netteté depuis sept mois ; c'est sur les bases de son militarisme que l'Allemagne entend imposer au monde sa domination et sa culture.

Ceci est un premier point. Il en est un autre qui ne peut pas vous être insensible à vous personnellement, mon cher ami. Non seulement la victoire des Empires du centre laissera en l'état les problèmes des nationalités, mais encore, par les conquêtes qu'ils espèrent faire, les aggravera.

Vous n'êtes pas sans savoir les difficultés que les haines et les querelles nationales opposent au développement du socialisme – j'ai failli écrire, en pensant à vous: et quelquefois à la liberté des socialistes.

Pour ma part, je vous déclare que je me refuse à concevoir une Europe sur laquelle pèserait demain la domination des hobereaux de Prusse

triomphants, car la victoire allemande serait leur victoire à eux. Tant de force, de brutalité et de haine seraient déchaînées, qu'il n'est pas douteux que, pour un demi-siècle au moins, tout développement de la démocratie et de la liberté serait arrêté en Europe.

Si les Français triomphaient...

Voulez-vous maintenant envisager avec moi les conséquences de la victoire des alliés ?

Je suppose l'Allemagne battue. Nous ne poursuivons, vous le savez, aucun but de conquête et, de l'Alsace-Lorraine, nous pensons ce qu'en pensaient les plus glorieux d'entre les socialistes allemands, Bebel et le vieux Liebknecht, lorsque pour avoir protesté contre l'annexion ils durent, eux Allemands, subir plusieurs mois de forteresse.

Quant aux nationalités opprimées, nous les libérerons ; quant au militarisme, nous le renverserons ; quant à l'impérialisme et au droit que peut puiser dans la prétendue supériorité de sa culture un peuple à dominer les autres, c'est une idée que nous rayerons de la pensée européenne.

J'entends bien que vous avez peine à détourner vos regards de la Russie, mais ne vous semble-t-il pas que, lorsque les Habsbourg et les Hohenzollern, qui constituent en Europe comme l'épine dorsale de la réaction, auront été abattus, et que la victoire des peuples démocratiques aura été assurée, ne vous semble-t-il pas que la réaction tsariste sera singulièrement peu étayée en Europe[1] ?

Je ne suis pas de ceux qui s'affligent de voir la Russie aux côtés de la France et de l'Angleterre, pas plus que je ne m'afflige de voir les royalistes français combattre pour une victoire qui rendra la République indéracinable en France.

La vie change le contenu des mots : une guerre qui jettera par terre deux dynasties, qui libérera les nationalités, qui abattra le militarisme, cette guerre-là ce n'est plus une guerre, au sens où nous l'entendions autrefois. Il faut choisir entre les deux résultats ; et la neutralité, lorsque ce sont les destinées mêmes de l'humanité qui sont en jeu, ne peut se recommander dans l'histoire que du souvenir de Ponce-Pilate.

---

1 Et, en tout cas, plus le péril russe sera réel, plus le seul moyen de l'écarter sera pour les nations de se ranger à nos côtés, afin de le contrebalancer le jour de la paix. (Note de Charles Dumas)

Le devoir des socialistes roumains

Il n'y a pas en Roumanie de possibilité d'une intervention aux côtés des Empires du centre ; il n'y a donc pas de neutralité neutre ; la neutralité sert quelqu'un, ceux contre qui elle aspire à empêcher de marcher.

Vous m'excuserez, mon cher ami, de vous parler avec cette netteté ; ce n'est pas seulement à cause de nos si cordiales relations d'autrefois que j'ai cru pouvoir le faire, mais parce que nous sommes à une heure où tous les mots, tous les gestes, toutes les attitudes ont un sens et une portée historiques.

J'ai tenu à vous exposer comment le problème s'était posé devant les consciences des socialistes ; vous savez comment nous l'avons résolu. Nous avons conscience d'avoir été fidèles à la fois à nos traditions révolutionnaires et à nos espérances socialistes.

Avec mon cordial souvenir,

Ch. Dumas,
Ancien député, chef de cabinet de J. Guesde.

Réponse de Christian Rakovsky

Bucarest, en mai.

Mon cher camarade et ami,

Des circonstances indépendantes de ma volonté ont retardé ma réponse. Cette fois encore, en commençant ma lettre, j'ai failli l'interrompre pour attendre votre brochure sur les conditions de la paix future, dont les agences allemandes annoncent, en même temps que l'apparition, la critique faite par le *Vorwärts*. Seule la crainte de voir survenir de nouveaux événements, qui interrompraient définitivement les communications déjà si difficiles entre la France et la Roumanie, m'a déterminé à le faire sans plus tarder.

En laissant pour la fin de ma réponse les questions de fait, comme celle de notre prétendu germanophilisme, je tiens, dès le commencement, à vider le différend théorique qui existe entre nous. Vous le reconnaissez vous-même quand vous déclarez explicitement que ce qui nous sépare actuellement ce n'est pas l'appréciation différente de tel ou tel événement, mais une conception différente de notre tactique socialiste.

Différences de théorie et de tactique

Dans mon interview, publiée dans *l'Humanité* du 17 mars, où j'affirme que « *les raisons d'ordre socialiste restent déterminantes pour l'attitude des socialistes des pays neutres* », vous avez vu, et avec raison, un reproche

adressé aux socialistes des pays belligérants – donc aussi à vous, socialistes français – de ne plus obéir aux mêmes principes que nous.

Saisissant cette critique dans toute sa gravité, vous essayez, au commencement même de votre lettre, de la rejeter. Vous écrivez : « *Il ne m'en apparaît pas moins qu'entre votre conception et la nôtre il y a des différences essentielles, et d'autant plus graves que vous basez votre neutralité sur les principes et que nous, socialistes français, qui avons la certitude de n'avoir, dans cette tourmente, ni perdu la tête, ni abdiqué quoi que ce soit de nos principes, nous avons la prétention justement d'avoir basé notre attitude sur ces mêmes principes et sur l'intérêt socialiste.* »

Je remarque ici même que ce n'est pas sans une certaine inquiétude que je vois apparaître sous votre plume ce terme, nouveau dans le langage de nos discussions, *l'intérêt socialiste*.

Jusqu'à présent, l'intérêt socialiste se confondant avec l'application des principes socialistes, il n'était pas nécessaire qu'on lui fît les honneurs d'une citation spéciale. Ce n'est que le jour où les socialistes des pays belligérants ont trouvé que les principes seuls ne constituent pas un guide sûr, mais sont plutôt un guide gênant, qu'ils ont appelé à leur secours *l'intérêt socialiste*, différent des principes socialistes, et même *en contradiction avec ces principes*.

Nous allons discuter plus loin les motifs que vous invoquez pour votre justification et dont je reconnais d'avance toute la gravité ; nous allons voir aussi si votre tactique, en sacrifiant les principes, peut au moins se flatter d'être profitable à la classe ouvrière en France et à la cause du socialisme – nous allons discuter tout cela, mais au préalable je tiens à établir que vous employez une tactique nouvelle, en contradiction évidente avec celle que vous avez suivie jusqu'à présent.

En ce qui concerne les socialistes allemands – dans leur majorité, tout au moins – vous constatez vous-même ce fait en leur adressant un juste reproche ; je ne discuterai pas cette question, étant d'accord avec vous.

Mais vous aussi, vous avez violé les règles établies par notre Internationale socialiste dans ses successifs congrès nationaux et internationaux.

Ne dites-vous pas vous-même, dans votre lettre, que vous étiez avec nous *hier*, que vous serez avec nous *demain*, mais qu'aujourd'hui vous n'êtes pas avec nous ? Or nous, c'est l'Internationale socialiste, telle qu'elle se manifestait dans ses résolutions. Nous, c'est-à-dire les partis socialistes des pays neutres, nous sommes, aujourd'hui, sur le même terrain sur lequel nous nous trouvions hier et que nous conserverons demain, même si nos pays étaient entraînés dans la guerre.

Je puis admettre qu'en faisant ce que L'Humanité a appelé *la trêve des classes* et ce que les socialistes allemands ont appelé, chez eux, *la paix civile*, vous avez eu les meilleures intentions socialistes, et que vous avez cru défendre *les vrais intérêts du socialisme*, mais il n'en reste pas moins vrai qu'aujourd'hui, comme à un ballottage quand le candidat socialiste, ayant obtenu moins de voix, s'efface devant le candidat de la fraction bourgeoise la plus avancée, le Parti socialiste français s'est effacé devant l'impérialisme français aux prises avec l'impérialisme allemand.

Voilà le fait incontestable.

La question qui se pose est de savoir si cette tactique nouvelle est vraiment profitable aux luttes du prolétariat.

Doit-on admettre comme inévitable et utile cette éclipse volontaire et complète du socialisme, devant les nuages de la guerre ?

Doit-on considérer cet événement grave qu'est la guerre comme un incident électoral, pendant lequel le socialisme doit rester passif ?

Comment ! Au moment même où la responsabilité des classes dominantes éclate dans toute sa grandeur sinistre ; au moment où leurs fautes et leurs crimes accumulés aboutissent au fait le plus monstrueux, le plus antisocialiste et antiouvrier, devons-nous plier drapeau et renoncer à notre tâche, d'organisateurs de la lutte des classes ?

Oui, je comprends bien que dans l'accomplissement de cette tâche nous devrons mettre toute notre perspicacité, pour ne pas servir l'ennemi extérieur du socialisme ; je comprends que nous devrons prendre nos précautions, faire nos réserves. Mais d'ici à abdiquer notre volonté socialiste il y a une distance énorme.

Or, dans l'entrée des deux camarades socialistes dans le ministère Viviani nous voyons précisément cette abdication du Parti socialiste en France.

L'entrée des socialistes dans le ministère – Résolution de Kautsky – Résolution de Stuttgart

Je sais que vous pouvez vous prévaloir de la résolution du Congrès international de Paris de 1900, résolution dite de Kautsky qui autorisait, dans des circonstances exceptionnelles, l'entrée des socialistes dans un ministère bourgeois. Comme Kautsky l'a expliqué lui-même, plus tard, à Amsterdam, sous le terme de « *circonstances exceptionnelles* », il entendait justement « *l'hypothèse d'une guerre d'invasion* ».

Mais voulez-vous vraiment invoquer cette résolution ? *Il faut vous rappeler alors que la résolution de Kautsky fut votée contre la volonté de l'Unité*

socialiste révolutionnaire de France, dont les citoyens Guesde et Vaillant étaient les inspirateurs les plus écoutés.

Il faut vous rappeler également que la résolution de Kautsky *était une concession faite au ministérialisme socialiste* qui avait, en ce moment, un défenseur redoutable en la personne de Jaurès, dont l'autorité personnelle, déjà grande avant l'Affaire, était devenue immense après elle. Par son prestige personnel et par l'éloquence de sa parole ardente, Jaurès a désarmé l'Internationale, mais sans la convaincre. Ceux qui condamnaient ses idées sentaient leurs langues se paralyser quand il était question de le critiquer.

Je n'oublierai jamais une scène intéressante qui se passa à la commission des résolutions.

Au lendemain du vote de la résolution de Kautsky, Jaurès s'était empressé de triompher dans *la Petite République* et ceci malgré la consigne formelle qui interdisait aux socialistes français de se servir de la résolution de Kautsky comme d'une arme, dans leurs luttes intestines. D'après le texte même de la résolution, celle-ci ne pouvait pas être interprétée comme la justification d'une tactique quelconque. C'est pourquoi, après l'apparition de l'article de Jaurès dans *la Petite République*, quelques délégués, parmi lesquels Kautsky lui-même, Plékhanov, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, etc., ont demandé la convocation, en séance extraordinaire, de la commission des résolutions, pour remettre les choses au point. C'est Plékhanov qui, en prenant le premier la parole, a demandé, au nom de ses camarades, que la commission votât un ordre du jour exprimant son regret de l'usage que Jaurès avait fait de cette résolution. Mais, sur la seule déclaration de celui-ci, qu'il n'entendait pas se considérer lié par des consignes et qu'il revendiquait la liberté d'interprétation, les initiateurs de la réunion renoncèrent à leur projet. Une autre proposition, tendant au vote d'un ordre du jour faisant mention de l'objet pour lequel la commission avait été convoquée, n'a même pas été mise au vote par le citoyen Vandervelde, qui présidait la séance.

Je rappelle ces faits, que Guesde certainement connaît, quoiqu'il n'ait pas assisté à cette séance de la commission, pour vous montrer que vous ne pourriez pas invoquer cette résolution que vous aviez, avec raison, désapprouvée.

D'ailleurs Jaurès, qui n'entendait pas que la participation au gouvernement bourgeois fût limitée au cas de la défense du territoire, relevait, plus tard et non sans ironie, le caractère légèrement nationaliste de l'interprétation que Kautsky donnait à sa résolution.

« *Lorsque j'ai entendu le citoyen Kautsky,* disait Jaurès à Amsterdam, *répéter qu'il acceptait la possibilité de la participation des socialistes dans le gouvernement central en cas de péril national, je me demandais si le ministérialisme devenait orthodoxe, à condition d'être compliqué de nationalisme et s'il était excusable pour un prolétaire de sacrifier la lutte des classes pour collaborer à la défense de cette même patrie, qui était administrée et surtout exploitée par la classe bourgeoise. Je me demandais si la liberté politique, la liberté individuelle, la possibilité d'organiser le prolétariat n'était pas pour le prolétaire d'un intérêt tout aussi essentiel que la* Patrie. *Et je sens que, dans certaines circonstances, je ne pourrais pas suivre jusqu'au bout le ministérialisme nationaliste de notre camarade.* »

Mais l'Internationale, elle non plus, ne partagea pas le point de vue de Kautsky pour des motifs différents de ceux de Jaurès. Quand la question de notre attitude en cas de guerre est venue devant les congrès de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle en 1912, les résolutions, votées à l'unanimité et soutenues vigoureusement par Jaurès lui-même, nous imposaient non pas l'abdication de notre volonté socialiste, non pas la passivité, mais bien au contraire une activité socialiste intense.

« *Si une guerre menace d'éclater,* dit la résolution de Stuttgart, reproduite textuellement dans le manifeste de Bâle, *il est du devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, il est du devoir de ses représentants dans les Parlements... de déployer tout leurs efforts pour empêcher la guerre, par tous les moyens qui leur paraîtront les mieux appropriés et qui varient, naturellement, selon l'acuité de la lutte des classes et l'état de la politique générale.* Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre, *pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter ainsi la fin de la domination capitaliste*[1]. »

Il est inutile de dire que l'Internationale, en votant cette résolution, n'a pas entendu imposer au parti socialiste des pays belligérants ni la grève générale, ni la désertion, ni aucun des moyens de sabotage de la défense nationale. On ne songea par un seul instant que cette résolution nous conseillait de faire du « tolstoïsme » devant l'ennemi menaçant notre sol. Ce que la résolution de Stuttgart-Copenhague-Bâle imposait, mais d'une façon impérieuse, aux socialistes des pays en guerre, c'est de *ne pas aliéner*

1 Nous avons eu la chance rare de publier dans la *Lupta* du 1er mai de cette année une épreuve de cette résolution, texte français, corrigée par la main de Jaurès. (Note de Rakovsky)

ce qui leur reste de liberté de pensée et d'action, tout en faisant leur devoir comme soldats. La résolution imposait aux socialistes de ne pas oublier qu'à part l'ennemi de *l'extérieur* il y a celui de *l'intérieur*, dont on doit faire cesser la domination. C'est dans l'*Almanach* même du Parti ouvrier français, dont vous, cher ami, deviez être plus tard un des militants, qu'Engels écrivait en 1891 – après les fêtes de Cronstadt – que, dans l'intérêt même de la révolution, les sociaux-démocrates allemands étaient obligés de défendre, en cas de guerre, tout ce qu'ils avaient conquis jusqu'à présent, *sans s'incliner devant l'ennemi du dehors, ni devant celui de l'intérieur*.

C'est là la bonne et saine tradition socialiste. Pourquoi ne l'avez-vous pas suivie ?

Pour quels motifs, vous, les membres de l'ancien Parti ouvrier français, vous les « guesdistes », les défenseurs écoutés et admirés, à tous les congrès socialistes internationaux et nationaux, de *la lutte des classes irréductible*, avez-vous préconisé et fait de *l'abdication de classe* ?

Est-ce parce que le sol de la France est piétiné par un agresseur insolent et arrogant ? Mais nos résolutions ont compté avec une telle éventualité. Elles ont prévu que, même dans ce cas, nous ne pouvons pas oublier que nos ennemis sont deux et que, si c'est un grand malheur pour le prolétariat de tomber sous un joug étranger, le malheur devient une véritable catastrophe si le prolétariat recule des positions qu'il a conquises sur la bourgeoisie, après une lutte continue d'un demi-siècle.

Les origines de la guerre – Les responsabilités

Je sais que, pour justifier votre attitude, vous, les socialistes français, comme d'ailleurs les socialistes allemands, vous avez créé une littérature d'exégèse sur les origines de la guerre. Vous tenez beaucoup à vous placer dans le cas de légitime défense.

« Ce n'est pas la France, mais l'Allemagne qui a voulu la guerre ! »

Les socialistes allemands répondent : « Ce n'est pas l'Allemagne, mais la Russie et ses alliées qui ont voulu la guerre ! »

Hildebrand et, avec lui, ses autres collègues du Reichstag assurent que, *« la veille de la guerre, le gouvernement a fait tout pour en empêcher l'explosion. »*

Avant la guerre, les socialistes de chaque pays considéraient de leur strict devoir de rechercher la responsabilité, *aussi petite* qu'elle soit, *de leur propre gouvernement, de leurs propres classes dominantes*.

Maintenant, pendant la guerre, les rôles ont été intervertis : les socialistes de France cherchent et insistent sur la responsabilité du gouverne-

ment allemand ; ceux de l'Allemagne recherchent les responsabilités en Russie et chez les alliés de ce pays.

Je ne puis pas m'empêcher de relever ce que ce procédé a de nouveau et d'inquiétant.

Je ne pense pas un seul instant à vous reprocher la tendance de fixer les responsabilités immédiates de la guerre. Loin de moi cette pensée. Ce que nous ne pouvons admettre, ce qu'aucun socialiste ne doit admettre, c'est *l'usage* que vous voulez faire des graves responsabilités qui tombent sur l'Allemagne. Ce que nous croyons contraire à la cause du prolétariat français et du socialisme international, c'est ce désir de *diminuer* ou même de masquer la responsabilité du gouvernement français en mettant en relief et même en exagérant celle du gouvernement allemand. C'est un point de vue qui n'est pas socialiste.

Mais, puisque vous, cher ami, vous soulevez la question *des responsabilités*, permettez-moi, après discussion faite des intentions qui l'ont soulevée, de l'examiner à fond.

À quoi tenait la paix en Europe ? À l'équilibre des forces de la Triple et de la Double Alliance. On savait depuis longtemps que la rupture de cet équilibre rendait la guerre possible et même probable. C'est de là que provenait, sinon la sympathie, au moins la tolérance que certains de nos militants, au courant de la politique extérieure, manifestaient pour le système des alliances. Parlant à l'enterrement de Pressensé du grand attachement de celui-ci pour la paix, Jaurès rappelait l'importance que de Pressensé attribuait au système des alliances actuelles. *« Qui dit alliance, dit un commencement de classement,* un commencement d'ordre. »

Vous vous rappelez sans doute les protestations hypocrites du *Temps* et des autres organes de la presse revancharde française quand, après la mort d'Andrea Costa, on a su qu'à la question posée par celui-ci à Jaurès, s'il était de l'intérêt de la paix que l'Italie continue à rester dans la Triple Alliance, Jaurès aurait répondu affirmativement ?

Pourtant, c'était très naturel et très logique. Jaurès craignait que la sortie de l'Italie de la Triplice pourrait pousser l'Allemagne, par peur d'être encerclée, à faire la guerre *préventive*.

Pour le même motif, il cherchait à éloigner tout ce qui, dans l'entente avec l'Angleterre, aurait pu provoquer les susceptibilités et susciter les craintes de l'Allemagne. La dernière fois que je l'ai entendu parler, au meeting de Londres, à la veille de Noël 1913, lors de la réunion du Bureau

socialiste international, il protestait contre les *jingoes*[1] anglais, qui mettaient comme condition de l'entente avec la France – au moins la presse nationaliste française l'affirmait – le vote de la loi du service de trois ans et de nouveaux crédits pour l'armée. Jaurès protestait contre cette condition qui pourrait conduire à la guerre. C'est lui également qui, dans *l'Humanité*, conseillait souvent au gouvernement de la République de ne pas trop s'engager dans la voie de la politique russe en Orient, car la Russie n'avait pas renoncé à la conquête des Détroits. N'est-ce pas Guesde, avant lui, qui, au congrès d'Amsterdam, dénonçait l'alliance franco-russe en disant, dans son langage imagé, qu'elle est *grosse de guerre* ?

Mais cela c'est de l'histoire connue. Ce qui est moins connu chez vous, et ce que nous, les socialistes des Balkans, connaissons parfaitement bien, c'est le concours actif, continu que votre diplomatie donnait à celle de la Russie, dans ses intrigues ténébreuses dans les Balkans pour créer ici le premier et le second bloc balkaniques, avec la pointe dirigée contre l'Autriche et l'Allemagne.

D'ailleurs, la responsabilité directe et immédiate de la Russie dans cette guerre et, en quelque sorte, son dessein même de la provoquer ont été soupçonnés par Jaurès, comme le démontre le citoyen Pressemane dans un article paru le jour même de l'assassinat de Jaurès – et avant que son auteur ait connu la terrible nouvelle – dans *le Petit Limousin*.

Et, en effet, quand est-ce que la Russie aurait pu trouver une occasion plus favorable pour faire la guerre et avoir de son côté la France et l'Angleterre et presque toute la démocratie européenne ?

Je soupçonne que la diplomatie anglaise n'est pas non plus à l'abri de tout reproche, comme d'ailleurs nous le démontre la campagne courageuse menée par nos camarades de l'Independent Labour Party. L'antagonisme entre l'Allemagne et l'Angleterre est trop ancien, trop connu ; l'alarme contre les progrès effrayants de l'industrie allemande, au détriment de l'industrie anglaise, l'intention attribuée à l'Allemagne de ravir l'empire colonial de l'Angleterre – sont des choses trop souvent agitées dans la presse anglaise pour que la diplomatie anglaise, quand le moment favorable se présenta, c'est-à-dire quand l'Allemagne, par son arrogance agressive, soulevait l'Europe contre elle, n'eût pas cherché à en tirer profit. Elle multiplia doucement et dans l'obscurité des chancelleries les probabi-

1 Le jingoïsme, que l'on peut traduire par chauvinisme, prend sa source dans un chant de soutien au gouvernement britannique durant la guerre de 1877-1878, dans laquelle ce dernier avait soutenu l'Empire ottoman contre les ambitions de la Russie en Méditerranée.

lités de guerre et donna même un petit coup d'épaule au militarisme, déjà prêt à jeter l'Europe dans l'abîme.

Je le répète et, par les temps qui courent, trop de précautions ne nuisent pas, j'espère que personne ne verra dans cette courte analyse de la politique des États de la Triple Entente le désir d'alléger l'immense part de responsabilité qui revient, dans l'œuvre d'extermination qui se poursuit, à l'Allemagne et à l'Autriche. Mais la responsabilité ne se limite pas aux seules *grandes puissances*. Je trouve même que c'est un faux procédé et une mauvaise tactique qui nous font un tort énorme à nous, socialistes des pays balkaniques, que de chercher dans la presse socialiste étrangère à présenter les gouvernements des petits États, et en particulier des États balkaniques, comme autant de troupeaux d'agneaux innocents, de la naïveté, de la bonté et du patriotisme desquels abusent les ogres de la diplomatie européenne. Nous savons trop bien ce que vaut *la ménagerie balkanique* ; nous savons qu'il n'y a pas un seul gouvernement en Europe qui pourrait dire : ma conscience est tranquille. Tous ont contribué à l'incendie qui a embrasé monts et océans, les uns en y apportant des bûches, les autres du sarment. Quand nous tenons à ne pas exagérer les responsabilités individuelles, pour ne pas diminuer celles qui reviennent au régime capitaliste – vous-mêmes, vous dites qu'il est *générateur de guerres* –, ce n'est pas, faut-il le dire, par dilettantisme de sophiste, mais par obéissance à la plus impérieuse nécessité socialiste. Nous devrons charger le capitalisme de tous les péchés, parce qu'ainsi nous pourrons soulever contre lui les tempêtes de la révolution prolétarienne. Et quand, à la place de cette tactique de guerre des classes, on nous recommande de faire l'exégèse de la guerre, on enlève à notre parti la plus redoutable de ses armes de lutte.

Le premier agresseur et le système des alliances

Je ne crois pas d'un intérêt essentiel de discuter la question : qui fut *le premier* à attaquer, qui fut l'agresseur dans la guerre actuelle ?

Au début de la guerre, quand le conflit était localisé entre la Serbie et l'Autriche et que les lignes de démarcation étaient encore distinctes, à ce moment-là on pouvait parler d'un agresseur. Quoique nous connaissions la légèreté criminelle avec laquelle la Narodna Odbrana, cette *carbonaria* d'officiers ambitieux qui sont depuis plusieurs années, et surtout depuis la guerre balkanique, les vrais maîtres de la Serbie et qui commandent à la presse, aux ministres, au Parlement et à la diplomatie – sans parler du roi –, quoique nous connaissions, dis-je, l'inconscience avec laquelle ces messieurs provoquaient l'Autriche, il n'en est pas moins vrai que l'assassinat de Sarajevo n'a été qu'un prétexte pour cette dernière puissance et que

la crainte qu'elle disait éprouver à l'égard de la Serbie ne pouvait pas être *réelle*. Son ultimatum et son attaque furent donc prémédités depuis le jour où l'Autriche avait vu se fermer pour elle la route de Salonique.

Mais une fois la guerre entre l'Autriche et la Serbie éclatée, la guerre générale est venue toute seule par le simple jeu des alliances. Pouvez-vous admettre que, si l'Allemagne n'avait pas attaqué la France, le contraire ne serait pas arrivé ? Dans un article de Renaudel, paru dans *l'Humanité* le lendemain même de l'assassinat de Jaurès, on laissait entendre que le Parti socialiste français, dans ses efforts nobles et désespérés du dernier moment en vue d'empêcher la catastrophe, a demandé au gouvernement français, non pas de tenir ses obligations envers la Russie, mais de les respecter seulement après avoir épuisé tous les efforts tendant à maintenir la paix.

Je sais que, maintenant, le militarisme arrogant allemand fouille le sol de la France, qu'il brutalise, à force de lois et de règlements rigides, la nation qui a fait le plus pour la liberté de l'humanité. Et moi, traité toute ma vie de conquis, auquel les conquérants refusèrent même un jour le droit de cité – comme vous y faites allusion dans votre lettre –, plus que tout autre je suis en état de vous comprendre. Tout dernièrement, en feuilletant la revue illustrée allemande *Die Jugend*, je suis tombé sur un tableau représentant une illumination en l'honneur du Kaiser à... Lille. Des flots de lumière éclatante inondaient la place devant l'hôtel-de-ville pavoisé aux aigles allemandes. Devant ce défi insolent que le conquérant jette à la douleur de la population meurtrie, on s'indigne à juste raison.

Et je me suis senti patriote français. Mais c'est encore vous, les Français, qui, ayant subi vous-mêmes et avant fait subir aux autres les injustices de la guerre, c'est encore vous qui avez fait le proverbe : *à la guerre comme à la guerre !* Aujourd'hui les Allemands sont à Lille ; vous serez peut-être demain en Allemagne et votre armée fouillera le sol allemand ; vos lois et vos règlements militaires brutaliseront la nation allemande et les tours de la cathédrale de Cologne seront illuminées en l'honneur de Nicolas, George et Poincaré.

Non, la question : *Qui a attaqué le premier ?* n'a pas l'importance que vous voulez lui donner.

Je m'élève d'avance contre toute interprétation unilatérale de ma pensée. J'avoue que la responsabilité n'est pas répartie d'une façon égale. Le fait même que l'Allemagne est un pays à organisation encore féodale et militaire, et que la volonté des masses, pacifistes, ne compte pas trop pour le gouvernement de ce pays, nous permet de supposer, a priori, que le gouvernement allemand peut proclamer la guerre beaucoup plus facilement

que le gouvernement d'une république ou même celui d'une monarchie parlementaire. Je ne conteste pas que le devoir qui incombait et incombe, actuellement, aux socialistes de l'Allemagne est plus grave que celui qui incombait aux socialistes de la France. Puisque c'est l'Allemagne qui a *formellement* déclaré la guerre, il était du devoir des socialistes allemands de donner l'exemple d'une opposition courageuse. De même qu'aujourd'hui, dans la phase actuelle de la guerre, quand les armées allemandes sont partout sur des territoires étrangers et que l'intégrité de l'Allemagne n'est en rien menacée, le devoir des socialistes allemands est supérieur à celui des socialistes français dans la campagne à mener en vue de la conclusion de la paix.

Socialistes allemands et socialistes français

Mais ceci à titre de réciprocité, c'est-à-dire à condition que vous reconnaissiez que le devoir des socialistes allemands était double : de combattre leur gouvernement et de se défendre en même temps contre les gouvernements étrangers, c'est-à-dire de ne pas méconnaître l'existence de l'ennemi extérieur.

C'est encore Engels qui écrivait, dans l'article déjà cité, qu'en cas d'une guerre avec la Russie et ses alliés, l'Allemagne socialiste a un devoir envers elle-même : de se défendre. Le triomphe de la Russie signifierait la défaite de l'Allemagne socialiste. « *Si la République française,* écrivait Engels, *se mettait au service de Sa Majesté l'autocrate de toutes les Russies, les soldats allemands seraient forcés de lutter contre elle aussi. Vis-à-vis de l'Empire allemand, la République française peut représenter la révolution bourgeoise. Mais, vis-à-vis de la république de Constant, Rouvier et même de Clemenceau, et surtout vis-à-vis de la république qui travaille pour le tsar russe, le socialisme allemand représente la révolution prolétarienne.* »

Incontestablement, le socialisme français peut tenir, avec plus de raison encore, un langage analogue. « En face de la social-démocratie allemande, la république de M. Poincaré peut représenter l'alliée de la Russie, mais le féodalisme allemand, en face du socialisme français, représente la contre-révolution. »

Tant que la bourgeoisie détient le pouvoir et peut déclencher cet appareil formidable qui s'appelle la mobilisation et la guerre, elle possède la faculté de mettre le prolétariat entre deux feux, entre deux dangers, entre deux pièges : s'unir à l'ennemi intérieur contre celui du dehors, et abdiquer ainsi son indépendance de classe et aliéner sa liberté d'action, ou refuser de marcher à la guerre, et devenir ainsi le complice indirect de l'ennemi extérieur.

Dans leurs délibérations, nos congrès nationaux et internationaux ont envisagé le problème sous ses deux aspects et, en rejetant tous les moyens qui pouvaient jeter le prolétariat dans une extrémité – en rejetant par exemple la grève générale, quand elle ne peut pas être proclamée dans tous les pays belligérants –, ils ont laissé à l'appréciation du parti socialiste, dans chaque pays, le choix de la meilleure tactique pour tenir le prolétariat à la même distance des deux pièges, des deux dangers ; une tactique qui constituerait le *dosage* le plus juste entre les deux nécessités, la défense du socialisme contre l'ennemi extérieur et sa défense contre l'ennemi intérieur.

Je vous avoue qu'au début de la guerre, aussi bien dans le vote des crédits en Allemagne que dans le vote des crédits en France, je n'ai pas vu une déviation radicale à l'ancienne tactique socialiste. Certains même d'entre nous ont cru à la présence d'un de ces résultats paradoxaux du mécanisme parlementaire qui a amené, plus d'une fois, les socialistes à des votes en apparence contradictoires avec leurs principes. Nous avons cru à une faute, mais pas à une déviation.

Je me rappelle les circonstances qui amenaient le Parti socialiste français, sous le ministère de Léon Bourgeois, à voter contre l'urgence de la suppression des lois scélérates – urgence demandée par les réactionnaires dans l'espoir de renverser ledit ministère. Plus tard, sous Waldeck-Rousseau, certains socialistes durent voter l'ordre du jour Magniaudé condamnant les idées collectivistes.

En ce qui concerne plus particulièrement l'attitude des socialistes allemands le jour du 4 août, avant même que nous ayons reçu les journaux, les bruits qui nous étaient parvenus disaient qu'ils avaient voté les crédits parce qu'ils englobaient également une somme de trois milliards destinée aux familles des mobilisés.

Plus tard, nous avons compris la véritable signification de ces actes.

Quand nous avons appris que les socialistes allemands, tout en connaissant la violation de la neutralité de la Belgique, n'ont pas protesté, par respect pour le protocole parlementaire et pour « l'union nationale » ; quand nous avons pris connaissance des articles chauvins du *Hamburger Echo* et d'autres journaux socialistes allemands, et que nous avons connu l'intimité qui commençait à exister entre les socialistes et les partis au pouvoir ; quand nous avons lu le discours de Hildebrand qui cherchait à mettre à la charge du « jugement sain et pratique » ce que vous mettez à la charge de « l'intérêt du socialisme » ; quand nous avons lu surtout l'inconcevable discours de Heine qui proclamait Guillaume II infaillible et invitait le prolétariat allemand à se fier au *Syllabus* de ce nouveau Pie IX ;

quand nous avons appris comment Scheidemann, sommé par les partis de l'ordre, a désavoué Ledebour pour sa courageuse protestation contre la mesure barbare du général Hindenburg ; quand nous avons appris enfin que la démocratie socialiste allemande commençait à escompter la régénération du pays par *la collaboration des classes*, nous nous sommes dit : le 4 août n'est pas un incident, mais le triomphe d'une tactique nouvelle. D'ailleurs, les révisionnistes des *Sozialistische Monatshefte* le déclaraient eux-mêmes avec orgueil : le 4 août est la date d'une nouvelle orientation du socialisme allemand.

En ce qui concerne l'attitude des socialistes français, elle ne nous est apparue sous son vrai jour que plus tard, quand nous les avons vus entrer dans le ministère et faire leur campagne pour entraîner les socialistes des pays neutres à la guerre, en les taxant de « germanophiles » s'ils manifestaient leur volonté de rester fidèles à la véritable tactique socialiste ; quand nous avons appris les commentaires qu'ils faisaient aux résolutions de la conférence de Londres, ainsi que leur silence à la Chambre au moment où Viviani dénaturait leur pensée ; quand nous avons appris enfin l'opposition qu'ils mettaient à toute tentative d'entente et de rapprochement avec les socialistes allemands et lu le discours de Sembat à Marseille, qui ressemble énormément à ceux que prononçait Millerand au temps de l'Exposition de 1900 ; quand nous avons su, entendu et appris tout cela, nous nous sommes dit : le « ministérialisme » ressuscite en France et, ce qui est grave, il triomphe maintenant avec le concours de ceux qui, à Amsterdam, étaient ses plus irréductibles adversaires.

Le coupable : c'est l'opportunisme socialiste

Le cinquantième anniversaire de l'Internationale a fourni au monde la preuve que *l'internationalisme* n'était pas encore devenu un sentiment réel, qu'il n'était qu'un mot, dont le contenu était encore à attendre. La conscience socialiste et internationale s'est montrée, sous certains rapports, plus faible même que *la conscience catholique* car, tandis que les cardinaux catholiques de l'Allemagne et de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, ont pu se réunir à Rome pour élire ensemble un nouveau pape, notre Bureau socialiste international n'a pu se réunir une seule fois depuis le commencement de la guerre, malgré toutes les démarches et toutes les instances des socialistes des pays neutres.

Cette désagrégation de l'Internationale, ce désastre moral de notre parti n'est pas le résultat d'une erreur passagère, d'un simple incident parlementaire. *Il a pour cause une altération profonde de la conscience*

socialiste de l'Europe, empoisonnée par le révisionnisme et l'opportunisme socialistes.

Je rejette la justification banale des partis socialistes des pays belligérants prétextant que les nécessités de la défense nationale priment toutes les autres. Hildebrand est d'opinion que, si les socialistes allemands n'avaient pas voté les crédits, il se serait produit un tel découragement dans les rangs des soldats que l'Allemagne aurait été battue. Que d'exagérations puériles !

La vraie tactique socialiste n'aurait pas compromis la défense nationale.

D'ailleurs, ceci m'a été confirmé par un camarade allemand qui, à ma question de savoir si le prolétariat allemand n'aurait pas fait son devoir comme soldats si les socialistes refusaient de voter les crédits nécessaires, se prononçait sans difficulté pour l'affirmative.

Je suis certain que la même remarque peut être faite pour la France. Dans notre propagande, nous avions déjà préparé le prolétariat pour une pareille tactique : *être contre la guerre*, mais aussi contre le sabotage de la défense nationale. Le vote des crédits, qui rompait brutalement la continuité et l'unité d'action du socialisme international et qui a créé dans la conscience du parti une fissure par laquelle s'est introduite peu à peu toute une mentalité antisocialiste, n'était pas un acte d'intérêt socialiste ou national. La meilleure preuve c'est qu'en Allemagne, nous le tenons d'une source certaine, le chancelier lui-même admettait, quelques jours avant la convocation du Reichstag, dans une conversation avec Haase, que les socialistes ne voteraient pas les crédits et que leur conduite logique était de s'abstenir. Pourquoi donc tant de zèle nationaliste ? Quels en sont les motifs ?

Il doit en exister de bien sérieux ; il en existe, sûrement, mais ils sont d'une nature bien opportuniste. Ce n'est pas la peur de l'ennemi extérieur, mais la peur de perdre des électeurs, dont la mentalité était façonnée par la presse jaune, la peur – je parle ici de l'Allemagne – de voir les organisations matées, les caisses confisquées, les journaux suspendus, la vie du mouvement syndical et du mouvement politique paralysée, qui créa ce malheureux courant guerrier. Toute la campagne du révisionnisme allemand désirant la collaboration des classes servit à préparer le terrain.

À cela il faut ajouter, pour l'Allemagne toujours, ce qu'on a appelé le caporalisme, sentiment opposé à une *véritable démocratie*. Le Parti social-démocrate allemand, malgré un travail de géant d'un demi-siècle, ne pouvait remplacer ce que l'histoire faisait, ailleurs, par ses révolutions.

Le peuple allemand reste, dans le fond de son âme, encore imbibé du culte de la force.

Le zèle nationaliste du socialisme français s'explique par d'autres raisons, et surtout par son organisation relativement faible, si on la considère en rapport avec son influence politique. Cette dernière étant due surtout à la forme républicaine du gouvernement, les socialistes français sont très sensibles à tout ce qui menace la république, à tout ce qui peut diminuer la distance qui sépare le parti du pouvoir. D'autre part, le socialisme en France est, par tradition, nationaliste. La conviction d'autrefois, et qui correspondait alors à un réel état de choses, qu'en dehors de la France il n'y a pas de socialisme et que le triomphe du socialisme français signifie son triomphe dans l'Europe entière, survit encore aujourd'hui et fait que les socialistes français traitent avec un égoïsme caractéristique les partis socialistes des autres pays.

Les socialistes français comprennent admirablement bien que, si les autres pays étaient en guerre ou menacés d'invasion, rien ne les obligerait à demander l'intervention armée de la France. Ce serait une absurdité. Si la France est en guerre, les choses changent : ils nous demandent, ils exigent même de nous faire les apôtres de la guerre et d'envoyer le prolétariat de nos pays à la boucherie.

Illusions dangereuses

La guerre actuelle nous apporte de nouvelles guerres

Il est vrai que vous, socialistes français, vous considérez la guerre actuelle de la France et de ses alliés comme une guerre d'une nature exceptionnelle, qui se distingue des guerres ordinaires, non seulement par l'étendue de son théâtre, par le perfectionnement des engins, par l'immensité des masses en action, par le manque absolu de tout scrupule dans les rapports d'État à État, mais encore par son but même. Le triomphe de la France et de ses alliés est présenté comme un bond énorme vers le progrès et la civilisation.

Vous dites :

« Quant aux nationalités opprimées, nous les libérerons ; quant au militarisme, nous le renverserons ; quant à l'impérialisme et au droit que peut puiser dans la prétendue supériorité de sa culture un peuple à dominer les autres, c'est une idée que nous rayerons de la pensée européenne. »

Empruntant à Hervé son thermocautère, vous fouillez toutes les plaies de l'Europe en croyant les guérir. Vous traversez la Méditerranée en proclamant la liberté de races, dites inférieures.

Mais si la guerre peut apporter à l'humanité tous ces bienfaits que nous, les anciens guesdistes, nous croyions irréalisables *tant que les producteurs ne seront pas maîtres des moyens de production*, pourquoi avons-nous été et sommes-nous encore les adversaires de la guerre ?

Si la guerre, faite par des capitalistes contre des capitalistes, peut amener la liberté de l'humanité entière, ce n'est pas : « À bas la guerre ! » mais bien : « Vive la guerre ! » qu'il fallait crier. Au lieu de combattre la guerre, il faudrait, au contraire, nous proclamer ses plus zélés champions.

Comment vous y prenez-vous pour opérer cette réhabilitation de la guerre ? Quelles sont vos raisons pour en faire l'apologie ?

Je comprendrais votre optimisme si vous, socialistes français, pouviez être maîtres de la future conférence de la paix.

Mais, dans le ministère actuel, les socialistes n'ont que deux représentants. Êtes-vous sûrs qu'à la fin de la guerre, quand la présence des socialistes ne sera plus nécessaire pour donner à la bourgeoisie l'autorité sur le prolétariat, la presse bourgeoise ou un M. Chaumet ne provoqueront pas un incident, machiné d'avance, pour débarquer ces *gêneurs* ?

Êtes-vous certains qu'au cas où votre programme serait embrassé par le gouvernement français, il sera également admis par celui d'Angleterre ? Et de la Russie, qu'en pensez vous ? Va-t-elle souscrire à votre programme de libération des peuples, de suppression du militarisme, de renversement de l'impérialisme et d'extirpation de la conscience européenne de la prétendue supériorité des races ?

En tout cas, ce que nous voyons nous rend très sceptiques.

Nous assistons à une soumission de volontés, mais elle s'exerce dans un sens contraire à vos désirs.

Ce n'est pas la majorité bourgeoise du ministère qui cède et qui se rétracte devant la minorité socialiste, mais bien au contraire ; ce n'est pas la France qui impose son idéal démocratique à l'Angleterre, mais c'est l'Angleterre qui obtient le concours de la France, pour maintenir sa domination sur des centaines de millions d'habitants appartenant à des races inférieures. Enfin, ce n'est pas la Russie qui se soumet à la volonté de ses alliées occidentales, mais ce sont celles-ci qui abdiquent devant le tsarisme.

La preuve n'est pas loin à chercher. La diplomatie franco-anglaise a capitulé devant la Russie dans la question de Constantinople et des Détroits. Hervé lui-même a capitulé et il ne reste plus de défenseur en France, pour la neutralisation des Détroits, qu'une partie des socialistes. *L'Humanité*, qui publiait dans les numéros des 19 et 20 mars, les deux articles successifs de Moutet et de Renaudel protestant contre l'aplatisse-

ment devant la Russie, nous fournit la preuve indirecte de la capitulation que je dénonce.

Le principe des nationalités a essuyé un autre échec dans la question de l'Adriatique, dont la côte de l'Istrie et de la Dalmatie, peuplée par des Serbes et des Croates, a été cédée, parait-il, par la Triple-Entente à l'Italie. Un million de Slaves, peut-être même un million deux cent mille, qui jouissent encore aujourd'hui, en Autriche, d'une large autonomie, devront faire connaissance avec le nationalisme intolérant des Italiens qui se flattent d'être les meilleurs assimilateurs en Europe.

« *En vingt-cinq ans, il ne restera pas de Slaves* », me disait un professeur de l'Université de Rome, collaborateur du *Corriere della Sera*, quand je lui expliquais les dangers que présentait l'*irredenta* serbe au cas d'une annexion de l'Istrie et de la Dalmatie.

« *Les Slaves sont des agriculteurs paisibles, dont nous ferons vite des Italiens, à l'aide de nos écoles ; quant à la Serbie, elle sera trop absorbée par la digestion* (sic) *des nouveaux territoires annexés pour qu'elle puisse songer à nous faire des difficultés.* »

Un langage analogue tenait à Bucarest, en 1913, à la signature du traité de paix, le ministre de la Serbie, M. Pachitch.

« *Nous ne craignons pas les Bulgares en Macédoine. Ce sont des agriculteurs et des pâtres qui ne demandent qu'une chose : qu'on les laisse vaquer en paix à leurs travaux. En chassant les prêtres et les maîtres d'école bulgares et en les remplaçant par des Serbes, nous ferons qu'en dix ans il ne reste plus un Bulgare en Macédoine.* »

Le même langage et la même politique suivent Bulgares, Roumains et Grecs, par rapport aux éléments d'autres races qui ont eu le malheur de tomber dans les territoires qui leur furent concédés.

Le « principe des nationalités » ne peut pas figurer dans un programme socialiste. Son application est impossible dans les cadres de *l'État national d'aujourd'hui*. En Orient, surtout, où les éléments sont excessivement mêlés, où les frontières ethnographiques n'existent même pas, le principe des nationalités ne sert qu'à masquer une politique de conquête territoriale.

Aussi, nous avons de la peine à croire que, même vainqueurs, vous serez maîtres de décider les conditions de la paix future et nous apporter autre chose que *des guerres futures*.

Inutile de dire que nous ne partageons pas et nous n'avons jamais partagé cette autre illusion, confessée par certains socialistes allemands, que le triomphe de l'Allemagne signifierait la défaite du tsarisme russe et le triomphe de la démocratie. Nous nous sommes toujours refusés à

admettre que la guerre que l'Allemagne fait à la Russie soit à un degré quelconque une guerre de libération. Et, quand un lecteur allemand nous envoya, pour être publiée, la lettre que le député progressiste Haase avait adressée à Marcel Sembat et dans laquelle il reprochait à la France de collaborer avec la Russie, nous n'avons pas voulu lui donner place dans notre journal, considérant comme prétextes hypocrites de la part de l'impérialisme allemand le danger de la réaction russe. À cette occasion, motivant notre refus, nous avons émis l'hypothèse, qui n'est certainement pas encore exclue, que les événements pourraient finir par conduire à une réconciliation russo-allemande et à la résurrection de la fameuse Sainte-Alliance. L'Allemagne a tout intérêt à ménager la Russie, pour s'en servir, plus tard, contre l'Angleterre. Mais nous avons le droit de nous étonner davantage quand vous, socialistes français, tombez dans l'extrême opposé à celui des révisionnistes et des progressistes allemands en voulant présenter comme « libératrice et démocratique » la plus capitaliste et la plus impérialiste des guerres et en vous proclamant les apôtres des alliances dont les seuls mobiles sont l'avidité de territoires et des richesses et dont les procédés de réalisation sont le marchandage avec l'indépendance des petites nations et des « races inférieures », la perfidie, la ruse et la violence.

Je ne doute pas que le jour où le Parti socialiste français sera forcé, par les inévitables conflits entre le travail et le capital, de revenir à la saine doctrine de la lutte des classes, il avouera lui-même avoir été la victime de la plus funeste des illusions, avoir été dupe de la bourgeoisie qui a réussi en France, aussi bien qu'en Allemagne, à *mobiliser* comme l'a si bien dit Liebknecht, pour ses fins impérialistes, les sentiments démocratiques du prolétariat. Mais en ce moment-ci, vous ne pouvez pas vous prévaloir de l'idéal socialiste.

Ceci ressort également de la solution que vous avez cru donner à la question de l'Alsace-Lorraine.

La question de l'Alsace-Lorraine

Vous proclamez, comme un but à atteindre, la réannexion à la France de ses deux anciennes provinces. Mais ce serait un acte de violence comme il le fut en 1871, mais en direction opposée. Les Français subissaient alors la violence des Allemands vainqueurs ; aujourd'hui ce seront les centaines de mille d'Allemands, immigrés en Alsace, qui subiront de ce fait la violence du vainqueur français.

Pour les socialistes il n'y a qu'une solution juste et en même temps pratique : l'autonomie complète des deux provinces devant constituer à l'avenir un État tampon entre l'Allemagne et la France.

Je sais que vous, socialistes français, vous proposez la consultation préalable de la population, à l'aide d'un référendum.

Or il existe des questions dont la solution est imposée par une série de circonstances et qui ne doivent pas être soumises aux surprises d'un plébiscite dont la sincérité serait contestée, en tout cas.

Dans une question pareille, ce n'est pas seulement l'opinion de la majorité, plus ou moins accidentelle, qu'on doit prendre en considération, mais aussi celle de la minorité et l'on doit envisager également la répercussion que l'une ou l'autre de ces solutions aurait en Allemagne ou en France. Il ne s'agit pas de satisfaire momentanément tel ou tel vœu, mais dé prévenir des conflits futurs.

C'est pourquoi je considère la solution, que vous mettez à tort sous le patronage de Liebknecht et de Bebel, comme une solution nationaliste et funeste à la paix future de l'Europe et aux rapports futurs du socialisme allemand et français.

Le *plébiscite* dont parlent les socialistes français sera d'ailleurs une formalité superflue si, d'après l'avis d'Hervé, on doit exclure les Allemands immigrés depuis 1871 et dont le chiffre, d'après certains camarades français, monterait aujourd'hui à 400 000 hommes et comprendre, au contraire, tous les émigrés qui ont quitté, en 1871 et postérieurement, les deux anciennes provinces françaises.

Je ne crois pas, d'autre part, que vous soyez pour les Alsaciens-Lorrains d'origine allemande plus tolérants que les Allemands ne l'ont été pour ceux d'origine française. La France, comme l'Allemagne, comme l'Italie, est un État *national*, homogène, et ne peut pas, de ce fait, tolérer des éléments d'autre nationalité. Je n'oublierai jamais que sous le ministère Combes on avait dénoncé comme un véritable crime contre l'unité nationale française le fait qu'en Bretagne le catéchisme était lu en langue bretonne. Combes s'empressa même de l'interdire d'une façon expresse. Ce fait, extraordinaire si on le considère au point de vue de la liberté individuelle, apparaît naturel si l'on prend en considération le caractère profondément unitaire et centraliste de l'État français.

Je puis dire, sans crainte d'exagération, qu'après la guerre, si le plan de la « libération des nationalités » tel que la Triple – maintenant Quadruple – Entente le conçoit, triomphe, il y aura en Europe une plus forte oppression nationale, comme il y en a eu davantage dans les Balkans après les deux guerres balkaniques. Il ne faut pas être, par exemple, grand prophète pour prédire que les Serbes et les Croates qui passeront sous le joug de l'Italie n'auront, même pas en partie, l'autonomie dont ils jouissent à l'heure actuelle, sous la domination autrichienne.

Sympathies et antipathies socialistes

Vous pouvez pourtant objecter : admettons que le triomphe de la Triple Entente n'apporte pas à l'humanité tout ce que nous en attendons, ne concédez-vous pas qu'il est tout de même plus profitable pour le progrès de l'Europe que le triomphe des puissances centrales ?

Avant de répondre à cette question je dois faire quelque réserve. Manifester des sympathies pour tel ou tel des groupements en guerre n'implique pas nécessairement une obligation de participer à la guerre à ses côtés. Pendant les guerres balkaniques, les socialistes français étaient partagés dans leurs sympathies. Dans les articles sur la politique extérieure de L'Humanité il y avait à remarquer trois courants divers : de Pressensé était bulgarophile, Jaurès turcophile, Veillard grécophile et serbophile. D'autre part, Guesde préférait le triomphe du bloc balkanique sur la Turquie et prophétisait – probablement se le rappelle-t-il encore – qu'il verrait peut-être aussi la désagrégation de l'Autriche-Hongrie.

Est-ce que ces sympathies différentes et même contradictoires impliquaient pour leurs auteurs l'obligation de demander à la France d'entrer en guerre à côté de tel ou tel belligérant ?

Nous, les socialistes des Balkans, nous n'avons pas failli, pendant les guerres dans lesquelles étaient engagés nos pays, à notre devoir socialiste ; nous n'avons pas cessé un seul instant de condamner nos gouvernements, mais si nous étions tombés dans le zèle nationaliste de nos camarades d'Occident, et si nous nous étions adressés à eux pour demander qu'ils renoncent à leur tactique et qu'ils entraînent leurs pays dans la guerre, ne nous aurait-on pas traités d'égarés du socialisme ? Les petits pays s'exposent pourtant davantage, en participant à une guerre.

La France, battue, n'en continuera pas moins d'exister. L'Italie de même. Celle-ci a eu cette rare chance de ressortir même après ses défaites militaires avec une augmentation de territoire. La situation est tout autre pour les petits États balkaniques. Ils risquent, en cas de défaite, leurs propres territoires, comme ce fut le cas pour la Roumanie, qui contribuait à la victoire russe de Plevna, et se voyait dépouillée, à la fin de la guerre, de la Bessarabie.

Nous aurions donc pu demander votre intervention en notre faveur avec plus de raisons que vous n'en avez pour demander la nôtre. Vous ne nous objecterez pas, je suppose, que nos peuples sont petits et qu'ils doivent se sacrifier pour les grands. Ce serait introduire par la porte du socialisme la théorie impérialiste des races supérieures et des races

inférieures, que vous voulez, précisément et avec raison, écarter de la conscience européenne.

Nous aurions pu invoquer également l'intérêt du progrès général, car il est rare que deux États en lutte soient en situation identique et que le triomphe de l'un ne soit plus profitable au progrès de l'Europe que le triomphe de l'autre.

Ceci dit, je puis affirmer, étant complètement sûr que mon avis est partagé par la totalité des socialistes de la Roumanie, de la Bulgarie et, je crois même, par la totalité des socialistes des pays neutres que, si la guerre était limitée entre la France, la Belgique et l'Angleterre d'un côté, et l'Allemagne et l'Autriche de l'autre, les sympathies, sans la moindre hésitation, se porteraient sur le premier de ces groupements.

Mais la guerre a aussi un autre théâtre, celui d'Orient, où les puissances centrales luttent contre la Russie.

La haine du tsarisme

Or, la haine du tsarisme russe est une tradition dans l'Internationale. Nous, particulièrement, les socialistes des Balkans, nous avons été élevés dans cette haine. Nos maîtres socialistes n'ont jamais cessé de nous dire : « Chez vous, en Orient, il y a une rude et difficile tâche à accomplir. Dans l'intérêt de l'Internationale, vous devez lutter contre la politique de conquête de la Russie. » « *Vous avez un écueil grave à éviter à tout prix : en faisant du socialisme, tâchez de ne pas faire le jeu de la Russie* », m'écrivait en 1896 le vieux Liebknecht, celui qui, pour son attachement à la France, avait été appelé « le Français ». Les camarades russes nous disaient la même chose. En s'adressant en 1894 aux socialistes des Balkans, Plékhanov leur disait : « *Vis-à-vis de la Russie tsariste le socialisme international a un seul et unique devoir : de la tenir dans* l'isolement *le plus complet.* » En proclamant au congrès de Marseille que la Russie est l'échine de la réaction en Europe, Guesde ne nous invitait-il pas à la lutte sans merci contre le tsarisme russe ?

Pourtant, et nous demandons qu'on nous rende cette justice, s'il y a eu des sociaux-démocrates qui ont insisté sur ce que l'Internationale ne s'égare pas sur cette seule piste pour oublier que la menace de la paix de l'Europe orientale réside en Autriche également, ce sont les socialistes des Balkans. Les camarades qui étaient à la conférence du Bureau socialiste international de Bruxelles, en octobre 1912, savent combien nous avons tenu à ce que chaque impérialisme ait sa part de blâme et combien nous avons insisté en vue de présenter le danger pour l'universalisation de la guerre, alors localisée entre la Turquie et le bloc balkanique, comme

venant du côté de l'Autriche. Nos arguments ont probablement produit une certaine impression, car l'année suivante, au mois de décembre, à Londres, le citoyen Vaillant me déclarait s'être rappelé plus d'une fois nos avertissements, que les événements venaient de confirmer et qu'ils confirment actuellement encore davantage. Il ne faut pas qu'à présent nous nous égarions de nouveau, cette fois, sur la piste autrichienne et allemande et que nous perdions de vue les conquêtes que la Russie prépare au sud, avec le concours de ses alliés. Les Russes à Constantinople, c'est sûrement l'anéantissement de l'indépendance des États balkaniques. Leur territoire se réduirait alors au hinterland nécessaire à la défense de Constantinople et des Détroits.

Tant que la sécurité de l'actuelle capitale des Turcs était menacée au nord, par la Russie, les Balkans et le Danube étaient ses lignes de défense naturelle. Mais si Constantinople devient russe, il ne sera plus menacé du nord-est mais du nord-ouest, du côté de l'Allemagne. Dans ce cas, la ligne naturelle de défense n'est plus formée par les Balkans et le Danube, mais bien par les Carpathes ; une loi stratégique impose que toute extension de la Russie vers le sud soit accompagnée d'une extension correspondante vers l'ouest.

Pouvons-nous avoir, dans ce cas, des sympathies pour la Russie ? Pouvons-nous lui souhaiter des succès ?

Vous reconnaissez d'ailleurs vous-même le danger russe. Seulement, vous nourrissez l'espoir de le tenir en frein avec le concours de l'Angleterre et des futures républiques qui s'élèveront à la place de l'Allemagne et de l'Autriche vaincues. Mais ne croyez-vous pas que le tsarisme russe, qui a précisément prouvé ne pas méconnaître ses vrais intérêts, déjouera vos combinaisons ? Ne pensez-vous pas qu'au premier danger menaçant son pouvoir Nicolas Il s'empressera de conclure la paix avec ses bons et anciens amis Guillaume II et François-Joseph ?

Ce que nous voulons c'est que personne ne triomphe ; ce que nous désirons c'est que l'Allemagne soit rejetée du nord de la France et de la Belgique et que l'ours du nord soit forcé de rentrer dans sa tanière.

Mais ces sympathies et antipathies n'engagent nullement notre action déterminée par les seuls intérêts de la classe ouvrière, distincts de ceux de la bourgeoisie. Si nous admettions la théorie du moindre mal, si nous nous étions déclarés prêts à chaque conflit à entrer en guerre pour celui des adversaires en lutte dont le triomphe nous paraissait le moins nuisible, notre parti serait devenu l'annexe des partis bourgeois. Vous savez bien que, pour déterminer notre attitude vis-à-vis de bourgeois en lutte ou

en guerre, *ce qui doit nous préoccuper ce ne sont pas les différences qui les séparent, mais bien celles, beaucoup plus grandes, qui nous séparent d'eux.*

Notre « germanophilisme » et l'hypocrisie des « francophiles »

Mais il paraît que notre lutte pour la neutralité stricte et loyale est présentée comme une preuve de germanophilisme et cela, parce que notre neutralité profiterait actuellement à l'Allemagne.

Ce n'est pas sérieux.

Qu'auriez-vous dit si quelqu'un vous faisait remarquer, à vous socialistes français, que vous devriez cesser vos protestations contre l'expédition au Maroc, parce que votre neutralité profiterait indirectement au sultan ?

Au début de la guerre, notre lutte pour le maintien de la neutralité vous a profité, à vous également, car à ce moment-là l'entrée de la Roumanie en action ne se serait faite qu'au profit de l'Allemagne – à laquelle nous lie un traité d'alliance.

Maintenant, une grande partie de nos réactionnaires sont francophiles, mais c'est parce qu'ils espèrent obtenir de la France une plus grande part de la proie future. Si la balance de la victoire fléchit de nouveau et sensiblement du côté des Allemands, vos alliés en Roumanie changeront de sentiments en moins de vingt-quatre heures. Et alors nous, les socialistes roumains, nous qui avons déclaré, dès le début, que nous ne pouvons être ni pour l'impérialisme allemand, brutal et arrogant, ni pour le tsarisme russe, nous qui considérons de notre honneur d'être toujours avec le socialisme et avec les vaincus, serons alors les seuls défenseurs de la France républicaine, comme au début de la guerre, quand nos « francophiles » trouvaient à *la République tous les torts et accusaient les socialistes français, et Jaurès en particulier, d'avoir préparé le désastre de leur pays.*

Pour votre édification personnelle, je vous traduirai un article intitulé « Les réactionnaires attaquent la démocratie française » et paru dans notre journal du 7/20 septembre, dans lequel nous prenions la défense de la République française contre ses détracteurs roumains.

« Nous parlons de la France démocratique qui depuis quelques jours est devenue l'objet des attaques de la presse conservatrice, libérale ou indépendante.

Du chœur des détracteurs ne pouvait pas être absente la voix criarde des « socialistes sans muselière ». Eux tous, ils accusent la démocratie française et entre autres le ministère Combes, les socialistes et Jaurès en première ligne, d'avoir préparé la défaite de la France.

Avant même qu'ils aient attendu les résultats décisifs de la guerre, Epoca *proclame la défaite de la France et ceci à cause des socialistes, qui votaient contre les budgets de guerre et faisaient de la propagande antimilitariste.*

Cependant il est un fait connu que ses plus grandes défaites, la France les a connues sous le régime de la monarchie et de l'Empire. Sous Napoléon III, la France fut dans un mois à Sedan, tandis qu'actuellement, après un mois et demi de guerre, ses armées paraissent encore entières, intactes, et même capables de reprendre l'offensive.

La vérité est toute différente des affirmations de la presse réactionnaire.

Les socialistes ont combattu et vont combattre dans l'avenir, non pas les institutions militaires en elles-mêmes, qui subsisteront tant que le capitalisme existera – mais ils ont combattu leur forme actuelle qui, loin de garantir la sécurité des pays, les expose aux invasions étrangères.

Les armées permanentes sont un danger pour l'existence des petits États.

C'est aujourd'hui qu'on voit, d'autre part, combien prévoyant se montrait Jaurès quand il accusait l'état-major général français d'avoir compromis la défense de la France par l'absence d'une conception démocratique de la question militaire.»

Plus loin, l'auteur développe les idées de Jaurès sur *l'Armée nouvelle*.

Déjà ce commencement d'article vous montre que nous les «germanophiles» nous prenions la défense de la France, tandis que les «francophiles» d'aujourd'hui cherchaient, par une manœuvre contre la démocratie française et en répandant le bruit que la France est irrémédiablement perdue, à faciliter l'entrée en action de la Roumanie au côté de l'Allemagne.

Le parti interventionniste en Roumanie

De l'article cité plus haut, vous avez pu constater encore comment les classes dominantes de la Roumanie cherchent à tirer des enseignements de la guerre, des arguments pour rendre la vie aux courants que les luttes du prolétariat avaient déjà refoulés.

Les progrès faits, dans cette direction, par la bourgeoisie roumaine depuis le commencement de la guerre sont assez remarquables. À la suite de la confusion que la guerre a provoquée et grâce à une campagne de presse sans scrupule, sans la moindre bonne foi, mais méthodiquement et savamment conduite, tout ce que nous avions de plus rétrograde, de plus taré, de plus compromis, est revenu à la surface, s'est réhabilité et a grandi à vue d'œil jusqu'à jouer un rôle décisif dans la vie de ce pays. Les maîtres chanteurs de la presse jaune, les organisateurs des pogromes de

l'antisémitisme roumain, les fusilleurs de paysans, les briseurs de grèves, communient tous, maintenant, dans le même « idéal national ».

À la tête du parti guerrier de la Roumanie se trouvent deux personnages dont les noms symbolisent, dans notre pays, la corruption et la réaction.

L'un c'est M. Take Ionesco – l'espoir de la Triple, maintenant la Quadruple Entente –, l'homme qui a travaillé le plus pour corrompre les mœurs politiques de ce pays en faisant de la vénalité un principe politique – son arrivée au département des Finances a toujours été comparée au déversement du Nil –, l'homme aux ambitions vulgaires et d'une vanité démesurée, le politicien sans foi, sans convictions, qui considère les programmes politiques comme autant de causes à plaider. Avide du pouvoir, il a cherché à être, en toutes occasions, du côté des vainqueurs, à courtiser les hommes du jour et à se donner ensuite pour leur ami, leur confident et leur inspirateur. Ses partisans sont fiers de son intimité avec Poincaré, qu'il tutoie, avec sir Grey, auquel il donne des tapes amicales entre deux conseils sur la politique que doit suivre l'Angleterre. Jusqu'hier M. Take Ionesco était l'homme qui ne cessait de faire cas de ses amitiés allemandes, qui énumérait à chaque occasion, avec complaisance, le nombre des déjeuners qu'il avait pris avec Kiderlen-Wachter, d'Aehrental et autres. Escomptant la victoire des alliés, M. Take Ionesco est devenu maintenant leur homme et, trouvant difficile un retour à ses anciennes sympathies, il menace, en cas d'échec de la Russie, de s'expatrier en Amérique, le peuple roumain perdant, pour ce « patriote », tout intérêt le jour où il n'aura plus l'espoir de revenir au pouvoir. Mais ce Tartarin, doublé de Bompard, qui songe déjà à sa retraite solennelle, possède aussi le sens pratique des deux célèbres méridionaux. De tous les hommes politiques roumains c'est lui qui a compris l'importance de la grande presse et il a réussi, en se servant d'un ancien socialiste, C. Mille, à mettre la main sur deux journaux politiques des plus répandus qui, sous le masque d'indépendance, ne font que la réclame et la politique de Take Ionesco. Il a pu compenser ainsi la faiblesse de son parti, en hommes et en idées, par la corruption de la presse.

L'autre chef du parti guerrier c'est M. N. Filipesco, boyard de vieille souche, aux traditions de famille russophiles, l'homme aux idées les plus arriérées, détracteur de la démocratie – *Epoca*, dont j'ai parlé plus haut, est son organe personnel –, monteur de pogromes antisémites, organisateur de coups de force, amateur de jurons et de pugilat. Un véritable bonapartiste, un Morny qui n'a pas encore trouvé le Louis-Bonaparte pour *décembriser* la Roumanie. Les sympathies de M. Filipesco sont pour la Russie et pour... l'Allemagne. Pour la République française, il a l'aversion du hobereau.

Voilà, cher ami, les hommes avec lesquels vous voulez qu'on fasse triompher la démocratie, la probité et le socialisme !

Mais le « francophilisme » est également exploité, en Roumanie, par les renégats du socialisme – lesquels, chassés par la grande porte du socialisme international, cherchent à revenir par l'escalier de service, à se créer des attaches avec le Parti socialiste français, pour l'exploiter encore, dans leurs seuls intérêts d'arrivistes. Ce sont eux, je suppose, qui sont venus chez vous, à Paris, pour vous parler du « germanophilisme » des socialistes roumains.

Ce seul fait suffirait pour faire voir le recul sensible qu'a subi le socialisme dans les pays belligérants pendant les dix derniers mois. Si un de ces transfuges était venu chez vous avant la guerre, vous n'auriez prêté aucune attention à ses insanités.

Il n'aurait même pas osé aborder un pareil sujet.

Guerre et réaction

La campagne pour la guerre, chez nous, a eu encore d'autres résultats. Je ne parlerai pas des conséquences désastreuses de la politique équivoque de notre gouvernement pour les ouvriers et pour les paysans, je ne relèverai que des mesures du gouvernement. La guerre a facilité le vote de plusieurs lois dirigées contre la classe ouvrière. Comme exemples : la loi sur le contrôle des étrangers, qui fait de l'espionnage une institution d'État et de la dénonciation un devoir de citoyen ; la loi sur l'assistance des mobilisés qui, après avoir fixé un secours ridicule de 20 francs par mois pour les ouvriers de la ville et de 15 francs pour ceux de la campagne, a imposé à la classe ouvrière, pour recueillir les fonds nécessaires, des taxes qui n'ont pas d'analogues même dans les pays belligérants. Les cartes postales sont taxées par un timbre supplémentaire de cinq centimes ; les notes des restaurants dépassant un franc paient un impôt de dix centimes et celles au-dessus de deux francs – la progression s'arrête ici – de vingt centimes.

Mais il y a pire encore.

Vous savez que nous avons, en Roumanie, le régime électoral le plus arriéré et que, d'autre part, nos paysans vivent dans les conditions agraires existant en France à la veille de la Révolution. Après la dernière révolte des paysans, nos gouvernants ont trouvé impossible le maintien de cet état de choses et durent penser à accorder un nouveau régime électoral et à donner de la terre aux paysans. Les événements de la guerre apparaissent aux hobereaux roumains comme un moyen propice pour s'arrêter dans la voie des réformes. M. N. Filipesco a déclaré, avec sa brutalité habituelle, à la réunion du Comité exécutif du Parti conservateur : « *Le Parti conservateur*

doit se mettre à la tête du mouvement pour l'unité nationale, pour pouvoir ensuite combattre avec plus d'autorité la réforme électorale et la réforme agraire ! » Le peuple roumain doit donc faire la guerre, car c'est le plus sûr moyen d'enterrer les réformes.

Et vous voulez que nous soyons pour la guerre ? Je comprends que dans certaines circonstances on soit forcé – comme c'est le cas chez vous – de subir le voisinage et la collaboration des Drumont, des Barrès, des Meyer, des Maurras, mais quelle aberration que d'aller chercher et de provoquer cette collaboration ?

Deux socialismes

Non, nous ne sommes pas d'accord avec vous et vous ne pouvez pas nous convaincre de faire de bonne grâce, chez nous, ce que vous êtes forcés de subir chez vous.

Nous sommes et nous restons les partisans de la bonne et vieille tactique de la lutte des classes et nous répudions de toutes nos forces celle de la collaboration des classes.

Je prévois votre observation : vous direz que, vous aussi, vous ne renoncez pas à la lutte des classes, et que c'est l'intérêt socialiste qui vous force à faire cette déviation passagère.

Mais ne voyez-vous pas, mon cher ami, le coup que vous portez au passé glorieux de ce socialisme français dont vous faites partie ?

Les *possibilistes* ne disaient-ils pas eux-mêmes qu'ils sont pour la socialisation des moyens de travail, mais que la réalisation de ce but ne pourra se faire que progressivement ?

Le ministérialisme socialiste français ne jurait-il pas qu'il resterait fidèle au principe de la lutte des classes ? De quel droit avez-vous combattu l'un et l'autre ?

C'est parce que vous vous rendiez bien compte qu'on ne peut pas faire certaines concessions sans compromettre l'avenir même du socialisme.

Non, il n'est pas exact de dire que maintenant encore nous professons le même principe de la lutte des classes, mais que nous différons seulement dans son application, les conditions n'étant pas identiques dans tous les pays.

Le Parti ouvrier indépendant suit en Angleterre une tactique toute différente de celle du Parti socialiste anglais, quoique les deux partis travaillent sous le coup des mêmes événements et dans le même milieu.

La preuve c'est que les partis socialistes des deux pays belligérants, alliés, suivent deux tactiques différentes. C'est ainsi que les députés socia-

listes serbes et les députés socialistes russes ont refusé de voter les crédits de guerre, et que le contraire est arrivé en France.

Entre leur tactique et la vôtre, il y a plus de différence qu'entre la vôtre et celle des socialistes allemands. Donc, nous ne sommes pas en présence de deux tactiques, mais en présence *de deux socialismes*.

Voilà la vérité.

Nous, les socialistes roumains, nous voulons rester avec le socialisme révolutionnaire, qui fut hier la source de votre force, et nous voulons continuer à l'avenir la lutte contre la guerre et contre l'opportunisme.

Avec salutations amicales,

C. Rakovsky,
Délégué de la Roumanie au Bureau socialiste international

7. Rosa Luxemburg
La crise de la social-démocratie
(écrit en 1915, publié pour la première fois en 1916)

Comme nombre des écrits de Rosa Luxemburg durant la guerre, cette brochure fut écrite en prison. Elle deviendra célèbre après sa publication en Suisse en 1916 sous le nom de «brochure de Junius», en référence au pseudonyme utilisé par un pamphlétaire antiroyaliste britannique du XVIII[e] siècle, auteur des *Lettres de Junius* (probablement Philip Francis). Nous en reproduisons le premier chapitre.

Militante d'origine polonaise, Rosa Luxemburg avait rejoint les rangs de la social-démocratie allemande en 1898, devenant rapidement une de ses dirigeantes. Elle devait sa réputation à ses écrits théoriques, à ses talents de journaliste au service du parti et à son infatigable activité d'agitatrice. Elle perçut tout le danger que représentait Eduard Bernstein (1850-1932) et son courant révisionniste pour le mouvement ouvrier, et n'eut de cesse de le combattre. C'est cette même détermination à défendre les intérêts du prolétariat qui lui permit de saisir en 1905, contre le scepticisme régnant au sein même des rangs de la social-démocratie, toute la force du prolétariat russe et des soviets, et de tirer de cette révolution des enseignements valables pour l'ensemble du prolétariat mondial.

Elle fut dès la première heure opposée à la politique d'«union sacrée» des dirigeants du SPD et de la Deuxième Internationale, jugeant celle-ci morte depuis le 4 août 1914. Avec Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Franz Mehring, Julian Marchlewski, Paul Levi et Clara Zetkin, elle constitua le groupe d'opposition organisé autour de la revue *Die Internationale*, *l'Internationale*, groupe réunissant quelques centaines de responsables socialistes, qui devait devenir par la suite le Spartakusbund (la Ligue Spartacus, ou Ligue spartakiste). Les publications de ce groupe, connues sous le nom de *Lettres de Spartacus*, étaient éditées à plus de trente mille exemplaires et étaient lues par un nombre bien plus considérable de personnes.

Dans la «brochure de Junius», elle dit toute sa rage contre les dirigeants de la social-démocratie, justement parce qu'ils étaient jusqu'à leur trahison *«l'orgueil de chaque socialiste et la terreur des classes dirigeantes dans tous les pays»*. Le caractère criminel de leur politique éclate d'autant plus à ses yeux que la guerre révèle la véritable nature de l'économie capitaliste et de son État. Après un an de terreur sur l'ensemble des fronts, *«tout est mis en pièces»*. Les illusions réformistes et pacifistes qu'elle avait combattues avec force avant guerre ont été balayées à coup de mitraille et de gaz de combat. *«Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse: voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est»*, résume-t-elle. Faute de renverser ce système dément et d'instaurer

une société socialiste, l'humanité sera condamnée à la barbarie capitaliste et au militarisme[1].

La scène a changé fondamentalement. La marche des six semaines sur Paris a pris les proportions d'un drame mondial ; l'immense boucherie est devenue une affaire quotidienne, épuisante et monotone, sans que la solution, dans quelque sens que ce soit, ait progressé d'un pouce. La politique bourgeoise est coincée, prise à son propre piège : on ne peut plus se débarrasser des esprits que l'on a évoqués.

Finie l'ivresse. Fini le vacarme patriotique dans les rues, la chasse aux automobiles en or, les faux télégrammes successifs ; on ne parle plus de fontaines contaminées par des bacilles du choléra, d'étudiants russes qui jettent des bombes du haut de tous les ponts de chemin de fer de Berlin, de Français survolant Nuremberg ; finis les débordements d'une foule qui flairait partout l'espion ; finie la cohue tumultueuse dans les cafés où l'on était assourdi de musique et de chants patriotiques par vagues entières ; la population de toute une ville changée en populace, prête à dénoncer n'importe qui, à molester les femmes, à crier « Hourra ! » et à atteindre au paroxysme du délire en lançant elle-même des rumeurs folles ; un climat de crime rituel, une atmosphère de pogrome, où le seul représentant de la dignité humaine était l'agent de police au coin de la rue.

Le spectacle est terminé. Les savants allemands, ces « lémures vacillants », sont depuis longtemps, au coup de sifflet, rentrés dans leur trou. L'allégresse bruyante des jeunes filles courant le long des convois ne fait plus d'escorte aux trains de réservistes et ces derniers ne saluent plus la foule en se penchant depuis les fenêtres de leur wagon, un sourire joyeux aux lèvres ; silencieux, leur carton sous le bras, ils trottinent dans les rues où une foule aux visages chagrinés vaque à ses occupations quotidiennes.

Dans l'atmosphère dégrisée de ces journées blêmes, c'est un tout autre chœur que l'on entend : le cri rauque des vautours et des hyènes sur le champ de bataille. Dix mille tentes garanties standard ! Cent mille kilos de lard, de poudre de cacao, d'ersatz de café, livrables immédiatement, contre paiement comptant ! Des obus, des tours, des cartouchières, des annonces

1 Avec Karl Liebknecht et tous ses camarades, Rosa Luxemburg sera à la tête de tous les combats. Arrêtée une nouvelle fois le 1er mai 1916, puis libérée par la révolution et la chute de l'Empire, elle sera assassinée au cours de la révolution de janvier 1919 par les corps francs mis en place et contrôlés par les socialistes au pouvoir.

de mariage pour veuves de soldats tombés au front, des ceinturons de cuir, des intermédiaires qui vous procurent des contrats avec l'armée – on n'accepte que les offres sérieuses ! La chair à canon, embarquée en août et septembre toute gorgée de patriotisme, pourrit maintenant en Belgique, dans les Vosges, en Mazurie, dans des cimetières où l'on voit les bénéfices de guerre pousser dru. Il s'agit d'engranger vite cette récolte. Sur l'océan de ces blés, des milliers de mains se tendent, avides de rafler leur part.

Les affaires fructifient sur des ruines. Des villes se métamorphosent en monceaux de décombres, des villages en cimetières, des régions entières en déserts, des populations entières en troupes de mendiants, des églises en écuries. Le droit des peuples, les traités, les alliances, les paroles les plus sacrées, l'autorité suprême, tout est mis en pièces. N'importe quel souverain par la grâce de Dieu traite son cousin, s'il est dans le camp adverse, d'imbécile, de coquin et de parjure, n'importe quel diplomate qualifie son collègue d'en face d'infâme fripouille, n'importe quel gouvernement assure que le gouvernement adverse mène son peuple à sa perte, chacun vouant l'autre au mépris public ; et des émeutes de la faim éclatent en Vénétie, à Lisbonne, à Moscou, à Singapour ; et la peste s'étend en Russie, la détresse et le désespoir, partout.

Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse : voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment.

Et au cœur de ce sabbat de sorcière s'est produit une catastrophe de portée mondiale : la capitulation de la social-démocratie internationale. Ce serait pour le prolétariat le comble de la folie que de se bercer d'illusions à ce sujet ou de voiler cette catastrophe : c'est le pire qui pourrait lui arriver. « *Le démocrate* (c'est-à-dire le petit-bourgeois révolutionnaire) dit Marx, *sort de la défaite la plus honteuse aussi pur et innocent que lorsqu'il a commencé la lutte : avec la conviction toute récente qu'il doit vaincre, non pas qu'il s'apprête, lui et son parti, à réviser ses positions anciennes, mais au contraire parce qu'il attend des circonstances qu'elles évoluent en sa faveur.* » Le prolétariat moderne, lui, se comporte tout autrement au sortir des grandes épreuves de l'histoire. Ses erreurs sont aussi gigantesques que ses tâches. Il n'y a pas de schéma préalable, valable une fois pour toutes, pas de guide infaillible pour lui montrer le chemin à parcourir. Il n'a d'autre maître que l'expérience historique. Le chemin pénible de sa libération

n'est pas pavé seulement de souffrances sans bornes, mais aussi d'erreurs innombrables. Son but, sa libération, il l'atteindra s'il sait s'instruire de ses propres erreurs. Pour le mouvement prolétarien, l'autocritique, une autocritique sans merci, cruelle, allant jusqu'au fond des choses, c'est l'air, la lumière sans lesquels il ne peut vivre. Dans la guerre mondiale actuelle, le prolétariat est tombé plus bas que jamais. C'est là un malheur pour toute l'humanité. Mais c'en serait seulement fini du socialisme au cas où le prolétariat international se refuserait à mesurer la profondeur de sa chute et à en tirer les enseignements qu'elle comporte.

Ce qui est en cause actuellement, c'est tout le dernier chapitre de l'évolution du mouvement ouvrier moderne au cours de ces vingt-cinq dernières années. Ce à quoi nous assistons, c'est à la critique et au bilan de l'œuvre accomplie depuis près d'un demi-siècle. La chute de la Commune de Paris avait scellé la première phase du mouvement ouvrier européen et la fin de la I^re^ Internationale. À partir de là commença une phase nouvelle. Aux révolutions spontanées, aux soulèvements, aux combats sur les barricades, après lesquels le prolétariat retombait chaque fois dans son état passif, se substitua alors la lutte quotidienne systématique, l'utilisation du parlementarisme bourgeois, l'organisation des masses, le mariage de la lutte économique et de la lutte politique, le mariage de l'idéal socialiste avec la défense opiniâtre des intérêts quotidiens immédiats. Pour la première fois, la cause du prolétariat et de son émancipation voyait briller devant elle une étoile pour la guider : une doctrine scientifique rigoureuse. À la place des sectes, des écoles, des utopies, des expériences que chacun faisait pour soi dans son propre pays, on avait un fondement théorique international, base commune qui faisait converger les différents pays en un faisceau unique. La théorie marxiste mit entre les mains de la classe ouvrière du monde entier une boussole qui lui permettait de trouver sa route dans le tourbillon des événements de chaque jour et d'orienter sa tactique de combat à chaque heure en direction du but final, immuable.

C'est le Parti social-démocrate allemand qui se fit le représentant, le champion et le gardien de cette nouvelle méthode. La guerre de 1870 et la défaite de la Commune de Paris avaient déplacé vers l'Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier européen. De même que la France avait été le lieu par excellence de la lutte de classe prolétarienne pendant cette première phase, de même que Paris avait été le cœur palpitant et saignant de la classe ouvrière européenne à cette époque, de même la classe ouvrière allemande devint l'avant-garde au cours de la deuxième phase. Au prix de sacrifices innombrables, par un travail minutieux et infatigable, elle a édifié une organisation exemplaire, la plus forte de toutes ; elle a créé la presse

la plus nombreuse, donné naissance aux moyens de formation et d'éducation les plus efficaces, rassemblé autour d'elle les masses d'électeurs les plus considérables et obtenu le plus grand nombre de sièges de députés. La social-démocratie allemande passait pour l'incarnation la plus pure du socialisme marxiste. Le Parti social-démocrate occupait et revendiquait une place d'exception en tant que maître et guide de la II^e^ Internationale. En 1895, Friedrich Engels écrivit dans sa préface célèbre à l'ouvrage de Marx, *Les luttes de classes en France* :

« *Mais, quoi qu'il arrive dans d'autres pays, la social-démocratie allemande a une position particulière et, de ce fait, du moins dans l'immédiat, aussi une tâche particulière. Les deux millions d'électeurs qu'elle envoie aux urnes, y compris les jeunes gens et les femmes qui sont derrière eux en qualité de non-électeurs, constituent la masse la plus nombreuse et la plus compacte, le "groupe de choc" décisif de l'armée prolétarienne internationale.* »

La social-démocratie allemande était, comme l'écrivit la *Wiener Arbeiterzeitung* le 5 août 1914, « *le joyau de l'organisation du prolétariat conscient* ». La social-démocratie française, italienne et belge, les mouvements ouvriers de Hollande, de Scandinavie, de Suisse et des États-Unis marchaient sur ses traces avec un zèle toujours croissant. Quant aux Slaves, les Russes et les sociaux-démocrates des Balkans, ils la regardaient avec une admiration sans bornes, pour ainsi dire inconditionnelle. Dans la II^e^ Internationale, le « groupe de choc » allemand avait un rôle prépondérant. Pendant les congrès, au cours des sessions du bureau de l'Internationale socialiste, tout était suspendu à l'opinion des Allemands. En particulier lors des débats sur les problèmes posés par la lutte contre le militarisme et sur la question de la guerre, la position de la social-démocratie allemande était toujours déterminante. « Pour nous autres Allemands, ceci est inacceptable » suffisait régulièrement à décider de l'orientation de l'Internationale. Avec une confiance aveugle, celle-ci s'en remettait à la direction de la puissante social-démocratie allemande tant admirée : elle était l'orgueil de chaque socialiste et la terreur des classes dirigeantes dans tous les pays.

Et à quoi avons-nous assisté en Allemagne, au moment de la grande épreuve historique ? À la chute la plus catastrophique, à l'effondrement le plus formidable. Nulle part l'organisation du prolétariat n'a été mise aussi totalement au service de l'impérialisme, nulle part l'état de siège n'est supporté avec aussi peu de résistance, nulle part la presse n'est autant bâillonnée, l'opinion publique autant étranglée, la lutte de classe économique et politique de la classe ouvrière aussi totalement abandonnée qu'en Allemagne.

Or la social-démocratie allemande n'était pas seulement l'avant-garde la plus forte de l'Internationale, elle était aussi son cerveau. Aussi faut-il commencer par elle, par l'analyse de sa chute ; c'est par l'étude de son cas que doit commencer le procès d'autoréflexion. C'est pour elle une tâche d'honneur que de devancer tout le monde pour le salut du socialisme international, c'est-à-dire de procéder la première à une autocritique impitoyable. Aucun autre parti, aucune autre classe de la société bourgeoise ne peut étaler ses propres fautes à la face du monde, ne peut montrer ses propres faiblesses dans le miroir clair de la critique, car ce miroir lui ferait voir en même temps les limites historiques qui se dressent devant elle et, derrière elle, son destin. La classe ouvrière, elle, ose hardiment regarder la vérité en face, même si cette vérité constitue pour elle l'accusation la plus dure, car sa faiblesse n'est qu'un errement et la loi impérieuse de l'histoire lui redonne la force, lui garantit sa victoire finale.

L'autocritique impitoyable n'est pas seulement pour la classe ouvrière un droit vital, c'est aussi pour elle le devoir suprême. Sur notre navire, nous transportions les trésors les plus précieux de l'humanité confiés à la garde du prolétariat, et tandis que la société bourgeoise, flétrie et déshonorée par l'orgie sanglante de la guerre, continue de se précipiter vers sa perte, il faut que le prolétariat international se reprenne, et il le fera, pour ramasser les trésors que, dans un moment de confusion et de faiblesse au milieu du tourbillon déchaîné de la guerre mondiale, il a laissé couler dans l'abîme.

Une chose est certaine, la guerre mondiale représente un tournant pour le monde. C'est une folie insensée de s'imaginer que nous n'avons qu'à laisser passer la guerre, comme le lièvre attend la fin de l'orage sous un buisson pour reprendre ensuite gaiement son petit train. La guerre mondiale a changé les conditions de notre lutte et nous a changés nous-mêmes radicalement. Non que les lois fondamentales de l'évolution capitaliste, le combat de vie et de mort entre le capital et le travail, doivent connaître une déviation ou un adoucissement. Maintenant déjà, au milieu de la guerre, les masques tombent et les vieux traits que nous connaissons si bien nous regardent en ricanant. Mais, à la suite de l'éruption du volcan impérialiste, le rythme de l'évolution a reçu une impulsion si violente qu'à côté des conflits qui vont surgir au sein de la société, et à côté de l'immensité des tâches qui attendent le prolétariat socialiste dans l'immédiat, toute l'histoire du mouvement ouvrier semble n'avoir été jusqu'ici qu'une époque paradisiaque.

Historiquement, cette guerre était appelée à favoriser puissamment la cause du prolétariat. Chez Marx qui, avec un regard prophétique, a décou-

vert au sein du futur tant d'événements historiques, on peut trouver dans *Les luttes de classes en France* ce remarquable passage :

« En France, le petit-bourgeois fait ce que, normalement, devrait faire le bourgeois industriel ; l'ouvrier fait ce qui, normalement, serait la tâche du petit-bourgeois ; et la tâche de l'ouvrier, qui l'accomplit ? Personne. On ne la résout pas en France, en France on la proclame. Elle n'est nulle part résolue dans les limites de la nation ; la guerre de classes au sein de la société française s'élargit en une guerre mondiale où les nations se trouvent face à face. La solution ne commence qu'au moment où, par la guerre mondiale, le prolétariat est mis à la tête du peuple qui domine le marché mondial, à la tête de l'Angleterre. La révolution, trouvant là non son terme, mais son commencement d'organisation, n'est pas une révolution au souffle court. La génération actuelle ressemble aux Juifs que Moïse conduit à travers le désert. Elle n'a pas seulement un nouveau monde à conquérir, il faut qu'elle périsse pour faire place aux hommes qui seront à la hauteur du nouveau monde. »

Ceci fut écrit en 1850, à une époque où l'Angleterre était le seul pays capitaliste développé, où le prolétariat anglais était le mieux organisé et semblait appelé à prendre la tête de la classe ouvrière internationale grâce à l'essor économique de son pays. Remplacez l'Angleterre par l'Allemagne, et les paroles de Marx apparaissent comme une préfiguration géniale de la guerre mondiale actuelle. Cette guerre était appelée à mettre le prolétariat allemand à la tête du peuple et ainsi à produire un « début d'organisation » en vue du grand conflit général international entre le Capital et le Travail pour le pouvoir politique.

Et quant à nous, avons-nous présenté d'une façon différente le rôle de la classe ouvrière dans la guerre mondiale ? Rappelons-nous comment naguère encore nous décrivions l'avenir :

« *Alors arrivera la catastrophe. Alors sonnera en Europe l'heure de la marche générale, qui conduira sur le champ de bataille de 16 à 18 millions d'hommes, la fleur des différentes nations, équipés des meilleurs instruments de mort et dressés les uns contre les autres. Mais, à mon avis, derrière la grande marche générale, il y a le grand chambardement. Ce n'est pas de notre faute : c'est de leur faute. Ils poussent les choses à leur comble. Ils vont provoquer une catastrophe. Ils récolteront ce qu'ils ont semé.* Le crépuscule des dieux du monde bourgeois approche ! *Soyez-en sûrs, il approche.* »

Voilà ce que déclarait l'orateur de notre fraction, Bebel, au cours du débat sur le Maroc au Reichstag.

Le tract officiel du parti, *Impérialisme ou socialisme*, qui a été diffusé il y a quelques années à des centaines de milliers d'exemplaires, s'achevait sur ces mots :

« Ainsi la lutte contre le capitalisme se transforme de plus en plus en un combat décisif entre le Capital et le Travail. *Danger de guerre, disette et capitalisme – ou paix, prospérité pour tous, socialisme : voilà les termes de l'alternative.* L'histoire va au-devant de grandes décisions. *Le prolétariat doit inlassablement œuvrer à sa tâche historique, renforcer la puissance de son organisation, la clarté de sa connaissance. Dès lors, quoi qu'il puisse arriver, soit que, par la force qu'il représente, il réussisse à épargner à l'humanité le cauchemar abominable d'une guerre mondiale,* soit que le monde capitaliste ne puisse périr et s'abîmer dans le gouffre de l'histoire que comme il en est né, c'est-à-dire dans le sang et la violence, *à l'heure historique la classe ouvrière sera prête et le tout est d'être prêt. »*

Dans le *Manuel pour les électeurs sociaux-démocrates* de l'année 1911, destiné aux dernières élections parlementaires, on peut lire à la page 42, à propos de la guerre redoutée :

« Est-ce que nos dirigeants et nos classes dirigeantes croient pouvoir exiger de la part des peuples une pareille monstruosité ? Est-ce qu'un cri d'effroi, de colère et d'indignation ne va pas s'emparer d'eux et les amener à mettre fin à cet assassinat ?

Ne vont-ils pas se demander : pour qui et pourquoi tout cela ? Sommes-nous donc des malades mentaux, pour être ainsi traités ou pour nous laisser traiter de la sorte ?

Celui qui examine à tête reposée la possibilité d'une grande guerre européenne ne peut aboutir qu'à la conclusion que voici : la prochaine guerre européenne sera un jeu de va-tout sans précédent dans l'histoire du monde, ce sera selon toute probabilité la dernière guerre. »

C'est dans ce langage et en ces termes que nos actuels députés au Reichstag firent campagne pour leurs 110 mandats.

Lorsqu'en été 1911 le saut de panthère[1] de l'impérialisme allemand sur Agadir et ses cris de sorcière eurent rendu imminent le péril d'une guerre européenne, une assemblée internationale réunie à Londres adopta le 4 août la résolution suivante :

« Les délégués allemands, espagnols, anglais, hollandais et français des organisations ouvrières se déclarent prêts à s'opposer avec tous les moyens dont ils disposent à toute déclaration de guerre. *Chaque nation représentée prend l'engagement d'agir contre toutes les menées criminelles des classes dirigeantes, conformément aux décisions de son congrès national et du congrès international. »*

1 *Panther* était le nom du croiseur allemand envoyé en 1911 devant Agadir ; l'incident en question a souvent été appelé « saut de panthère » (NdT).

Cependant, lorsqu'en novembre 1912 le congrès international se réunit à Bâle, alors que le long cortège des délégués ouvriers arrivait à la cathédrale, tous ceux qui étaient présents furent saisis d'un frisson devant la solennité de l'heure fatale qui approchait et ils furent pénétrés d'un sentiment d'héroïque détermination.

Le froid et sceptique Victor Adler s'écriait :

« Camarades, il est capital que, nous retrouvant ici à la source commune de notre pouvoir, nous y puisions la force de faire ce que nous pouvons dans nos pays respectifs, selon les formes et les moyens dont nous disposons et avec tout le pouvoir que nous possédons, pour nous opposer au crime de la guerre. Et si cela devait s'accomplir, si cela devait réellement s'accomplir, alors nous devons tâcher que ce soit un point final.

Voilà le sentiment qui anime toute l'Internationale.

Et si le meurtre et le feu et la pestilence se répandent à travers l'Europe civilisée – nous ne pouvons y penser qu'en frémissant et la révolte et l'indignation nous déchirent le cœur. Et nous nous demandons : les hommes, les prolétaires, sont-ils vraiment encore des moutons, pour qu'ils puissent se laisser mener à l'abattoir sans broncher ? »

Troelstra prit la parole au nom des « petites nations » ainsi qu'au nom de la Belgique :

« *Le prolétariat des petits pays se tient corps et âme à la disposition de l'Internationale pour tout ce qu'elle décidera en vue d'écarter la menace de guerre. Nous exprimons à nouveau l'espoir que, si un jour les classes dirigeantes des grands États appellent aux armes les fils de leur prolétariat pour assouvir la cupidité et le despotisme de leurs gouvernements dans le sang des petits peuples et sur leur sol, alors, grâce à l'influence puissante de leurs parents prolétaires et de la presse prolétarienne, les fils du prolétariat y regarderont à deux fois avant de nous faire du mal à nous, leurs amis et leurs frères, pour servir cette entreprise contraire à la civilisation.* »

Et après avoir lu le manifeste contre la guerre au nom du bureau de l'Internationale, Jaurès conclut ainsi son discours :

« *L'Internationale représente toutes les forces morales du monde ! Et si sonnait un jour l'heure tragique qui exige de nous que nous nous livrions tout entiers, cette idée nous soutiendrait et nous fortifierait. Ce n'est pas à la légère, mais bien* du plus profond de notre être que nous déclarons : nous sommes prêts à tous les sacrifices ! »

C'était comme un serment de Rütli[1]. Le monde entier avait les yeux fixés sur la cathédrale de Bâle, où les cloches sonnaient d'un air grave et

1 Serment de Rütli : serment des premiers confédérés suisses de libérer leur patrie (NdT).

solennel pour annoncer la grande bataille à venir entre l'armée du Travail et la puissance du Capital.

Le 3 décembre 1912, David, l'orateur du groupe social-démocrate, déclarait au Reichstag :

« Ce fut une des plus belles heures de ma vie, je l'avoue. Lorsque les cloches de la cathédrale accompagnèrent le cortège des sociaux-démocrates internationaux, lorsque les drapeaux rouges se disposaient dans le chœur de l'église autour de l'autel, et que le son de l'orgue saluait les délégués des peuples qui venaient proclamer la paix – j'en ai gardé une impression absolument inoubliable. (...) Les masses cessent d'être des troupeaux dociles et abrutis. *C'est un élément nouveau dans l'histoire. Auparavant les peuples se laissaient aveuglément exciter les uns contre les autres par ceux qui avaient intérêt à la guerre, et se laissaient conduire au meurtre massif. Cette époque est révolue. Les masses se refusent désormais à être les instruments passifs et les satellites d'un intérêt de guerre, quel qu'il soit. »*

Une semaine encore avant que la guerre n'éclate, le 26 juillet 1914, les journaux du parti allemand écrivaient :

« Nous ne sommes pas des marionnettes, *nous combattons avec toute notre énergie un système qui fait des hommes des instruments passifs de circonstances qui agissent aveuglément, de ce capitalisme qui se prépare à transformer une Europe qui aspire à la paix en une boucherie fumante. Si ce processus de dégradation suit son cours, si la volonté de paix résolue du prolétariat allemand et international, qui apparaîtra au cours des prochains jours dans de puissantes manifestations, ne devait pas être en mesure de détourner la guerre mondiale,* alors, qu'elle soit au moins la dernière guerre, qu'elle devienne le crépuscule des dieux du capitalisme. » (*Frankfurter Volksstimme*)

Le 30 juillet 1914, l'organe central de la social-démocratie allemande s'écriait :

« Le prolétariat socialiste allemand décline toute responsabilité pour les événements qu'une classe dirigeante aveuglée jusqu'à la démence est en train de provoquer. Il sait que pour lui une nouvelle vie s'élèvera des ruines. Les responsables, ce sont ceux qui aujourd'hui détiennent le pouvoir !

Pour eux, il s'agit d'une question de vie ou de mort !

L'histoire du monde est le tribunal du monde. »

Et c'est alors que survint cet événement inouï, sans précédent : le 4 août 1914.

Cela devait-il arriver ainsi ? Un événement d'une telle portée n'est certes pas le fait du hasard. Il doit résulter de causes objectives profondes et étendues. Cependant ces causes peuvent résider aussi dans les erreurs

de la social-démocratie qui était le guide du prolétariat, dans la faiblesse de notre volonté de lutte, de notre courage, de notre conviction. Le socialisme scientifique nous a appris à comprendre les lois objectives du développement historique. Les hommes ne font pas leur histoire de toutes pièces. Mais ils la font eux-mêmes. Le prolétariat dépend dans son action du degré de développement social de l'époque, mais l'évolution sociale ne se fait pas non plus en dehors du prolétariat, celui-ci est son impulsion et sa cause, tout autant que son produit et sa conséquence. Son action fait partie de l'histoire tout en contribuant à la déterminer. Et si nous pouvons aussi peu nous détacher de l'évolution historique que l'homme de son ombre, nous pouvons cependant bien l'accélérer ou la retarder.

Dans l'histoire, le socialisme est le premier mouvement populaire qui se fixe comme but, et qui soit chargé par l'histoire, de donner à l'action sociale des hommes un sens conscient, d'introduire dans l'histoire une pensée méthodique et, par là, une volonté libre. Voilà pourquoi Friedrich Engels dit que la victoire définitive du prolétariat socialiste constitue un bond qui fait passer l'humanité du règne animal au règne de la liberté. Mais ce « bond » lui-même n'est pas étranger aux lois d'airain de l'histoire, il est lié aux milliers d'échelons précédents de l'évolution, une évolution douloureuse et bien trop lente. Et ce bond ne saurait être accompli si, de l'ensemble des prémisses matérielles accumulées par l'évolution, ne jaillit pas l'étincelle de la volonté consciente de la grande masse populaire. La victoire du socialisme ne tombera pas du ciel comme un *fatum*, cette victoire ne peut être remportée que grâce à une longue série d'affrontements entre les forces anciennes et les forces nouvelles, affrontements au cours desquels le prolétariat international fait son apprentissage sous la direction de la social-démocratie et tente de prendre en main son propre destin, de s'emparer du gouvernail de la vie sociale. Lui qui était le jouet passif de son histoire, il tente d'en devenir le pilote lucide.

Friedrich Engels a dit un jour : « *La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme, ou rechute dans la barbarie.* » Mais que signifie donc une « rechute dans la barbarie », au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui ? Jusqu'ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'œil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à l'anéantissement de la civilisation – sporadiquement, pendant la durée d'une guerre moderne, et définitivement, si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves

jusque dans ses dernières conséquences. C'est exactement ce que Friedrich Engels avait prédit, une génération avant nous, voici quarante ans. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un *ou bien - ou bien* encore indécis, dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire : l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent. Au cours de cette guerre, l'impérialisme a remporté la victoire. En faisant peser de tout son poids le glaive sanglant de l'assassinat des peuples, il a fait pencher la balance du côté de l'abîme, de la désolation et de la honte. Tout ce fardeau de honte et de désolation ne sera contrebalancé que si, au milieu de la guerre, nous savons retirer de la guerre la leçon qu'elle contient, si le prolétariat parvient à se ressaisir et s'il cesse de jouer le rôle d'un esclave manipulé par les classes dirigeantes, pour devenir le maître de son propre destin.

La classe ouvrière paie cher toute nouvelle prise de conscience de sa vocation historique. Le Golgotha de sa libération est pavé de terribles sacrifices. Les combattants des journées de Juin, les victimes de la Commune, les martyrs de la révolution russe – quelle ronde sans fin de spectres sanglants ! Mais ces hommes-là sont tombés au champ d'honneur, ils sont, comme Marx l'écrivit à propos des héros de la Commune, *« ensevelis à jamais dans le grand cœur de la classe ouvrière »*. Maintenant au contraire, des millions de prolétaires de tous les pays tombent au champ de la honte, du fratricide, de l'automutilation, avec aux lèvres leurs chants d'esclaves. Il a fallu que cela aussi ne nous soit pas épargné. Vraiment, nous sommes pareils à ces Juifs que Moïse a conduits à travers le désert. Mais nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons pourvu que nous n'ayons pas désappris d'apprendre. Et si jamais le guide actuel du prolétariat, la social-démocratie, ne savait plus apprendre, alors elle périrait *« pour faire place à des hommes qui soient à la hauteur d'un monde nouveau »*.

8. Lénine
Le socialisme et la guerre
(août 1915)

Lénine répond méthodiquement avec cette brochure aux tentatives de justification des dirigeants de la social-démocratie européenne qui allaient jusqu'à invoquer Marx et Engels pour couvrir leur capitulation du mois d'août 1914. Cela l'amène à expliquer que si les communistes sont opposés à la guerre, qui dure alors depuis plus d'un an, ce n'est ni par pacifisme, ni par rejet de toute forme de violence ou de guerre, mais bien en raison du caractère impérialiste de celle-ci: une guerre entre propriétaires d'esclaves, dans laquelle les prolétaires n'ont pas à choisir leur camp.

Il met également en évidence les racines sociales du social-chauvinisme, son caractère antiprolétarien et petit-bourgeois, qui s'est développé dans les pays impérialistes. Lénine montre à quel point l'opportunisme s'est pleinement épanoui au sein même du mouvement ouvrier et y a joué jusqu'au bout, jusqu'à la capitulation la plus vile, son rôle d'agent de la bourgeoisie.

Il en appelle enfin à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, en réaffirmant que le premier devoir des révolutionnaires est de combattre leur propre État et donc leur propre bourgeoisie.

Dans le cadre de la préparation de la conférence internationale qui devait se tenir dans le village suisse de Zimmerwald en septembre 1915 et réunir diverses organisations ou militants isolés hostiles à la guerre en cours et à la politique des dirigeants du mouvement ouvrier, il entendait ainsi tracer des perspectives les plus claires possibles pour assurer le renouveau du mouvement révolutionnaire et jeter les bases d'une Troisième Internationale. D'où ses critiques explicites à l'égard de ceux, Trotsky ou Rakovsky entre autres, dont il estimait qu'ils n'avaient pas tranché tous les liens les reliant à la social-démocratie en faillite.

Après avoir relaté les grandes étapes du développement du socialisme en Russie, il trace tout aussi méthodiquement, et sans aucune concession, la ligne de partage entre les différentes forces politiques en présence dans ce pays depuis le déclenchement de la guerre impérialiste.

Préfaces de Lénine

Préface à la première édition (publiée à l'étranger)

La guerre dure depuis un an déjà. Notre parti a défini son attitude envers elle dès le début, dans un manifeste du Comité central, rédigé en septembre 1914 et publié (après sa distribution aux membres du

Comité central et représentants responsables de notre parti en Russie, et après notification de leur accord) le 1er novembre 1914 dans le n°33 du *Social-Démocrate*, organe central de notre parti. Ensuite, dans le n° 40 (29 mars 1915), ont paru les résolutions de la conférence de Berne, qui fournissent un exposé plus précis de nos principes et de notre tactique.

À l'heure actuelle, l'état d'esprit révolutionnaire des masses se manifeste de plus en plus en Russie. Des symptômes de ce phénomène s'observent dans tous les autres pays, encore que les aspirations révolutionnaires du prolétariat soient étouffées par la majorité des partis sociaux-démocrates officiels, qui se sont rangés aux côtés de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cet état de choses rend particulièrement pressante la publication d'une brochure faisant le bilan de la tactique social-démocrate en ce qui concerne la guerre. Nous rééditons intégralement les documents précis du parti en les accompagnant de brefs commentaires où nous nous efforçons de faire état des principaux arguments produits en faveur de la tactique bourgeoise et de la tactique prolétarienne, dans la presse et au cours des assemblées du parti.

Préface à la deuxième édition

La présente brochure a été rédigée en été 1915, juste à la veille de la conférence de Zimmerwald. Elle a paru aussi en allemand et en français et a été reproduite dans l'organe de la jeunesse social-démocrate norvégienne. Introduite illégalement en Allemagne à Berlin, Leipzig, Brême et dans d'autres villes, l'édition allemande y a été diffusée clandestinement par les partisans de la gauche de Zimmerwald et le groupe de Karl Liebknecht. L'édition française, imprimée illégalement à Paris, y a été diffusée par les zimmerwaldiens français. L'édition russe n'a pénétré en Russie qu'en un nombre très restreint d'exemplaires ; à Moscou, elle a été recopiée à la main par des ouvriers.

Nous présentons maintenant le texte intégral de cette brochure, à titre de document. Le lecteur doit toujours se rappeler que la brochure a été rédigée en août 1915. Il faut y penser tout spécialement à la lecture des passages où il est question de la Russie : il s'agissait encore à l'époque de la Russie tsariste, de la Russie des Romanov...

Chapitre premier
Les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915

L'attitude des socialistes à l'égard des guerres

Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe). Aussi importe-t-il d'examiner les particularités historiques de la guerre actuelle.

Les types historiques des guerres modernes

La grande Révolution française a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressif bourgeois, constituèrent l'un des types de guerres. Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives ; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de

même que tous les socialistes, ont toujours souhaité, dans les guerres *de ce genre*, le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à renverser ou à saper les bastions les plus dangereux du régime féodal, de l'absolutisme et de l'oppression exercée sur les peuples étrangers. Ainsi, dans les guerres révolutionnaires de la France, il y avait un élément de pillage et de conquête des terres d'autrui par les Français ; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France, mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes, le tsar russe et Napoléon III.

La différence entre guerre offensive et guerre défensive

L'époque de 1789-1871 a laissé des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires. Avant le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug national étranger, il ne pouvait absolument pas être question de voir se développer la lutte du prolétariat pour le socialisme. Parlant du caractère légitime de la guerre « défensive » à propos des guerres de *cette* époque, les socialistes ont toujours eu en vue, très précisément, ces objectifs qui se ramènent à la révolution contre le régime médiéval et le servage. Les socialistes ont toujours entendu par guerre « défensive » une guerre « *juste* » dans ce sens (comme a dit exactement un jour W. Liebknecht). C'est seulement dans ce sens que les socialistes reconnaissaient et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressiste, juste, de la « défense de la patrie » ou d'une guerre « défensive ». Par exemple, si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres « justes », « défensives », *quel que soit* celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des États opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les « grandes » puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices.

Mais imaginez qu'un propriétaire de 100 esclaves fasse la guerre à un autre propriétaire qui en possède 200, pour un plus « juste » partage des esclaves. Il est évident qu'appliquer à un tel cas la notion de guerre « défensive » ou de « défense de la patrie » serait falsifier l'histoire ; ce serait, pratiquement, une mystification des simples gens, de la petite

bourgeoisie, des gens ignorants, par d'habiles esclavagistes. C'est ainsi qu'aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste trompe les peuples au moyen de l'idéologie « nationale » et de la notion de défense de la patrie dans la guerre actuelle entre esclavagistes, qui a pour enjeu l'aggravation et le renforcement de l'esclavage.

La guerre actuelle est une guerre impérialiste

Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX^{e} siècle. Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux États nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal. Le capitalisme a développé sa concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces « potentats du capital », sous forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. À la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des « grandes » puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature.

La guerre entre les plus gros propriétaires d'esclaves pour le maintien et l'aggravation de l'esclavage

Afin de montrer clairement le rôle de l'impérialisme, nous citerons des données précises sur le partage du monde entre ce qu'on appelle les « grandes » puissances (c'est-à-dire celles qui réussissent à piller sur une grande échelle) :

Le partage du monde par les «grandes» puissances esclavagistes:

	Colonies				Métropoles		Total	
	1876		1914		1914			
	km²	habitants	km²	habitants	km²	habitants	km²	habitants
	en millions de km² ou d'habitants							
Angleterre	22,5	251,9	33,5	393,5	0,3	46,5	33,8	440
Russie	17	15,9	17,4	33,2	5,4	136,2	22,8	169,4
France	0,9	6	10,6	55,5	0,5	39,6	11,1	95,1
Allemagne			2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
Japon			0,3	19,2	0,4	53,0	0,7	72,2
États-Unis de l'Amérique du Nord			0,3	9,7	9,4	97,0	9,7	106,7
Les 6 « grandes » puissances	40,4	273,8	65,0	523,4	16,5	437,2	81,5	960,6
Colonies n'appartenant pas aux grandes puissances (mais à la Belgique, à la Hollande et à d'autres États)			9,9	45,3			9,9	45,3
Trois pays « semi-coloniaux » (Turquie, Chine et Perse)							14,5	361,2
Total							150,9	1367,1
Autres États et pays							28,0	289,9
Tout le globe							133,9	1 657,0

Il ressort de ce tableau que les peuples qui, de 1789 à 1871, ont combattu la plupart du temps à la tête des autres peuples pour la liberté, sont devenus désormais, après 1876, à la faveur d'un capitalisme hautement développé et « plus que mûr », les oppresseurs et les exploiteurs de la majorité des populations et des nations du globe. Entre 1876 et 1914, six « grandes » puissances ont accaparé 25 millions de kilomètres carrés, soit une superficie représentant deux fois et demie celle de toute l'Europe ! Six puissances tiennent dans la servitude *plus d'un demi-milliard* (523 millions) d'habitants des colonies. Pour 4 habitants des « grandes » puissances, il y en a 5 dans leurs colonies. Tout le monde sait que les colonies ont été conquises par le fer et par le feu, qu'on inflige à leurs populations un traitement barbare, qu'on les exploite par mille moyens (exportation de capitaux, concessions, etc.; en les trompant sur la qualité des marchandises qui leur sont vendues, en les assujettissant aux autorités de la nation « dominante », etc., et ainsi de suite). La bourgeoisie anglo-française dupe le peuple lorsqu'elle prétend mener la guerre pour la liberté des peuples et de la Belgique : en réalité, elle mène la guerre pour conserver les

immenses territoires coloniaux dont elle s'est emparée. Les impérialistes allemands auraient immédiatement évacué la Belgique, etc., si les Anglais et les Français avaient partagé avec eux leurs colonies « à l'amiable ». La situation a ceci de singulier que, dans ce conflit, le sort des colonies sera tranché par l'issue de la guerre sur le continent. Du point de vue de la justice bourgeoise et de la liberté nationale (ou du droit des nations à l'existence), l'Allemagne aurait incontestablement raison contre l'Angleterre et la France, car elle a été « lésée » en fait de colonies ; ses ennemis oppriment infiniment plus de nations qu'elle ne le fait elle-même, et chez son alliée, l'Autriche, les Slaves opprimés jouissent assurément d'une plus grande liberté que dans la Russie tsariste, cette véritable « prison des peuples ». Mais l'Allemagne fait elle aussi la guerre pour opprimer des nations, et non pour les affranchir. Ce n'est pas l'affaire des socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux (l'Allemagne) à piller des brigands plus vieux et plus repus. Les socialistes doivent profiter de la guerre que se font les brigands pour les renverser tous. Pour cela, il faut avant tout que les socialistes disent au peuple la vérité, à savoir que cette guerre est, dans un triple sens, une guerre d'esclavagistes pour la consolidation de l'esclavage. C'est une guerre qui vise, premièrement, à aggraver l'esclavage des colonies au moyen d'un partage plus « équitable » et d'une exploitation ultérieure mieux « orchestrée » ; deuxièmement, à accentuer le joug qui pèse sur les nations étrangères à l'intérieur des « grandes » puissances elles-mêmes, car l'Autriche aussi bien que la Russie (la Russie dans des proportions beaucoup plus grandes et bien pires que l'Autriche) ne se maintiennent qu'au moyen de ce joug qu'elles renforcent par la guerre ; troisièmement, à intensifier et à prolonger l'esclavage salarié, car le prolétariat est divisé et accablé, tandis que les capitalistes gagnent sur tous les tableaux en s'enrichissant par la guerre, en exacerbant les préjugés nationaux et en accentuant la réaction, qui connaît une recrudescence dans tous les pays, même dans les pays républicains les plus libres.

« La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » (à savoir : par la violence)

Cette sentence célèbre appartient à Clausewitz, l'un des auteurs les plus pénétrants en matière militaire. Les marxistes ont toujours considéré avec juste raison cette thèse comme la base théorique de l'interprétation de chaque guerre donnée. C'est de ce point de vue que Marx et Engels ont toujours envisagé les différentes guerres.

Appliquez ce point de vue à la guerre actuelle. Vous verrez que, durant des dizaines d'années, pendant près d'un demi-siècle, les gouvernements et les classes dirigeantes d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche et de Russie ont pratiqué une politique de pillage des colonies, d'oppression de nations étrangères, d'écrasement du mouvement ouvrier. C'est cette politique, et nulle autre, qui se poursuit dans la guerre actuelle. En Autriche et en Russie notamment, la politique du temps de paix consiste, comme celle du temps de guerre, à asservir les nations et non à les affranchir. Au contraire, en Chine, en Perse, dans l'Inde et les autres pays dépendants, nous assistons durant ces dernières dizaines d'années à une politique d'éveil à la vie nationale de dizaines et de centaines de millions d'hommes, à une politique tendant à les libérer du joug des « grandes » puissances réactionnaires. La guerre sur ce terrain historique peut être aujourd'hui encore une guerre progressive bourgeoise, une guerre de libération nationale.

Il suffit de considérer que la guerre actuelle continue la politique des « grandes » puissances et des classes fondamentales qui les constituent pour constater aussitôt le caractère manifestement antihistorique, mensonger et hypocrite de l'opinion selon laquelle il serait possible, dans la guerre actuelle, de justifier l'idée de la « défense de la patrie ».

L'exemple de la Belgique

Les social-chauvins de la Triple (aujourd'hui Quadruple[1]) Entente (en Russie : Plékhanov et C^ie^) aiment par-dessus tout invoquer l'exemple de la Belgique. Mais cet exemple se retourne contre eux. Les impérialistes allemands ont violé sans vergogne la neutralité de la Belgique, comme ont fait toujours et partout les États belligérants qui, en cas de besoin, foulaient aux pieds *tous* les traités et engagements. Admettons que tous les États qui ont intérêt à respecter les traités internationaux aient déclaré la guerre à l'Allemagne, en exigeant de ce pays qu'il évacue et dédommage la Belgique. En l'occurrence, la sympathie des socialistes serait allée, bien entendu, aux ennemis de l'Allemagne. Or, le fait est justement que la guerre menée par la « Triple (et Quadruple) Entente » ne l'est pas pour la Belgique ; cela est parfaitement connu, et seuls les hypocrites le dissimulent. L'Angleterre pille les colonies de l'Allemagne et la Turquie ; la Russie pille la Galicie et la Turquie ; la France réclame l'Alsace-Lorraine et même la rive gauche du Rhin ; un traité a été conclu avec l'Italie sur le par-

1 Allusion à l'entrée de l'Italie en guerre aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie.

tage du butin (Albanie et Asie mineure) ; un marchandage analogue est en cours avec la Bulgarie et la Roumanie. Sur le terrain de la guerre actuelle des gouvernements actuels, il est *impossible* d'aider la Belgique *autrement* qu'en aidant à étrangler l'Autriche ou la Turquie, etc. ! Que vient faire alors ici la « défense de la patrie » ? C'est là précisément le caractère particulier de la guerre impérialiste, guerre menée par des gouvernements bourgeois réactionnaires qui ont fait historiquement leur temps, avec pour enjeu l'oppression d'autres nations. Quiconque justifie la participation à cette guerre perpétue l'oppression impérialiste des nations. Quiconque préconise d'exploiter les difficultés actuelles des gouvernements pour lutter en faveur de la révolution sociale défend la liberté réelle de la totalité des nations, qui n'est réalisable qu'en régime socialiste.

Pourquoi la Russie fait-elle la guerre ?

En Russie, l'impérialisme capitaliste du type moderne s'est pleinement révélé dans la politique du tsarisme à l'égard de la Perse, de la Mandchourie, de la Mongolie ; mais ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaire et féodal. Nulle part au monde la majorité de la population du pays n'est aussi opprimée : les Grands-Russes ne forment que 43 % de la population, c'est-à-dire moins de la moitié, et tous les autres habitants sont privés de droits, en tant qu'allogènes. Sur les 170 millions d'habitants de la Russie, *près de 100 millions* sont asservis et privés de droits. Le tsarisme fait la guerre pour s'emparer de la Galicie et étrangler définitivement la liberté des Ukrainiens, pour conquérir l'Arménie, Constantinople, etc. Le tsarisme voit dans la guerre un moyen de détourner l'attention du mécontentement qui s'accroît à l'intérieur du pays et d'écraser le mouvement révolutionnaire grandissant. Aujourd'hui, pour deux Grands-Russes, on compte en Russie deux ou trois « allogènes » privés de droits : le tsarisme s'efforce, au moyen de la guerre, d'augmenter le nombre des nations opprimées par la Russie, d'accentuer leur oppression et de faire ainsi échec à la lutte pour la liberté que mènent les Grands-Russes eux-mêmes. La possibilité d'asservir et de piller les autres peuples aggrave le marasme économique, car il arrive souvent que la source des revenus soit moins le développement des forces productives que l'exploitation semi-féodale des « allogènes ». Ainsi, du côté de la Russie, la guerre porte un caractère foncièrement réactionnaire et hostile aux mouvements de libération.

Qu'est-ce que le social-chauvinisme ?

Le social-chauvinisme, c'est la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle. De cette position découlent, par voie de conséquence, la renonciation à la lutte de classe pendant la guerre, le vote des crédits militaires, etc. Les social-chauvins pratiquent en fait une politique antiprolétarienne, bourgeoise, car ils préconisent en réalité, non pas la « défense de la patrie » au sens de la lutte contre l'oppression étrangère, mais le « droit » de telles ou telles « grandes » puissances à piller les colonies et à opprimer d'autres peuples. Les social-chauvins reprennent à leur compte la mystification du peuple par la bourgeoisie, selon laquelle la guerre serait menée pour la défense de la liberté et de l'existence des nations, et se rangent ainsi aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. Sont des social-chauvins aussi bien ceux qui justifient et exaltent les gouvernements et la bourgeoisie d'*un* des groupes des puissances belligérantes que ceux qui, à l'instar de Kautsky, reconnaissent aux socialistes de toutes les puissances belligérantes un droit identique à la « défense de la patrie ». Le social-chauvinisme, qui prône en fait la défense des privilèges, des avantages, des pillages et violences de « sa propre » bourgeoisie impérialiste (ou de toute bourgeoisie, en général), constitue une trahison pleine et entière de *toutes* les convictions socialistes et de la résolution du congrès socialiste international de Bâle.

Le manifeste de Bâle

Le manifeste sur la guerre, adopté à l'unanimité à Bâle en 1912, vise justement la guerre qui a éclaté en 1914 entre l'Angleterre et l'Allemagne avec leurs alliés actuels. Le manifeste déclare nettement que nul intérêt du peuple ne peut justifier une telle guerre, menée pour « *le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties* », sur la base de la politique impérialiste, spoliatrice, des grandes puissances. Le manifeste déclare expressément que la guerre est un danger « *pour les gouvernements* » (tous sans exception), met en évidence la crainte que la « révolution prolétarienne » leur inspire, rappelle de la manière la plus explicite l'exemple de la Commune de 1871 et celui d'octobre-décembre 1905, *c'est-à-dire l'exemple de la révolution et de la guerre civile*. Par conséquent, le manifeste de Bâle indique, précisément pour la guerre actuelle, la tactique de la lutte révolutionnaire des ouvriers à l'échelle internationale contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Le manifeste de Bâle reprend les termes de la résolution de Stuttgart disant qu'au cas où la guerre éclaterait, les socialistes devraient exploiter « *la crise économique et politique* » créée

par la guerre pour « *précipiter la chute de la domination capitaliste* », c'est-à-dire mettre à profit les difficultés suscitées aux gouvernements par la guerre, ainsi que la colère des masses, en vue de la révolution socialiste.

La politique des social-chauvins, qui justifient la guerre du point de vue bourgeois sur le mouvement de libération, qui admettent la « défense de la patrie », qui votent les crédits, qui entrent dans les ministères, etc., est donc une trahison pure et simple du socialisme, qui ne s'explique, comme on le verra plus loin, que par la victoire de l'opportunisme et de la politique ouvrière national-libérale au sein de la majorité des partis européens.

Les fausses références à Marx et à Engels

Les social-chauvins russes (Plékhanov en tête) invoquent la tactique de Marx dans la guerre de 1870 ; les social-chauvins allemands (genre Lensch, David et C^ie^) invoquent les déclarations d'Engels en 1891 sur la nécessité pour les socialistes allemands de défendre la patrie en cas de guerre contre la Russie et la France réunies ; enfin, les social-chauvins genre Kautsky, désireux de transiger avec le chauvinisme international et de le légitimer, invoquent le fait que Marx et Engels, tout en condamnant les guerres, se sont néanmoins chaque fois rangés, de 1854-1855 à 1870-1871 et en 1876-1877, du côté de tel ou tel État belligérant, une fois le conflit malgré tout déclenché.

Toutes ces références déforment d'une façon révoltante les conceptions de Marx et d'Engels par complaisance pour la bourgeoisie et les opportunistes, de même que les écrits des anarchistes (les Guillaume et C^ie^) dénaturent les conceptions de Marx et d'Engels pour justifier l'anarchisme. La guerre de 1870-1871 a été, du côté de l'Allemagne, une guerre historiquement progressive jusqu'à la défaite de Napoléon III qui, de concert avec le tsar, avait longtemps opprimé l'Allemagne en y maintenant le morcellement féodal. Dès que la guerre eut tourné au pillage de la France (annexion de l'Alsace et de la Lorraine), Marx et Engels condamnèrent résolument les Allemands. Au reste, dès le début de cette guerre, Marx et Engels avaient approuvé le refus de Bebel et de Liebknecht de voter les crédits et recommandé à la social-démocratie de ne pas faire bloc avec la bourgeoisie, mais de lutter pour la sauvegarde des intérêts de classe particuliers du prolétariat. Appliquer le jugement porté sur cette guerre progressive bourgeoise et de libération nationale à la guerre impérialiste actuelle, c'est se moquer de la vérité. Il en va de même, de façon encore plus frappante, pour la guerre de 1854-1855 et pour toutes les guerres menées au XIX^e^ siècle, alors que n'existaient *ni* l'impérialisme actuel, *ni* les conditions objectives déjà mûres du socialisme, *ni* des partis socia-

listes de masse dans *tous* les pays belligérants, c'est-à-dire à une époque où faisaient précisément défaut les conditions d'où le manifeste de Bâle dégageait la tactique de la « révolution prolétarienne » *en relation* avec la guerre entre les grandes puissances.

Invoquer aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie *progressive* et oublier les paroles de Marx : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* », paroles qui se rapportent *justement* à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

La faillite de la II^e^ Internationale

Les socialistes du monde entier ont déclaré solennellement en 1912, à Bâle, qu'ils considéraient la future guerre européenne comme une entreprise « criminelle » et ultra-réactionnaire de *tous* les gouvernements, qui devait précipiter la chute du capitalisme en provoquant inévitablement la révolution contre ce dernier. La guerre est venue, la crise a éclaté. Au lieu de la tactique révolutionnaire, la majorité des partis sociaux-démocrates ont appliqué une tactique réactionnaire et se sont rangés du côté de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cette trahison à l'égard du socialisme marque la faillite de la II^e^ Internationale (1889-1914), et nous devons voir clairement ce qui a déterminé cette faillite, ce qui a engendré le social-chauvinisme et ce qui lui a donné sa vigueur.

Le social-chauvinisme, dernier mot de l'opportunisme

Durant toute l'existence de la II^e^ Internationale, une lutte s'est poursuivie à l'intérieur de tous les partis sociaux-démocrates entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste. Dans plusieurs pays, il y a eu scission sur ce point (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie). Aucun marxiste ne doutait que l'opportunisme fût l'expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l'alliance avec « *leur* » bourgeoisie d'une partie minime d'ouvriers embourgeoisés contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés.

Les conditions objectives de la fin du XIX^e^ siècle renforçaient tout particulièrement l'opportunisme, l'utilisation de la légalité bourgeoise étant transformée de ce fait en servilité à son égard ; elles créaient une mince couche bureaucratique et aristocratique de la classe ouvrière, et attiraient dans les rangs des partis sociaux-démocrates nombre de « compagnons de route » petits-bourgeois.

La guerre a accéléré ce développement, transformé l'opportunisme en social-chauvinisme, et l'alliance tacite des opportunistes avec la bourgeoisie en une alliance ouverte. En outre, les autorités militaires ont décrété partout la loi martiale et muselé la masse ouvrière, dont les anciens chefs sont passés, à peu près en bloc, du côté de la bourgeoisie.

La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur « droit » aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par « leur » bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc.

Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de « son » gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution. Si l'on considère tous les pays européens dans leur ensemble, sans s'arrêter à telles ou telles personnalités (quel que soit leur prestige), on constatera que c'est bien le *courant* opportuniste qui est devenu le principal rempart du social-chauvinisme, et que du camp des révolutionnaires s'élève presque partout une protestation plus ou moins conséquente contre ce courant. Et si l'on considère, par exemple, le groupement des tendances au congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907, on constatera que le marxisme international était contre l'impérialisme, tandis que, dès cette époque, l'opportunisme international le soutenait.

L'unité avec les opportunistes, c'est l'alliance des ouvriers avec « leur » bourgeoisie nationale et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire internationale

Autrefois, avant la guerre, l'opportunisme était souvent considéré comme une « déviation », une « position extrême », mais on lui reconnaissait néanmoins le droit d'être partie intégrante du parti social-démocrate. La guerre a montré que c'est désormais chose impossible. L'opportunisme s'est pleinement « épanoui », il a joué jusqu'au bout son rôle d'émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'unité avec les opportunistes est devenue un tissu d'hypocrisies, dont nous voyons un exemple dans le Parti social-démocrate allemand. Dans toutes les grandes occasions (par exemple, lors du vote du 4 août), les opportunistes présentent leur ultimatum et l'imposent en mettant en jeu leurs nombreuses relations avec la bourgeoisie, leur majorité dans les directions des syndicats, etc. L'*unité*

avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la *scission* du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque *en fait* aujourd'hui la subordination de la classe ouvrière à « sa » bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.

Si dure que soit, en certains cas, la lutte contre les opportunistes qui règnent dans maintes organisations, quelque forme particulière que prenne, dans certains pays, le processus d'épuration des partis ouvriers se débarrassant des opportunistes, ce processus est inévitable et fécond. Le socialisme réformiste agonise ; le socialisme renaissant *« sera révolutionnaire, intransigeant, insurrectionnel »,* selon l'expression si juste du socialiste français Paul Golay[1].

Le « kautskisme »

Kautsky, la plus grande autorité de la II[e] Internationale, offre un exemple éminemment typique, notoire, de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à le transformer en « strouvisme »[2] ou en « brentanisme »[3]. Nous en avons un autre exemple avec Plékhanov. À l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky « concilie » la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc. Kautsky, qui écrivit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur le lien entre la guerre et la révolution ; Kautsky, qui signa en 1912 le manifeste de Bâle sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'évertue aujourd'hui à justifier et à farder le social-chauvinisme, et se joint comme Plékhanov à

1 Paul Golay (1877 -1951), ancien instituteur, était conseiller communal à Lausanne. Il dirigea une revue pacifiste pendant la guerre. Il était alors proche des idées communistes.

2 Le terme renvoie à Pierre Strouvé (1870-1944), social-démocrate russe. D'abord partisan d'un marxisme légal, il rejoignit les cadets puis devint plus tard monarchiste.

3 Courant politique, fondé par l'économiste bourgeois allemand Lujo Brentano (1844-1931) et basé sur l'idée de la « paix sociale » dans la société capitaliste grâce à une législation ouvrière obtenue par la négociation.

la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toute initiative allant dans le sens d'une lutte nettement révolutionnaire.

La classe ouvrière ne peut jouer son rôle révolutionnaire mondial sans mener une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette servilité à l'égard de l'opportunisme et cet incroyable avilissement de la théorie marxiste. Le kautskisme n'est pas un effet du hasard, c'est le produit social des contradictions de la II^e^ Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée à la soumission de fait à l'opportunisme.

Ce mensonge majeur du « kautskisme » se manifeste sous des formes diverses dans les différents pays. En Hollande, Roland-Holst, tout en repoussant l'idée de la défense de la patrie, plaide pour l'unité avec le parti des opportunistes. Trotsky, en Russie, repoussant également cette idée, plaide aussi pour l'unité avec le groupe opportuniste et chauvin de « Nacha Zaria ». Rakovsky, en Roumanie, tout en déclarant la guerre à l'opportunisme, qu'il rend responsable de la faillite de l'Internationale, est prêt cependant à admettre l'idée de la défense de la patrie. Ce sont là des manifestations du mal que les marxistes hollandais (Gorter, Pannekoek) ont appelé le « radicalisme passif », et qui vise à substituer au marxisme révolutionnaire l'éclectisme en théorie, et la servilité ou l'impuissance devant l'opportunisme dans la pratique.[1]

Le mot d'ordre des marxistes est celui de la social-démocratie révolutionnaire

La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravé à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de tous les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie « nationale », suscitent nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement, des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche, et *toute* lutte de classe conséquente pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'« actions de masse » y mène inévitablement. On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou

1 Lénine montre dans ce passage qu'il n'existe pas de juste milieu entre le chauvinisme et la voie révolutionnaire contre la guerre, tandis qu'il reproche à ces divers militants d'hésiter encore. Tous se rejoindront cependant en 1917.

après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais, de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie.

Le manifeste de Bâle invoque sans détours l'exemple de la Commune de Paris, c'est-à-dire la transformation d'une guerre de gouvernements en guerre civile. Il y a un demi-siècle, le prolétariat était trop faible, les conditions objectives du socialisme n'étaient pas encore venues à maturité, il ne pouvait y avoir ni corrélation ni coopération des mouvements révolutionnaires dans tous les pays belligérants ; l'engouement d'une partie des ouvriers parisiens pour « l'idéologie nationale » (la tradition de 1792) attestait de leur part une défaillance petite-bourgeoise, que Marx avait signalée en son temps et qui fut une des causes de l'échec de la Commune. Un demi-siècle plus tard, les conditions qui affaiblissaient la révolution d'alors ont disparu, et à l'heure actuelle il est impardonnable pour un socialiste de renoncer à agir, très précisément, dans l'esprit des communards parisiens.

L'exemple de la fraternisation dans les tranchées

Les journaux bourgeois de tous les pays belligérants ont cité des exemples de fraternisation entre soldats même dans les tranchées. Et les décrets draconiens promulgués par les autorités militaires (Allemagne, Angleterre) contre cette fraternisation ont démontré que les gouvernements et la bourgeoisie y attachaient une sérieuse importance. Si des cas de fraternisation ont pu se produire, malgré la domination totale de l'opportunisme à la direction des partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale, et alors que le social-chauvinisme est soutenu par toute la presse social-démocrate, par toutes les autorités de la II^{e} Internationale, cela nous montre à quel point il serait possible d'abréger la durée de la guerre criminelle, réactionnaire et esclavagiste d'aujourd'hui et d'organiser le mouvement international révolutionnaire, si un travail systématique était effectué dans ce sens, ne serait-ce que par les socialistes de gauche de tous les pays belligérants.

L'importance de l'organisation illégale

Les anarchistes les plus marquants du monde entier se sont déshonorés tout autant que les opportunistes par le social-chauvinisme (dans l'esprit de Plékhanov et de Kautsky) dont ils ont fait preuve au cours de cette guerre. Un des résultats utiles de ce conflit sera sans doute qu'il tuera à la fois l'opportunisme et l'anarchisme.

Sans renoncer en aucun cas et sous aucun prétexte à utiliser la plus minime possibilité légale pour organiser les masses et propager le socialisme, les partis sociaux-démocrates doivent rompre avec toute attitude servile devant la légalité. « *Tirez les premiers, Messieurs les bourgeois* », écrivait Engels, en faisant précisément allusion à la guerre civile et à la nécessité pour nous de violer la légalité *après* que celle-ci l'aura été par la bourgeoisie. La crise a montré que la bourgeoisie enfreint la légalité dans tous les pays même les plus libres, et qu'il est impossible de conduire les masses à la révolution sans constituer une organisation clandestine pour préconiser, discuter, apprécier et préparer les moyens de lutte révolutionnaires. En Allemagne, par exemple, tout ce que les socialistes font d'*honnête* se fait contre le vil opportunisme et l'hypocrite « kautskisme », et cela, précisément, dans l'illégalité. En Angleterre, on est passible du bagne pour l'impression d'appels invitant à refuser le service militaire.

Considérer comme compatible avec l'appartenance au parti social-démocrate la répudiation des procédés clandestins de propagande et les railler dans la presse légale, c'est trahir le socialisme.

De la défaite de « son propre » gouvernement dans la guerre impérialiste

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite », adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve « ridicule » ou « absurde » l'idée que les socialistes de *tous* les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de *tous* les gouvernements, de « leurs » gouvernements. Par contre, une telle position correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes « affaiblissait la puissance militaire » de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de « leurs » gouvernements respectifs, et que les difficultés

rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin.

Du pacifisme et du mot d'ordre de la paix

L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les sociaux-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes

La mystification du peuple la plus largement pratiquée par la bourgeoisie dans cette guerre est le camouflage de ses buts de brigandage derrière l'idée de la « libération nationale ». Les Anglais promettent la liberté à la Belgique ; les Allemands à la Pologne, etc. En réalité, comme nous l'avons vu, c'est une guerre entre les oppresseurs de la majorité des nations du monde pour consolider et étendre cette oppression.

Les socialistes ne peuvent atteindre leur but sans lutter contre tout asservissement des nations. Aussi doivent-ils exiger absolument que les partis sociaux-démocrates des pays *oppresseurs* (des « grandes » puissances, notamment) reconnaissent et défendent le droit des nations *opprimées* à disposer d'elles-mêmes, et cela au sens politique du mot, c'est-à-dire le droit à la séparation politique. Le socialiste appartenant à une puissance impérialiste ou à une nation possédant des colonies, et qui ne défendrait pas ce droit serait un chauvin.

La défense de ce droit, loin d'encourager la formation de petits États, conduit au contraire à la formation plus libre, plus sûre et, par suite, plus large et plus généralisée, de grands États et de fédérations entre États, ce qui est plus avantageux pour les masses et correspond mieux au développement économique.

Les socialistes des nations *opprimées*, pour leur part, doivent lutter sans réserve pour l'unité complète (y compris sur le plan de l'organisation) des *ouvriers* des nationalités opprimées et oppressives. L'idée d'une séparation juridique des nations (ce qu'on appelle l'« autonomie nationale culturelle » de Bauer et Renner) est une idée réactionnaire.

L'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de « grandes » puissances ; aussi la lutte pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. « *Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre* » (Marx et Engels). Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par « sa » nation à l'encontre d'autres nations.

Chapitre II
Les classes et les partis en Russie

La bourgeoisie et la guerre

Il y a un domaine où le gouvernement russe ne s'est pas laissé distancer par ses confrères européens : tout comme eux, il a su duper « son » peuple dans des proportions grandioses. Un immense, un monstrueux appareil de mensonge et de manœuvres savantes a été mis en jeu également en Russie pour inoculer aux masses le chauvinisme et leur faire admettre que le gouvernement tsariste mène une guerre « juste », qu'il défend avec désintéressement ses « frères slaves », etc.

La classe des gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie industrielle et commerciale ont soutenu avec ardeur la politique belliciste du gouvernement du tsar. Ils attendent avec juste raison d'immenses profits et privilèges matériels du partage de l'héritage turc et autrichien. Nombreux sont leurs congrès qui supputent déjà les bénéfices dont s'empliraient leurs poches en cas de victoire de l'armée tsariste. En outre, les réactionnaires comprennent fort bien que si quelque chose est encore capable d'ajourner la chute de la monarchie des Romanov et de retarder l'avènement d'une nouvelle révolution en Russie, ce ne peut être qu'une guerre extérieure victorieuse pour le tsar.

De larges couches de la bourgeoisie « moyenne » des villes, des intellectuels bourgeois, des représentants des professions libérales, etc., ont également été contaminées, tout au moins au début de la guerre, par le chauvinisme. Le parti de la bourgeoisie libérale russe, les cadets, a sou-

tenu entièrement et sans réserve le gouvernement du tsar. En matière de politique étrangère, les cadets sont depuis longtemps un parti gouvernemental. Le panslavisme, au moyen duquel la diplomatie tsariste a plus d'une fois perpétré ses grandioses fourberies politiques, est devenu l'idéologie officielle des cadets. Le libéralisme russe a dégénéré en *national*-libéralisme. Il rivalise de « patriotisme » avec les Cent-Noirs, vote toujours volontiers pour le renforcement de l'armée, de la marine de guerre, etc. On observe dans le camp du libéralisme russe à peu près le même phénomène qu'entre 1870 et 1880 en Allemagne, quand le libéralisme « libre-penseur » s'est désagrégé et a donné naissance au Parti national-libéral. La bourgeoisie libérale russe s'est définitivement engagée dans la voie de la contre-révolution. Le point de vue du POSDR dans cette question s'est entièrement confirmé. La conception de nos opportunistes, selon laquelle le libéralisme russe serait encore la force motrice de la révolution en Russie, a été battue en brèche par la vie.

La clique dirigeante a également réussi, avec le concours de la presse bourgeoise, du clergé, etc., à susciter un état d'esprit chauvin parmi la paysannerie. Mais à mesure que les soldats rentreront des champs de carnage, l'état d'esprit à la campagne se modifiera certainement dans un sens hostile à la monarchie tsariste. Les partis démocrates bourgeois qui touchent de près à la paysannerie n'ont pas résisté à la vague de chauvinisme. Le parti des troudoviks a refusé, à la Douma d'État, de voter les crédits militaires. Mais, par la bouche de son chef Kérenski, il a donné lecture d'une déclaration « patriotique » qui faisait parfaitement le jeu de la monarchie. Toute la presse légale des « populistes » a, dans les grandes lignes, emboîté le pas aux libéraux. Même l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, le parti dit socialiste-révolutionnaire, affilié au Bureau socialiste international, a suivi le même courant. Les interventions du représentant de ce parti au BSI, M. Roubanovitch, sont celles d'un social-chauvin avéré. La moitié des délégués de ce parti à la conférence des socialistes de l'Entente à Londres a voté la résolution chauvine (pendant que l'autre moitié s'abstenait). Dans la presse illégale des socialistes-révolutionnaires (le journal *Novosti*, etc.), ce sont les chauvins qui prédominent. Les révolutionnaires « issus d'un milieu bourgeois », c'est-à-dire les révolutionnaires bourgeois qui ne sont pas liés à la classe ouvrière, ont essuyé une défaite cuisante dans cette guerre. Le triste sort de Kropotkine, Bourtsev et Roubanovitch est extrêmement significatif.

La classe ouvrière et la guerre

Le prolétariat est la seule classe, en Russie, à laquelle on ne soit pas parvenu à inoculer le virus du chauvinisme. Les quelques excès du début de la guerre n'ont affecté que les couches les plus arriérées des ouvriers. La participation des ouvriers aux scandaleuses manifestations de Moscou contre les Allemands a été fortement exagérée. D'une façon générale, la classe ouvrière de Russie s'est révélée immunisée contre le chauvinisme.

Cela s'explique par la situation révolutionnaire dans le pays et les conditions générales d'existence du prolétariat de Russie.

Les années 1912-1914 ont marqué le début d'un nouvel et prodigieux essor révolutionnaire en Russie. Nous avons de nouveau assisté à un vaste mouvement de grève, sans précédent dans le monde. La grève révolutionnaire de masse a englobé en 1913, selon les estimations les plus modestes, un million et demi de participants ; en 1914, elle en comptait plus de 2 millions et se rapprochait du niveau de 1905. À la veille de la guerre, à Pétersbourg, on en était déjà aux premiers combats de barricades.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti illégal, a rempli son devoir vis-à-vis de l'Internationale. Le drapeau de l'internationalisme n'a pas tremblé dans ses mains. Notre parti a depuis longtemps rompu sur le terrain de l'organisation avec les groupes et les éléments opportunistes. Il n'avait pas à traîner derrière lui le boulet de l'opportunisme et de la « légalité à tout prix ». Et c'est ce qui lui a permis de remplir son devoir révolutionnaire, de même que la scission avec le parti opportuniste de Bissolati a aidé les camarades italiens.

La situation d'ensemble dans notre pays est défavorable à l'épanouissement de l'opportunisme « socialiste » au sein des masses ouvrières. Nous avons en Russie bien des nuances de l'opportunisme et du réformisme parmi les intellectuels, dans la petite bourgeoisie, etc. Mais cet opportunisme ne compte qu'une minorité infime d'adeptes dans les couches ouvrières politiquement actives. La catégorie des ouvriers et des employés privilégiés est très peu nombreuse. Le fétichisme de la légalité ne pouvait naître parmi nous. Les liquidateurs (le parti des opportunistes, dirigé par Axelrod, Potressov, Tchérévanine, Maslov, etc.) ne jouissaient avant la guerre d'aucun appui sérieux dans les masses ouvrières. À la IV[e] Douma d'État, les six députés ouvriers étaient tous adversaires du courant liquidateur. Le tirage de la presse ouvrière légale à Pétrograd et à Moscou et les résultats des souscriptions ont montré irréfutablement que les quatre cinquièmes des ouvriers conscients sont hostiles à l'opportunisme et au courant liquidateur.

Dès le début de la guerre, le gouvernement tsariste fit arrêter et déporter des milliers et des milliers d'ouvriers avancés, membres de notre POSDR illégal. Ce fait, à côté de la proclamation de la loi martiale dans le pays, de l'interdiction de nos journaux, etc., eut pour effet de retarder le mouvement. Mais notre parti n'en poursuit pas moins son action révolutionnaire clandestine. À Petrograd, le comité de notre parti fait paraître un journal illégal, le *Prolétarski Goloss*.

Les articles de l'organe central, *le Social-Démocrate*, publié à l'étranger, sont réimprimés à Petrograd et expédiés en province. On fait paraître des tracts illégaux, diffusés jusque dans les casernes. Hors de la ville, dans divers coins retirés, se tiennent des réunions ouvrières illégales. Ces derniers temps, on a vu éclater à Petrograd d'importantes grèves de métallurgistes. À l'occasion de ces grèves, notre comité de Petrograd a lancé plusieurs appels adressés aux ouvriers.

La fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'État et la guerre

En 1913, une scission se fit parmi les députés sociaux-démocrates à la Douma d'État. D'un côté se trouvèrent sept partisans de l'opportunisme, dirigés par Tchkhéidzé, qui avaient été élus par sept provinces non prolétariennes comptant 214 000 ouvriers. De l'autre, six députés, tous de la curie ouvrière, qui étaient les élus des centres les plus industriels de la Russie, comptant 1 008 000 ouvriers.

Le principal sujet de désaccord était : tactique du marxisme révolutionnaire ou tactique du réformisme opportuniste. Pratiquement, le désaccord s'affirmait surtout dans le domaine de l'activité extra-parlementaire parmi les masses. Cette activité devait être menée en Russie illégalement si ses promoteurs voulaient rester sur le terrain révolutionnaire. La fraction Tchkhéidzé demeurait l'alliée la plus fidèle des liquidateurs, qui désavouaient le travail clandestin ; elle les défendait parmi les ouvriers, à toutes les réunions. D'où la scission. Les six députés formèrent la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Une année de travail montre irréfutablement qu'elle ralliait autour d'elle l'immense majorité des ouvriers russes.

Au début de la guerre, le désaccord devint manifeste. La fraction Tchkhéidzé se réfugia sur le terrain strictement parlementaire. Elle ne vota pas les crédits, car autrement elle aurait provoqué contre elle une tempête d'indignation chez les ouvriers. (Nous avons vu qu'en Russie, même les troudoviks petits-bourgeois n'ont pas voté les crédits.) Mais elle n'éleva pas non plus de protestation contre le social-chauvinisme.

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui exprimait la ligne politique de notre parti, se comporta autrement. Elle porta la protestation contre la guerre au plus profond de la classe ouvrière, elle fit de la propagande contre l'impérialisme au sein des masses prolétariennes russes.

Et elle fut accueillie avec une très grande sympathie par les ouvriers, ce qui eut pour effet d'effrayer le gouvernement et de l'obliger, en violation évidente de ses propres lois, à faire arrêter nos camarades députés qui furent condamnés à la déportation à vie en Sibérie. Dès son premier communiqué officiel relatif à l'arrestation de nos camarades, le gouvernement tsariste annonçait :

« Certains membres des sociétés social-démocrates, qui se sont assigné comme but d'ébranler la puissance militaire de la Russie en faisant de l'agitation contre la guerre au moyen de proclamations clandestines et d'une propagande orale, ont pris à cet égard une position toute particulière. »

Lorsque parut l'appel bien connu de Vandervelde invitant à suspendre « momentanément » la lutte contre le tsarisme – il ressort maintenant des témoignages du prince Koudachev, ministre du tsar en Belgique, que Vandervelde n'a pas rédigé cet appel tout seul, mais en collaboration avec ledit ministre du tsar – seul notre parti, représenté par son Comité central, y répondit par la négative. Le centre dirigeant des liquidateurs accepta la proposition de Vandervelde et déclara officiellement dans la presse que, *« dans* son activité*, il ne s'opposait pas à la guerre »*.

Le gouvernement tsariste accusa avant tout nos camarades députés d'avoir propagé parmi les ouvriers notre réponse négative à Vandervelde.

Au procès, le procureur tsariste Nénarokomov cita en exemple à nos camarades les socialistes allemands et français. *« Les sociaux-démocrates allemands,* a-t-il dit, *ont voté les crédits militaires et se sont montrés les amis du gouvernement. Ainsi ont agi les sociaux-démocrates d'Allemagne, tandis que les tristes paladins de la social-démocratie russe en ont décidé autrement... Les socialistes de Belgique et de France ont tous comme un seul homme oublié leurs dissensions avec les autres classes, oublié les différends de parti et se sont rendus sans hésitation sous les drapeaux. »* Tandis que les membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, exécutant les directives du Comité central du parti, agirent tout autrement…

Le procès évoqua en un tableau saisissant le vaste travail illégal d'agitation contre la guerre déployé par notre parti au sein des masses prolétariennes. Le tribunal tsariste ne réussit certes pas, bien loin de là, à « déceler » toute l'activité de nos camarades dans ce domaine. Mais ce

qui avait été décelé suffit à prouver l'importance du travail accompli en un bref laps de temps, en quelques mois.

Au cours du procès, lecture fut donnée des proclamations de nos groupes et comités contre la guerre et pour une tactique internationaliste. Les ouvriers conscients de tout le pays étaient en liaison avec les membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui s'efforçait, dans la mesure de ses moyens, de les aider à porter un jugement sur la guerre du point de vue du marxisme

Le camarade Mouranov, député des ouvriers de la province de Kharkov, a déclaré devant le tribunal :

« Conscient de ne pas avoir été envoyé par le peuple à la Douma d'État pour rester vissé à mon fauteuil de député, je me rendais en province pour connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière. »

Il a reconnu aussi, au cours du procès, avoir assumé les fonctions d'agitateur illégal de notre parti, avoir organisé dans l'Oural un comité ouvrier à l'usine de Verkh-Issetski, et ailleurs. Le procès a montré qu'après le début de la guerre, les membres de la Fraction avaient fait le tour de presque toute la Russie aux fins de propagande ; que Mouranov, Pétrovski, Badaïev, etc., avaient organisé de nombreuses réunions ouvrières au cours desquelles étaient adoptées des résolutions contre la guerre, etc.

Le gouvernement tsariste menaçait les inculpés de la peine de mort. Ce qui fait qu'au cours même du procès, tous ne se sont pas montrés aussi courageux que le camarade Mouranov. Ils se sont attachés à compliquer la tâche des procureurs tsaristes qui cherchaient à obtenir leur condamnation. C'est ce dont profitent indignement aujourd'hui les social-chauvins russes pour estomper le fond de la question : de quel parlementarisme la classe ouvrière a-t-elle besoin ?

Le parlementarisme est reconnu par Südekum et par Heine, par Sembat et par Vaillant, par Bissolati et par Mussolini, par Tchkhéidzé et par Plékhanov. Le parlementarisme est également reconnu par nos camarades de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, de même que par les camarades bulgares et italiens qui ont rompu avec les chauvins. Il y a parlementarisme et parlementarisme. Les uns utilisent la tribune parlementaire pour se faire bien voir de leurs gouvernements ou, en mettant les choses au mieux, pour tirer leur épingle du jeu, comme la fraction Tchkhéidzé. D'autres mettent à profit le parlementarisme pour rester des révolutionnaires jusqu'au bout, pour remplir leur devoir de socialistes et d'internationalistes, si difficiles que soient les circonstances. L'activité parlementaire des uns les conduit à des fauteuils ministériels ; celle des autres les conduit en prison, en déportation, au bagne. Les uns servent la

bourgeoisie ; les autres le prolétariat. Les uns sont social-impérialistes. Les autres sont des marxistes révolutionnaires.

Chapitre III
La reconstitution de l'Internationale

Comment reconstituer l'Internationale ? Mais, tout d'abord, quelques mots pour dire comment *il ne faut pas* reconstituer l'Internationale.

La méthode des social-chauvins et du « centre »

Oh, les social-chauvins de tous les pays sont de grands « internationalistes » ! Depuis le début de la guerre, ils sont accablés de soucis pour l'Internationale. D'une part, ils assurent qu'il est « exagéré » de parler d'une *faillite* de l'Internationale. En réalité, il ne s'est rien passé d'extraordinaire. Écoutez Kautsky : tout simplement, l'Internationale est *« un instrument du temps de paix »* ; il est bien naturel qu'en temps de guerre cet instrument ne se soit pas montré tout à fait à la hauteur. D'autre part, les social-chauvins de tous les pays ont trouvé un moyen très simple – et, qui plus est, internationaliste – de s'en tirer. Le moyen n'est pas compliqué : il suffit d'attendre la fin de la guerre ; jusqu'à la cessation de la guerre, les socialistes de chaque pays doivent défendre leur « patrie » et soutenir « leur » gouvernement ; la guerre finie, on « s'amnistiera » les uns les autres, on reconnaîtra que *tout le monde* avait raison, qu'en temps de paix nous vivons comme des frères, mais qu'en temps de guerre, sur la base précise de telles et telles résolutions, nous appelons les ouvriers allemands à exterminer leurs frères français, et inversement.

Kautsky, Plékhanov, Victor Adler et Heine sont tous d'accord là-dessus. Victor Adler écrit que *« cette dure époque une fois révolue, notre premier devoir sera de ne pas nous chercher chicane les uns aux autres »*. Kautsky affirme que, *« jusqu'à présent, on n'a entendu nulle part aucun des socialistes sérieux faire de déclaration laissant mal augurer »* du sort de l'Internationale. Plékhanov dit qu'il est *« désagréable de serrer des mains* (de sociaux-démocrates allemands) *maculées du sang de victimes innocentes »*. Mais il offre aussitôt l'« amnistie » : *« Il serait tout indiqué en l'occurrence*, écrit-il, *de soumettre le* cœur *à la* raison. *Au nom de sa grande mission, l'Internationale devra tenir compte même des regrets tardifs. »* Heine, dans les *Sozialistische Monatshefte*, qualifie de « courageuse et fière » l'attitude de Vandervelde et la cite en exemple aux gauches allemands.

En un mot, quand la guerre sera finie, nommez une commission composée de Kautsky et de Plékhanov, de Vandervelde et d'Adler, et alors une

résolution « unanime » dans l'esprit d'une amnistie mutuelle sera rédigée en un tournemain. La controverse sera heureusement estompée. Au lieu d'aider les ouvriers à voir clair dans ce qui s'est passé, on les trompera au moyen d'une apparente « unité » sur le papier. L'union des social-chauvins et des hypocrites de tous les pays sera baptisée reconstitution de l'Internationale.

Inutile de se le dissimuler : le danger d'une pareille « reconstitution » est très grand. Les social-chauvins de tous les pays y ont tous également intérêt. Aucun d'entre eux ne veut que les masses ouvrières de son pays démêlent par elles-mêmes la question : socialisme *ou* nationalisme. Tous ont également intérêt à dissimuler mutuellement leurs péchés. Aucun ne peut rien proposer d'autre que ce que propose Kautsky, ce virtuose de l'hypocrisie « internationaliste ».

Or, l'on ne se rend guère compte de ce danger. Nous avons été témoins, depuis un an que dure la guerre, de bien des tentatives visant à renouer les liens internationaux. Nous ne parlerons pas des conférences de Londres et de Vienne où des chauvins avérés s'étaient réunis pour aider les états-majors généraux et la bourgeoisie de leurs « patries ». Nous pensons aux conférences de Lugano et de Copenhague, à la conférence internationale des femmes et à la conférence internationale des jeunes. Ces assemblées étaient animées des meilleures intentions. Mais elles n'ont absolument pas vu ce danger. Elles n'ont pas arrêté une ligne de combat internationaliste. Elles n'ont pas montré au prolétariat le danger auquel l'expose la méthode social-chauvine de « reconstitution » de l'Internationale. Dans le meilleur des cas, elles se sont bornées à reprendre d'anciennes résolutions, sans indiquer aux ouvriers qu'à défaut d'une lutte contre les social-chauvins, la cause du socialisme est sans espoir. Dans le meilleur des cas, elles n'ont fait que *marquer le pas*.

La situation au sein de l'opposition

Il est hors de doute que la situation au sein de l'opposition social-démocrate allemande présente le plus vif intérêt pour tous les internationalistes. La social-démocratie allemande officielle, qui était le parti le plus fort, le parti dirigeant, au sein de la II^e^ Internationale, a porté le coup le plus dur à l'organisation internationale des ouvriers. Mais c'est aussi dans la social-démocratie allemande que l'opposition s'est avérée la plus forte. Parmi les grands partis européens, c'est dans la social-démocratie allemande que les camarades demeurés fidèles au drapeau du socialisme ont été les premiers à élever une vigoureuse protestation. C'est avec joie que nous avons lu les revues *Lichtstrahlen* et *Die Internationale*. C'est avec

plus de joie encore que nous avons appris la diffusion en Allemagne de proclamations révolutionnaires illégales, comme, par exemple : *« L'ennemi principal se trouve dans notre propre pays. »* Cela montrait que l'esprit du socialisme était vivace parmi les ouvriers allemands, qu'il existait encore des hommes, en Allemagne, capables de défendre le marxisme révolutionnaire.

C'est au sein de la social-démocratie allemande que s'est affirmée avec le plus de relief la scission dans le socialisme contemporain. Nous y voyons se manifester très nettement trois tendances : les opportunistes chauvins qui n'ont atteint nulle part autant qu'en Allemagne ce degré de déchéance et de reniement ; le « centre » kautskiste qui s'y est avéré parfaitement impuissant à remplir tout autre rôle que celui de serviteur des opportunistes ; et la gauche qui représente les seuls sociaux-démocrates d'Allemagne.

Ce qui nous intéresse le plus, naturellement, c'est la situation au sein de la gauche allemande. Nous y voyons des camarades qui sont l'espoir de tous les éléments internationalistes.

Quelle est donc cette situation ?

La revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'elle affirmait que tout, dans la gauche allemande, en est encore au stade de la fermentation, qu'il y aura encore de grands regroupements, qu'il y a dans son sein des éléments plus résolus et d'autres qui le sont moins.

Nous ne prétendons évidemment pas le moins du monde, nous autres internationalistes russes, nous mêler des affaires intérieures de nos camarades de la gauche allemande. Nous comprenons qu'eux seuls sont pleinement compétents pour fixer leurs méthodes de lutte contre les opportunistes, en tenant compte des circonstances de temps et de lieu. Seulement, nous estimons avoir le droit et le devoir d'exprimer ouvertement notre opinion sur la situation.

Nous sommes convaincus que l'éditorialiste de la revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'il affirmait que le « centre » kautskiste était plus préjudiciable au marxisme que le social-chauvinisme déclaré. Estomper maintenant les divergences, prêcher aux ouvriers sous couleur de marxisme ce que prêche le kautskisme, c'est endormir les ouvriers, c'est être plus nuisible que les Südekum et les Heine, qui posent la question de front et obligent les ouvriers à y voir clair.

La fronde contre les « instances supérieures », que Kautsky et Haase se permettent depuis quelque temps, ne doit induire personne en erreur. Les divergences entre eux et les Scheidemann ne sont pas des divergences de principe. Les uns estiment que Hindenburg et Mackensen ont *déjà*

vaincu, et que l'on peut à présent se payer le luxe de protester contre les annexions. Les autres estiment que Hindenburg et Mackensen n'ont pas *encore* vaincu, et que, par suite, il faut « tenir jusqu'au bout ».

Le kautskisme ne mène contre les « instances supérieures » qu'une lutte de façade à seule fin de dissimuler, après la guerre, aux yeux des ouvriers le débat de principe et d'escamoter la question par une mille et unième résolution ronflante rédigée dans un esprit vaguement « gauchiste », art en lequel les diplomates de la II^e^ Internationale sont passés maîtres.

On conçoit fort bien que, dans la lutte difficile contre les « instances supérieures », l'opposition allemande doive utiliser aussi cette fronde sans principe du kautskisme. Mais la pierre de touche, pour tout internationaliste, doit demeurer l'attitude négative à l'égard du néo-kautskisme. Seul est un véritable internationaliste celui qui combat le kautskisme, qui comprend que le « centre », *même après* le prétendu tournant de ses chefs, reste, quant aux principes, *l'allié des chauvins et des opportunistes*.

Notre attitude envers les éléments hésitants au sein de l'Internationale, en général, a une importance considérable. Ces éléments – les socialistes de nuance *pacifiste* surtout – existent aussi bien dans les pays neutres que dans certains pays belligérants (par exemple, en Angleterre, le Parti ouvrier indépendant). Ils peuvent être nos compagnons de route. Un rapprochement avec eux contre les social-chauvins est indispensable. Mais il ne faut pas oublier que ce sont *seulement* des compagnons de route et que, pour le principal, l'essentiel, lorsqu'il s'agira de reconstituer l'Internationale, ils ne seront pas avec nous, mais contre nous, qu'ils suivront Kautsky, Scheidemann, Vandervelde, Sembat. Dans les délibérations internationales on ne peut limiter son programme à ce qui est acceptable pour ces éléments. Sinon, nous serons nous-mêmes prisonniers des pacifistes hésitants. C'est ce qui s'est passé, par exemple, à la conférence internationale des femmes à Berne. La délégation allemande, qui partageait le point de vue de la camarade Clara Zetkin, a pratiquement joué à cette conférence le rôle de « centre ». La conférence féminine n'a dit que ce qui était acceptable pour les déléguées du parti hollandais opportuniste de Troelstra et pour les déléguées de l'ILP (Parti ouvrier indépendant), lequel – ne l'oublions pas – a voté pour la résolution de Vandervelde à la conférence des chauvins de l'Entente à Londres. Nous respectons hautement l'ILP pour sa lutte courageuse contre le gouvernement anglais pendant la guerre. Mais nous savons que ce parti ne s'est jamais placé ni ne se place sur le terrain du marxisme. Or, nous estimons que la tâche principale de l'opposition social-démocrate est, à l'heure actuelle, de lever le drapeau du marxisme révolutionnaire, de dire aux ouvriers avec fermeté et précision notre point

de vue sur les guerres impérialistes, de lancer le mot d'ordre des actions révolutionnaires de masse, c'est-à-dire de faire de l'époque des guerres impérialistes le début d'une époque de guerres civiles.

Des éléments sociaux-démocrates révolutionnaires existent, en dépit de tout, dans maints pays. Ils existent en Allemagne, en Russie, en Scandinavie (la tendance influente représentée par le camarade Höglund), dans les Balkans (le parti des « tesniaki » bulgares), en Italie, en Angleterre (une fraction du parti socialiste britannique), en France (Vaillant lui-même a reconnu dans *l'Humanité* avoir reçu des lettres de protestation émanant d'internationalistes, mais il s'est bien gardé d'en publier une seule intégralement), en Hollande (les tribunistes), etc. Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure.

Les délibérations touchant les programmes dits « d'action » se bornaient jusqu'ici à proclamer plus ou moins intégralement un programme de pacifisme pur et simple. Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la lutte *révolutionnaire* que la revendication de la « paix » prend un sens prolétarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite-bourgeoise. Le seul véritable programme d'action serait un programme *marxiste* fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la II^e^ Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une Internationale marxiste sans les opportunistes et *contre* eux. Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une lutte sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et la III^e^ Internationale

Le POSDR s'est depuis longtemps séparé de ses opportunistes. À présent, les opportunistes russes sont devenus par-dessus le marché des chauvins. Cela ne fait que nous confirmer dans l'opinion que cette scission était nécessaire dans l'intérêt du socialisme. Nous avons la conviction que les divergences actuelles entre sociaux-démocrates et social-chauvins ne sont nullement moindres qu'elles ne l'étaient entre socialistes et anarchistes, au moment où les sociaux-démocrates se sont

séparés de ces derniers. L'opportuniste Monitor a eu raison de dire, dans les *Preussische Jahrbücher*, que l'unité actuelle est avantageuse pour les opportunistes et pour la bourgeoisie, car elle oblige les gauches à se soumettre aux chauvins et empêche les ouvriers de voir clair dans les controverses et de créer un parti bien à eux, réellement ouvrier, réellement socialiste. Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du parti social-démocrate.

La III^e^ Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. Pour notre parti, la question de l'opportunité d'une rupture avec les social-chauvins ne se pose pas. Il l'a tranchée une fois pour toutes. Seule existe pour lui la question de savoir si la chose est réalisable dans un proche avenir à l'échelle internationale.

On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste *internationale*, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les *différents* pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre parti adhérera avec joie à cette III^e^ Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela voudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire.

Nous ne savons ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais ce que nous savons à coup sûr, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que *notre* parti, dans *notre* pays, au sein de *notre* prolétariat, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale *marxiste*.

En Russie non plus, il ne manque ni de social-chauvins avérés ni de groupes du « centre ». Ces gens lutteront contre la formation d'une internationale marxiste. Nous savons que Plékhanov se place sur le même terrain de principe que Südekum et que, dès maintenant, il lui tend la main. Nous savons que le Comité d'organisation dirigé par Axelrod prêche le kautskisme sur le terrain russe. Sous couleur d'unité de la classe ouvrière,

ces gens-là prêchent l'unité avec les opportunistes et, par leur truchement, avec la bourgeoisie. Mais tout ce que nous savons du mouvement ouvrier actuel en Russie nous donne la pleine assurance que le prolétariat conscient de Russie restera, comme par le passé, *avec notre parti*.

Chapitre IV
L'histoire de la scission et la situation actuelle de la social-démocratie en Russie

La tactique du POSDR à l'égard de la guerre, que nous avons exposée plus haut, découle nécessairement de trente années de développement de la social-démocratie en Russie. Il est impossible de bien comprendre cette tactique, pas plus que la situation actuelle de la social-démocratie dans notre pays, sans réfléchir à l'histoire de notre parti. Aussi devons-nous rappeler au lecteur les grandes lignes de cette histoire.

La social-démocratie est née en tant que courant idéologique en 1883, lorsque le groupe Libération du Travail exposa méthodiquement pour la première fois, à l'étranger, les conceptions social-démocrates appliquées à la Russie. Jusque vers 1890, la social-démocratie resta un courant d'idées, sans lien avec le mouvement ouvrier de masse en Russie. Après 1890, la poussée sociale, l'effervescence et le mouvement gréviste des ouvriers firent de la social-démocratie une force politique active, indissolublement liée à la lutte (économique aussi bien que politique) de la classe ouvrière. Or, à cette même époque, commence la scission de la social-démocratie en « économistes » et « iskristes ».

Les « économistes » et l'ancienne *Iskra* (1894-1903)

L'« économisme » fut un courant opportuniste au sein de la social-démocratie russe. Son essence politique se réduisait au programme suivant : « Aux ouvriers, la lutte économique ; aux libéraux, la lutte politique. » Son principal appui théorique était ce qu'on appelait le « marxisme légal » ou « strouvisme », qui « reconnaissait » un « marxisme » complètement vidé de tout esprit révolutionnaire et adapté aux besoins de la bourgeoisie libérale. Invoquant l'état arriéré de la masse des ouvriers en Russie, et désireux d'« aller avec les masses », les économistes limitaient les objectifs et l'ampleur du mouvement ouvrier à la lutte économique et au soutien politique du libéralisme, sans s'assigner des tâches politiques indépendantes, ni aucun objectif révolutionnaire.

L'ancienne *Iskra* (1900-1903) lutta victorieusement contre l'économisme au nom des principes de la social-démocratie révolutionnaire.

Toute l'élite du prolétariat conscient se rangea aux côtés de l'*Iskra*. À quelques années de la révolution, la social-démocratie présenta un programme hautement conséquent et intransigeant. La lutte des classes et l'action des masses au cours de la révolution de 1905 confirmèrent ce programme. Les économistes s'adaptaient au retard des masses. L'*Iskra* forma une avant-garde ouvrière capable de mener les masses en avant. Les arguments actuels des social-chauvins (sur la nécessité de compter avec la masse, sur le caractère progressiste de l'impérialisme, sur les « illusions » des révolutionnaires, etc.) avaient déjà *tous* été formulés par les économistes. La Russie social-démocrate connut il y a vingt ans une révision opportuniste du marxisme à la sauce « strouviste ».

Le menchevisme et le bolchevisme (1903-1908)

L'époque de la révolution démocratique bourgeoise suscita au sein de la social-démocratie une nouvelle lutte de tendances qui fut le prolongement direct de la précédente. L'économisme se mua en « menchevisme ». La défense de la tactique révolutionnaire de l'ancienne *Iskra* donna naissance au « bolchevisme ».

Dans la période orageuse de 1905-1907, le menchevisme s'affirma comme un courant opportuniste soutenu par les bourgeois libéraux, et qui introduisait les tendances de la bourgeoisie libérale dans le mouvement ouvrier. L'adaptation de la lutte de la classe ouvrière au libéralisme, telle en était l'essence. Au contraire, le bolchevisme assignait comme tâche aux ouvriers sociaux-démocrates d'entraîner la paysannerie démocratique à la lutte révolutionnaire en dépit des flottements et des trahisons du libéralisme. Et les masses ouvrières, ainsi que le reconnurent plus d'une fois les mencheviks eux-mêmes, suivirent pendant la révolution les bolcheviks dans toutes les actions importantes.

La révolution de 1905 vérifia, consolida, approfondit et trempa au combat la tactique social-démocrate révolutionnaire intransigeante en Russie. L'action ouverte des classes et des partis révéla maintes fois la liaison de l'opportunisme social-démocrate (le menchevisme) avec le libéralisme.

Le marxisme et le courant liquidateur (1908-1914)

L'époque contre-révolutionnaire mit de nouveau à l'ordre du jour, sous une forme absolument nouvelle, l'alternative : tactique opportuniste ou tactique révolutionnaire de la social-démocratie. Le courant principal du menchevisme, en dépit des protestations formulées par nombre de ses meilleurs représentants, engendra le courant liquidateur, la renonciation à la lutte pour une nouvelle révolution en Russie, l'abandon de l'organisa-

tion et de l'action illégales, des railleries méprisantes à l'égard de l'« action clandestine », du mot d'ordre de la république, etc. Le groupe de publicistes « légaux » de la revue *Nacha Zaria* (MM. Potressov, Tchérévanine, etc.) constitua un noyau indépendant du vieux Parti social-démocrate, et que la bourgeoisie libérale de Russie, désireuse de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire, soutenait, exaltait et choyait de mille manières.

Ce groupe d'opportunistes fut exclu du parti à la conférence du POSDR de janvier 1912, qui reconstitua le parti malgré la résistance éperdue de toute une série de groupes et groupuscules établis à l'étranger. Pendant plus de deux ans (début de 1912-milieu de 1914) se poursuivit une lutte acharnée entre les deux partis sociaux-démocrates : le Comité central élu en janvier 1912 et le « Comité d'organisation », qui ne reconnaissait pas la Conférence de janvier et voulait reconstituer le parti d'une manière différente en maintenant l'unité avec le groupe de *Nacha Zaria*. Une âpre bataille se livra entre les deux quotidiens ouvriers (la *Pravda* et le *Loutch* ainsi que leurs successeurs), et entre les deux fractions sociale-démocrates à la IV^e^ Douma d'État (la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie des pravdistes ou marxistes, et la Fraction social-démocrate des liquidateurs avec à sa tête Tchkhéidzé).

En défendant la fidélité aux enseignements révolutionnaires du parti, en prêtant appui à l'essor du mouvement ouvrier qui s'amorçait à cette époque (surtout après le printemps 1912), en combinant l'organisation légale et illégale, la presse et le travail d'agitation, les « pravdistes » rallièrent autour d'eux l'immense majorité de la classe ouvrière consciente, alors que les liquidateurs, qui agissaient comme force politique uniquement en tant que groupe de *Nacha Zaria*, bénéficiaient de larges appuis auprès des éléments bourgeois libéraux.

Les versements ouvertement effectués par les groupes ouvriers aux journaux des deux partis, qui étaient à l'époque le mode de cotisation adopté par la social-démocratie russe, compte tenu des conditions du pays (le seul mode qui fût légalement et librement contrôlable par tous), confirmèrent nettement que la source de la force et de l'influence des « pravdistes » (marxistes) était prolétarienne, et que celle des liquidateurs (et de leur Comité d'organisation) était libérale bourgeoise. Voici de brèves données sur ces versements dont il a été rendu compte en détail dans le livre *Le marxisme et le courant liquidateur*, et en abrégé dans le journal social-démocrate allemand *Leipziger Volkszeitung* du 21 juillet 1914.

Nombre et montant des versements effectués aux journaux quotidiens de Pétersbourg, marxistes (pravdistes) et liquidateurs, du 1er janvier au 13 mai 1914:

	Pravdistes		Liquidateurs	
	Nombre de versements	Montant total (roubles)	Nombre de versements	Montant total (roubles)
Provenant des groupes ouvriers	2873	18934	671	5296
Autre provenance	713	2650	453	6760

Ainsi, notre parti groupait en 1914 autour de la tactique social-démocrate révolutionnaire les 4/5e des ouvriers conscients de Russie. Pour toute l'année 1913, le nombre des cotisations versées par les groupes ouvriers s'élevait à 2 181 chez les pravdistes et à 661 chez les liquidateurs. Du 1er janvier 1913 au 13 mai 1914 le montant total est de 5 054 cotisations versées par les groupes ouvriers aux pravdistes (c'est-à-dire à notre parti) et 1 332, soit 20,80 %, versées aux liquidateurs.

Le marxisme et le social-chauvinisme (1914-1915)

La grande guerre européenne de 1914-1915 a permis à tous les sociaux-démocrates européens, y compris les russes, de vérifier leur tactique en fonction d'une crise d'importance mondiale. Le caractère réactionnaire, spoliateur, esclavagiste de la guerre est infiniment plus frappant du côté du tsarisme que du côté des autres gouvernements. Et, malgré cela, le principal groupe de liquidateurs (le seul qui, en dehors du nôtre, exerce, grâce à ses relations avec les libéraux, une influence sérieuse en Russie) a viré au social-chauvinisme ! Ayant détenu pendant assez longtemps le monopole de la légalité, ce groupe de *Nacha Zaria* a prêché aux masses la « non-résistance à la guerre », souhaitant la victoire de la Triple (aujourd'hui Quadruple) Entente, accusant l'impérialisme allemand de « péchés démesurés », etc. Plékhanov, qui a fourni depuis 1903 de multiples exemples de son extrême veulerie en politique et de son ralliement aux opportunistes, a accentué encore plus cette prise de position, ce qui lui vaut d'être encensé par toute la presse bourgeoise de Russie. Il s'est abaissé jusqu'à déclarer que la guerre menée par le tsarisme était une guerre juste, et à faire publier dans la presse gouvernementale d'Italie une interview appelant ce pays à entrer dans la guerre !!

Le bien-fondé de notre jugement sur le courant liquidateur et de l'exclusion du principal groupe de liquidateurs de notre parti a été ainsi parfaitement confirmé. Le programme concret des liquidateurs et

la signification concrète de leur tendance ne consistent pas seulement aujourd'hui dans l'opportunisme en général, mais aussi dans la défense des privilèges et prérogatives impérialistes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie grands-russes. C'est là une tendance *national-libérale* de la politique ouvrière. C'est l'alliance d'une partie des petits bourgeois radicaux et d'une fraction infime d'ouvriers privilégiés avec « leur » bourgeoisie nationale contre la masse du prolétariat.

La situation actuelle dans la social-démocratie russe

Comme nous l'avons déjà dit, ni les liquidateurs, ni toute une série de groupes à l'étranger (Plékhanov, Alexinski, Trotsky, etc.), ni les sociaux-démocrates dits « nationaux » (c'est-à-dire non grands-russes) n'ont reconnu notre conférence de janvier 1912. Parmi les innombrables injures qu'ils nous ont prodiguées, celle qui nous taxait d'« usurpation » et de « scissionnisme » était la plus fréquente. Nous avons répondu en citant des chiffres exacts et susceptibles d'être vérifiés objectivement, qui prouvaient que notre parti groupait les 4/5e des ouvriers conscients de Russie. Ce n'est pas mal, si l'on tient compte de toutes les difficultés du travail illégal à une époque de contre-révolution.

Si l'« unité » avait été possible en Russie sur la base de la tactique social-démocrate, sans l'exclusion du groupe de *Nacha Zaria*, pourquoi nos nombreux adversaires ne l'ont-ils pas réalisée *au moins entre eux* ? Depuis janvier 1912, il s'est passé pas moins de trois années et demie, et durant cette période nos adversaires n'ont pu créer, malgré tout leur désir, un parti social-démocrate dirigé contre nous. Ce fait est le meilleur argument en faveur de notre parti.

Toute l'histoire des groupes sociaux-démocrates qui luttent contre notre parti est celle d'une désagrégation et d'une décadence. En mars 1912, tous sans exception s'étaient « unis » pour nous accabler d'injures. Mais dès le mois d'août 1912, lorsque se constitua contre nous ce qu'on est convenu d'appeler le « bloc d'Août », la désagrégation commença parmi eux. Une partie des groupes se détache. Les autres ne peuvent fonder un parti, ni un Comité central. Ils ne forment qu'un Comité d'organisation « pour la reconstitution de l'unité ». Mais, en réalité, ce Comité s'est révélé un paravent précaire du groupe des liquidateurs en Russie. Pendant toute la durée du prodigieux essor du mouvement ouvrier en Russie et des grèves de masse de 1912-1914, le seul groupe de tout le « bloc d'Août » qui agisse dans les masses reste le groupe de *Nacha Zaria*, dont les relations libérales constituent la force. Et, au début de 1914, le « bloc d'Août » est officiellement abandonné par les sociaux-démocrates lettons (les

sociaux-démocrates polonais n'en faisaient pas partie), tandis que Trotsky, un des chefs du bloc, en sort officieusement et crée de nouveau un groupe à part. En juillet 1914, à la conférence de Bruxelles, à laquelle participaient le comité exécutif du BSI, Kautsky et Vandervelde, se constitue contre nous le « bloc de Bruxelles », dont les Lettons ne font pas partie, et dont se détachent aussitôt les sociaux-démocrates polonais, l'opposition. Après le déclenchement de la guerre, ce bloc se désagrège. *Nacha Zaria*, Plékhanov, Alexinski et An, chef des sociaux-démocrates du Caucase, deviennent des social-chauvins avérés, qui font des vœux pour la défaite de l'Allemagne. Le Comité d'organisation et le Bund prennent la défense des social-chauvins et des principes du social-chauvinisme. La fraction Tchkhéidzé, bien qu'elle ait voté contre les crédits militaires (en Russie, même les démocrates bourgeois, les troudoviks, avaient voté contre) reste le fidèle allié de *Nacha Zaria*. Nos social-chauvins à tous crins, Plékhanov, Alexinski et consorts, sont parfaitement satisfaits de la fraction Tchkhéidzé. Il se fonde à Paris un journal, *Naché Slovo* (autrefois le *Goloss*), avec le concours de Martov et de Trotsky notamment qui désirent allier la défense platonique de l'internationalisme à la revendication absolue de l'unité avec *Nacha Zaria*, le Comité d'organisation ou la fraction Tchkhéidzé. Après 250 numéros de ce journal, celui-ci est obligé de reconnaître lui-même sa désagrégation : une partie du comité de rédaction penche vers notre parti ; Martov reste fidèle au Comité d'organisation qui blâme publiquement *Naché Slovo* pour son « anarchisme » (de même que les opportunistes en Allemagne, David et consorts, l'*Internationale Korrespondenz*, Legien et consorts accusent le camarade Liebknecht d'anarchisme) ; Trotsky déclare rompre avec le Comité d'organisation, mais veut emboîter le pas à la fraction Tchkhéidzé. Voici le programme et la tactique de la fraction Tchkhéidzé, exposés par un de ses leaders. Dans le numéro 5 du *Sovrémenny Mir* de 1915, revue dont l'orientation est celle de Plékhanov et d'Alexinski, Tchkhenkéli écrit :

« Dire que la social-démocratie allemande était capable d'empêcher l'entrée en guerre de son pays et qu'elle ne l'a pas fait, reviendrait à souhaiter en cachette non seulement qu'elle expire elle-même sur les barricades, mais qu'elle entraîne aussi sa patrie dans la débâcle, ou bien à considérer des objets tout proches à travers le télescope anarchiste. »[1]

1 *Sovrémenny Mir* 15 n° 5, p. 148. Trotsky a déclaré récemment qu'il estimait de son devoir de relever le prestige de la fraction Tchkhenkéli au sein de l'Internationale. Il est certain que Tchkenkéli, de son côté, s'attachera avec la même énergie à relever, au sein de l'Internationale, le prestige de Trotsky.

Ces quelques lignes expriment toute la substance du social-chauvinisme : la justification du principe de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle et les railleries – avec l'assentiment des censeurs militaires – sur la propagande révolutionnaire et la préparation de la révolution. Il ne s'agit pas du tout de savoir si la social-démocratie allemande était capable d'empêcher la guerre, ni si les révolutionnaires peuvent, en général, garantir le succès de la révolution. Le problème est de savoir s'il faut se comporter en socialistes ou « expirer » effectivement dans les bras de la bourgeoisie impérialiste.

Les tâches de notre parti

La social-démocratie russe est née dans notre pays à la veille de la révolution démocratique bourgeoise (1905), et elle s'est consolidée à l'époque de la révolution et de la contre-révolution. Le retard de la Russie explique l'extrême abondance des courants et des nuances de l'opportunisme petit-bourgeois dans notre pays, tandis que l'influence du marxisme en Europe et la solidité des partis sociaux-démocrates légaux avant la guerre ont fait de nos libéraux exemplaires des quasi-admirateurs de la théorie et de la social-démocratie « raisonnables », « européennes » (non-révolutionnaires), « marxistes », « légales ». La classe ouvrière en Russie ne pouvait constituer son parti autrement que dans une lutte résolue de trente années contre toutes les variétés de l'opportunisme. L'expérience de la guerre mondiale, qui a engendré la faillite honteuse de l'opportunisme européen et affermi l'alliance de nos national-libéraux avec le courant liquidateur social-chauvin, nous confirme encore plus dans la certitude que notre parti doit continuer à suivre la même voie révolutionnaire conséquente.

9. Karl Liebknecht
L'ennemi principal est dans notre propre pays !
(27 mai 1915)

Ce texte, dont le titre est devenu le symbole du combat des révolutionnaires communistes contre leur État, leur diplomatie secrète et leur bourgeoisie, est celui d'un tract diffusé en mai 1915 par les militants du groupe Spartakus lors de l'entrée en guerre de l'Italie.

«Lutte de classe prolétarienne internationale contre la tuerie impérialiste internationale», telle est la conclusion et l'objectif militant que fixe ici Karl Liebknecht. Il se rapprochait ainsi du mot d'ordre de Lénine de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Dans *Le socialisme et la guerre* (voir plus haut), Lénine écrit avec enthousiasme à propos de ce texte de Liebknecht:

«C'est avec plus de joie encore que nous avons appris la diffusion en Allemagne de proclamations révolutionnaires illégales, comme, par exemple: "L'ennemi principal se trouve dans notre propre pays".

Cela montrait que l'esprit du socialisme était vivace parmi les ouvriers allemands, qu'il existait encore des hommes, en Allemagne, capables de défendre le marxisme révolutionnaire».

Depuis dix mois il fallait s'y attendre quotidiennement, depuis l'attaque de l'Autriche contre la Serbie : la guerre avec l'Italie est là.[1]

Les masses populaires des pays en guerre ont commencé à se dégager des filets des mensonges officiels. La compréhension des origines et des objectifs de la guerre mondiale, de la responsabilité de son déclenchement, s'est répandue aussi dans le peuple allemand. La folie des buts de guerre sacrés s'est progressivement effacée, l'enthousiasme pour la guerre disparaît, la volonté de faire rapidement la paix s'est accrue énormément, partout – y compris dans l'armée.

1 Bien que liée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie par une alliance diplomatique (qualifiée de farce par Liebknecht), l'Italie était restée en dehors du conflit en août 1914. Contre promesse de territoires après-guerre, l'impérialisme italien, qui ne pouvait pas laisser les autres puissances se repartager les Balkans et la Méditerranée, rejoignit le camp de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie.

C'est là un souci grave pour les impérialistes allemands et autrichiens, qui ont cherché en vain leur salut. Il semble qu'ils l'ont trouvé maintenant. L'entrée en guerre de l'Italie doit leur fournir l'occasion de relancer la haine entre les peuples, d'étouffer la volonté de paix, d'effacer les traces de leur propre culpabilité. Ils comptent sur l'oubli du peuple allemand, sur sa patience qui a trop souvent été mise à l'épreuve.

Si le plan fatal réussit, ce serait l'anéantissement du résultat de dix mois d'expériences sanglantes, le prolétariat international serait de nouveau désarmé, éliminé en tant que facteur politique autonome.

Le plan doit être compromis – si la partie du prolétariat allemand qui est restée fidèle au socialisme international est consciente et digne de sa mission historique dans ces temps inouïs.

Les ennemis du peuple comptent sur la faculté d'oubli des masses – nous opposons à leur spéculation le mot d'ordre : « Tout apprendre – ne rien oublier ! »

Ne rien oublier !

Nous avons vu que, lors de la déclaration de guerre, les masses ont été gagnées par les classes dirigeantes, à l'aide de séduisants refrains, au buts de guerre capitalistes. Nous avons vu éclater les chatoyantes bulles de savon de la démagogie, s'envoler les rêves fous du mois d'août, s'abattre sur le peuple, au lieu du bonheur, la misère et l'affliction, les larmes des veuves et des orphelins couler à flots, nous avons vu se maintenir la honte du système des trois classes[1], nous avons vu la canonisation interrompue du quatuor : semi-absolutisme – régime des junkers – militarisme – arbitraire policier, devenir une réalité amère.

L'expérience nous a avertis : tout apprendre – ne rien oublier !

Repoussantes, les tirades à l'aide desquelles l'impérialisme italien déguise sa politique de brigandage ! Repoussante, cette tragi-comédie romaine où ne manque pas même la grimace devenue courante de l'union sacrée ! Mais plus repoussant encore est le fait que dans tout cela on reconnaît, comme dans un miroir, les méthodes allemandes et autrichiennes de juillet-août 1914.

Les fauteurs de guerre italiens méritent d'être flétris. Mais ce ne sont que les copies des fauteurs de guerre allemands et autrichiens, ces principaux responsables du déclenchement de la guerre. Bonnet blanc et blanc bonnet !

1 Système antidémocratique qui réglait encore l'élection de l'Assemblée (Landtag) de Prusse.

À qui le peuple allemand est-il redevable de cette nouvelle épreuve ? À qui doit-il demander des comptes pour les nouvelles hécatombes qui vont s'accumuler ?

Il reste que l'ultimatum autrichien à la Serbie du 23 juillet 1914 a été la torche qui a mis le feu au monde, même si l'incendie ne s'est étendu que plus tard à l'Italie.

Il reste que cet ultimatum a servi de signal pour le nouveau partage du monde et entraîné nécessairement tous les États des brigands capitalistes.

Il reste que cet ultimatum a posé la question de l'hégémonie dans les Balkans, en Asie mineure et dans tout le bassin de la Méditerranée, et a aiguisé sur-le-champ tous les antagonismes entre l'Allemagne et l'Autriche d'une part, l'Italie de l'autre.

Si les impérialistes allemands et autrichiens cherchent maintenant à se dissimuler derrière le buisson de la politique de brigandage italienne, derrière les coulisses de la trahison italienne, s'ils se couvrent la tête de la toge de l'indignation morale[1] de l'innocence affligée, alors qu'ils n'ont trouvé *à Rome que leurs semblables*, ils méritent les plus cruels sarcasmes.

Il s'agit de ne pas oublier comment on s'est joué du peuple allemand précisément dans la question italienne, comment les très honorables patriotes allemands se sont joués de lui.

Depuis toujours, l'alliance à trois avec l'Italie a été une farce. Sur ce point vous avez été trompés.

Les gens bien informés ont toujours su qu'en cas de guerre l'Italie serait un adversaire certain de l'Autriche et de l'Allemagne, et on vous la présentait faussement comme un allié sûr.

La Triplice – personne ne vous a demandé votre avis pour la conclure et la renouveler – décidait d'une bonne part du destin politique de l'Allemagne. Or, jusqu'aujourd'hui, personne ne vous a jamais communiqué un seul mot de ce traité.

L'ultimatum autrichien à la Serbie, à l'aide duquel une petite clique surprit la majorité, était une violation du traité d'alliance avec l'Autriche et l'Italie, et personne ne vous en a rien dit.

Cet ultimatum a été lancé en dépit de l'opposition expresse de l'Italie, et l'on ne vous en a rien dit.

Dès le 4 mai de cette année, l'alliance avec l'Autriche était rompue par l'Italie. Jusqu'au 18 mai, ce fait a été caché aux peuples allemand et autrichien, et même, défiant toute vérité, nié expressément par les autorités

1 Dans l'Antiquité, en signe de révolte devant un scandale, les Romains se couvraient la tête de leur ample toge.

officielles. De la même façon que le peuple allemand et le Reichstag ont été trompés au sujet de l'ultimatum allemand à la Belgique du 2 août 1914.

Sur les pourparlers de l'Allemagne et de l'Autriche avec l'Italie, dont dépendait l'intervention de ce pays, vous n'avez pas eu votre mot à dire. Vous avez été traités comme des enfants dans cette question vitale, alors que le parti de la guerre, la diplomatie secrète, une poignée de gens à Berlin et à Vienne jouaient aux dés le sort de l'Allemagne.

Le torpillage du *Lusitania*[1] a non seulement renforcé la puissance des partis de la guerre en Angleterre, en France et en Russie, provoqué un grave conflit avec les États-Unis, suscité dans tous les pays neutres une violente indignation contre l'Allemagne, mais encore facilité au parti italien de la guerre, précisément au moment critique, son œuvre néfaste, et sur ce point aussi le peuple allemand a dû se taire : la poigne de fer de l'état de siège lui serrait la gorge.

En mars de cette année déjà, la voie pouvait être ouverte à la paix – la proposition en avait été faite par l'Angleterre –, mais l'esprit de lucre des impérialistes allemands l'a repoussée. Des efforts de paix riches d'espérance ont échoué, du fait de l'opposition de ceux qui sont intéressés à des conquêtes coloniales de grand style, à l'annexion de la Belgique et de la Lorraine française, de l'opposition également des propriétaires de grandes compagnies allemandes de navigation et de l'industrie lourde.

Cela aussi on l'a caché au peuple allemand ; il n'a pas été consulté.

À qui, demandons-nous, le peuple allemand est-il redevable de la poursuite de cette guerre cruelle, à qui est-il redevable de l'intervention de l'Italie ? À qui, sinon aux irresponsables responsables dans notre pays ?

Tout apprendre – ne rien oublier !

La copie italienne des événements allemands de l'été dernier ne peut fournir à l'homme qui réfléchit aucun motif de se livrer à une nouvelle ivresse guerrière, mais une raison de dissiper les faux espoirs d'une aube de justice politique et sociale, une nouvelle lumière pour l'éclairage des responsabilités politiques, pour montrer tout le danger que représentent

1 Le 7 mai 1915, le paquebot britannique *Lusitania*, en provenance de New York, avait été coulé par un sous-marin allemand. Il y eut 1 198 victimes, dont 128 Américains, ce qui contribua à retourner une partie de l'opinion publique américaine, jusque-là très hostile à l'engagement des États-Unis dans la guerre. On sait aujourd'hui que ce navire transportait également 50 tonnes de munitions et était doté de plusieurs canons..

les fauteurs de guerre autrichiens et allemands, un nouvel acte d'accusation contre eux.

Mais ce qu'il faut apprendre et ne pas oublier, c'est aussi et surtout la lutte héroïque que nos camarades italiens ont menée et mènent encore contre la guerre. Qu'ils mènent dans la presse, dans les réunions publiques, les manifestations de rue, qu'ils mènent avec une force et une audace révolutionnaires, en défiant, au risque de leur vie, l'assaut furieux des vagues nationalistes déchaînées par les dirigeants. À leur lutte, nos vœux de réussite enthousiastes ! Que leur esprit nous serve d'exemple ! Faites qu'il devienne le modèle de l'Internationale !

S'il l'avait été dès les premiers jours d'août, le monde s'en trouverait mieux. Le prolétariat international s'en trouverait mieux.

Mais une volonté de lutte résolue ne connaît pas de « trop tard ».

C'en est fini du mot d'ordre absurde : « Jusqu'au bout ! », dont l'effet n'est que de nous enfoncer de plus en plus profondément dans le maelström du carnage universel. Lutte de classe prolétarienne internationale contre la tuerie impérialiste internationale, tel est le commandement de l'heure.

L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays !

L'ennemi principal du peuple allemand est en Allemagne : l'impérialisme allemand, le parti de la guerre allemand, la diplomatie secrète allemande. C'est cet ennemi dans son propre pays qu'il s'agit pour le peuple allemand de combattre dans une lutte politique, en collaboration avec le prolétariat des autres pays, dont la lutte est dirigée contre ses propres impérialistes.

Nous ne faisons qu'un avec le peuple allemand et nous n'avons rien en commun avec les Tirpitz et les Falkenhayn[1] allemands, avec le gouvernement allemand de l'oppression politique, de l'asservissement social. Rien pour ceux-ci, tout pour le peuple allemand ! Tout pour le prolétariat international, pour le prolétariat allemand, pour l'humanité qu'on foule aux pieds !

Les ennemis de la classe ouvrière comptent sur l'oubli des masses ; mais faites en sorte qu'ils se trompent ! Ils spéculent sur la patience des masses, mais nous lançons le cri impétueux :

1 Alfred von Tirpitz (1849-1930) : amiral, ministre de la Marine, promoteur et fondateur de la flotte de guerre impériale.
Eric von Falkenhayn (1861-1922) : général, ministre de la Guerre en 1913.

Combien de temps encore les flambeurs de l'impérialisme doivent-ils abuser de la patience du peuple ? Assez et plus qu'assez de la boucherie ! À bas les fauteurs de guerre de ce côté-ci et de l'autre de la frontière !

Fin au génocide !

Prolétaires de tous les pays ! Suivez l'exemple héroïque de vos frères italiens !

Unissez-vous dans la lutte de classe internationale contre le complot de la diplomatie secrète, contre l'impérialisme, contre la guerre, pour une paix socialiste !

L'ennemi principal est dans votre propre pays !

10. Karl Liebknecht
Lettre à la conférence de Zimmerwald
(septembre 1915)

Toujours emprisonné, Liebknecht adressait cette courte lettre aux participants à la conférence de Zimmerwald, à laquelle il ne pouvait par conséquent pas assister mais dont il avait suivi tous les préparatifs.

Après treize mois de guerre, c'est dans ce petit village du canton de Berne que devait en effet se tenir la première conférence internationale socialiste depuis août 1914, dont les partis italien et suisse furent les organisateurs. C'était l'aboutissement de nombreuses initiatives venant de partis socialistes neutres et non engagés dans le conflit, ou des minorités opposées à la politique d'«union sacrée» et de collaboration de classe de leur direction. C'est en Suisse également que s'étaient déjà tenues deux conférences qui, en quelque sorte, annonçaient celle de septembre 1915, l'une à l'initiative de Clara Zetkin, qui avait en charge le travail en direction des femmes dans la IIe Internationale, l'autre autour des organisations des jeunesses socialistes.

On ne peut qu'être frappé, dans la lettre de Karl Liebknecht, par l'espoir et l'enthousiasme qui l'animent, mais aussi par la ferme volonté de démasquer impitoyablement tous les «faux socialistes». Avec cette réunion, l'espoir renaissait en effet pour tous les militants révolutionnaires, avec la perspective de reconstruire une organisation et de définir une politique commune contre la guerre impérialiste.

Chers camarades,

Pardonnez ces quelques lignes écrites à la hâte. Je suis emprisonné, enchaîné par le militarisme. Il m'est donc impossible de vous rejoindre... Mais mon cœur, mon esprit, tout mon être est avec vous.

Deux tâches sérieuses se posent devant vous. Une tâche dure, celle du rude devoir, et une tâche sacrée, celle de l'enthousiasme et de l'espérance.

Règlement de comptes, impitoyable règlement de comptes avec les déserteurs et transfuges de l'Internationale, en Allemagne, en Angleterre, en France et ailleurs.

Compréhension, encouragement et exhortations réciproques de tous ceux qui sont restés fidèles au drapeau, qui sont résolus à ne pas reculer d'un seul pas devant l'impérialisme international, même au sacrifice de leur vie. Faire de l'ordre dans les rangs de ceux qui sont décidés à tenir jusqu'au bout, à tenir jusqu'au bout et à lutter, fidèles au socialisme international.

Faire brièvement la clarté sur les principes de notre position vis-à-vis de la guerre mondiale, en tant que cas spécial de notre position de principe vis-à-vis de l'ordre social capitaliste, voilà de quoi il s'agit. Brièvement – je l'espère ! Car, à ce sujet, nous sommes tous, vous êtes tous, nous devons tous être d'accord.

Il s'agit avant tout de tirer les conclusions pratiques de ces principes. Sans aucun égard ! Pour tous les pays !

Guerre civile, non pas union sacrée ! Pour la solidarité internationale du prolétariat, contre l'harmonie des classes pseudo-nationale, pseudo-patriote. Lutte de classe internationale pour la paix, pour la révolution socialiste ! Il faut dire *comment* il faut lutter. Ce n'est que par la collaboration, par les rapports réciproques entre pays, que les plus grandes forces possibles, s'encourageant réciproquement, peuvent être réunies, que les succès possibles peuvent être obtenus.

Les amis de tous les autres pays tiennent dans leurs mains les espoirs et les perspectives des amis de chaque pays. Surtout vous, socialistes français et allemands, vous êtes la destinée les uns des autres. Vous, les amis français, je vous en conjure, ne vous laissez pas ensorceler par la phrase d'union nationale – c'est certain que vous ne donnerez pas dans ce piège-là ! – pas plus que par celle non moins dangereuse de l'unité du parti. Chaque protestation, par contre, chaque manifestation de votre opposition à la politique gouvernementale officieuse, chaque profession de foi hardie pour la lutte de classe, pour la solidarité avec nous, pour la volonté prolétarienne de paix, renforce notre combativité, décuple notre force, notre volonté d'agir dans le même sens en Allemagne pour le prolétariat mondial, pour son émancipation économique et politique, pour son affranchissement des chaînes du capitalisme, mais aussi des chaînes du tsarisme, du « kaisérisme », du « junkerisme », du militarisme non moins international ; elle décuple notre force de lutter en Allemagne pour la libération politique et sociale du peuple allemand, contre la puissance et l'expansionnisme des impérialistes allemands, pour une paix rapide sans annexions ni violences, une paix qui rende la liberté et l'indépendance à la Belgique malheureuse, et la France au peuple français.

Frères français, nous connaissons les difficultés particulières de votre situation tragique, nous saignons avec vous comme avec la masse torturée et lapidée de tous les peuples. Votre malheur est le nôtre, nous qui savons que notre douleur est la vôtre. Que notre lutte soit la vôtre, aidez-nous comme nous jurons de vous aider.

La nouvelle Internationale naîtra, peut naître sur les ruines de l'ancienne, sur de nouveaux fondements plus solides. Vous, les amis socia-

listes de tous les pays, vous devez aujourd'hui poser la première pierre de l'édifice de l'avenir. Jugez impitoyablement les faux socialistes ! Aiguillonnez impitoyablement les chancelants, les hésitants de tous les pays, également... ceux d'Allemagne ! La grandeur du but vous élèvera au-dessus de l'étroitesse et la petitesse d'aujourd'hui, au-dessus de la misère de ces jours horribles.

Vive la paix future entre les peuples ! Vive l'antimilitarisme ! Vive le socialisme international, révolutionnaire, émancipateur des peuples !

Prolétaires de tous les pays, de nouveau unissez-vous !

11.
Compte-rendu de la conférence de Zimmerwald
(5-8 septembre 1915)

C'est dans le petit village de Zimmerwald que se tint en septembre 1915 la première conférence internationale socialiste depuis le début de la guerre et le naufrage des dirigeants du mouvement ouvrier. Trotsky écrit dans *Ma vie* que cette conférence *«donna une forte impulsion au mouvement qui se développait contre la guerre en différents pays».* Pourtant, les délégués qui avaient répondu à l'appel des organisateurs, les socialistes d'Italie et de Suisse, deux pays encore neutres, étaient peu nombreux. Trotsky relève: *«Les délégués prirent place, en se serrant, dans quatre voitures, et gagnèrent la montagne. Les passants considéraient avec curiosité ce convoi extraordinaire. Les délégués eux-mêmes plaisantaient, disant qu'un demi-siècle après la fondation de la Première Internationale, il était possible de transporter tous les internationalistes dans quatre voitures.»*

Ils étaient de surcroît très divisés quant à la politique à définir. Trente-huit délégués y assistèrent, dont Lénine, Trotsky et Rakovsky, venus de onze pays:

Pour la délégation allemande: Georg Ledebour, Adolf Hoffmann.

Pour la délégation française: A. Bourderon, A. Merrheim.

Pour la délégation italienne: G. E. Modigliani, Constantino Lazzari.

Pour la délégation russe: Lénine, Paul Axelrod, M. Bobrov.

Pour la délégation polonaise: St. Lapinski, A. Varski, Cz. Hanecki.

Pour la Fédération socialiste interbalkanique: C. Rakovsky (au nom de la délégation roumaine) et Vassil Kolarov (au nom de la délégation bulgare).

Pour la délégation suédoise et norvégienne: Z. Höglund, Ture Nerman.

Pour la délégation hollandaise: H. Roland Holst.

Pour la délégation suisse: Robert Grimm, Charles Naine.

L'ordre du jour était:

1) Rapport des représentants des différents pays
2) Déclaration commune des représentants français et allemands
3) Proposition faite par la gauche (Lénine) d'une déclaration de principes
4) Adoption d'un manifeste
5) Élection d'une commission socialiste internationale
6) Adoption d'une résolution en solidarité avec les victimes de la guerre et la répression.

La conférence fut, comme il était prévisible, le théâtre de la lutte entre Lénine et les tenants d'une attitude pacifiste que l'on peut caractériser de «centriste», au sens où ses partisans n'entendaient pas tirer tous les enseignements de la trahison des dirigeants sociaux-démocrates en août 1914.

Trotsky parvint à réunir les positions des participants en rédigeant un manifeste qui jetait les bases d'un nouvel élan pour les opposants à la guerre impérialiste. Dans son autobiographie, il écrit à propos du retentissement de cette conférence: *«Quelques jours plus tard, le nom de Zimmerwald, complètement inconnu la veille, retentissait dans le monde entier.»*

1. Préliminaires

Du 5 au 8 septembre 1915 a eu lieu à Zimmerwald (Suisse) une conférence socialiste internationale, la première réunion générale des socialistes internationaux depuis le commencement de la guerre.

La guerre a détruit subitement les relations internationales du prolétariat. Ce ne fut pas seulement une interruption superficielle des relations anciennes. Les partis socialistes et les organisations ouvrières des divers pays abandonnèrent non seulement le terrain de la lutte de classe mais aussi celui de la solidarité internationale. Aujourd'hui encore, les tendances nationalistes prévalent. Les antagonismes nationaux qui déterminaient, avant la guerre, la politique des gouvernements bourgeois et qui, toujours, étaient combattus par le prolétariat, se sont emparés de la classe ouvrière dès le commencement de la guerre. Cet antagonisme nouveau s'accentua encore par l'attitude de la presse ouvrière qui, dans divers pays, se mit au service des gouvernants. En défendant leur politique de guerre, souvent même leurs buts de guerre et leurs intentions de conquête, elle prêchait, comme un nouvel évangile social, la solidarité nationale des ouvriers et de leurs oppresseurs en remplacement de la solidarité internationale du prolétariat.

Dans ces conditions, le Bureau socialiste international ne pouvait plus suffire à sa tâche. Les relations normales entre lui et les partis affiliés ont cessé. Le Bureau ne mène plus qu'une existence apparente.

Pour rétablir les relations internationales et provoquer, conformément aux décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, une action commune contre la guerre et pour la paix, les partis socialistes des pays neutres ont fait des tentatives réitérées.

Dans ce sens a eu lieu, au mois de septembre 1914, à Lugano, une conférence socialiste italo-suisse. Au Comité directeur du parti suisse fut confié le mandat de rétablir, sur la base des décisions des congrès interna-

tionaux, les relations avec les partis des pays belligérants et neutres. Entretemps, le camarade hollandais Troelstra avait entrepris un voyage dans le but d'influencer dans le même sens les comités directeurs des divers partis. Mais ses efforts n'aboutirent qu'au transfert du Bureau socialiste international de Bruxelles à La Haye, sans cependant avoir pour effet un travail commun des partis socialistes. Vers la même époque, les socialistes américains lancèrent une invitation à un congrès international qui aurait lieu à Washington. Les camarades américains offraient de se charger de toutes les dépenses. Leur projet échoua et le congrès n'eut pas lieu.

Au mois de janvier 1915 se réunit à Copenhague une conférence des socialistes des pays neutres du Nord. Elle se borna à établir un programme général pour la paix, sans se prononcer sur les conditions préliminaires de sa réalisation.

Plus tard, des efforts privés et officieux furent faits auprès du Bureau socialiste international pour le rétablissement des relations internationales. Mais la conférence des socialistes des pays alliés à Londres, ainsi que la conférence socialiste de la Duplice à Vienne, montrèrent que ces efforts étaient restés vains et que de nouvelles tentatives n'avaient guère de chances d'avoir d'autre résultat. Cette opinion fut confirmée lorsque le Comité directeur du Parti socialiste suisse invita le Bureau socialiste international à convoquer, dans le plus bref délai, une réunion du Bureau à laquelle assisteraient des représentants des divers pays. Cette démarche resta également sans résultat et échoua, par suite du refus du parti français de donner son assentiment à cette invitation.

Après cet échec, le Comité directeur du parti suisse, agissant toujours d'accord avec la direction du parti italien, convia les partis socialistes des pays neutres à une réunion qui aurait dû avoir lieu le 30 mai, à Zurich. La plupart des partis invités répondirent négativement ou pas du tout.

Il apparut alors que tous les efforts tentés pour rétablir les relations socialistes internationales n'aboutiraient à aucun résultat, qu'une action commune des partis socialistes, voire même la simple tentative d'un échange de vues, resterait impossible aussi longtemps que quelques partis officiels persisteraient à se placer sur le terrain du patriotisme et de la politique de guerre de leurs gouvernements. Dans ces conditions, tout nouvel effort de réunir les représentants des partis socialistes officiels était inutile. Contrairement à la théorie, la pratique apportait la preuve qu'il est impossible d'être en même temps nationaliste et internationaliste, que, pratiquement, il faut choisir entre l'un et l'autre. Aussi a-t-on renoncé à toute nouvelle tentative, avec ou sans la collaboration du BSI, pour réunir les partis affiliés à ce Bureau.

En se basant sur ces faits et expériences, le Comité directeur du parti italien, réuni le 15 mai, à Bologne, d'accord avec des socialistes d'autres pays et sur le rapport du citoyen Morgari, qui avait conféré avec des camarades des pays belligérants et neutres, décida de prendre l'initiative de la convocation d'une conférence internationale. Des invitations furent adressées à tous les partis, organisations ouvrières ou groupes qu'on savait restés fidèles aux anciens principes et résolutions de l'Internationale ouvrière. Des délibérations entre socialistes suisses et italiens eurent lieu, aboutissant tout d'abord à une réunion préliminaire, le 11 juillet 1915, à Berne. À cette réunion, on fixa le but et le caractère de la conférence projetée. On tomba d'accord que la conférence à convoquer n'aurait nullement comme but la création d'une nouvelle Internationale, mais que sa tâche serait plutôt d'appeler le prolétariat à une action commune pour la paix, de créer un centre d'action et d'essayer de ramener la classe ouvrière à sa mission historique. On décida d'envoyer les invitations selon les conditions établies par le Comité directeur du Parti socialiste italien.

2. – Les délégations

La conférence se réunit le 5 septembre 1915. Voici la liste des délégations la composant :

Allemagne. La délégation représente les divers groupes d'opposition. Étant donné son attitude à l'égard de la guerre, le parti officiel n'a pas été invité.

France. Ici également on a dû s'abstenir d'inviter le parti officiel, qui est engagé dans la voie de la politique gouvernementale. Toutefois, des membres du parti et de la CGT étaient présents. La Fédération des ouvriers des Métaux a envoyé une représentation officielle ; de même la minorité de la CGT.

Italie. La délégation représente le parti officiel et le groupe parlementaire.

Angleterre. Des délégations de l'Independent Labour Party et du British Socialist Party étaient assurées. La délégation de l'ILP, composée des camarades Jowett et Bruce Glasier, et celle du BSP, composée du camarade E. C. Fairchild, n'ont pu se rendre à la conférence, le gouvernement anglais ayant refusé les passeports. La veille de la conférence arriva le télégramme suivant : « *Impossible obtenir passeports. Saluts chaleureux. Jowett, Glasier.* »

Russie. Délégations officielles du Comité central et du Comité d'organisation du Parti ouvrier social-démocrate ; de même du Comité

central du Parti socialiste révolutionnaire. De plus, délégations de la social-démocratie lettone et du Bund.

Pologne. Un délégué officiel de chacune des trois organisations socialistes de la Pologne russe et de la Lituanie se plaçant sur le terrain de la lutte de classe.

Roumanie. Délégation officielle du Parti socialiste.

Bulgarie. Délégations officielles du Parti ouvrier socialiste de Bulgarie et de sa fraction parlementaire.

Les délégations roumaine et bulgare représentaient en même temps la Fédération socialiste interbalkanique.

Suède et Norvège. Délégations officielles de la Sozialdemokratiska Umgomsförbundet.

Hollande. Délégation officielle du groupe Die Internationale.

Suisse. Délégations personnelles, le Comité directeur du parti suisse ayant laissé toute latitude aux camarades d'assister à la conférence.

3. – Les délibérations

Diverses lettres de félicitations, entre autres d'un membre du Reichstag[1] ne pouvant assister à la conférence pour des raisons particulières, parvinrent à la conférence.

Les travaux commencèrent par la lecture des rapports sur la situation dans les divers pays. Les délégués des pays belligérants exposèrent principalement les conditions du parti et du mouvement ouvrier depuis la déclaration de la guerre.

En dehors des rapports généraux sur la situation, *l'action du prolétariat* pour la paix formait l'objet principal de l'ordre du jour. Une déclaration collective fut présentée par les délégations française et allemande. C'était de bon augure pour la réussite de la conférence. Toute action de paix prolétarienne serait vaine sans une entente entre les délégués d'Allemagne et de France, c'est-à-dire des deux pays dont les partis socialistes sont séparés nationalement par l'antagonisme de leurs gouvernements.

C'est par de vifs applaudissements que la conférence accueillit la lecture de cette déclaration dont voici le texte :

Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands

Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes

1 Allusion au message de Karl Liebknecht (voir page 205)

dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage.

Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l'« union sacrée », constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, qui lui ont donné le caractère d'une lutte de races, de défense des droits respectifs et des libertés. C'est sous l'impulsion de ces sentiments que, dans chaque pays, une très grande partie des forces ouvrières d'opposition ont été submergées par le nationalisme et, depuis, une presse aux ordres du pouvoir n'a cessé d'en accentuer le caractère.

Aujourd'hui, les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires ; ces prétentions, si elles se réalisaient, seraient des causes de guerre future.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de remplir les devoirs affirmés dans les résolutions des congrès socialistes internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle. Il leur appartient, aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre, qui a déjà causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays.

C'est pourquoi nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre !

Que nous réprouvons de toute notre énergie la violation de la neutralité de la Belgique, solennellement garantie par les conventions internationales admises par tous les États belligérants. Nous demandons et ne cesserons de demander qu'elle soit rétablie dans toute son intégralité et son indépendance. Nous déclarons que nous voulons la fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur des conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation ;

Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein les germes d'une nouvelle guerre ;

Que nous œuvrerons, dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissipera les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun.

Une telle paix n'est possible, à nos yeux, qu'en condamnant toute idée, toute violation des droits et des libertés d'un peuple. L'occupation de pays entiers ou de provinces ne doit pas aboutir à une annexion. Nous disons donc : Pas d'annexions, effectives ou masquées ! Pas d'incorporations éco-

nomiques forcées, imposées, qui deviendraient encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés !

Nous disons que le droit des populations de disposer de leur sort doit être rigoureusement observé.

Nous prenons l'engagement formel d'agir inlassablement dans ce sens, dans nos pays respectifs, pour que le mouvement pour la paix devienne assez fort pour imposer à nos gouvernants la cessation de cette tuerie.

En dénonçant l'« union sacrée », en restant fermement attachés à la lutte de classe, qui servit de base à la constitution de l'Internationale socialiste, nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, puiserons la fermeté de lutter parmi nos nationaux contre cette affreuse calamité et pour la fin des hostilités qui ont déshonoré l'humanité.

Pour la délégation française : A. Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux ; A. Bourderon, secrétaire de la Fédération du Tonneau.
Pour la délégation allemande : Adolf Hoffmann, député au Landtag prussien ; Georg Ledebour, député au Reichstag.

La conférence adopta ensuite, comme conclusion à ses travaux, le manifeste suivant :

Prolétaires d'Europe !

Voici plus d'un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. *L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes.* Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : *la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme.* Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C'est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les États balkaniques, l'Arménie, courent le risque d'être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau, tombe

le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. *La vérité est qu'en fait ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations.* De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettront la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements, monarchiques ou républicains, la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Église : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

Ouvriers !

Vous, hier exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelés frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le militarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot une soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. À Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besognes diverses ; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs ; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'« union sacrée ». *Par cela même ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes.* Et de même que chaque parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international, manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens d'entreprendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix.

Dans cette situation intolérable, nous, représentants de partis socialistes, de syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploiteurs mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des

libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

Prolétaires !

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entretuer les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays belligérants d'entreprendre cette lutte avec toute leur énergie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble ; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Adresse de sympathie

La conférence socialiste internationale envoie l'expression de son ardente sympathie aux victimes innombrables de la guerre, au peuple polonais, au peuple belge, au peuple juif, au peuple arménien, aux millions d'êtres humains se débattant dans d'atroces souffrances, victimes d'horreurs sans précédent dans l'histoire, immolés à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste.

La conférence salue la mémoire du grand socialiste Jean Jaurès, première victime de la guerre, tombé en martyr de la lutte contre le chauvinisme et pour la paix, et des militants socialistes Toutséviteh et Catanesi, morts sur les sanglants champs de bataille.

La conférence envoie l'expression de son ardente et fraternelle sympathie aux membres de la Douma, exilés en Sibérie, qui continuent la glorieuse tradition révolutionnaire russe ; aux camarades Liebknecht et Monatte qui, en Allemagne et en France, ont mené courageusement la lutte contre la trêve nationale ; à Clara Zetkin et Rosa Luxemburg, emprisonnées pour leur propagande socialiste ; aux camarades de toutes nationalités poursuivis ou emprisonnés pour avoir lutté contre la guerre.

La conférence s'engage solennellement à honorer les vivants et les morts en suivant l'exemple de ces courageux camarades, en travaillant sans trêve à réveiller l'esprit révolutionnaire dans les masses du prolétariat international et à les unir dans la lutte contre la guerre fratricide et contre la société capitaliste.

12. Lénine
Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald
(2 septembre 1915)

Selon Trotsky, les discussions conduites durant quatre jours à Zimmerwald furent «orageuses» entre l'aile incarnée par Lénine et la majorité des délégués qui avaient du mal à sortir d'une posture plus pacifiste que révolutionnaire. Lénine s'était finalement rallié à la résolution proposée par Trotsky parce qu'il considérait qu'elle constituait dans le contexte un «pas en avant».

Mais il n'entendait pas renoncer à ses convictions, notamment au mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et à celui du défaitisme révolutionnaire.

Dix ans plus tôt, il avait déjà affirmé, lors de la guerre contre le Japon, que la chute de Port-Arthur était le signe que l'Asie «progressiste» et «avancée» venait de porter à la vieille Europe «réactionnaire» et «arriérée» un coup irréparable. La *«critique des armes japonaises»,* écrivait-il alors, avait confirmé la *«critique de l'aristocratie russe»* formulée par la social-démocratie russe. Cette position avait été renouvelée dès le mois d'août 1914: Lénine expliqua que la défaite des armées tsaristes serait un «moindre mal». Il préconisa aux militants révolutionnaires des pays impérialistes, n'étant suivi sur ce point que par une poignée de responsables, d'orienter leur propagande contre leur propre gouvernement.

Aussi, la conférence internationale à peine close, Lénine s'employa-t-il à regrouper les partisans de cette ligne. Dans *Ma Vie*, Trotsky écrit à ce sujet: *«C'est à Zimmerwald que Lénine tendit fortement le ressort pour une future action internationale. Dans ce petit village de la montagne suisse, il posa les premières pierres de l'Internationale révolutionnaire.»*

La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme. Ce stade, atteint par le capitalisme, est son stade suprême. Les forces productives de la société et l'importance du capital ont grandi au-delà des limites étroites des différents États nationaux. D'où la tendance des grandes puissances à asservir d'autres nations, à conquérir des colonies, en tant que sources de matières premières et débouchés pour l'exportation des capitaux. Le monde entier devient un organisme économique unique ; le monde entier est partagé entre une poignée de grandes puissances. Les conditions objectives du socialisme sont parvenues à une maturité complète et la

guerre actuelle est une guerre des capitalistes pour des privilèges et des monopoles susceptibles de retarder la faillite du capitalisme.

Les socialistes, qui aspirent à libérer le travail du joug du capital et se font les champions de la fraternité universelle des ouvriers, luttent contre toute forme d'oppression et d'inégalité en droits des nations. À l'époque où la bourgeoisie était progressive, où le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug étranger était à l'ordre du jour de l'histoire, les socialistes, qui ont toujours été les démocrates les plus conséquents et les plus résolus, admettaient en ce sens, et en ce sens seulement, la « défense de la patrie ». Aujourd'hui encore, si une guerre des nations opprimées contre leurs oppresseurs, les grandes puissances, éclatait dans l'est de l'Europe ou dans les colonies, toute la sympathie des socialistes irait aux opprimés.

Mais la guerre actuelle a été engendrée par une époque historique toute différente, où la bourgeoisie, naguère progressive, est devenue réactionnaire. De la part des deux groupes de puissances belligérantes, cette guerre est une guerre d'esclavagistes pour le maintien et le renforcement de l'esclavage : pour un nouveau partage des colonies, pour le « droit » d'opprimer d'autres nations, pour les privilèges et les monopoles du capital impérialiste, pour la perpétuation de l'esclavage du salariat par la division des ouvriers des différents pays et la répression réactionnaire de leurs aspirations. C'est pourquoi les discours sur la « défense de la patrie » tenus par les deux groupes belligérants sont une mystification du peuple par la bourgeoisie. Ni la victoire de l'un des groupes, quel qu'il soit, ni le retour au statu quo ne peuvent préserver la liberté de la majorité des nations du monde contre l'oppression exercée sur elles par une poignée de grandes puissances, ni garantir à la classe ouvrière même ses modestes conquêtes culturelles d'aujourd'hui. L'époque du capitalisme relativement pacifique est révolue sans retour. L'impérialisme apporte à la classe ouvrière une aggravation inouïe de la lutte des classes, de la misère, du chômage, du coût de la vie, de la domination des trusts, du militarisme, ainsi que la réaction politique qui relève la tête dans tous les pays, même les plus libres.

La signification réelle du mot d'ordre de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, c'est la défense du « droit » pour « sa » bourgeoisie nationale d'opprimer d'autres nations, c'est la politique ouvrière national-libérale, c'est l'alliance d'une infime partie d'ouvriers privilégiés avec « leur » bourgeoisie nationale contre la masse des prolétaires et des exploités. Les socialistes qui mènent cette politique sont en fait des chauvins, des social-chauvins. La politique consistant à voter les crédits militaires et

à entrer dans les ministères, la politique de la « Burgfrieden[1] », etc., est une trahison du socialisme. L'opportunisme, engendré par les conditions de l'époque « pacifique » révolue, a maintenant accompli sa rupture complète avec le socialisme et est devenu un ennemi avéré du mouvement de libération du prolétariat. La classe ouvrière ne peut atteindre ses objectifs d'une portée historique mondiale sans mener la lutte la plus résolue contre l'opportunisme et le social-chauvinisme déclarés (la majorité des partis sociaux-démocrates de France, d'Allemagne et d'Autriche, Hyndman, les Fabiens et les trade-unionistes en Angleterre, Roubanovitch, Plékhanov et *Nacha Zaria* en Russie, etc.), ainsi que contre le « centre » qui a cédé les positions du marxisme aux chauvins.

Le manifeste de Bâle, unanimement adopté en 1912 par les socialistes du monde entier en prévision d'une guerre entre les grandes puissances exactement semblable à celle qui se déroule actuellement, a nettement reconnu le caractère impérialiste et réactionnaire de cette guerre, déclaré qu'il considérait comme un crime que les ouvriers d'un pays tirent les uns sur les autres, et proclamé l'imminence de la *révolution prolétarienne*, précisément en liaison avec cette guerre. Effectivement, la guerre crée une situation révolutionnaire ; elle engendre un état d'esprit révolutionnaire et une effervescence révolutionnaire dans les masses ; elle suscite partout, dans la meilleure partie du prolétariat, une prise de conscience du danger mortel que représente l'opportunisme et accentue la lutte contre ce dernier. Le désir de paix qui grandit dans les masses laborieuses traduit leur déception, la faillite du mensonge bourgeois sur la défense de la patrie, le début de l'éveil de la conscience révolutionnaire des masses. En utilisant cet état d'esprit pour leur agitation révolutionnaire, sans se laisser arrêter par l'idée de la défaite de « leur » patrie, les socialistes ne tromperont pas le peuple par l'espoir illusoire d'une paix prochaine et de quelque durée, démocratique et excluant l'oppression des nations, par l'espoir du désarmement, etc., sans un renversement révolutionnaire des gouvernements actuels. Seule la révolution sociale du prolétariat ouvre le chemin à la paix et à la liberté des nations.

La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révo-

1 Paix civile.

lutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme.

13. Afred Rosmer
Lettre aux abonnés de *la Vie ouvrière*
(1er novembre 1915)

Alfred Rosmer, qui n'avait pas pu se rendre en Suisse mais qui fut mis au courant de toutes les discussions qui s'y étaient menées et qui parvint à publier sous le manteau le manifeste de la conférence, écrit à ce propos: *«En provoquant un réveil général, la conférence de Zimmerwald a atteint son but essentiel, elle a tiré le mouvement ouvrier de la honteuse torpeur de l'union sacrée... On peut déjà dire que le règne du socialisme de guerre est fini, bien qu'il faudra un long temps encore pour l'abattre. Mais il ne cessera plus de décroître, alors que le phare de Zimmerwald rassemblera des forces grandissantes.»*

Convaincu que cette rencontre représentait un tournant essentiel pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, Rosmer entendait retisser les liens avec les militants syndicalistes, socialistes et anarchistes restés fidèles à leurs convictions. Or, il avait dû renoncer jusque-là, en raison de la censure, à reprendre la publication de *la Vie ouvrière*. À la «négation du socialisme» que représente à ses yeux l'«union sacrée», il oppose l'internationalisme des prolétaires. Et avec cette première lettre, Rosmer engageait, entouré d'un petit groupe de militants, le combat pour la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire en France et à l'échelle internationale.

Paris, 1er novembre 1915

Quand on est resté quinze mois sans donner de nouvelles, on a tant de choses à dire qu'on ne sait plus par quoi commencer. On voudrait se mettre à jour d'un coup, mais on est vite contraint d'y renoncer. Je viens d'en faire l'expérience. Désirant reprendre contact avec nos abonnés sous cette forme modeste, je me proposais d'examiner toutes les questions soulevées par la guerre, et cette première lettre s'allongeait démesurément. J'ai dû tailler, rogner. L'essentiel, pour aujourd'hui, c'est d'indiquer nettement notre position et de donner les raisons de notre long silence.

Notre position, Monatte l'a établie dès novembre 1914 par son attitude au Comité confédéral, puis par sa démission et la circulaire dans laquelle il en dit les motifs.

Nous avons songé plus d'une fois à reprendre la publication de la *VO* sous la forme qu'exigeaient les circonstances, d'en faire l'organe où syndicalistes, socialistes et anarchistes restés fidèles à leurs conceptions

auraient pu librement s'exprimer. Nous n'avons pas pu y parvenir. Les mobilisations successives ont disloqué et presque complètement dispersé notre petit groupe. Ceux qui restaient étaient si dépourvus de moyens qu'il nous a fallu laisser passer quinze mois avant de pouvoir écrire chez nous.

Si nous avions accepté de faire notre partie dans le chœur de ceux qui, subitement, trouvèrent à la guerre des vertus, ces obstacles eussent été facilement surmontés. Mais c'eût été *« pour vivre perdre toute raison de vivre »* – chose très ancienne, comme la formule qui sert à l'exprimer – et pas un instant nous n'avons voulu être dupes des interprétations que les gouvernants ont si généreusement fournies aux peuples pour apaiser leur conscience et les faire aller joyeusement à la mort.

Guerre libératrice, guerre de la civilisation contre la barbarie, guerre de races, guerre du droit, nécessité d'abattre le militarisme ennemi, guerre pour tuer la guerre, guerre pour le principe des nationalités, pour l'indépendance des petites nations, nous ne voyions rien de tout cela dans l'énorme conflit qui se déclenchait. Nous reconnaissions les clichés que les gouvernements ressortent au début de chaque tuerie et dont ils se servent les uns contre les autres. Georg Brandès rappelait, il y a quelque mois, dans sa lettre à Clemenceau, qu'en 1870 on disait déjà que cette guerre serait la dernière. Mais dans le désarroi où les plongèrent l'effondrement du socialisme et du syndicalisme, beaucoup de travailleurs se raccrochèrent à l'une ou l'autre de ces explications, qui leur apparaissait comme une planche de salut. On leur offrait une contrefaçon d'idéal. Ils l'acceptèrent. Une presse unanime faussa insensiblement les jugements.

Depuis, beaucoup d'entre eux se sont ressaisis : le simple développement des événements a suffi à leur ouvrir les yeux, à les mettre en face du vrai problème.

Un des nos amis qui, après quelque hésitation, avait fini par se laisser convaincre qu'il s'agissait d'une lutte nécessaire contre une tyrannie insupportable, écrivait récemment – du front – qu'il constatait maintenant que *« les gouvernements ont faussé le sens de la guerre »*. C'est leur explication de la guerre qui était fausse.

Responsabilités

Ceux des syndicalistes qui ont, dès le début, rallié le gouvernement, ont découvert deux choses. Ils affirment qu'ils ont tout fait pour empêcher la guerre et que c'est l'Allemagne seule qui en porte la responsabilité.

Ce sont là des conceptions commodes, confortables. On n'a rien à se reprocher et il fallait bien se défendre contre une agression longuement préméditée. Seulement, ces deux affirmations sont fausses.

Ces syndicalistes se décernent bien vite une attestation d'irréprochabilité. Qu'ont-ils fait pour empêcher la guerre ? À côté de l'action publique que tout le monde connaît, il y eut des séances presque quotidiennes du Comité confédéral. De ces séances, l'histoire sera écrite. Elle n'est pas glorieuse.

Même si on s'en tient aux faits immédiats, l'examen des seuls documents diplomatiques des alliés ne permet pas de dire que c'est l'Allemagne seule qui a voulu la guerre et l'a provoquée. La guerre qui s'est déchaînée il y a quinze mois, elle rôdait en Europe depuis dix ans. Chaque fois qu'elle devint menaçante, en 1905, en 1911, en 1912, nous l'avons dénoncée comme le heurt d'impérialismes rivaux, nous avons mobilisé contre elle les travailleurs de France et participé à des démonstrations internationales. Aujourd'hui qu'elle s'est déchaînée malgré nous, on affecte de ne plus la reconnaître et on lui donne le caractère d'une attaque brusquée du militarisme allemand contre la liberté des peuples. Croit-on masquer ainsi notre impuissance ?

Si c'est le calcul qu'on fait, c'est un calcul misérable et dangereux. Car ce nouveau point de vue entraîne deux conséquences, une quant au passé et une quant à l'avenir.

Si l'Allemagne se préparait depuis quarante ans à foncer sur la France à l'heure choisie par elle, alors ce sont les nationalistes qui avaient raison, eux qui dénonçaient sans cesse ses visées belliqueuses, et on a eu bien tort de les combattre.

Et pour l'avenir, ce sont les dépeceurs de l'Allemagne qui ont raison. Détruire le militarisme allemand, ça n'a pas de sens ou ça veut dire qu'il faut affaiblir l'Allemagne, la couper en morceaux. Il est bien certain qu'une Allemagne amputée des provinces de la rive gauche du Rhin, comme le demande la Ligue des patriotes et comme l'indique la carte qu'elle a fait distribuer aux soldats du front pour attester que la France ne fait pas une guerre de conquête, serait militairement moins forte. Ce ne serait pas son écrasement définitif, mais elle serait considérablement affaiblie et elle aurait besoin de dizaines d'années pour reconstituer sa puissance ancienne. Mais cela n'atteindrait en aucune façon le militarisme lui-même. C'est un écrivain anglais, Arnold Bennett, qui est obligé de nous rappeler que le militarisme allemand ne pourra être détruit que par les Allemands eux-mêmes, car le militarisme ne détruit pas le militarisme, mais l'engendre. Ne voyons-nous pas, en ce moment même, tous les États, belligérants ou non, armer avec frénésie !

Et puis, cette explication de circonstance, trouvée après coup, en opposition absolue avec tout ce que nous disions jusqu'à la veille de la guerre,

elle a un autre danger : elle décharge de toute responsabilité nos chauvins, nos nationalistes. Eux aussi, ils répètent que c'est la guerre du droit, de la Justice – le général d'Amade le disait, ces jours-ci encore, à Petrograd – contre la sauvagerie allemande. Et nous leur permettrions de dire qu'ils n'ont pas voulu la guerre. Nous oublierions la politique germanophobe de Delcassé que Jaurès a tant de fois et si courageusement dénoncée, bravant la colère des impérialistes franco-anglais. Nous ferions le silence sur la politique nettement nationaliste qui fut celle du gouvernement tout entier, à partir de l'avènement de Poincaré. Étrange amnésie! Et demain, quand les gouvernements devront rendre compte devant les peuples des crimes accumulés, nous n'aurions rien à reprocher au nôtre.

Nous n'avons nulle envie d'atténuer les responsabilités de l'Allemagne. Elle a ses pangermanistes, d'autant plus dangereux qu'ils vivaient sur la victoire, qu'ils savaient disposer d'une force militaire plus puissante. Mais nos nationalistes et les *jingoes*[1] anglais se chargeaient bien de leur donner la réplique et, ayant vu ce que nous avons vu, fait ce que nous avons fait, il n'y a pour nous qu'une attitude possible : dire que la guerre est le résultat du choc d'impérialismes rivaux et refuser résolument de nous identifier avec nos gouvernements, qui, tous, ont leur part de responsabilité. Et si, parce que nous n'acceptons pas l'explication officielle de la guerre, on nous dit que nous sommes germanophiles, nous répondons comme Noah Ablett répondit aux *jingoes* anglais au nom des mineurs du Pays de Galles : *« Nous ne sommes pas germanophiles, mais nous sommes classe ouvrière ! »*

Impérialisme

Si la folie du début était explicable chez la masse, égarée par les journaux, elle ne l'était pas chez les militants, liés par leurs déclarations, par leurs engagements antérieurs, par le syndicalisme.

On eût dit que la guerre qui éclatait était un événement si imprévu, si imprévisible, qu'on était bien excusable de perdre la tête et qu'il n'y avait vraiment qu'à se mettre à la remorque des nationalistes du gouvernement.

Cependant, la guerre présente, c'est la même que celle dont la menace nous avait alarmés en 1905, en 1911 et en 1912. On avait pu alors obliger les gouvernements à traiter, mais la cause du conflit restait entière. La paix d'Agadir, si laborieusement conclue, n'était qu'une trêve. Elle ne désarma pas les impérialistes. En France, nos nationalistes chassèrent le ministre

1 À l'origine, cette expression désignait les partisans de la politique britannique menée par le Premier ministre Disraeli vers 1877-1878. Elle renvoie ici à son sens plus général de chauvin et va-t-en-guerre.

qui l'avait signée. En Allemagne, les pangermanistes accusèrent leur empereur de lâcheté et l'appelèrent publiquement Guillaume-le-Poltron. C'est que, pour la première fois, l'Angleterre avait montré clairement quelle serait son attitude en cas de guerre franco-allemande : elle serait aux côtés de la France. Ainsi étaient confirmées les conventions militaires secrètes, liant les deux pays, dont les ministres, chaque fois qu'ils avaient été interrogés, avaient nié l'existence. Les pangermanistes exhalèrent leur colère. Nos nationalistes, sûrs désormais de l'appui anglais, devinrent plus agressifs. Les positions se précisaient : Triple Entente contre Triple Alliance ; tout conflit entre deux puissances serait désormais un conflit européen. Cette division de l'Europe en deux grands groupements n'apportait pas la paix mais la guerre. Ils se heurtaient en Afrique, en Asie, dans les Balkans.

Quand on emploie aujourd'hui le mot impérialisme, on ne lui donne pas sa signification moderne mais sa signification ancienne, laquelle a perdu tout intérêt. L'impérialisme, puisqu'il faut le définir, c'est la lutte économique que se livrent les grandes puissances pour la conquête de débouchés, pour acquérir des zones d'influence dans les pays non industrialisés où elles peuvent écouler leurs produits, obtenir des concessions, exercer une sorte de protectorat. Il est à la base de toutes les guerres modernes : États-Unis contre Espagne, pour Cuba et Panama ; Japon contre Russie, pour la Mandchourie et la Corée ; Angleterre contre Républiques sud-africaines, pour l'exploitation des mines. La guerre balkanique elle-même qui, pour les gens à courte vue, est une guerre de nationalités et de races, est une guerre impérialiste. Les Balkaniques : Grèce, Serbie, Bulgarie, ne s'unirent pas d'eux-mêmes contre la Turquie. La ligue balkanique fut l'œuvre de feu M. de Hartwig, ministre de Russie à Belgrade. Elle marqua, comme on l'a dit alors, le retour de la Russie en Europe, après ses malheureuses aventures en Extrême-Orient. Il s'agissait d'affaiblir la Turquie, point d'appui de l'Allemagne, et de créer la Grande Serbie, barrant la route des Austro-Allemands vers l'Asie mineure et la Mésopotamie, route qu'ils s'efforcent de rétablir en ce moment même.

Prophéties

Tel était l'état de l'Europe en ces dix derniers ans. Les deux grands groupements ne constituaient pas un régime d'équilibre stable ; ils portaient en eux un germe de guerre et de guerre redoutable.

Cependant, cette guerre avait été, à plusieurs reprises, évitée. Elle l'avait été pour des raisons diverses et notamment à cause des manifestations internationales, socialistes et ouvrières. Aujourd'hui que l'épreuve

a montré que notre Internationale n'était qu'une caricature d'Internationale, nous serions mal venus à exagérer notre force, mais c'était pour les gouvernants un de ces impondérables qu'ils ne négligent pas, et les efforts qu'ils ont faits pour s'annexer les chefs ouvriers et socialistes montrent bien qu'ils n'étaient pas sans inquiétude à ce sujet.

On pouvait donc différer d'opinion sur le degré de probabilité ou même de fatalité de la guerre ; mais sur le caractère qu'elle aurait au cas où elle éclaterait, il n'y avait aucun doute.

Or, aujourd'hui, les nationalistes – dans tous les pays d'ailleurs – triomphent bruyamment et répètent qu'ils avaient prévu la guerre.

Mais nous l'avons prévue autant qu'eux et mieux qu'eux. Seulement il y avait, entre eux et nous, cette différence, qu'ils la disaient fatale parce qu'ils la voulaient, et que nous disions, nous, qu'elle n'était pas fatale, parce que nous pensions être assez forts pour empêcher les gouvernements de jeter les peuples dans cette formidable aventure.

Au début de 1911, nous avons publié une étude de Merrheim intitulée *L'Approche de la guerre*, où il montrait l'état d'acuité de la rivalité économique et militaire franco-allemande et la menace de guerre qu'elle contenait. Le 5 juillet de la même année, autre étude de Domela Nieuwenhuis, ayant pour titre *La guerre anglo-allemande vue de Hollande*. Je dois me borner aujourd'hui à signaler ces deux études, vieilles déjà de quatre ans. Mais je me promets de montrer bientôt combien les vues de nos deux camarades étaient plus réellement prophétiques que toutes les rocambolesques billevesées nationalistes sur l'« avant-guerre ».

Angleterre

Que de choses aussi il faudrait dire sur l'Angleterre, sur le rôle important qu'elle a joué dans la politique européenne des dix dernières années, et pour montrer où elle en est aujourd'hui. L'espèce d'exécration universelle qui est présentement le lot de l'Allemagne, elle l'a connue au début de ce siècle. Elle n'était guère aimée avant la guerre sud-africaine. Cette guerre sans gloire la fit haïr. Tout ce qui sert actuellement contre l'Allemagne fut employé contre elle. Il suffit, dans les articles de journaux de cette époque, de remplacer le mot Angleterre par le mot Allemagne. M. Ernest Lavisse, qui participe avec beaucoup d'ardeur à la « bochophobie » journalistique courante, écrivait – peut-être s'en souvient-il ? - : *« L'Angleterre a fatigué le monde par la façon dont elle se moque de lui… Au début du conflit avec le Transvaal, elle donnait à entendre qu'il ne ferait pas bon lui proposer un arbitrage… La prétention récente de l'Allemagne*

à vendre ses produits made in Germany lui semble une indiscrétion et une inconvenance. » (*Revue de Paris*, 1er janvier 1900).

Alors, M. Lavisse croyait qu'un Français peut se rencontrer avec un empereur d'Allemagne, qu'il peut lui adresser des lettres ouvertes ; il envisageait sans horreur l'hypothèse d'un rapprochement franco-allemand. On accablait l'Angleterre sans mesure. Il n'y avait plus de littérature anglaise, encore moins d'art anglais. Il n'était plus jusqu'au physique des Anglaises où on ne vit une raison de détester la perfide Albion.

Cette caricature de l'Angleterre, elle trouve son pendant aujourd'hui, en sens inverse. En vain les grands journaux anglais écrivent que l'Angleterre serait intervenue en tout état de cause ; qu'elle n'est pas intervenue parce que l'Allemagne a violé la neutralité belge mais parce que c'est pour elle un intérêt vital que l'Allemagne n'exerce pas une hégémonie en Europe. Le *Times* le dit ; le *Morning Post* le dit ; Bernard Shaw le démontre de façon décisive. Nous en sommes toujours, en France, à voir la guerre comme un mélodrame où l'Angleterre serait le personnage sympathique et auquel il faudrait le dénouement traditionnel, comme le demande le ministre d'État Vandervelde.

S'il est permis de marquer une préférence pour une manière de vivre et une forme de civilisation sans cesser pour cela de comprendre et d'aimer les autres, j'étais et je demeure anglophile. Mais l'Angleterre sans soldats, l'Angleterre de la liberté individuelle, l'Angleterre accueillante aux proscrits, elle est en train de mourir, et ce ne seront pas les Allemands qui l'auront tuée mais ses propres impérialistes. Un de mes amis, que les changements dont il est témoin alarment, m'écrivait : « *Pauvre vieille Angleterre, nous ne la reverrons plus !* » Ce n'est pas cette Angleterre-là qui mène la guerre. Ce sont les impérialistes, c'est leur guerre, et ils en attendent toutes sortes d'avantages : à l'extérieur, défaite économique de l'Allemagne ; à l'intérieur, établissement de la conscription qui permettra de conjurer, à la manière de Briand, les menaces de grandes grèves, plus redoutables encore que celles de 1911-1912.

Socialistes allemands

On s'est souvenu récemment que c'est la *VO* qui a publié les articles de M. Andler. Pourquoi les avions-nous tirés de *l'Action nationale*, où ils étaient passés inaperçus ? Parce qu'ils posaient la question du socialisme impérialiste et cette question si grave, nous voulions qu'on la discute publiquement.

Nous n'avions pas d'illusion, pour notre part, sur le révolutionnarisme du socialisme allemand, considéré dans son expression officielle et parlementaire.

Le mouvement ouvrier, en particulier, par son nombre, par ses ressources, par l'étendue de son organisation, prenait peu à peu la place du trade-unionisme d'outre-Manche et acquérait une sorte d'hégémonie. Il était plus intimement mêlé à la vie internationale, envoyant volontiers des subsides, donnant son aide pour des grèves. Pour tout ce qui était la partie matérielle de sa tâche, il n'y avait rien à lui reprocher. Mais il n'en était pas de même pour la partie morale. Nous ne pûmes jamais le décider à aborder la véritable action internationale, tant pour le temps de paix que pour le temps de guerre, à préparer les mobilisations ouvrières nécessaires. Du côté des trade-unions, nous nous heurtions jadis à l'insularité britannique qui n'avait qu'à peine le sens international et s'en tenait à un vague pacifisme voisin du pacifisme bourgeois. Du côté du mouvement syndical allemand, nous nous heurtions maintenant à une espèce d'impérialisme informulé mais dangereux. Aussi ne perdions-nous aucune occasion de le dénoncer, d'en montrer les périls.

Où étaient alors ceux qui rendent l'unanimité des travailleurs allemands responsable de la trahison de quelques-uns de leurs chefs et refusent de les connaître aussi longtemps que durera la guerre ? Ils étaient avec eux, contre nous. Jamais, dans les conférences internationales, nous n'avons trouvé le moindre appui : grandes nations comme petites nations étaient systématiquement avec l'Allemagne, contre nous. Et ceux de nos socialistes qui, à tout propos, voulaient nous faire nous prosterner devant les Allemands, qui voulaient nous conduire devant eux pour nous faire donner des leçons, qui rabaissaient sans cesse la valeur et la force de notre syndicalisme, comment reconnaissent-ils leur erreur ? D'une étrange façon: en imitant ces hommes qu'ils admiraient et ne veulent plus connaître. L'un d'eux fait, de Suisse, du nationalisme alsacien-lorrain dans *l'Humanité*. Un autre déclarait, il y a quelques mois, qu'il lui serait impossible de se rencontrer, en ce moment, avec un socialiste allemand, « *même avec Liebknecht* ». Voilà l'aide qu'ils apportent à cette vaillante minorité qui, malgré la prison, les persécutions gouvernementales, poursuit si courageusement sa campagne contre la guerre. Ils sont pour elle des adversaires aussi dangereux que le sont leurs Südekum et leurs Heine.

Union sacrée

Ne sont-ils pas d'ailleurs eux-mêmes la contrepartie des Südekum et des Heine ? Comme eux, ils se sont mis à la disposition de leur gouverne-

ment pour toutes les besognes que celui-ci leur a confiées. Pour se justifier, ils répètent que socialistes allemands et français ne sont pas sur le même plan. S'ils est vrai que les socialistes allemands étaient et sont tenus plus que tous les autres par le rôle prépondérant qu'ils jouaient dans le mouvement international, par la situation militaire favorable de l'Allemagne, qui n'a pas d'« ennemis » sur son territoire, par les convoitises de leurs pangermanistes, leur faillite ne saurait être une excuse à notre faillite.

L'union sacrée, qui est la négation du socialisme, est plus solide en France qu'en tout autre pays. Ce sont nos socialistes qui la cimentent ; chaque fois qu'ils sont trop vivement attaqués par les nationalistes, ils se plaignent et l'invoquent.

Or, sous prétexte d'union sacrée, que voyons-nous ? Le chrétien a t-il cessé d'adorer son Dieu, le royaliste son roi, le bourgeois son dividende ? Non. Les uns et les autres sont au contraire très actifs et parfois plus qu'actifs. Mais la classe ouvrière, elle, est paralysée, ses organisations n'ont plus de vie, ses journaux la servent mal, quand ils ne l'abandonnent pas complètement. Elle est livrée à l'exploitation capitaliste. Ce sera demain une stupeur de constater que ceux qui étaient considérés comme les représentants les plus qualifiés de la classe ouvrière aient pu signer pareil pacte, par lequel le présent est sacrifié et l'avenir même compromis.

Croit-on qu'on pourra, du jour au lendemain, revenir à l'ancienne attitude ? Le simplisme guesdiste le dit et, sans doute, le croit. Mais le voudrait-on sincèrement que cela ne serait pas possible.

Il y a des écrits et des paroles qui engagent. On tentera de mettre debout un socialisme national, un corporatisme national : le personnel existe déjà pour cette entreprise. Nous assisterons à un spectacle semblable à celui qu'on vit lors de l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. Nous verrons à l'œuvre la corruption gouvernementale. Nous la verrons faire le siège des organisations ouvrières. Nous le voyons déjà.

Tenir

Dans l'état du désarroi qu'engendre toute grande œuvre, surtout quand les chefs socialistes et ouvriers passent au gouvernement, il y a une période durant laquelle on ne peut songer qu'à sauver et conserver ce qui existe. La tâche qui est alors devant les révolutionnaires, c'est, pour eux aussi, de tenir. C'est ce qu'ont fait les socialistes italiens. C'est ce qu'ont fait, dès le premier jour et n'ont cessé de faire depuis, nos camarades de l'Independent Labour Party. Si nous avions eu une attitude analogue à la leur, le gouvernement aurait senti qu'il subsistait une grande force hostile à sa

politique, un grand mouvement qu'il pouvait momentanément paralyser mais non détruire, et cela aurait été pour lui un rappel salutaire.

Propositions de paix

Il est hors de doute, à présent, qu'au début de cette année, le président Wilson a tenté d'amener les belligérants à traiter. Nous en avons toutes les attestations officielles désirables. Il s'était établi alors une espèce d'équilibre des forces antagonistes. Les Allemands occupaient le nord de la France et la Belgique, mais ils avaient perdu leurs colonies et la Galicie était occupée en partie par les Russes. On pouvait facilement traiter sur la base du statu quo avant la guerre. C'était une solution excellente pour les peuples, car elle montrait que la guerre ne peut que détruire, mais détestable pour les gouvernements. Nous saurons un jour – nous l'entrevoyons déjà – qui a été intransigeant : sa responsabilité devant le monde sera lourde. Si, à ce moment-là, des forces d'opposition avaient exercé une pression suffisante, elles auraient contraint les belligérants à traiter. Que de vies eussent été épargnées ! Mais les intrépides guerriers de l'arrière ne voulurent pas d'une pareille solution. Il leur fallait encore des morts parce que ce qu'ils veulent, c'est imposer leurs conditions de paix.

Et la guerre a continué. Et la France a continué de vivre dans les ténèbres, grâce à l'odieux régime que le gouvernement de M. Viviani lui a imposé durant quinze mois. Il n'y a plus qu'un seul journal, fait avec l'information spéciale que fournit le gouvernement. Quiconque s'en écarte est supprimé. S'il y a de lourdes pertes, c'est en Allemagne. S'il y a lassitude, c'est en Allemagne. Si on aspire à la paix, c'est en Allemagne. Si la vie est chère, c'est en Allemagne. S'il y a de l'arbitraire gouvernemental, c'est en Allemagne. S'il y a des socialistes impérialistes, c'est en Allemagne.

Ah! Nous pouvons nous moquer de la façon dont d'autres peuples sont informés ! Jamais, dans aucun pays, pareil régime d'étouffement n'a sévi.

Pour les organisations

Et si nous dénonçons ce régime, si nous refusons de nous incliner devant l'espèce de dictature socialiste et syndicaliste qui prétend supprimer toute opposition, si nous nous désolidarisons de certaines attitudes et de certains actes, alors on nous accuse d'être des agents de désunion ouvrière, de briser les organisations déjà affaiblies.

Les pires ennemis des organisations ce sont ceux qui ont compromis le syndicalisme, qui en ont piétiné les principes, qui ont fait du syndicalisme « un parti comme les autres ». Où en serions-nous, en France, si la Fédéra-

tion des Métaux n'avait tenu bon dans la tourmente ? Ce n'est pas autour des organismes et des individus qui ont failli que se groupent aujourd'hui, que se grouperont demain, les masses ouvrières.

En Angleterre, l'Independent Labour Party, contre lequel les nationalistes sont déchaînés, que le gouvernement persécute, dont on entrave la propagande, loin d'être affaibli, voit au contraire croître sa force. Son organe, le *Labour Leader*, a vu son tirage faire un bond en avant de 18 000 exemplaires depuis la guerre ; il est passé de huit à douze pages, et non seulement son influence a grandi dans la masse ouvrière mais encore il a rallié autour de lui tous les libéraux anti-impérialistes restés fidèles à leurs idées.

En France, le socialisme et le syndicalisme ont abandonné la classe ouvrière dans le moment le plus grave, le plus douloureux. Le désarroi a été plus grand qu'en tout autre pays et, devant une telle trahison, on se laisse volontiers aller au découragement et au scepticisme. Mais il n'est pas vrai que nous ne puissions rien faire et les signes de réveil sont depuis quelque temps assez nombreux pour donner à tous confiance. La conférence de Zimmerwald doit être le point de départ d'une action vigoureuse, socialiste et syndicaliste, pour la paix.

J'ai pensé pouvoir seconder cette action en apportant aussi souvent que possible des informations sur le mouvement ouvrier et socialiste international. On ne sait rien, en France, de ce qui se passe réellement à l'étranger. On ignore même ce qui se passe en France. Qui sait, par exemple, que Louise Saumoneau est en prison depuis le 2 octobre ?

Pour cela, il faut qu'on m'aide, moralement et matériellement. Moralement, en m'écrivant ; matériellement, en m'envoyant des souscriptions. Il ne saurait être question pour l'instant de fixer un prix d'abonnement, la périodicité de ces Lettres restant imprécise et la forme provisoire. Cependant, même avec ce format restreint, il me sera possible de dire beaucoup de choses que je crois utiles. Ce ne sera pas la matière qui manquera. Je pars aujourd'hui avec mes propres moyens, pour rompre notre long silence. Mais je n'ai besoin de dire que j'accueillerai avec joie le concours de tous ceux qui voudront bien m'aider. Avec l'aide qui me viendra en cours de route, il sera possible de forger l'instrument de notre propagande.

14. Léon Trotsky
Projet de manifeste pour la conférence de Kienthal
(Janvier 1916)

Malgré l'opposition des dirigeants de la IIe Internationale et des partis socialistes ralliés depuis l'entrée en guerre à la politique d'union sacrée, c'est-à-dire à la guerre elle-même et à ses buts, et malgré le poids de la censure, la conférence de Zimmerwald donna effectivement, selon les termes de Trotsky, *«une forte impulsion au mouvement qui se développait contre la guerre en différents pays»*.

En Allemagne, en décembre 1915, 18 députés sociaux-démocrates votèrent contre les crédits de guerre, 24 autres s'abstinrent. S'ils ne rejoignirent pas pour autant les positions de Lénine, c'était toutefois un indice supplémentaire des lignes de fracture qui parcouraient ce qui avait été le plus grand parti socialiste avant 1914, et de la poussée du courant contre la guerre dans l'opinion ouvrière.

En France, dès novembre 1915, l'opposition à la guerre, jusque-là bien faible et peu structurée, se construisait au travers d'un Comité pour la reprise des relations internationales, animé notamment par Bourderon et Merrheim. Il se composait d'une section composée d'adhérents de la SFIO et d'une autre regroupant des syndicalistes.

Plusieurs partis socialistes, il est vrai parmi les moins influents, se rallièrent au manifeste de Zimmerwald.

La Commission socialiste internationale mise en place lors de cette première conférence internationale entendait par conséquent étendre son influence et se structurer davantage. Elle organisa dans ce sens une première réunion en février 1916, qui décida elle-même la convocation d'une conférence plénière à Kienthal, près de Berne.

Cette fois, Trotsky ne put se rendre en Suisse. Mais il fit parvenir, au nom du groupe organisé autour du journal *Nache Slovo* (Notre parole) et de celui de *la Vie ouvrière* animé par Alfred Rosmer, le projet qui suit:

Cinq mois se sont écoulés depuis la conférence de Zimmerwald où nous, socialistes d'Europe, avons lancé un cri d'indignation et d'appel. Cinq nouveaux mois de guerre ont passé, l'un après l'autre, sur l'humanité, et chacun de ces mois a vu les peuples acharnés à poursuivre leur propre extermination, leur propre ruine au milieu des carnages, supportant sans révolte l'œuvre hideuse d'un militarisme déchaîné qui ne

peut plus être maîtrisé par les mains sanglantes des maîtres actuels des nations d'Europe. L'extermination automatique de la fleur des peuples a poursuivi sa voie durant ces longs mois. De nouveaux milliards, par dizaines, extraits de la richesse collective par des emprunts de guerre, ont été engloutis, consacrés exclusivement à la destruction de vies humaines et des conquêtes de la civilisation.

Si le cerveau humain travaille encore dans ce cercle infernal, ce n'est plus que pour perfectionner et inventer des engins d'extermination. Le problème qui préoccupe actuellement les dirigeants, les savants, les inventeurs de tous les pays, consiste à trouver le moyen d'anéantir des armées entières au moyen de gaz empoisonnés. Mais les porte-parole des classes dirigeantes, stupidement obstinées ou ivres de sang, ne cessent de répéter que la guerre doit être menée « jusqu'au bout », jusqu'à la victoire complète, jusqu'à ce que la guerre ait trouvé la solution de toutes les questions qui l'ont provoquée. Cependant, en fait, la solution définitive s'éloigne de plus en plus, les opérations militaires s'étendent sur de nouveaux fronts et sur de nouveaux territoires, et chaque nouveau développement a pour conséquence et pour caractéristique l'enchevêtrement de problèmes nouveaux en même temps qu'il ravive d'anciennes plaies.

Durant cette période, la Bulgarie est entrée en guerre malgré l'attitude courageuse de la jeune social-démocratie bulgare. La Serbie et le Monténégro se sont trouvés dépouillés, sous la poussée des armées austro-allemandes, de la pitoyable indépendance que leur laissaient encore leurs propres dynasties criminelles et les exigences impérieuses des grandes nations belligérantes. La neutralité de la Grèce est violée par ceux-là mêmes qui, dans un boniment de parade foraine, se posent en champions du droit et en défenseurs des faibles. Le tsarisme se conduit en maître en Perse et y étend sa propre tyrannie, se dédommageant ainsi à l'est de ses insuccès à l'ouest. Enfin l'Angleterre, dont la bourgeoisie dénonçait le militarisme d'autant plus qu'elle cultivait le navalisme, s'est trouvée contrainte, par la logique de la guerre, d'imposer aux masses populaires le fardeau du service militaire obligatoire.

Telles sont les nouvelles conquêtes de la guerre qu'on persiste à qualifier de libératrice des deux côtés des tranchées.

Se résignant à ces crimes, et même y contribuant et les défendant, les organisations centrales, socialistes et ouvrières, liées à leurs classes dirigeantes dès août 1914, sont tombées de plus en plus bas, au cours de ces cinq mois, dans l'abdication socialiste.

Leur rôle fut réduit exclusivement à transformer tout l'acquis politique et moral du socialisme obtenu, au prix du sang des martyrs, des efforts

créateurs des hommes de pensée et des sacrifices héroïques des masses, en une arme de conservation de l'État bourgeois, de protection des classes dirigeantes ébranlées jusque dans leurs racines par leurs propres crimes. Dans l'histoire de l'humanité, qui avait déjà connu la soumission du christianisme, puis celle de la Réforme et ensuite celle de la démocratie aux intérêts des classes dirigeantes, il ne pouvait y avoir de trahison plus éclatante, de crime plus grand, de chute plus honteuse que cet asservissement du socialisme officiel à la bourgeoisie, à l'heure de son sanglant déclin.

Devant les prolétaires d'Europe, nous flétrissons cette union de la violence bourgeoise et de la trahison socialiste comme une menace redoutable pour la cause du socialisme et pour les progrès de l'humanité. Nous flétrissons la politique des social-patriotes qui, tout en aidant directement et indirectement leur gouvernement à écraser le socialisme révolutionnaire dans leur pays, approuvent et encouragent l'opposition dans les pays ennemis et s'efforcent, par la confusion corruptrice ainsi créée, de préserver leur réputation socialiste aux yeux des masses qui aujourd'hui s'éveillent.

Entre ceux qui sont restés sous le drapeau de la révolution sociale et les social-patriotes, mercenaires, prisonniers ou esclaves volontaires de l'impérialisme, se placent les partisans d'un armistice socialiste sans principes et sans clairvoyance. Au nom de l'unité socialiste et ouvrière, ils demandent à la minorité de désarmer devant les social-patriotes, exactement comme ceux-ci ont désarmé, au nom de l'union sacrée, devant nos ennemis de classe.

Quand le destin du socialisme est en jeu, nous ne pouvons ni ne voulons connaître un pareil armistice. Et si notre lutte intérieure met en danger l'unité des organisations socialistes, la responsabilité en retombe sur ceux qui, profitant de la désorganisation prolétarienne provoquée par la guerre, foulent aux pieds les principes fondamentaux du socialisme. La défense de la patrie, la défense nationale que les social-patriotes invoquent sans cesse ne sont en réalité qu'un nœud coulant que la bourgeoisie (aidée par les social-patriotes) a passé au cou de la classe ouvrière : il faut briser ce lien qui irait se resserrant sans cesse.

Le prolétariat ne peut pas ne pas aspirer à assurer l'indépendance des nations. Mais il doit le faire, non en soutenant le militarisme capitaliste qui le ronge, mais par la lutte ouverte contre lui. Notre voie n'est pas la guerre au côté des gouvernants mais la révolution contre eux.

La garde social-patriote de la bourgeoisie, craignant le mécontentement et la révolte du prolétariat, essaie maintenant, par l'intermédiaire de l'ancien Bureau socialiste international, de préparer, derrière le dos des

masses socialistes trompées, la reconstitution de rapports fictifs entre les partis socialistes officiels des pays belligérants. Une main rivée au char du militarisme nationaliste, les social-patriotes se préparent à se tendre l'autre main et à joindre leurs efforts pour étouffer, au cœur des masses, la conscience socialiste désormais réveillée, par le moyen d'une mauvaise contrefaçon de la solidarité internationale. Nous mettons les ouvriers en garde contre cette politique hypocrite : une nouvelle Internationale ne pourra être édifiée que sur la base des principes inébranlables du socialisme révolutionnaire ; à sa création, ne pourront prendre part les alliés des gouvernants, les ministres, les députés domestiqués, les avocats de l'impérialisme, les agents de la diplomatie capitaliste, les fossoyeurs de la Deuxième Internationale.

Une lutte sans merci contre le nationalisme, le rejet définitif des crédits militaires indépendamment de la situation stratégique et diplomatique du pays, la dénonciation impitoyable des mensonges de la défense nationale et de l'union sacrée, la mobilisation des prolétaires pour l'attaque révolutionnaire contre la société bourgeoise, telles sont les conditions nécessaires pour la création d'une véritable Internationale socialiste. Cette politique, résolument socialiste et révolutionnaire, est la seule qui puisse assurer au prolétariat une influence à l'issue de la guerre, ainsi que sur les rapports internationaux qui s'établiront après le rétablissement de la paix.

Les social-patriotes déclarent, du haut des tribunes parlementaires, qu'ils sont opposés aux annexions. Certains d'entre eux ajoutent qu'ils sont partisans du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais ces belles phrases ne changent rien au fait certain que les social-patriotes travaillent de toutes leurs forces à assurer la victoire à leur militarisme national et, par conséquent, préparent inévitablement des annexions brutales : on ne peut pas lutter vraiment contre les annexions sans combattre leur instrument qui est le militarisme ; il est impossible de protéger l'indépendance des peuples tout en aidant le capitalisme armé à la détruire.

En projetant des annexions territoriales en Europe, en attentant à l'indépendance des nations à Belgrade et à Salonique, à Bruxelles et à Téhéran, les gouvernants des deux groupes antagonistes s'efforcent de préparer en même temps la division de l'Europe de demain en deux puissants blocs économiques, séparés par le fil barbelé des tarifs douaniers. Entre ces deux trusts d'États gigantesques éclatera, dès le lendemain de la conclusion de la paix, une bataille commerciale incessante et implacable. Cette perspective, aussi bien que les annexions, promet aux peuples d'Europe, épuisés par la guerre, une nouvelle aggravation de leurs conditions de vie, un ren-

forcement du militarisme, de la dictature des banques et des trusts, l'arrêt de la législation sociale et une réaction politique forcenée. La lutte contre les tranchées douanières qui ont pour effet d'accélérer la désorganisation de l'économie européenne ne peut être menée que simultanément avec la lutte contre les tranchées du militarisme. La lutte contre la tyrannie politique, contre les armées permanentes, contre la diplomatie secrète et pour la démocratisation de tous les États européens est la condition première de l'unification politique et économique de l'Europe.

Ouvrières et ouvriers !

Si la guerre enfantée par l'impérialisme dévaste l'Europe, une paix conclue par les nationalistes actuellement au pouvoir ne pourra que renforcer et accroître l'hostilité entre les nations et être la cause de nouvelles catastrophes de plus en plus dévastatrices. Si nous n'avons pas su empêcher la guerre, nous sommes tenus de faire tous nos efforts pour imposer aux belligérants notre paix. À la puissance des dirigeants qui se nourrit de notre passivité et de notre soumission, nous devons opposer notre force à nous : la conscience révolutionnaire et la volonté de lutter sans merci. Nous vous appelons à cette tâche. Assez de patience ! Assez de silence ! Que la parole de colère et de révolte retentisse partout ! Que l'acte suive la parole !

Entendez-vous ! ouvrières et ouvriers d'Europe ! Si une faible partie seulement de ces sacrifices, de ces vies, de ce sang que la guerre exige avait été sciemment consentie à la cause du socialisme, l'Europe eût été tôt libérée du honteux régime d'oppression et d'exploitation, et nous aurions la certitude de voir nos fils entrer dans le royaume du travail et de la justice. Sachez donc trouver en vous la résolution de donner toutes vos forces et, s'il le faut, votre liberté et votre vie même pour le salut de l'humanité !

Luttez contre les absurdes et immenses sacrifices que la guerre exige sans répit et sans fin, contre le militarisme déchaîné, contre la barbarie et la lâcheté des dirigeants, luttez sans hésitation, sans trêve, de toutes vos forces !

À bas la guerre ! À bas les annexions ! À bas les contributions de guerre ! Vive la liberté et l'indépendance des nations ! Vive l'union économique des peuples !

Vive la révolution !

Vive le socialisme !

Nache Slovo
Vie ouvrière

15. Résolution de la conférence de Kienthal
L'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix
(24-30 avril 1916)

Le socialiste suisse Robert Grimm avait déjà participé à la préparation de Zimmerwald. Bien qu'assez éloigné des positions du courant internationaliste révolutionnaire renaissant, il écrivit dans sa préface à la première publication du compte rendu de cette deuxième conférence[1]: *«Alors que vingt années environ séparent la seconde Internationale de la première, la force de l'idée internationale s'est affirmée, cette fois, au sein même de la guerre. Le devoir de la seconde Conférence de Zimmerwald était de reprendre cette idée, de l'animer et de l'exalter, de faire revivre au cœur des ouvriers l'espoir socialiste.»*

44 délégués, représentant l'Allemagne, l'Italie, la Russie (avec notamment Lénine et Zinoviev pour les bolcheviks), la Pologne, la Serbie, le Portugal, la Suisse et l'Internationale socialiste des jeunes étaient présents dans l'auberge de Kienthal qui servit de local à la conférence. En raison du refus des autorités de ce pays de délivrer des passeports, il ne put y avoir de délégation de France. Mais trois députés socialistes s'y présentèrent en tant qu'observateurs. Et c'est finalement l'un d'entre eux, Pierre Brizon, qui rédigea la résolution finale sur la guerre (adoptée à l'unanimité). Celle-ci entendait notamment *«repousser les propositions fantaisistes des pacifistes bourgeois et des socialistes nationalistes»* et affirmer que la seule lutte pour la paix était celle qui se donnait comme objectif l'instauration du socialisme.

Le prolétariat et la paix

En conclusion des délibérations, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité en votation finale :

I

1. La guerre actuelle est la conséquence des antagonismes impérialistes, résultant du développement du régime capitaliste. Les forces impérialistes s'emploient à exploiter dans leur intérêt les problèmes de nationalité demeurés sans solution, les aspirations dynastiques et tout ce qui survit du passé féodal. Le vrai but de la guerre est de provoquer une

1 On trouve également mention de cette conférence sous l'intitulé « deuxième conférence de Zimmerwald », car elle en était le prolongement.

nouvelle répartition des possessions coloniales et de déterminer la soumission des pays en retard dans leur développement économique.

2. La guerre ne pouvant supprimer ni le régime capitaliste ni ses manifestations impérialistes, ne peut non plus éliminer les causes de guerres futures. Elle renforce l'oligarchie financière, elle est incapable de résoudre les anciens problèmes de nationalité et de mettre fin à la lutte pour l'hégémonie mondiale. Elle complique au contraire tous ces problèmes et crée de nouveaux antagonismes qui augmentent encore la réaction économique et politique, renferment les germes de guerres futures.

3. C'est pourquoi, en affirmant que la guerre se propose une paix durable, les gouvernements et leurs agents bourgeois social-nationalistes ne tiennent pas compte des conditions nécessaires à la réalisation de ce but ou faussent sciemment la vérité. Dans un régime capitaliste, les annexions, les alliances économiques et politiques des États impérialistes, pas plus que les tribunaux d'arbitrage obligatoire, les limitations des armements, et ce qu'on appelle démocratisation de la politique étrangère, ne peuvent assurer une paix durable.

4. Les annexions réalisées par la violence excitent la haine parmi les peuples, produisent de nouvelles causes de conflits et de heurts. Les alliances politiques et les coalitions des puissances impérialistes, c'est là un moyen propre à prolonger, à étendre la guerre économique en provoquant des conflagrations mondiales toujours plus graves.

5. Les projets tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire, supposent l'existence de sanctions efficaces généralement reconnues, l'existence d'une force matérielle capable d'équilibrer les intérêts antagonistes des États – et d'imposer à ceux-ci son autorité. Mais de telles sanctions et une telle autorité n'existent pas et le développement capitaliste, qui aggrave encore les antagonismes entre les bourgeoisies des différents pays ou de leurs coalitions, ne nous donne aucun espoir pour l'avènement d'une telle puissance médiatrice. Le véritable contrôle démocratique sur la politique étrangère suppose une démocratisation complète de l'État moderne ; le prolétariat trouverait en lui une arme utilisable dans sa lutte contre l'impérialisme, mais jamais un moyen décisif susceptible de transformer la diplomatie en un instrument de paix.

6. C'est pour ces raisons que la classe ouvrière doit repousser les propositions fantaisistes des pacifistes bourgeois et des socialistes nationalistes qui remplacent de vieilles illusions par de nouvelles : ils leurrent ainsi les masses en les détournant du chemin de la lutte de classe et en faisant le jeu de la politique jusqu'au-boutiste.

II

7. Si le régime capitaliste est incapable d'assurer une paix durable, seul le socialisme créera des conditions nécessaires à sa réalisation. En effet, en abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme élimine en même temps que l'exploitation des masses par les classes possédantes, l'oppression des peuples et, par ce fait même, les causes de la guerre. C'est pourquoi la lutte pour une paix durable n'est, en somme, que la lutte pour la réalisation du socialisme.

8. Chaque fois que la classe ouvrière renonce à la lutte de classe en se solidarisant avec ses exploiteurs, en subordonnant ses aspirations à celles des gouvernements et des classes dirigeantes, elle s'éloigne de son but : la réalisation de la paix durable. En agissant ainsi, la classe ouvrière confie aux classes capitalistes et aux gouvernements bourgeois une tâche qu'elle seule peut mener à bonne fin ; pire encore, elle livre à la boucherie de la guerre ses meilleures forces, et voue ainsi à la destruction les éléments les plus sains et les plus capables qui, en temps de guerre comme en temps de paix, devraient être appelés en premier lieu à la lutte pour le socialisme.

III

9. Conformément aux décisions des congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, l'attitude du prolétariat à l'égard de la guerre ne saurait être déterminée par la situation militaire ou stratégique des pays belligérants. Le devoir vital du prolétariat est donc de demander dès maintenant l'armistice immédiat pour entamer les pourparlers de paix.

10. Selon que cet appel trouvera un écho dans les rangs du prolétariat international, suscitant une action vigoureuse dont le but est le renversement de la domination capitaliste, la classe ouvrière réussira à hâter la fin de la guerre et à influer sur les conditions de la paix. Si la classe ouvrière ne répond pas à cet appel, les conditions de la paix future seront fixées par les gouvernements, les diplomaties, les classes dirigeantes, sans aucun égard aux intérêts et aux aspirations des peuples.

11. Dans la lutte révolutionnaire des masses pour les aspirations socialistes et pour la libération de l'humanité du fléau capitaliste militariste, le prolétariat doit, en même temps, s'opposer à toutes les velléités annexionnistes. Le prolétariat ne considère pas la configuration politique du monde telle qu'elle était avant la guerre comme répondant aux intérêts des peuples, mais il s'oppose à tout remaniement arbitraire des frontières, même dans le cas où, sous le prétexte de libérer les peuples, on voudrait

constituer des États mutilés, pourvus d'une indépendance fictive et soumis à un véritable vasselage. Le socialisme lui-même tend à supprimer toute oppression nationale par l'union politique et économique des peuples sur des bases démocratiques – union irréalisable dans le cadre de la société capitaliste. Mais ce sont précisément les annexions – quelle qu'en soit la forme – qui rendent cette tâche difficile, lorsqu'en démembrant les peuples, en les écartelant et en les incorporant aux grands États capitalistes, on rend plus pénibles les conditions de la lutte prolétarienne.

12. Aussi longtemps que le socialisme n'apporte pas la liberté et l'égalité des droits de tous les peuples, le constant devoir du prolétariat est de lutter résolument contre toute oppression nationale, contre toute violence à l'égard des peuples plus faibles, pour obtenir par la lutte de classe leur autonomie sur une base entièrement démocratique, ainsi que la protection des minorités nationales.

13. Les indemnités de guerre exigées par les puissances impérialistes ne sont pas conciliables avec les intérêts du prolétariat. De même que les classes dominantes de chaque pays cherchent à faire peser les dépenses de guerre sur les épaules de leur propre classe ouvrière, elles tenteront aussi de rejeter le poids des indemnités de guerre sur le prolétariat des pays vaincus. Cet état de choses nuirait aussi bien aux travailleurs du pays vainqueur, car l'aggravation des charges économiques et sociales de la classe ouvrière d'un pays donné aurait sa répercussion inévitable sur celle des autres pays et rendrait plus difficiles les conditions de la lutte de classe internationale. L'action du prolétariat d'une nation ne consiste pas à rejeter les charges économiques et financières de la guerre sur les ouvriers d'une autre nation, mais à les faire peser sur les possédants de tous les pays par l'abolition de la dette publique.

14. La lutte contre la guerre et l'impérialisme s'intensifiera de plus en plus, par suite des souffrances et des ruines causées par les fléaux de l'époque impérialiste. Le socialisme développera et dirigera le mouvement des masses contre la cherté de la vie, pour les revendications des travailleurs agricoles, contre le chômage, les nouveaux impôts et contre la réaction politique, jusqu'à ce qu'il aboutisse à la lutte internationale pour le triomphe final du prolétariat.

16. Karl Liebknecht
Lettre au tribunal gouvernemental allemand de Berlin
(17 août 1916)

Karl Liebknecht, de nouveau emprisonné depuis le mois de mai, s'adresse dans cette lettre au tribunal pour protester contre l'arrestation de son camarade Franz Mehring, âgé de près de soixante-dix ans. Il y emploie toute sa verve et son ironie pour dénoncer l'acharnement du pouvoir et de ses alliés sociaux-démocrates à combattre la révolution.

Franz Mehring (1846-1919) était depuis des décennies un des animateurs les plus actifs du courant révolutionnaire. Journaliste et historien du mouvement ouvrier, il n'avait pas sombré en août 1914 avec les autres dirigeants du SPD et de l'Internationale. Il avait participé au début de l'année 1915, avec Clara Zetkin[1] et Rosa Luxemburg, dont il était proche, à la publication de la revue *Die Internationale*, le premier organe réunissant les opposants à la direction du Parti social-démocrate allemand sur des bases internationalistes, dont Lénine avait souligné la valeur. Ses camarades de combat désignaient affectueusement Mehring, malgré son âge, comme «*le plus jeune des communistes allemands*».[2]

Ce texte fut publié pour la première fois en français dans la revue *Clarté*[3] en janvier 1921.

---

1 Clara Zetkin (1857-1933), militante du SPD depuis le temps des lois d'exception, était une amie proche de Rosa Luxemburg. August Bebel avait affirmé à leur propos : *« Vous êtes les seuls hommes du parti. »* Elle dirigeait la rédaction du magazine féminin du parti *l'Égalité*. En 1915, elle rédigea un « Appel aux femmes socialistes » et fut à l'initiative de la première conférence internationale des femmes à Berne, qui préfigura la conférence de Zimmerwald tenue peu après. Emprisonnée en 1916, elle rejoignit dès sa libération les rangs des spartakistes.

2 Il salua la révolution d'Octobre en ces termes : *« Si les bolcheviks restent au pouvoir, leurs exploits seront bénis par la classe ouvrière du monde entier, tandis que si la coalition réactionnaire réussit à les faire tomber, la classe ouvrière du monde entier sera pour des dizaines d'années rejetée en arrière. »* Malade, il mourut peu de temps après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, au cours de la révolution communiste pour laquelle il avait lutté toute sa vie.

3 Revue éditée par des intellectuels proches du Parti communiste (Barbusse, Vaillant-Couturier).

Berlin, 17 août 1916.

À propos de l'action menée contre moi :

Le militarisme allemand livre ses batailles les plus glorieuses en Allemagne même, batailles dont aucun journal ne se fait le héraut.

Il livre ses batailles les plus glorieuses en Allemagne, contre des Allemands, contre les gens que la faim tenaille et qui sont assoiffés de liberté et de paix. Il remporte quotidiennement des victoires contre des gens sans défense, contre des femmes, des enfants, des vieillards ; des victoires que ne célèbre aucun carillon. Et il fait, au cours de ces opérations-là, des prisonniers, des milliers de prisonniers, que n'annonce aucun communiqué du GQG.

Le 10 juillet, sa brillante attaque a abattu Rosa Luxemburg[1]. Il vient maintenant de remporter un nouveau triomphe que chantera la postérité.

Par un assaut hardi, il a réussi à maîtriser le septuagénaire Franz Mehring et à emmener prisonnier celui dont les coups faisaient trembler un Bismarck.

Enfin ! l'Allemagne officielle et officieuse respire !

Enfin ! Car il y a longtemps que Franz Mehring a mérité cela ! C'est bien fait pour lui !

Que n'encensait-il l'idole de l'impérialisme ? Pourquoi restait-il fidèle à ses autels, aux autels du socialisme ? Pourquoi, malgré son grand âge, est-il entré en lice pour la cause sacrée de l'Internationale ?

C'est bien fait pour lui !

Car il est bien un éducateur du peuple allemand, mais il ne sort pas de l'écurie de Herr von Trott zu Solz[2]. Car il est bien un flambeau de la science allemande, un maître publiciste allemand, un gardien et un champion de civilisation allemande, mais il ne fait pas partie des gardes du corps des Hohenzollern. Car il est un démolisseur de légendes dorées, mais non point un raccommodeur historiographe de cour. Car il rompt des lances pour la défense des opprimés, mais il n'est point à la solde des puissants. C'est un homme, mais non un laquais.

À une époque où les représentants accrédités de la science allemande se font panégyristes de la barbarie et font de la muse une courtisane ; où, pour jouir à loisir de la liberté extérieure, il est indispensable de se sou-

1 Après avoir passé une année en prison de février 1915 à février 1916, Rosa Luxemburg venait d'être arrêtée de nouveau le 10 juillet 1916. Elle ne fut libérée, par la révolution, que début novembre 1918.

2 August von Trott zu Solz était ministre de l'Enseignement de l'empereur Guillaume II.

mettre à la servitude intérieure et de se prosterner humblement devant la dictature militaire ; à une époque où les Jean-qui-rit « sociaux-démocrates » sont au comble de la félicité, escortent en trottinant le carrosse de l'État allemand et ont la permission de ramasser les miettes de la table ministérielle, où les camarades sociaux-démocrates Schluck et Jau[1] ont le privilège de se carrer, pour quelques trimestres de grâce, dans les coussins de l'admission à la cour ; à une époque où les apostats « sociaux-démocrates » peuvent prendre, au grand soleil glorieux, de joyeux ébats ; à une telle époque, la place d'un Mehring n'était pas la liberté, mais la prison.

La prison, le seul endroit où l'on ait maintenant droit d'être homme d'honneur en Allemagne ; la prison, devenue maintenant la suprême place d'honneur pour le septuagénaire Franz Mehring lui aussi.

Mais la besogne n'est pas encore achevée. Il reste encore des hommes et des femmes, en Allemagne qui, par milliers et par milliers, s'écrient : « À bas la guerre ! À bas le gouvernement ! »

En avant vers de nouveaux exploits, Excellence von Kessel[2] ! De nouvelles victoires glorieuses vous attendent – à remporter sur des gens que la faim tenaille et qui ont soif de liberté et de paix ! Contre des femmes, des vieillards, des enfants ! Afin que l'Europe retentisse davantage encore de la gloire immortelle de l'Allemagne !

Soldat Karl Liebknecht,
aux bataillons disciplinaires.

1 Intraduisible : noms plébéiens, désignant la basse roture.
2 Le général Gustav von Kessel était à l'époque gouverneur de Berlin.

Chronologie

Les éléments qui apparaissent ici en gras renvoient aux documents publiés dans ce recueil.

Année	Événements liés à la guerre et au mouvement ouvrier	Réunions, congrès et écrits concernant la question de la guerre
1907	**10-21 juin**. Mouvement de protestation des viticulteurs du Languedoc. Mutinerie du 17e régiment de ligne à Narbonne.	**18-24 août**. Congrès de la IIe Internationale à Stuttgart. Adoption de l'amendement proposé par Lénine et Rosa Luxemburg : *« Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d'œuvrer pour sa fin rapide et d'utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter par là la chute de la domination capitaliste. »*
1908		**5-12 octobre**, 10e congrès de la CGT. Vote de la résolution préconisant la grève générale en cas de guerre.
1910		**28 août-30 septembre**. Congrès de la IIe Internationale à Copenhague. Précisions tactiques concernant la ligne à suivre par les socialistes en cas de guerre.
1912		**20 septembre**. Résolution sur l'attitude des socialistes envers la guerre lors du congrès du SPD de Chemnitz.
		16-23 septembre. XIIe congrès de la CGT au Havre. Adoption d'une résolution sur l'antimilitarisme.
		21 novembre. Congrès extraordinaire de la SFIO sur la lutte contre la guerre.
		24-25 novembre. Congrès de la IIe Internationale à Bâle. Confirmation des orientations contre la guerre prises par les deux congrès précédents.
1913	**25 février**. Manifestation de la CGT contre le projet de service militaire de trois ans et contre la guerre.	**23-25 mars**. Le 10e Congrès de la SFIO se prononce contre la loi des trois ans.
	7 août. Adoption définitive de la loi dite des « trois ans » sur le service militaire en France.	
1914	**27 février**. Manifestations contre la guerre à Paris à l'appel de la CGT.	
1914		**14-16 juillet**. Le congrès extraordinaire de la SFIO préconise la grève générale pour empêcher la guerre.
	23 juillet. Début de la mobilisation populaire contre la guerre en France.	

Année	Événements liés à la guerre et au mouvement ouvrier	Réunions, congrès et écrits concernant la question de la guerre
		25 juillet. Proclamation de la direction du SPD contre la guerre.
	27 juillet. Dernière grande manifestation contre la guerre à Paris à l'initiative de l'Union départementale CGT de la Seine.	
	28 juillet. Manifestations ouvrières dans toute l'Allemagne contre la guerre.	
	29 juillet. Le leader du SPD Südekum est reçu par le chancelier Bethmann-Hollweg. Assurance est donné à celui-ci que la social-démocratie n'organisera ni grève, ni sabotage.	
	29 juillet. Réunion à Bruxelles du Bureau de l'Internationale. Pas de position clairement définie. Le prochain congrès est avancé au 9 août 1914. Il doit se tenir à Vienne. Immenses cortèges ouvriers à Bruxelles contre la guerre.	
	30 juillet. Nombreuses manifestations ouvrières dans toute la France contre la guerre.	
		1er août. Les socialistes serbes refusent de voter les crédits de guerre.
	31 juillet. Assassinat à Paris de Jean Jaurès par le nationaliste Raoul Villain.	**30 juillet**. L'organe du SPD, le *Vorwärts*, écrit à propos de l'empereur d'Allemagne : *« Dans toute circonstance, Guillaume II s'est montré l'ami de la paix internationale. »*
	1er au 3 août. Ordre de mobilisation puis déclaration de guerre des différentes puissances européennes.	
		2 août. La direction des syndicats en Allemagne décide dans une réunion de ne pas s'opposer à la guerre. Les grèves en cours sont suspendues.
		3 août. Dans la matinée, la fraction social-démocrate au Reichstag décide qu'elle votera les crédits de guerre (à 78 voix contre 14, dont celle de Karl Liebknecht).
1914	**4 août**. Vote à l'unanimité des crédits de guerre par le SPD en Allemagne et par la SFIO en France. Vandervelde, président de la IIe Internationale, entre dans le gouvernement royal en Belgique comme ministre d'État.	**4 août**. Réunion des opposants au vote des crédits de guerre autour de Rosa Luxemburg. Celle-ci explique que la social-démocratie n'est plus qu'un *« cadavre puant »*. Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, met en cause *« l'impérialisme allemand »* devant la tombe de Jaurès.
		8 août. Lénine fait adopter le manifeste du Parti bolchevique contre la guerre impérialiste. Le même jour, les députés bolcheviques votent contre les crédits de guerre à la Douma.

Année	Événements liés à la guerre et au mouvement ouvrier	Réunions, congrès et écrits concernant la question de la guerre
	27 août. France : entrée des socialistes Jules Guesde et Marcel Sembat au gouvernement.	**Fin août, début septembre**. Lénine : ***Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne.***
		31 octobre. Léon Trotsky, ***La guerre et l'Internationale.***
		Novembre (date de parution). Lénine : ***La situation et les taches de l'Internationale socialiste***. Il écrit : *« La II^e^ Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. (…) À la III^e^ Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ! »*
		Novembre (date de parution). Lénine : ***La guerre et la social-démocratie russe*** qui conclut, *« Vive la fraternité internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays ! Vive l'Internationale prolétarienne, affranchie de l'opportunisme ! »*
	2 décembre. **Vote de Karl Liebknecht contre les crédits de guerre.** En France, **démission de Pierre Monatte du Comité confédéral de la CGT.**	
	Fin décembre. Nombreuses fraternisations sur le front occidental auxquelles les états-majors mettent un coup d'arrêt.	
1915		**Janvier**. Louise Saumoneau diffuse l'appel aux femmes socialistes de Clara Zetkin.
		Février à juin. Tournée de Rakovsky en faveur d'une conférence socialiste internationale dans plusieurs pays.
1915		**26-28 mars**. Conférence socialiste internationale des femmes à l'initiative de Clara Zetkin.
		5-7 avril. Conférence de l'Internationale des jeunes socialistes à Berne.
		1^er^ mai. Numéro spécial de *L'Union des Métaux*, organe de la Fédération CGT de la métallurgie, qui publie le manifeste des ouvriers allemands se prononçant contre la guerre.
		27 mai. Tract de Karl Liebknecht ***« L'ennemi est dans notre propre pays ».***
		Rosa Luxemburg: ***La crise de la social-démocrati***e (écrit en 1915, publié pour la première fois en 1916).

Année	Événements liés à la guerre et au mouvement ouvrier	Réunions, congrès et écrits concernant la question de la guerre
		Mai-juin. Lénine, ***La faillite de la IIe Internationale.*** Il écrit dans son avant-propos : « *La guerre européenne de 1914-1915 a commencé, elle aussi, à être d'une utilité indubitable pour l'humanité, car elle a montré à la classe avancée des pays civilisés qu'un hideux abcès purulent est près de crever dans ses partis, et qu'il se dégage on ne sait d'où une insupportable puanteur cadavérique.* »
		Été 1915. ***Lénine : Le socialisme et la guerre***.
		6-8 juillet. Conférence des partis socialistes des Balkans sous l'impulsion de Rakovsky.
		5-8 septembre. Conférence de Zimmerwald. ***Manifeste contre la guerre*** rédigé par Trotsky.
		21 décembre. 18 députés du SPD votent contre les crédits de guerre.
		25-29 décembre. Le congrès de la SFIO approuve la politique d'« union sacrée ».
1916	**Janvier**. Création du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI).	
	Avril. Création au sein de la CGT d'un Comité de défense syndicaliste à l'initiative de militants du CRRI.	**24-30 avril**. Conférence de Kienthal. Résolution : ***« Le prolétariat et la paix »***.
	1er mai. Manifestation à Berlin à l'initiative du groupe Spartacus. Arrestation de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht.	**14 mai**. Le député socialiste français Pierre Brizon lit un manifeste de militants allemands hostiles à la guerre à la Chambre des députés.
	Mai. Vague de grèves à Berlin à l'initiative des « délégués révolutionnaires ».	
1916	**Novembre**. Grèves dans les usines d'armement en France.	**1er septembre**. Premier exemplaire des *Lettres de Spartacus*.
		26-28 décembre. Congrès de la SFIO à Paris. La résolution favorable à Zimmerwald recueille 37 % des votes.
1917	**Janvier à juin**. Grève dite des « munitionnettes » en France, suivie d'autres mouvements.	
	8 mars. Début de la révolution dite de février en Russie, chute du tsarisme. Dualité de pouvoirs : d'un côté les soviets, de l'autre un gouvernement provisoire qui maintient la Russie en guerre.	
		14 mars. Adoption du *Prikaz* n° 1 par le soviet de Petrograd, qui détruit les bases de la discipline d'ancien régime.
		16 mars. Appel du soviet de Petrograd pour la paix et l'Internationale.

Année	Événements liés à la guerre et au mouvement ouvrier	Réunions, congrès et écrits concernant la question de la guerre
	8 avril. Création en Allemagne du Parti social-démocrate indépendant (USPD) qui regroupe les militants internationalistes comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Clara Zetkin, Paul Levi, mais aussi des dirigeants du courant centriste, pacifistes mais hostiles à la révolution, en particulier Karl Kautsky.	
		16 avril. Retour de Lénine à Petrograd. Publication des *Thèses d'avril.*
	Fin avril. Début des mouvements de mutineries dans les unités françaises.	
	16-20 juillet. Manifestations de masse à Petrograd contre les offensives lancées par Kérenski et la guerre.	
	2 août. Les marins de la flotte de guerre allemande manifestent derrière le mot d'ordre de paix.	**28-29 août**. Conférence socialiste interalliée à Londres.
		5-12 septembre. Troisième conférence zimmerwaldienne à Stockholm. Les socialistes français quittent le gouvernement.
	7 novembre (25 octobre dans le calendrier julien). Révolution d'Octobre. Les bolcheviks s'emparent du pouvoir à Petrograd, et forment un Conseil des commissaires du peuple sous la présidence de Lénine.	
	8 novembre. Décret sur la paix en Russie.	
	15 décembre. Armistice entre la Russie et l'Allemagne.	
1918	**3 mars**. Signature du traité germano-russe de Brest-Litovsk.	
	13-18 mai. Mouvement de grève dans différents bassins miniers en France.	
	26 mai. Soulèvement des légionnaires tchèques en Russie. Début de la guerre civile.	
	1er octobre. Le commandement allemand se prononce pour la paix dans l'espoir de contenir une révolution. Le lendemain les socialistes Ebert et Scheidemann entrent au gouvernement de Max de Bade.	
	3-10 novembre. Mutinerie des marins allemands de Kiel, puis révolution en Bavière et à Berlin.	
	11 novembre. Armistice mettant fin à la Première Guerre mondiale.	

Année	Évènements liés à la guerre et au mouvement ouvrier	Réunions, congrès et écrits concernant la question de la guerre
		Décembre. Publication par les bolcheviks des traités secrets révélant les buts de guerre des impérialistes.
	Décembre et janvier 1919. Révolution spartakiste à Berlin. Assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.	
1919		**Février**. Conférence internationale des partis socialistes à Berne pour ressouder l'unité de la IIe Internationale.
		2-6 mars. Congrès fondateur de la IIIe Internationale à Moscou.
	Mars-Avril. République des conseils en Hongrie.	
	Mi-avril. Mutineries dans la flotte française de la mer Noire.	
1919	**28 juin**. Signature du traité de Versailles, premier des grands traités dessinant le nouvel ordre impérialiste du monde. **10 septembre**. Traité de Saint-Germain-en-Laye le 1919 entre les alliés et l'Autriche **27 novembre 1919**. Traité de Neuilly entre les alliés et la Bulgarie **4 juin 1920**.Traité de Trianon entre les alliés et la Hongrie	
1920	**10 août**. Traité de Sèvres entre les alliés et la Turquie).	

1. Table des matières

Introduction 5

1. Lénine 17
Les tâches
de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne
(septembre 1914)

2. Léon Trotsky 23
La guerre et l'Internationale
(31 octobre 1914)

3. Karl Liebknecht 99
Déclaration au Reichstag contre le vote des crédits de guerre
(2 décembre 1914)

4. Pierre Monatte 103
Lettre de démission au Comité confédéral de la CGT
(décembre 1914)

5. Alfred Rosmer 109
Un îlot en 1914 : *La Vie ouvrière*
(février 1936)

6. 117
Les socialistes français et la guerre :
discussion entre le député socialiste français Charles Dumas
et le socialiste roumain Christian Rakovsky
(mai 1915)

7. Rosa Luxemburg 149
La crise de la social-démocratie
(écrit en 1915, publié pour la première fois en 1916)

8. Lénine 161
Le socialisme et la guerre
(août 1915)

9. Karl Liebknecht 199
L'ennemi principal est dans notre propre pays !
(27 mai 1915)

10. Karl Liebknecht 205
Lettre à la conférence de Zimmerwald
(septembre 1915)

11. Compte-rendu de la conférence de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) 209

12. Lénine
Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald
(2 septembre 1915) 221

13. Afred Rosmer
Lettre aux abonnés de *la Vie ouvrière*
(1er novembre 1915) 225

14. Léon Trotsky
Projet de manifeste pour la conférence de Kienthal
(Janvier 1916) 237

15. Résolution de la conférence de Kienthal
L'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix
(24-30 avril 1916) 243

16. Karl Liebknecht
Lettre au tribunal gouvernemental allemand de Berlin
(17 août 1916) 247

Chronologie 251

Au catalogue des bons caractères

Collection Romans

Émeute au Transvaal *Harry Bloom*	17,30 €
Les sentiers de la gloire *Humphrey Cobb*	15,00 €
La Paix *Ernst Glaeser*	14,20 €
Les Croisés *Stefan Heym*	29,50 €
Ici, sous l'Étoile polaire (tome I) *Väinö Linna*	20,30 €
Les gardes rouges de Tempere Ici, sous l'Étoile polaire (tome II) *Väinö Linna*	21,30 €
Réconciliation Ici, sous l'Étoile polaire (tome III) *Väinö Linna*	22,00 €
Les Damnés de la Terre *Henry Poulaille*	19,30 €
Le Fléau du savoir - L'épopée de Ménaché Foïgel *Moïse Twersky - André Billy*	17,30 €

Collection Histoire

1917, la révolte des soldats russes en France *Rémi Adam*	13,70 €
La Révolution russe *François-Xavier Coquin*	7,10 €
Juin 36 *Jacques Danos et Marcel Gibelin*	14,30 €
De l'Oncle Tom aux Panthères noires *Daniel Guérin*	15,30 €

Hongrie 1956 : un soulèvement populaire, une insurrection ouvrière, une révolution brisée
Georges Kaldy 15,30 €

Histoire de la social-démocratie allemande de 1863 à 1891
Franz Mehring 35 €

Collection Témoignages

Autobiographie
Maman Jones 12 €

Moscou sous Lénine
Alfred Rosmer 16,80 €

Au-delà de l'Oural
Un ouvrier américain dans la métropole russe de la sidérurgie
John Scott 16, 80 €

La Révolution de février
Alexandre Tarassov-Rodionov 15,30 €

SOS Indochine
Andrée Viollis 17,30 €

Collection Classiques

Le Programme socialiste
Karl Kautsky 11,20 €

Le socialisme et les intellectuels
Paul Lafargue 2,60 €

Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics
Paul Lafargue 2,60 €

Marx et Engels
David Riazanov 11,20 €

La jeunesse de Lénine
Léon Trotsky 12,20 €

Le Programme de transition
Léon Trotsky 2,60 €

Où va la France
Léon Trotsky 12,70 €

Hors collection

Haïti 1986-2004
OTR-UCI 20,30 €

Collection Éclairages

1. Proche-Orient 1914-2010
Les origines du conflit israélo-palestinien
Marc Rémy 8,20 €

2. La Première Guerre mondiale
Dix millions de morts pour un repartage du monde
Rémi Adam 8,20 €

3. Histoire de la mondialisation capitaliste - 1. 1492-1914
Édouard Descottes 8,20 €

4. Italie 1919-1920 - Les deux années rouges
Fascisme ou révolution
Bruno Paleni 8,20 €

5. Histoire de la mondialisation capitaliste - 2. 1914-2010
Sandra Chirazi - Raphaël Menand 8,20 €

6. La Russie avant 1917
Gilles Boti 8,20 €

7. Le cerveau et la pensée
Marc Peschanski 8,20 €

8. La question coloniale
dans le mouvement ouvrier en France (1830-1962)
Jacques Le Gall 8,20 €

9. La civilisation arabe du VIII^e^ au XIII^e^ siècle
Son essor, ses apports
Farida Megdoud 8,20 €

10. Les philosophes des Lumières
« Entends-tu le tonnerre ? Il roule en approchant… »
Françoise Millot 8,20 €

11. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome I - 1923-1927 : la lutte antibureaucratique
dans le parti bolchevique
Pierre Merlet 8,20 €

12. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes
Tome II : 1928-1938 : une lutte à mort contre le stalinisme
Pierre Merlet 8,20 €

Imprimé par IMS - 93500 Pantin
01 48 10 05 55 - www.ims-pantin.fr - atelier@ims-pantin.fr